

doc
CA1
EA
99C13
ENG

DOCS

CA1 EA 99C13 ENG

Canadian media attention to the
Summit de la Francophonie 1999. -

17914041

,b409 4724(E)

Post. of
Min. 200 :
DEC 1 2006
Return to Sender
Retourner à l'expéditeur

CANADIAN MEDIA ATTENTION TO THE

SUMMIT DE LA FRANCOPHONIE

1999

17914041



mediascan 55

Copyright reserved in accordance with license from CANADIAN PRESS, except letters to editor and advertisements. Sale or reproduction prohibited. Copies available upon request at the address CANADIAN PRESS, and your local letters & notices at the publisher. Le contenu de la reproduction sont interdits.

Print monitoring

| | | | | |
|-------------------------------|-----------------|----------|----------------|-----|
| Tribune-Post Sackville, NB | (Community) | Page | Code | |
| | 99-09 <i>01</i> | <i>1</i> | <i>07A, 07</i> | DII |

Tim's Extends Hours For Cops

The long-standing joke about cops and doughnut shops is being taken seriously by Tim Hortons in Sackville.

The chain's downtown location has extended its hours until next Sunday.

The change was made to serve the 1,000 plus RCMP officers staying on the Mount Allison University campus while providing security during the Francophonie Summit in Moncton.

Since Sunday the store has been opened until 11 p.m. It's usually open until 9 p.m. through the week and until 5 p.m. on the weekends.

Manager Lisa Hicks said on Monday business had already begun to pick up as the first of officers began arriving. She said she was expecting a sizable increase in business as the week progressed.

Hicks has her own theory about why police are so fond of Tim Hortons.

"It's the girls that serve them," she said with a chuckle.

The Harper Lane/Main Street Tim's location will maintain its usual closing time of midnight. That location was also noting a small increase in business as of Monday.

IMD/LORTIE

Moncton / P.A. Lortie

IMF / Cousineau

LE DEVOIR

1 Sept. 1999
F. Fili

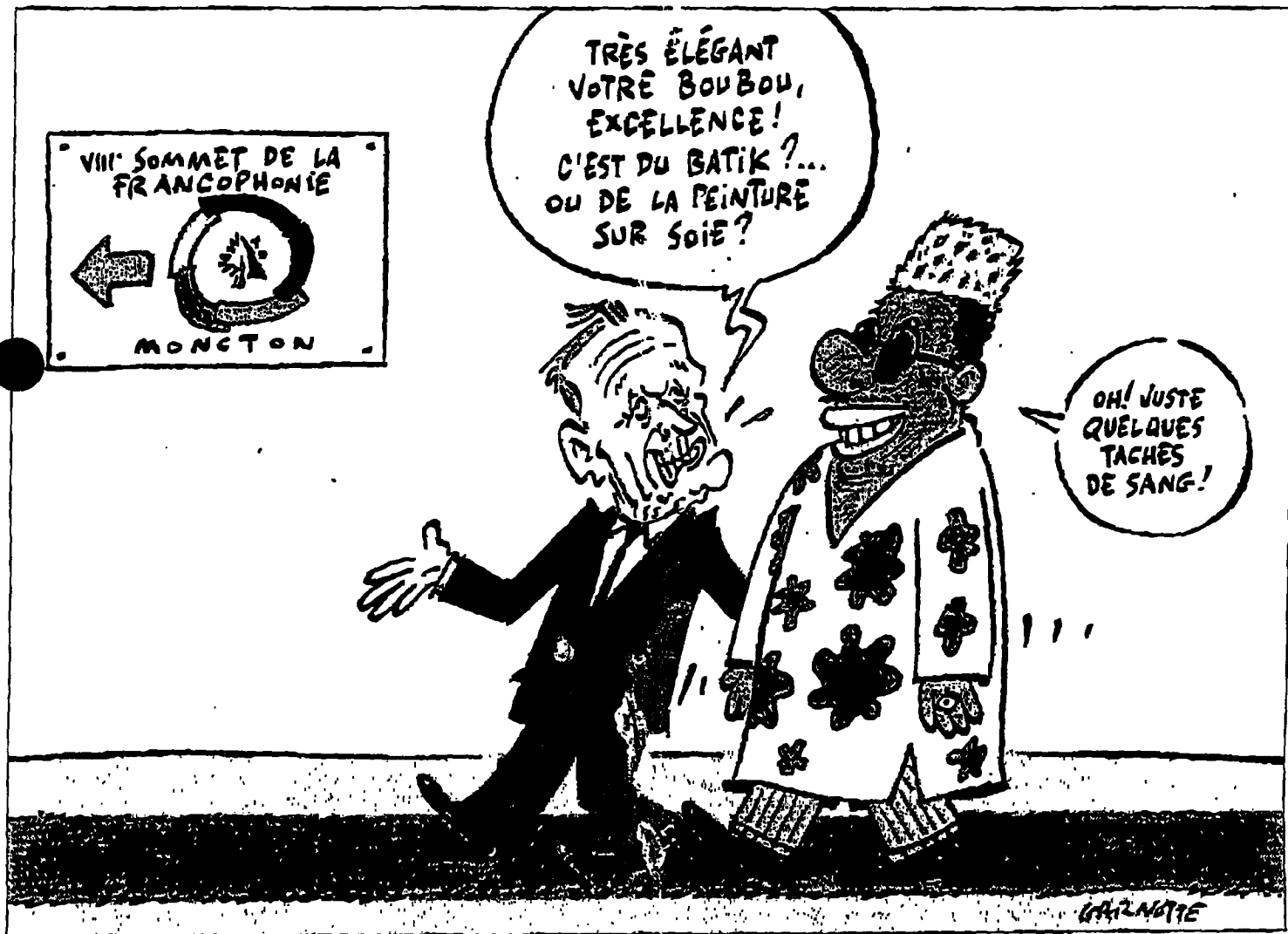
LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



THE GLOBE AND MAIL

September 1, 1999

CANADA'S NATIONAL NEWSPAPER • FOUNDED 1844

THE GLOBE AND MAIL • WEDNESDAY, SEPTEMBER 1, 1999



le journal de montreal

September 1, 1999

16 POLITIQUE LE JOURNAL DE MONTRÉAL/MERCREDI 1er SEPTEMBRE 1999



POLI



THE GLOBE AND MAIL

September 1.
CANADA'S NATIONAL NEWSPAPER • FOUNDED 1854

WEDNESDAY, SEPTEMBER 1, 1999



1 Sept. 1999

La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

LOUISE BEAUDOIN PRÉCISE, À L'INTENTION D'OTTAWA, SA POSITION SUR LE STATUT DE LA VILLE DE QUÉBEC

RÉPÉTEZ APRÈS MOI,
QUÉBEC,
CAPITALE
NATIONALE LLELL..
LLALLALÈREEE....



serge.duplrau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

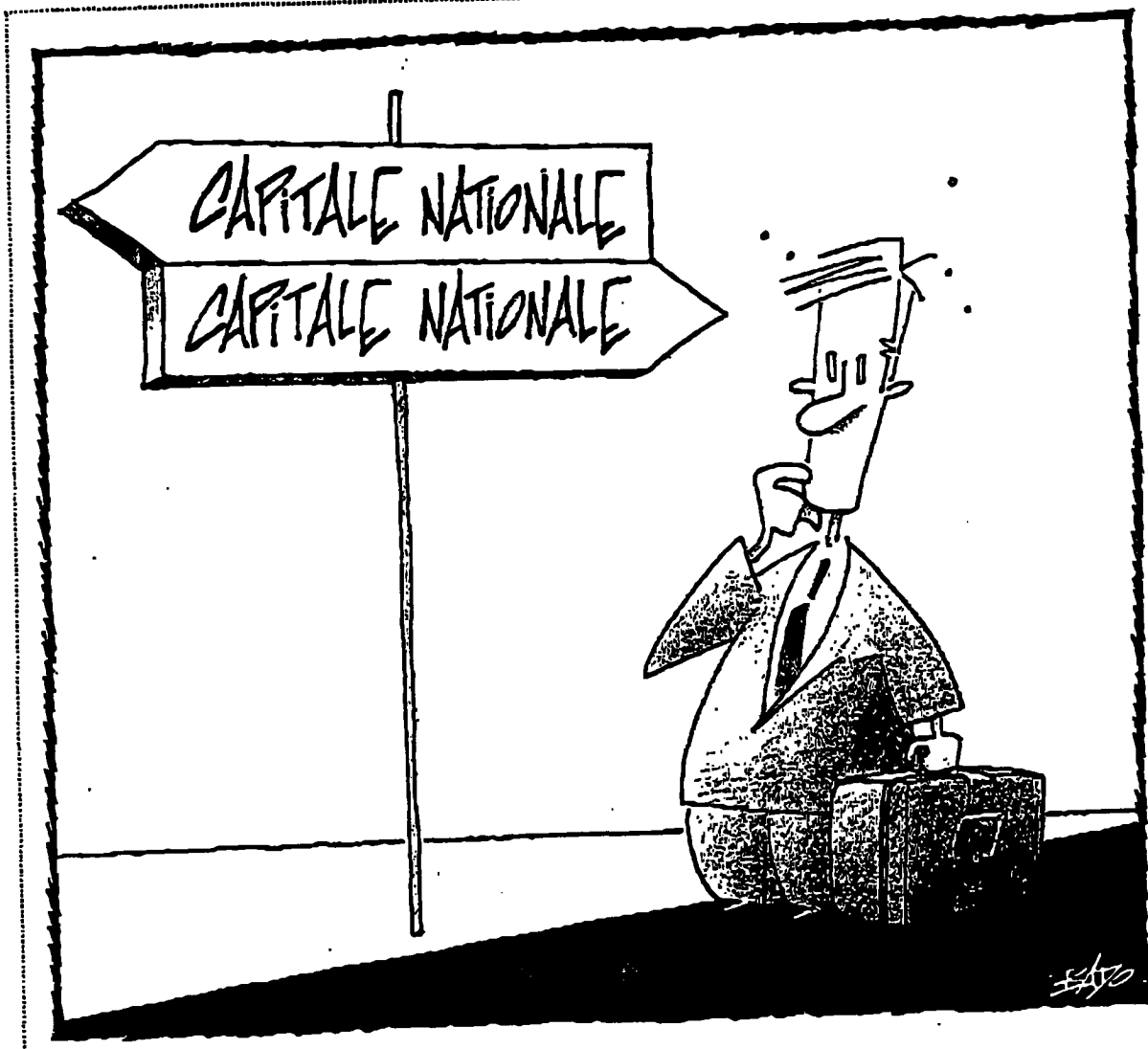
LeDroit

01 SEPT. 1999

LeDroit

Éditeur et président-directeur général
Pierre Bergeron
562-7560

Directeur de l'information
François Roy
562-7569



**Public Environment Analysis (BCDE)
Communications Bureau
Department of Foreign Affairs and
International Trade**

**Analyse de l'environnement public (BCDE)
Bureau des Communications
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international**

Le Sommet de Moncton

Moncton Summit

Analyse Médiatique Media Analysis

préparée par / prepared by Vicky Laramée & Nathalie Schryer

5 septembre 1999

La nouvelle de la lettre envoyée aux ambassadeurs pour promouvoir le fédéralisme s'est immiscée à travers les nouvelles à propos du Sommet

Sommaire

Tous les médias, tant anglophone que francophone, ont porté une attention particulière au manuel et à la lettre produits par le ministère des Affaires étrangères qui sont distribués aux ambassadeurs pour les aider à faire la promotion du fédéralisme à l'étranger. Cette nouvelle a fait la une de plusieurs journaux dont *La Presse*, *Le Soleil* et *Ottawa Citizen* et a été diffusée à la télévision, notamment dans une émission spéciale et au Téléjournal de Radio-Canada et à CTV News.

Les journaux francophones rapportent par ailleurs le point de vue que Québec et Ottawa partagent quant à la diversité culturelle. Les deux presses, anglophone et francophone ont également mentionné les manifestations qui ont amené à l'arrestation d'un délégué congolais.

Principaux thèmes couverts

Québec offusqué par le "catéchisme" du Fédéral.

Québec n'apprécie guère que les diplomates canadiens soient désormais dotés d'un "catéchisme" pour les aider à faire la promotion du fédéralisme à l'extérieur du pays. Le reportage fait mention du manuel produit par le ministère des Affaires étrangères qui est distribué à des chefs de mission dans le but de leur fournir des arguments à employer contre les souverainistes. Ce même ministère a fait parvenir une lettre au PM Chrétien lui suggérant de ne plus permettre aux députés du Bloc québécois de prendre part à des missions de parlementaires canadiens à l'étranger. Bouchard considère que c'est une attaque en règle

-2-

contre une option politique légitime et indique que ce "catéchisme" a pour but "de transformer les ambassades et ambassadeurs en machines à propagande." Le PM Chrétien n'a pas nié l'existence de ce manuel: "C'est sûr que l'on veut que nos ambassadeurs donnent l'heure juste au sujet du Canada." Il continue tout de même en disant que les députés bloquistes ont "voyagé pas mal, et ils vont encore voyagé, inquiétez-vous pas." À noter, la couverture francophone utilise un ton plutôt colérique en ce qui concerne cette affaire. Les citations de Bouchard viennent appuyer l'indignation que les Québécois viennent de subir. En ce qui concerne la couverture anglophone, les mots employés dans le reportage laissent présager une prochaine confrontation entre Québec et Ottawa. Les citations de Bouchard appuient ce sentiment. (LeSoleil, A1- LAP, A1-JdM, p.6, OCIT A1)

Un délégué congolais arrêté au cours d'une manifestation.

Un délégué congolais a été arrêté hier alors qu'il "s'apprêtait à frapper" un des manifestants s'opposant au régime Kabila, rassemblés devant l'hôtel où a lieu le Sommet. Bénéficiant de l'immunité diplomatique, il a été relâché, mais devrait être expulsé du Canada dès que la police aura terminé son enquête. De plus, dans la presse anglophone, on note qu'un membre officiel du gouvernement fédéral a affirmé que le statut de diplomate de l'homme serait revu par le ministère des Affaires étrangères. Plus tard cette semaine, cet homme sera questionné et pourrait être expulsé du Canada. (LAP, A8 - Le Soleil, A6, OCIT A5, TSTAR A9, OSUN p.7)

Chirac honoré par les Acadiens

Jacques Chirac a tenu hier à marquer l'affection particulière qu'éprouve son pays à l'égard des Acadiens qui, en retour, lui ont bien rendu. À l'Institut de Memramcook, Chirac s'est vu décoré de la médaille Léger-Comeau, la plus haute distinction en Acadie. Il a également reçu un diplôme honorifique de l'Université de Moncton. Une grande foule était rassemblée pour l'honorer. Touché par cet accueil, Chirac a évoqué cette Acadie qui "émeut tous les Français". M. Chirac a remis l'insigne du Chevalier de l'Ordre nationale du mérite à 3 Acadiens: Muriel Roy, directrice du Centre d'études acadiennes, le père Anselme Chiasson, expert de la petite histoire de l'Acadie et Martin Légère, fondateur et premier directeur de la Fédération des caisses populaires acadiennes. (JdM, p.14, LeSoleil A6, LAP A7, OCIT A5, TSTAR A9, OSUN p.7)

Unis sur la culture

Au terme de la deuxième journée du Sommet, Jean Chrétien avait bon espoir, hier, que les pays membres de la francophonie en arrivent à un accord sur la diversité culturelle. L'article dit que Chrétien a noté qu'on ne devait pas limiter la question de la diversité culturelle aux seuls pays francophones. "On pense que c'est un peu difficile, non seulement pour la langue française, mais pour les autres langues, d'avoir leurs places face à la domination des Américains." La promotion de la diversité culturelle vise à exempter la culture des grandes ententes sur les échanges internationales comme celle de l'Organisation mondiale du commerce. L'essentiel de son discours portait aussi sur la diversité culturelle qui devrait devenir "un véritable dossier politique de la francophonie" selon lui. L'article dit aussi que M. Bouchard préconise l'établissement d'un "instrument" sur la diversité culturelle, par exemple une entente internationale particulière. Il a également loué la tenacité des Acadiens. À noter, La Presse a recueilli deux articles pour n'en faire qu'un pour parler des visons des PM Chrétien et Bouchard sur la diversité culturelle tandis que Le Soleil a traité ces nouvelles comme étant indépendantes l'une de l'autre. (LeSoleil, A6, LAP, A1)

-3-

Autres thèmes couverts**Bouchard ne veut pas "faire sauter la baraque" et pour ce faire, il faut agir progressivement**

Le PM Bouchard est resté discret, hier, sur la position favorable à l'expulsion de la Francophonie des pays violant les droits de la personne. En abordant ce thème des droits humains, il a préféré parler de gestes concrets, comme l'adhésion des pays de la Francophonie à la Cour pénale internationale. Il s'est tu sur la possibilité d'imposer des sanctions ou des exclusions. Selon lui, il faut agir progressivement à ce sujet. (LeSoleil, A6 - JdM, p.14 - LAP, A1)

Ontario membership in la Francophonie?

The OCIT and the TSTAR take a very different approach in their report on the possibility of Ontario membership in the Francophonie. The OCIT gives prominence to those against the idea, namely John Baird, Ontario's minister responsible for francophones: "We generally leave foreign affairs to the federal government. We have a strong delegation here. One of the key persons ... is Don Boudria, a francophone from Ontario." (OCIT A3) The TSTAR's report however, is based heavily on pro-membership statements made by Alcide Gour, president of the association representing Ontario francophones: "I don't think Premier (Mike) Harris would be against the idea." Both articles cite Chrétien stating that "if they [Ontario] were to ask, I think we should accommodate that request, no doubt in my mind." (TSTAR A9)

Le Rwanda va se retirer du Congo

Le Rwanda a réaffirmé hier à Moncton sa détermination à retirer ses troupes de la République démocratique du Congo en application de l'accord de Lusaka.

Nouvelles télévisées**Nouvelles télévisées francophones**

Lucien Bouchard dénonce le gouvernement fédéral qui a donné l'ordre aux ambassadeurs du Canada d'empêcher que des porte-parole du gouvernement québécois ne propagent une image réductrice du fédéralisme canadien. (SRC, 22h00)

Le président Kabila se dit victime d'une campagne de diffamation, car, selon lui, il n'y a pas de violation des droits de la personne dans son pays. Il ne sent pas interpellé par les commentaires accusateurs et affirme avoir pris le pouvoir précisément pour mettre fin à la violation des droits de la personne. Selon lui, les manifestants sont manipulés par les opposants à son régime. (SRC, 22h00)

Les manifestations contre le régime de Kaliba ont marqué cette deuxième journée du Sommet. Des arrestations ont été faites à la suite d'une bagarre survenue entre opposants et supporters du président congolais. (SRC, 6h00 - RDI, 19h00)

Anglophone broadcast

The CTV Francophonie report led with the clash of protesters and followed up with the news that

-4-

"to no one's surprise there was a fight between Quebec separatists and Ottawa" referring to the disclosure that "Canadian ambassadors have been given a new manual to set the record straight every time a Bloc MP of PQ politician shows up in a foreign country to sell separatism." (CTV 21h00)

The CBC-TV news broadcast did not mention this latest development, by rather played on the contrast between the protesters clash and Chirac's visit with the Acadians, summing up: "Two extremes of the Francophonie played out in one day at the Summit." (CBC-TV 21h00)

Éditoriaux

Une Acadie politique (Michel Auger)

La tenue du sommet à Moncton était pour le gouvernement fédéral une façon de montrer au Québec qu'il n'était ni l'unique porte-parole, ni la seule expression politique des francophones du Canada. Le gouverneur général jusqu'au moindre ministre font un détour, pour bien parler du "peuple acadien" alors qu'ils se répugnent à admettre la présence du "peuple québécois". Mais qui dit peuple, dit un groupe qui va se donner, à un moment donné, des moyens politiques de faire avancer ses revendications. **Une Acadie politique voilà ce qui pourrait changer bien des choses au Canada.** Auger se questionne: "Que dirait Ottawa, si un jour le Québec et le Nouveau-Brunswick s'alliaient contre une position fédéral dans un Sommet de la Francophonie? Si les deux gouvernements participants se mettaient d'accord pour promouvoir une autre vision que celle d'Ottawa quant à la manière d'utiliser les inforoutes, par exemples?" Les Québécois aurait alors bien tort, selon lui, de négliger cette possibilité et de ne pas cultiver les alliances avec cet autre peuple francophone. (JdM, p.14)

Francophonie baloney

In a **very critical editorial**, the OSUN argues that the PM's statements on human rights might be "even remotely believable if Canada stood up to international bullies once in a while instead of coddling them over fine wine and cheese at lavish summit meetings." Boudria is also criticized for having defended the protocol of rolling out the red carpet to leaders accused of abuses. The editorial does praise Chirac for stating "more boldly than Chrétien or Boudria that human-rights abusing countries should be expelled." It concludes that "France's about-face is encouraging. Now if only Canada could stop being Franco-phony." (C-2)

Presse internationale

U.S.

A NYT article reported that press coverage in Canada of the summit showed a difference between anglophone and francophone coverage. The anglophone press is said to be predominantly negative, using the human rights debate "as a green light for a festival of French-bashing." In contrast, it is noted, that coverage in "Canada's French-language press seems to be from a different planet " focussing on youth, the theme of summit. (NYT A6 04/09/99)

En France

Sommet:

-5-

Le Monde considère que le projet de déclaration finale du Sommet de Moncton marque une évolution de la Francophonie, avec la présence de nouveaux thèmes comme la protection des populations civiles ou le respect des conventions de Genève. Les journaux notent qu'alors que le thème principal devait être la jeunesse, c'est finalement la question des Droits de l'Homme qui s'est détachée. **Le Monde**, dans son éditorial, regrette que ce soit la conception française de la persuasion vis-à-vis des dictateurs qui l'ait emporté. Le journal déplore également que le respect des droits de l'homme ne soit pas une condition d'appartenance à la Francophonie, et souligne que "les gouvernements canadiens et québécois" sont partisans des sanctions contre les dictateurs. Toutefois, nuance le quotidien, la position française évolue car Jacques Chirac a convenu qu'à terme, le non-respect des droits de l'homme devrait entraîner l'exclusion de la Francophonie. La Francophonie ne pourra avoir une dimension politique que si elle se montre ferme sur cette question des droits de l'homme, estime le quotidien.

Le Monde note enfin l'impact important du "Sommet alternatif" des ONG et le **Journal du Dimanche** revient sur la manifestation contre les dictateurs.

Visite de Chirac:

Le Journal du Dimanche aujourd'hui et TF1 hier au journal de 20 heures, parlent avant tout de la visite de Chirac en Acadie. Ils notent qu'il y a été chaleureusement accueilli par les cousins francophones.

En Belgique

Moncton, terre de fertiles rencontres diplomatiques

Le sommet de Moncton - en soi - a fait très peu les manchettes aujourd'hui. Les nouvelles d'hier soir et de ce matin, sortent de la radio et la télévision, car aucun journal quotidien n'est publié en Belgique le dimanche.

Les journaux parlés et télévisés, ont longuement couvert la rencontre de Hervé Hasquin, ministre-Président de la Communauté française de Belgique avec Laurent-Desire Kabila. Cette rencontre, d'une trentaine de minutes, n'est que le début d'un dialogue politique entre les nouveaux gouvernements belges et le détenteur du pouvoir en RD Congo. Si Hasquin se lançait dans ce dialogue, le P.M. Belge, Verhofstadt, patienterait encore, indiquant que son gouvernement n'a pas encore fixé leur politique envers l'Afrique centrale. Néanmoins, Hasquin laissait comprendre que son initiative se faisait avec la complicité du niveau fédéral.

L'interview et les déclarations de Kabila à la presse télévisée belge (francophone comme neerlandophone) ont accaparé le temps, mais des envoyées spéciales du RTBF (Valérie Dupont) et du VRT (Katelijne Hermans) ont équilibré leur reportage de ces déclarations avec des scènes prises dans la rue devant son hôtel où continuaient bruyamment des manifestations contre sa présence au Sommet. Selon la radio belge dimanche matin, Hasquin avait également rencontré le Premier ministre Ougandais hier, et attend de rencontrer des leaders du Burundi ce dimanche.

Approuvé par: Evan Potter, Gérant
Analyse de l'environnement public (BCDE)
(613) 944-1058



INFOFLASH

Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Deuxième édition Second Edition

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Sunday September 5, 1999 • Le dimanche, 5 septembre 1999

[La Presse]

Un délégué congolais arrêté au cours d'une manifestation

Un délégué de la République démocratique du Congo (RDC) au Sommet de la <francophonie> a été arrêté hier lors de deux manifestations organisées l'une par les opposants au régime de Laurent-Désiré Kabila et l'autre par ses partisans, a indiqué la police. Le délégué congolais «s'apprêtait à frapper» un Congolais, qui manifestait avec une vingtaine de ses compatriotes contre le régime Kabila, lorsqu'il a été interpellé par la Gendarmerie royale, selon un haut responsable canadien sous couvert de l'anonymat. Le délégué était accompagné d'une poignée de ressortissants favorables à Kabila. Bénéficiant de l'immunité diplomatique, le délégué congolais a été immédiatement relâché, mais il pourrait être expulsé du Canada après que la police aura fini son enquête, a ajouté le responsable canadien. Le délégué congolais s'est présenté à la police canadienne comme «un diplomate, un haut responsable de l'ambassade de la République démocratique du Congo au Canada». Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, a estimé que le délégué congolais ne pouvait ignorer que les gens ont le droit de manifester au Canada. «Il le sait, nous n'avons pas à le lui expliquer», a-t-il déclaré lors d'un point de presse.

[La Presse]

Eyadema remercie Chirac

Le président togolais Gnassingbe Eyadema, accusé de violations graves des droits de l'homme par Amnesty Internationale, a «remercié» hier son homologue français Jacques Chirac pour avoir annoncé la création d'un Observatoire de la démocratie au sein de la <francophonie>. Le président Eyadema est au centre d'une polémique avec Amnesty depuis les dernières élections présidentielles togolaises.

L'organisation humanitaire a affirmé dans un rapport récent qu'un grand nombre de cadavres d'opposants togolais avaient été retrouvés en mer au large du Togo au moment de ce scrutin. Les autorités togolaises démentent fermement ces accusations et ont porté plainte à Lomé, la capitale togolaise, contre Amnesty Internationale.

[La Presse]

Une rencontre intense en émotions; Jacques Chirac promet d'intensifier les relations avec l'Acadie
par: André Pépin

Le président français Jacques Chirac a momentanément quitté, hier, les travaux du 8e Sommet de la <francophonie>, pour une visite officielle au sein de la communauté acadienne, dans la superbe vallée de la Memramcook, au sud de Moncton, où les familles sont revenues après la tragique déportation de 1755. Une rencontre intense en émotions à laquelle ont participé plus de 2000 personnes. M. Chirac a eu droit à un accueil presque triomphal. Un moment fort de ce sommet francophone. Des participants s'essuyaient les yeux lorsque le président de la France les a remerciés d'avoir su conserver la culture française malgré les difficultés, les souffrances héroïques endurées dans le passé. Il leur a promis d'intensifier les relations. M. Chirac y est allé d'un aveu, sur le ton de la confiance, qui a suscité des applaudissements: «La France ne vous a peut-être pas aidés suffisamment. Il y a eu de trop longues absences dans nos relations.» Fiers de ce moment privilégié, les Acadiens, debout, ont chanté leur hymne national, l'Ave Mari Stella, interprété par Lina Boudreau, une artiste grandement appréciée au Nouveau-Brunswick. «Mon épouse Bernadette et moi sommes émus de la chaleur de votre amitié», a dit M. Chirac. Cette rencontre champêtre, en matinée, était significative pour la communauté pour une autre raison. Le gouverneur général du Canada, représentant de la reine d'Angleterre, Roméo LeBlanc, un fils de la vallée, a pris la parole pour dire que «L'Acadie, c'est la fille aînée de la France. L'Acadie a su faire face. Nous sommes là, malgré les drames passés.» M. LeBlanc, pour les Acadiens, c'est un peu la victoire sur le passé. Une discrète vengeance qui s'exprime dans la chaleur des rapports de la communauté avec cet homme issu de leur milieu. Roméo LeBlanc est ici respecté et aimé.



INFOFLASH

Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Saturday September 4, 1999 • Le samedi, 4 septembre 1999

[Le Soleil]

La douce revanche des Acadiens

Opinion

Michel David

Politiquement et moralement, le gouvernement Bouchard ne pouvait évidemment pas s'opposer à ce que le sommet se tienne au Nouveau-Brunswick, mais Sheila Copps s'avait pas besoin de se vanter qu'il s'agissait d'une «grande victoire pour l'unité nationale». A Québec, on le savait déjà. Pendant des mois, le gouvernement Bouchard a assisté impuissant et boudeur au déploiement médiatique fédéral: Année de la francophonie canadienne, Train de la francophonie... Au Village du sommet, la propagande de Patrimoine Canada tient à la fois de la démesure et de la caricature. Imaginez, on a même amené le sculpteur officiel du Parlement fédéral! «Très bien», a du murmurer le **premier ministre Chrétien** en entendant le président Chirac déclarer, hier matin: «Quel symbole d'être ici, dans ce Canada qui recherche et invente les règles d'un savoir-vivre ensemble pacifique et tolérant! Ce Canada, terre des premières nations, des francophones et des anglophones, qui offre aujourd'hui l'exemple de la diversité culturelle assumée et valorisée». Sur le fond, la position de la France face à la souveraineté du Québec demeure probablement inchangée, mais la perspective d'un autre référendum semble tellement lointaine qu'elle n'a aucune raison d'indisposer Ottawa.

[La Presse]

Le sommet de la cacophonie

Éditorial

par Alain Dubuc

Quels que soient leurs efforts, les chefs d'État et de gouvernement qui participent au sommet de Moncton auront le plus grand mal à imposer le thème qu'ils ont choisi, celui de la jeunesse, et à empêcher que le VIII^e Sommet de la francophonie reste gravé dans les mémoires comme celui des Droits de l'homme, et

surtout de leur absence. Si le thème des droits s'est imposé, ce n'est pas seulement parce que de nombreux pays membres de la francophonie multiplient les entorses aux principes démocratiques. Aucune organisation qui ouvre ses bras aux pays pauvres ne peut y échapper. Non seulement la francophonie a-t-elle été traditionnellement indifférente à cette question - pensons au choix de Hanoï pour le dernier sommet. Mais quand elle a voulu agir, comme lors de la crise de cet été, elle a révélé son désarroi et son impuissance. Cette paralysie masque un problème profond, qui hante la francophonie depuis sa naissance. L'organisme n'a toujours pas trouvé sa raison d'être, ni défini les créneaux d'action qui lui donneraient sa pertinence. Ce flottement explique une absence de priorités, de perspectives et de principes. L'absence de projet cohérent, on la découvre d'abord dans l'élargissement du membership, ou l'on a étiré à l'absurde le concept de «français en partage», pour attirer des pays dont les liens avec le français sont plus que ténus: Vietnam, Roumanie, Dominique, Égypte, auxquels s'ajouteront maintenant l'Albanie et la Macédoine. Comme s'il s'agissait d'un Sommet de la francophilie. A cela s'ajoute l'absence de réels objectifs communs parce qu'on compte autant de visions de la francophonie qu'il y a de membres. La France tente de recréer son empire, le Canada cherche à développer un autre Commonwealth, le Québec est obsédé par l'univers diplomatique auquel il accède et par les querelles péri-référendaires, les pays africains y cherchent un autre canal de financement et les pays de l'Est une façon de rompre l'isolement post-communiste. Si la francophonie veut pouvoir agir dans des domaines comme celui des droits, elle ne pourra se borner à raffiner son discours. Elle devra changer ses attitudes, épurer son organisation, repenser son membership, cibler ses interventions pour éviter la dispersion.

[La Presse]

Les droits de la personne au coeur du 8e Sommet de la francophonie

par: André Pépin

C'est par un discours musclé, appelant fermement à un plus grand respect des droits de la personne, que le premier ministre canadien Jean Chrétien a officiellement ouvert hier les travaux du 8e Sommet de la <francophonie>, à Moncton au Nouveau-Brunswick. Aucun incident fâcheux n'est venu gâcher le début des activités, qui s'est fait sous un soleil radieux. Un groupe de manifestants autorisés, entourés par la police omniprésente, a cependant dénoncé vigoureusement les régimes totalitaires du Rwanda, de la République du Congo et du Burundi. La petite ville de Moncton est en liesse. Des milliers de citoyens se massent le long des parcours officiels pour apercevoir les chefs d'État et de gouvernement. Tout le monde parle de fierté dans les rues et villages avoisinants. Le premier ministre Chrétien a été ferme: «Je souhaite que chacun d'entre nous déploie tous ses efforts afin de léguer aux générations futures une <francophonie> qui repose solidement sur les valeurs de la démocratie. Une <francophonie> composée de pays où la primauté du droit et le respect des droits de la personne sont des principes bien ancrés - ce qui n'est pas toujours le cas actuellement - et où les pratiques internationales universellement reconnues à cet égard sont respectées», a-t-il dit, lors de la cérémonie d'inauguration, ajoutant: «Cette responsabilité devrait constituer le coeur de notre mission politique, à Moncton.»

[Le Devoir]

La Franco... quoi? (extrait)

Par: Christian Rioux

Le Sommet de la <Francophonie> ne passionne pas les Français, qui n'ont guère d'atomes crochus avec Moncton et lui préfèrent... le Nunavut. S'il est exagéré de dire que le Sommet de la <Francophonie> passe inaperçu en France, il serait encore plus faux de dire qu'il passionne les foules. Si on leur posait la question, la majorité des Français tomberait probablement d'accord sur les mots du Figaro, qui définissait hier le regroupement francophone comme cet «objet historique et culturel difficilement identifiable». Encore plus difficile à identifier, d'ailleurs, depuis qu'il est devenu un regroupement politique qui tente de se hisser avec quelques décennies de retard au niveau du Commonwealth. Voilà pourquoi la presse française a accordé pour l'instant plus de place aux crocs-en-jambe et aux petites phrases acidulées que se sont échangés Chirac, Juppé, Séguin et Tibéri - les vieux gaullistes étaient par hasard tous présents au

Québec - qu'aux délibérations du sommet de Moncton. Indifférence aussi en ce qui concerne les déclarations de Jacques Chirac sur le caractère plus ou moins «ésotérique» des polémiques canadiennes sur le «peuple québécois» et la «capitale nationale». Personne en France n'a rapporté ces échanges à usage local qui n'échappent pas seulement au commun des mortels mais à la majorité du personnel politique hexagonal.

[Le Devoir]

Le ton se durcit face aux dictateurs (extrait)

Après le tapage qui a entouré les discussions sur les droits de la personne au cours des derniers jours, les responsables de la Francophonie ont voulu hier accroître la pression sur les dictateurs membres de cette organisation à l'occasion de l'ouverture officielle du sommet à Moncton. Le secrétaire général de la Francophonie, **Boutros Boutros-Ghali**, a indiqué la voie et nommé les motifs de ce durcissement nécessaire: «L'opinion publique ne comprendrait pas que la Francophonie ne soit pas plus exigeante dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme», a-t-il déclaré après, toutefois, avoir mentionné les progrès déjà réalisés. Tour à tour, **Jean Chrétien** et **Jacques Chirac** ont rivalisé de déclarations pour réaffirmer l'un et l'autre que «la Francophonie doit être un combattant exemplaire et efficace au service de la paix, de la démocratie, des libertés, des droits de l'homme, du développement et de la bonne gouvernance». La veille, M. Chirac avait fait un pas de plus en évoquant, sur les ondes de Radio-Canada, la possibilité que la Francophonie expulse de ses rangs les membres qui ne respectent pas certaines règles. Il a toutefois rejeté l'idée que la Francophonie impose des sanctions économiques ou autres à ces pays, préférant laisser aux Nations unies une telle responsabilité. Le président français a réitéré, en ouverture du sommet, son souhait que soit créé un observatoire de la démocratie au sein de la Francophonie.

[Le Devoir]

Francophonie et esclavage (extrait)

Éditorial

Lettres

Voici un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour du Sommet de la francophonie, qui se tient à Moncton ce week-end: l'esclavage. Oui, l'esclavage! Cette pratique est loin d'avoir disparu. Développement et Paix vient de publier un rapport (voir notre site www.devpo.org) à ce sujet avec Anti-Slavery International. La traite des enfants semble avoir fortement augmenté ces dernières années en Afrique de l'Ouest. La majorité des enfants viennent du Bénin et du Togo. Ils sont emmenés au Cameroun, au Congo-Brazzaville, en Côte-d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria. Au Bénin, traditionnellement, on plaçait des enfants chez des parents en échange d'une somme d'argent. L'enfant aidait la famille hôte aux travaux agricoles jusqu'à ce que la somme soit remboursée. C'était déjà une pratique assez proche de l'esclavage, mais elle était encadrée. Cette pratique a maintenant engendré la traite des enfants d'un pays à l'autre par des profiteurs qui exploitent la pauvreté de leurs parents. Les enfants ne revoient plus leur famille, ils sont souvent maltraités et travaillent du petit matin jusque tard dans la nuit. Ils ne reçoivent aucun salaire puisqu'ils ont une «dette» envers le trafiquant - qui a payé les frais de transport, la nourriture et les vêtements - ou la personne à qui ils finissent par être vendus. Et ils n'ont évidemment aucun recours possible. En 1987, les autorités du Bénin ont découvert 400 enfants à bord d'un navire qui devait partir pour d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement s'est contenté d'interdire au navire en question de revenir faire escale dans le port.

[Droit]

Manifestants peu nombreux mais bien visibles; Le Sommet de Moncton s'ouvre sur la jeunesse (extrait)

par: Jules Richer

En présence de représentants de 52 États, le VIII^e Sommet de la francophonie s'est ouvert, hier, à Moncton, en terre d'Acadie, sous le signe de la jeunesse et avec une préoccupation particulière pour les

droits de la personne. Sous la conduite de l'écrivaine Antonine Maillet, la cérémonie d'ouverture a mis en vedette des jeunes du Canada et d'ailleurs, qui ont parlé de leurs aspirations, de leurs espoirs et de leurs rêves. Ces souhaits ont trouvé écho dans les discours des dignitaires qui ont ensuite pris la parole. «La francophonie est une jeune organisation, a souligné le premier ministre Jean Chrétien. Il n'y avait donc pas (...) de meilleur forum que ce sommet pour nous pencher sur la jeunesse, sur les possibilités qui s'offrent à elle et sur les rêves qu'elle caresse pour l'avenir.» Mais pour M. Chrétien, la francophonie ne saurait se dissocier de la question des droits de la personne. Il a fait remarquer que le respect de ces droits élémentaires n'est pas la norme dans tous les pays de l'organisation. Plus tard, en point de presse, M. Chrétien a affirmé qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que les membres de l'organisation prennent des sanctions contre les fautifs.

[Le Droit]

L'humain d'abord

Il faut aider et non punir les pays privés de démocratie. A la page 38 de notre édition d'hier, on pouvait voir deux pieds nus enchaînés. «Veuillez excuser l'absence de certains journalistes au Sommet de la francophonie, ils ont été retenus par leur travail», disait le bas de vignette. Reporters sans frontières, l'organisme qui avait retenu et payé cet espace, y mentionnait que des 52 pays participant au Sommet, 15 ne respectent pas la liberté de presse. La question des droits humains n'est pas secondaire au Sommet de Moncton. Elle le domine. Dès l'ouverture, hier, des manifestants sont venus le rappeler. Le président français, Jacques Chirac, l'a souligné. Quant au premier ministre Jean Chrétien, il a dit que cette question «devrait constituer le coeur de notre mission politique à Moncton». C'est assez clair. Il faut le dire et le répéter: pendant que les chefs d'État et de gouvernement se font des salamalecs, il y a des gens qui sont torturés, emprisonnés, exécutés à cause de leurs opinions politiques. C'est certainement l'aspect le plus dérangeant parce que le plus répugnant de la francophonie. Une francophonie dont font partie des régimes autoritaires et totalitaires, ainsi que des pays déchirés par la guerre civile. Dans l'immédiat, le Sommet ne changera pas grand-chose aux situations qui prévalent. A moyen et long terme, beaucoup peut être fait. Il existe plusieurs façons de promouvoir les libertés fondamentales dans les pays qui les bafouent. Toutes sont compliquées, chacun vivant une situation qui lui est propre. Mais grosso modo, on peut les diviser en deux. La première veut que les dictatures et les démocraties de carton-pâte soient considérées comme indignes de faire partie de l'Organisation internationale de la francophonie et qu'il faille les en bannir. Les abus dont se rendent responsables ces gouvernements sont bien connus. Des organisations comme Amnistie internationale les recensent et en rendent compte régulièrement. On peut facilement se procurer la liste des gouvernements accusés et des crimes dont on les accuse, du moins dans les pays qui respectent la liberté de presse. Les personnes préconisant une telle approche jugent intolérable qu'on bafoue le droit et la justice. Certains de ces pays ne sont même pas pourvus de gouvernements dignes de ce nom. C'est pour cela, entre autres choses, que plusieurs estiment au contraire qu'il faut les aider à cheminer vers la démocratie. Si on les frappe d'ostracisme et qu'on les traite comme des chiens galeux, on ne pourra jamais les aider, ce qui diminuera beaucoup leurs chances de s'en sortir. Il faut donc leur apporter une aide mesurée. C'est la voie choisie par le Sommet de Moncton; ce fut celle des sommets précédents. L'approche fait souvent l'objet de dures critiques parce que ses résultats ne se révèlent pas toujours probants. Nous croyons cependant qu'il faut la privilégier, malgré les risques qu'elle comporte. Le principal demeure évidemment que l'aide consentie à ces pays-prisons, sous quelque forme que ce soit, serve surtout en bout de ligne à renforcer les régimes en place, que l'argent des contribuables se retrouve dans les poches de potentats et fonctionnaires corrompus.

[Le Droit]

La petite histoire des Sommets de la francophonie (extrait)

Éditorial

C'est à Paris, en 1986, que le premier Sommet des pays de la <francophonie> s'est déroulé. La rencontre internationale place alors les germes pour la suite. Le second a eu lieu l'année suivante, à Québec, et l'on commença alors à les tenir à tous les deux ans. Dakar, au Sénégal, accueille l'événement en 1989, tandis

que Paris est à nouveau le lieu du Sommet en 1991. Le Sommet suivant a lieu à l'île Maurice, dans l'océan Pacifique, puis ensuite à Cotonou, au Bénin, en 1995. C'est au cours du dernier Sommet avant celui de Moncton, à Hanoï, en 1997, que le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la <francophonie> a été créé, et que Boutros Boutros-Ghali a été choisi pour occuper ce nouveau poste. Moncton sera donc le deuxième Sommet canadien après celui de Québec et la <francophonie> s'est d'ores et déjà donné rendez-vous en l'an 2001 à Beyrouth, au Liban. Rappelons que l'Organisation compte 52 États et gouvernements réunissant la grande majorité de la population francophone de la planète.

[GLOBE AND MAIL]

PM says he's pushed for changes to la Francophonie's rights rules Leaders must focus on the issue, Chretien insists at Moncton summit (extract)

Byline: ANNE MCILROY

Moncton Prime Minister Jean Chretien said yesterday that he has pushed politicians from the French-speaking world to change the membership rules of la Francophonie so countries where human rights are brutally violated can be expelled from the organization. But he said he couldn't get agreement from the presidents and prime ministers who have gathered in Moncton for a three-day summit. So for now, accused war criminals and dictators can remain members of the club of 52 nations, which meets every two years. Outside the opening ceremonies, protesters screamed that Mr. Chretien had become an accomplice of several African dictators as their host in Canada. They denounced Laurent Kabila, president of the Democratic Republic of Congo, and other unelected leaders who marched down the red carpet. Inside, as leaders and heads of states looked on, Mr. Chretien gave a short opening speech that was clearly intended to address criticism that he has turned a blind eye to members' human-rights abuses. French President Jacques Chirac has also toughened his stand on human rights. He told reporters on Thursday that he favours keeping human-rights abusers out of la Francophonie, although he was careful not to specify whether he was talking about restricting new members or expelling existing ones. He also spoke about human rights in his opening speech, suggesting that members create a new monitoring office to speed up progress on improving rights.

[The Ottawa Citizen]

PM talks tough on human rights: As summit chairman, Chretien adds, he can't name names (extract)

Byline: Jack Aubry

Key Francophonie leaders, including Prime Minister Jean Chretien, talked tough about human-rights violators in their ranks during the opening ceremonies at the summit but later, behind closed doors, shied away from taking action. Mr. Chretien, who is chairing the meeting, said there was no question of imposing sanctions against any nations attending the conference. But he said it was "progress" that the young organization is talking about human rights. Mr. Chretien said he set the tone with his speech at the opening ceremonies and others picked up on it. In their speeches, French President Jacques Chirac and Boutros Boutros-Ghali, the group's secretary general, also referred to those countries that have to improve human-rights records.

[National Post]

Rights on table but consensus elusive (extract)

Byline: Elena Cherney

MONCTON, N.B. - The 52-members of the Francophonie discussed human rights during closed-door sessions at its summit conference yesterday, but did not reach a consensus on how to sanction violators, Jean Chretien, Prime Minister, said after the meetings. Human-rights issues dominated activities outside the official sessions as well. The shouts of protesters competed with the official band as heads of state made their way into the opening ceremonies. The Moncton summit is the first at which politics have been discussed, Mr. Chretien said, adding that if he had made the same remarks at the Hanoi summit two years ago, "I'd have been out of order. We are just starting in the Francophonie to talk about politics. It

was a taboo subject." While the prime minister repeated his support for setting up a mechanism to expel rights violators from the Francophonie, he stood firmly behind his government's decision to welcome all Francophonie members. While about 50 rights protesters chanted and drummed outside during the opening ceremonies, Jacques Chirac, the president of France, called for the establishment of a democracy watchdog group within the Francophonie. Questions over the admission to Canada of accused human-rights violators, including the leaders of Rwanda, Burundi, Togo and Burkina Faso, were raised by several Montreal-based groups who demanded that the leaders be barred from entering the country.

[National Post]

Gracious Chirac may be a good tactician after all (extract)

Byline: Paul Wells

'Chirac is incorrigible,' Francois Mitterrand once told a confidant. "He might manage to get himself elected president of the republic, but he would quickly become a laughingstock." Well, yes and no. The French president's first seven-year term, still only four years done, is hardly going well. Demagogic, impatient, a miserable tactician, he called snap elections in 1995 to strengthen his neo-Gaullist RPR party's hold on the National Assembly; instead the voters ejected the RPR and he had to name a Socialist as his prime minister. Another rotten showing in the spring's European elections has rocked the RPR even more profoundly. And as the French centre-right struggles to find its feet, the left surfs on an economy so buoyant that even the Socialists are promising tax cuts. Mr. Chirac has regained a measure of personal popularity at home, and he is growing more comfortable abroad, as his astonishingly agile trot through the absurd minefield of Quebec-Canada relations this week showed. After flirting for years with a traditionally Gaullist -- read "maddening" -- position of overt footsie with Quebec secessionists, he reverted this week to the international orthodoxy that outsiders must never butt into a sovereign country's secession crises until the locals have at least had a chance to discuss it among themselves. Yet he did it so sweetly that the Parti Quebecois government seemed hardly to notice the cold shoulder. And he gave a good speech yesterday to la Francophonie, which so far is good for little but speeches.

[The Sault Star]

Ottawa-Quebec in-fighting is guaranteed at the Francophonie summit

by: William Johnson

Depend on it. There'll be in-fighting, even public wrestling, between Ottawa and Quebec at the three-day meeting of the Organization Internationale de la Francophonie, which opens today in Moncton, N.B. It may not turn out to be the "extreme combat" that Louise Beaudoin, Quebec's intergovernmental affairs minister, threatened if she didn't get her way. She demands the right to attend all future international meetings sponsored by the Francophonie. But, whatever the outcome, fighting there will be in the good old Ottawa-Quebec tradition. It's in the cards. It's ever thus. Whatever the subject under discussion by the leaders of the 52 fully or partially French countries attending the conference, Quebec will have a single objective: to increase its own international personality and acquire a more recognized international voice. Prime Minister Jean Chretien, official host of the conference, will try to counter the ambitions of Premier Lucien Bouchard and Beaudoin and strive to restrain Quebec's thrust for international recognition. After all, Canada is the member state of the Francophonie. Quebec, designated as Canada-Quebec, is officially a "participating government" with restricted rights, like the government of New Brunswick.

[Presse Canadienne (Francais)]

La position québécoise ne change pas en matière des droits de la personne (extrait)

Par: Jules RICHER

MONCTON (PC) - Faute de changements préalables à sa constitution, la Francophonie n'accouchera d'aucun mécanisme, à l'issue du Sommet de Moncton, pour imposer des sanctions ou des expulsions aux pays qui violent les droits de la personne, a expliqué hier la ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin. Mme Beaudoin, qui a assisté aux délibérations à huis clos du sommet, a néanmoins tenu à dire que la position du Québec n'avait pas changé depuis le dernier sommet à Hanoi.

Il y a deux ans, le premier ministre **Lucien Bouchard** avait tenté de faire admettre à la Francophonie qu'un mécanisme de sanction était nécessaire au sein de l'organisation. Il avait fait cavalier seul puisqu'il n'avait obtenu aucun appui de la part des autres membres de la francophonie, incluant la France.

A son avis, certains pays de la francophonie ne méritent pas de faire partie de l'organisation et devraient être sanctionnés. Mme Beaudoin espère cependant que le Sommet de Moncton produira des résultats en matière de droits de la personne. Elle a bon espoir que la réunion en arrivera à un consensus au sujet de la Cour pénale internationale, dont la formation a été annoncée cette année.

[Presse Canadienne (Français)]

Le Sommet de Moncton s'ouvre avec une célébration de la jeunesse (extrait)

Par: Jules RICHER

MONCTON (PC) - En présence de représentants de 52 Etats, le VIII^e Sommet de la francophonie s'est ouvert hier à Moncton, en terre d'Acadie, sous le signe de la jeunesse et avec une préoccupation particulière pour les droits de la personne. Sous la conduite de l'écrivaine Antonine Maillet, la cérémonie d'ouverture a mis en vedette des jeunes du Canada et d'ailleurs, qui ont parlé de leurs aspirations, de leurs espoirs et de leurs rêves. Ces souhaits ont trouvé écho dans les discours des dignitaires qui ont ensuite pris la parole à tour de rôle. Mais pour M. Chrétien, la Francophonie ne saurait se dissocier de la question des droits de la personne. Il a fait remarquer que le respect de ces droits élémentaires n'est pas la norme dans tous les pays de l'organisation. Plus tard, en point de presse, M. Chrétien a affirmé qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que les membres de l'organisation prennent des sanctions contre les fautifs. Les délibérations des chefs d'Etat, qui ont eu lieu - à huis clos - après la cérémonie d'ouverture, n'ont donné lieu à aucun consensus en ce sens-là, a indiqué M. Chrétien. Le début du sommet n'a été perturbé par aucun incident. Une poignée de manifestants, encadrés par une présence policière massive, a protesté contre la présence au sommet de leaders africains soupçonnés de crimes contre l'humanité. Ils ont réussi à faire entendre leur message, puisque l'endroit qu'on leur avait assigné pour manifester se trouvait à une dizaine de mètres de l'arrivée des chefs d'Etat. Dans son discours d'ouverture, le président de la France, Jacques Chirac, a été plus discret que son vis-à-vis canadien sur les droits de la personne. "Cette nouvelle dimension politique de la francophonie est une priorité, a-t-il enchaîné. Mais elle ne doit pas nous détourner de nos coopérations multilatérales traditionnelles. M. Chirac a alors traité longuement de tous les programmes de subvention que la francophonie administre. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, était également invité à prendre part aux célébrations. Il a plaidé, dans son allocution, pour un "dialogue entre les civilisations. Selon lui, la francophonie a un rôle particulier à jouer à cet égard. Le premier ministre québécois Lucien Bouchard n'avait pas été invité à prononcer de discours. De plus, il s'est fait discret tout au long de la journée, puisqu'il n'a pas rencontré la presse. Pour sa part, Boutros Boutros-Ghali a défendu son bilan en soutenant que son organisation avait fait "beaucoup avancer les choses en matière des droits de la personne.

**Public Environment Analysis (BCDE)
Communications Bureau
Department of Foreign Affairs and
International Trade**

**Analyse de l'environnement public (BCDE)
Bureau des Communications
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international**

Le Sommet de Moncton

Moncton Summit

Analyse Médiatique Media Analysis

préparée par / prepared by Vicky Laramée & Nathalie Schryer

3 septembre 1999

Sommaire

L'histoire primordiale dans la presse demeure la visite du président Chirac au Canada.

Voici les thèmes principaux:

1. Canada-France:

La Presse, Le Devoir and the Toronto Star ont mis l'accent sur le fait que le Canada est un grand partenaire pour la France, selon Chirac.

2. Canada-Quebec

Chirac précise que sa position n'a pas changé sur la souveraineté du Québec, mais "quel que soit le chemin qu'empruntera le Québec, la France sera prête à l'accompagner dans un esprit d'amitié et de solidarité."

3. Droits humains

Ce thème est encore beaucoup couvert dans la presse tant anglophone que francophone. Il a été rapporté que la position du Québec au sujet des droits humains se rapproche davantage de celle d'Ottawa que de celle de la France.

4. Capitale nationale

En ce qui concerne la question de capitale nationale que prône le Québec, Chirac a répondu: "Je ne vous cache pas que je trouve que ces polémiques sémantiques sont extrêmement difficiles à pénétrer. Elles ont un côté ésotérique qui rend l'étranger perplexé."

-2-

5. Michel Auger's views have been given wide coverage throughout the regional English and French-language press.

6. L'entrevue réalisée au *Téléjournal - Le Point* avec M. Chirac a été citée dans toute la presse écrite ce matin.

All major anglophone papers have front page stories relating to the Summit, though there is no prevailing theme. A noteworthy exception is Quebec's biggest anglophone daily, the *MGAZ*, which has two Chirac-related news items buried in midsections.

Both anglophone national papers have a front which ties in political officials from NB with the Summit. The *G&M* notes that GG LeBlanc will host French President Chirac in his Acadian hometown of Memramcook, which represents his "final triumph before he retires." A *NP* front, leads somewhat sarcastically: "Welcome to Moncton, which boasts Canada's highest per-capita concentration of (a) Tim Horton's doughnut shops and, for a limited time only, (b) bloodthirsty human-rights violators." The article then goes on to discuss Bernard Lord, New Brunswick "nervous rookie premier." (G&M A1, NP A1)

La presse française a rapporté davantage les critiques d'Amnistie internationale et de Reporters sans frontières quant au thème des droits humains; quant à elle, la presse anglophone ne le précise que légèrement en passant.

There were no significant differences in francophone and anglophone broadcast coverage. Both reported widely on the upcoming Summit, noting that the human rights issues had become the biggest story.

Principaux thèmes couverts

Les Québécois forment un peuple

Chirac rencontrait hier le Premier ministre Bouchard à Québec. Agassé par les questions des journalistes, il n'a pas voulu se prononcer sur la question d'identité et de capitale nationale que prônent le Québec. Que ce soit nationale ou non, "je viens toujours avec autant d'intérêt et de plaisir à Québec." Il a admis aux journalistes que les Québécois forment un peuple, on ne peut donc douter de l'amitié profonde que nourrit la France pour le Québec. Il a cependant dit ne pas vouloir ouvrir à ce sujet un débat, et encore moins une polémique.

Le Québec apporte par ailleurs son soutien au projet français de création d'un observatoire des droits de la personne. Aussi, Chirac demeure en désaccord avec le Canada et le Québec sur le fait de doter la francophonie de pouvoirs de sanctions; il admet cependant que "certains pays membres de la francophonie ne sont pas dignes de leur place dans cette famille." (LAP, A1-A2-A11, JdM, p.18, DROIT, p.34)

Le Sommet de Moncton, inutile pour les droits de la personne

Plus d'une trentaine d'États membres de la Francophonie violent les droits de la personne. Selon Amnistie internationale et Reporters sans frontières, la Francophonie pourrait si elle voulait, agir contre ses régimes. (DROIT, p.34, LAP, A11)

Foreign Affairs officers acting as protocol liaison officers

-3-

A NP article details the role of the Summit's 125 protocol liaison officers, which are mostly foreign affairs officials, seconded for the event. Many of them are busy assisting their dignitaries with shopping and chauffeuring. (NP A6)

Le Sommet: un pas de géant pour la communauté acadienne.

Le premier ministre Bernard Lord a décidé de confier à un de ses ministres la responsabilité de la francophonie, poste qui avait été créé pour la durée des préparatifs et la tenue de l'événement.

Albania, Macedonia the newest "French" countries

An OCIT front treats the fact that these two countries will likely have membership approved at the Summit. The article notes that "increasingly, the Francophonie is seen be small countries such as Macedonia and Albania as a method to gain a greater international profile." Arben Kallamata, a frequent commentator during the Kosovo crisis, is critical of Albania's membership in today's op-ed. He argues that Albania is not a French-speaking country; in fact, very few can communicate in French. "Albania is a nation where the only tie to the francophone world is a dictator - or a series of dictators." (OCIT A1, A5)

Éditoriaux

Canada should raise the human-rights flag at the Moncton Summit

A G&M editorial emphasizes that Canada has an opportunity to advance a human rights agenda at the Summit. "Basically, there are two choices when dealing with tyrants and repressive regimes: ostracize them or try to help them evolve into better citizens of the world through persuasion, example and dialogue." The G&M comments that the Francophonie has chosen the latter, "if only by default." (A12)

"Mais pas de poivre,"

OCIT editorialists discuss a number of interconnected themes. They first point out that there is likely to be very little trouble with protesters. "Moncton is not Vancouver, and la Francophonie is not APEC." They go on to discuss the cost of the Summit, "between \$20 million and \$40 million" and ponder whether it is worth it? It concludes that it will be the "best we can expect for our money" if people from 52 countries can show the world how to have fun together, and if the people of Canada can show them what human rights really means." (OCIT A13)

Chirac strikes right note

The TSTAR suggests that Chirac "can be a charmer when he wants to, and he clearly wants to during his visit here." It notes that the French PM has taken great care not to offend regarding the Québec issue. Regardless of his personal views, the editorial argues, the President "as a matter of French policy, has wisely chosen to defer to Canadian law and precedent." The result "can only boost Canada-France relations." (TSTAR A22)

Francophonie must be an inclusive gathering

An editorial in the *EdmJ* notes that the Francophonie must be an inclusive gathering. "One talks to representatives of foreign countries that behave disagreeably in the hopes of making their behaviour more agreeable." It suggests that Boudria's "defence of the Francophonie Summit tends to encourage sympathy for its critics ... He says critics do not understand the

-4-

Francophonie's 'quiet approach,'" to which the paper sarcastically adds, in parentheses "Gee, hands up those who do." It concludes with an argument that "ntual controversies about who's good and who's bad, even in an organization as politically nebulous as the Francophonie, get us nowhere." (A16)

Commentaires

Michel C. Auger résume bien tout ce qui est abordé sur la Francophonie

La question insoluble des droits de la personne mets dans l'embarras la Francophonie. "Si elle ne fait rien pour un problème aussi criant, la Francophonie risque de se marginaliser complètement comme force politique."

D'un autre côté, si elle excluait tous les pays et États qui violent les droits de la personne, il n'y aurait plus de Francophonie du tout. Amnistie Internationale estime que sur 42 États membres, une trentaine sont coupables de violations des droits de la personne.

Au sujet des droits humains, la France et le Canada n'ont pas les mêmes opinions.

Chirac veut y aller doucement en créant un Observatoire des droits de la personne. Chrétien, quant à lui, veut procéder plus rapidement en dotant la Francophonie de règles plus contraignantes qui permettraient à l'organisation d'exclure certains des pays membres coupables de violations. **Le premier ministre Bouchard partage le même point de vue que Chrétien à ce sujet.**

Selon Auger, du côté du milieu anglophone, on discerne la volonté de discréditer la Francophonie et de dire que le Canada ne saurait être membre d'une organisation internationale qui a des standards moins élevés que ceux du Commonwealth. "Si la Francophonie ne veut pas devenir complètement insignifiante sur la scène internationale, elle devra se doter rapidement des moyens de sanctionner et même d'exclure ceux de ses membres qui ne respecteraient pas ses idéaux politiques." (Auger, JdM, p.18)

Presse Internationale

Les principaux journaux des États-Unis n'ont pas vraiment fait mention du Sommet, mais la Belgique et la France couvrent cet événement.

En France:

L'ouverture du Sommet de la Francophonie aujourd'hui est largement relayée par les journaux français.

Pour le Figaro, le véritable objet culturel et historique de la Francophonie reste à définir, alors que sa dimension politique reste encore floue. Si La Croix met en avant la place accordée aux jeunes lors de ce sommet, Libération revient particulièrement sur le bon accueil réservé aux dictateurs. La gestion hasardeuse des organismes de la francophonie est mentionnée par tous les journaux, même si Les Echos (quotidien économique) vantent le succès du "Fonds des Inforoutes".

Mais l'ouverture de ce Sommet permet également aux médias de parler des relations politiques et économiques entre la France et le Canada. Les journaux reviennent sur l'opposition entre M.Chirac et M.Chrétien au sujet de l'accueil des dictateurs au Sommet.

-5-

Pour la bataille sur l'exception culturelle, **Le Figaro** souligne que la France et le Canada sont alliés sur le fonds, mais pas sur la forme (débat à l'OMC ou à l'Unesco?). Le quotidien de droite rappelle également les dissonances sur le commerce international, en précisant que sur les aliments transgéniques, la solidarité nord-américaine joue beaucoup.

Enfin, sur le bilan de l'action de **Boutros Boutros-Ghali**, **Les Echos** signalent que si Paris loue les actions diplomatiques entreprises par le secrétaire général de la Francophonie, le Canada voudrait le voir jouer un rôle plus technique en privilégiant la coopération linguistique, scientifique et culturelle. Enfin, **Libération** relève que les missions diplomatiques de **Boutros-Ghali** dans le cadre de la Francophonie ont eu des résultats anecdotiques. L'existence politique et diplomatique de la Francophonie est donc encore à inventer, selon les journaux français.

Sur TF1, la grande chaîne de télévision française, le journal du soir est revenu sur la visite de M.Chirac à l'occasion du Sommet des maires francophones.

En Belgique

Le Sommet de la Francophonie commence à faire les manchettes en Belgique

En Belgique francophone, c'était au tour du Journal Parlé de la Radio Télévision Belge (RTBF) de se fourvoyer sur l'emplacement de Moncton. En présentant leur reportage, on situait le Sommet de la Francophonie dans la Province de Nouveau Brunswick -- aux Pays Bas!

Marie-Paule Jeunehomme, envoyée spéciale sur place, faisait un reportage sur les grands enjeux du Sommet, soulignant que la Jeunesse et les Droits de l'Homme seraient à l'ordre du jour. "Un débat qui s'annonce serré autour des politiques étrangères, le droit de la personne et le respect de la démocratie". Elle continuait en notant que "le Canada et la Belgique sont d'accord pour demander que la Francophonie montre plus de fermeté face aux pays qui bafouent les droits de l'homme". Elle remarque que les sanctions ne sont pas à l'ordre du jour, mais que le Canada et la Belgique souhaitent que cette fermeté paraisse dans les textes et qu'on y pointe du doigt les pays en question dans le communiqué final, et deuxièmement, que le Burundi, le Rwanda et le RD Congo respectent les engagements qu'ils ont signé cette semaine à Lusaka.

La Libre Belgique présente une analyse du chef du service étranger, Philippe Paquet. Il met le Sommet sous le signe de la provocation: certes la provocation d'une importance grandissante de la pression pour le respect des droits de la personne, suite aux violations de ces droits dans 32 pays membres de la Francophonie rendues publique dans des rapports d'Amnistie Internationale et par Reporteurs Sans Frontières. Mais également une différence aiguë de conception de la Francophonie entre le P.M. canadien (plus de respect aux droits de la personne) et le Président français, qui mettait la pédale douce, pour "convaincre, et non contraindre" des pays qui avaient encore du chemin à faire. En effet, Paquet voit la Francophonie, et ce Sommet, comme terrain de discorde entre le Canada et la France autour de la crédibilité de l'organisme.

Les journaux télévisés des deux chaînes francophones ont couvert la visite à Québec de Hervé Hasquin, ministre-Président de la Communauté française de Belgique, en marge du Sommet.

-6-

De Standaard, le quotidien le plus sérieux et ayant la plus large circulation des journaux de qualité de langue néerlandaise, a repris ce matin un article sur le Sommet, plus au moins comme il a été publié le 2 septembre par Reuters News Service, écrit par Patrick White. Joint à cet article, il y avait un court historique du peuple acadien ("Peuple oublié en vedette"), qui soulignait que des Acadiens vivaient en paix avec leurs voisins anglophones.

Aucun autre article n'est paru dans les journaux flamands, ni reportage dans les téléjournaux flamands.

Approuvé par: Evan Potter, Gérant
Analyse de l'environnement public (BCDE)
(613) 944-1058

INFOFLASH



Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Première Édition First Edition

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Friday September 3, 1999 • Le vendredi 3, septembre 1999

[Le Journal de Montréal]

Prendre le temps (extrait)

Par Michel C. Auger

Officiellement, le thème du sommet de la Francophonie est la jeunesse. En fait, c'est la question des droits de la personne qui es en train de prendre toute la place. C'est une question pratiquement insoluble pour une organisation encore aussi jeune que la Francophonie. Si elle ne fait rien à propos d'un problème aussi criant, la Francophonie risque de se marginaliser complètement comme force politique. Mais si elle commence à exclure de ses rangs tous ceux dont le dossier n'est pas des plus reluisants en matière de droits de la personne, il ne restera bientôt plus de Francophonie du tout. L'état des lieux est plutôt inquiétant. Sur 42 États membres, Amnesty Internationale estime qu'il y en a pas moins d'une trentaine qui sont coupable de violations des droits de la personne. Dans plusieurs de ces cas, on parle de violation systématique des droits, de recours fréquent à la torture, d'exécution et d'enlèvements.

[Le Droit]

Québec, une ville, une Cité ou une capitale (extrait)

On a soigneusement évité, devant l'association des municipalités francophones (AIMF) réunie à Québec, hier, d'ajouter à la controverse portant sur la "capitale nationale", un titre qui en irrite plusieurs à Ottawa. L'ex-maire de Québec, Jean Pelletier, honoré, hier, par l'AMF aux côtés du président français Jacques Chirac a rappelé aux Journalistes qui le harcelainet, que, comme Jean drapeau, il n'avait jamais mêlé politique nationale et politique municipale. "Laissons à chaque niveau de gouvernement, ses problèmes" a dit le chef de cabinet du premier ministre Jean Chrétien. Seule la ministre Louise Harel a eu le culot, hier, de souhaiter aux représentants des 91 municipalités provenant de 44 pays "la bienvenue dans la

capitale nationale du Québec"

[Globe and Mail]

Governor-General going to play host in his N.B. hometown to the Francophonie leaders (extract)

Byline: Anne McIlroy

MEMRAMCOOK, N.B.- He was a poor farm boy, the only one in his family to get past Grade 8. Governor-General Romeo LeBlanc, the first Atlantic Canadian to represent the Queen in Canada, will come home this weekend for a final triumph before he retires from his viceregal post next month to a quiet cottage by the sea. The Francophone Summit opens in nearby Moncton today. Tomorrow, Mr. LeBlanc will be the host for French President Jacques Chirac in the Governor-General's Acadian hometown of Memramcook. The next day, the leaders of the French-speaking world will arrive in the town for lunch. They will gather in the building that once housed the Roman Catholic school and university where Mr. LeBlanc studied and launched his remarkable career. For Prime Minister Jean Chretien, holding the summit in bilingual New Brunswick is a chance to give France and other nations a glimpse of the vibrant French-speaking communities outside Québec. It's a view of his most cherished vision of Canada, a place where French and English live in harmony. For Mr. LeBlanc, it is a chance to bring honour to his hometown and his Acadian roots. Those close to him say he put off stepping down as Governor-General until after this weekend. The locals have painted telephone poles Acadian red, white, and blue, and decorated their houses as they did in 1994, when a quarter of a million Acadians returned to New Brunswick from Louisiana, Europe and other countries for the first ever retrouvaille or reunion.

[Globe and Mail]

A second chance for la Francophonie should raise the human-rights flag in Moncton (extract)

The late French president Francois Mitterrand didn't invent the concept of la Francophonie -- the term was used a century ago to describe French-speaking people and countries -- but he was the creative force that convened high-level representatives from 41 nations at the Palace of Versailles outside Paris for the first Francophonie summit in 1986. He saw la Francophonie as a chance to promote French language and culture. In a way, it was another in his series of Les Grands Travaux. But unlike the public monuments that Mr. Mitterrand championed -- the new opera, the renovated Louvre, the Musee d'Orsay, the national library and the Grande Arche de la Defense -- all of which have enhanced the cultural life of Paris, la Francophonie is global in conception and amorphous in place. Even in terms of usage, French now ranks ninth on the list of the most commonly spoken languages, after Chinese, English, Hindi, Spanish, Russian, Arabic, Bengali and Portuguese. It is not, as many people mistakenly assume, a francophone Commonwealth. While it likes to think of itself as a community, la Francophonie is a diverse and somewhat bizarre group that includes many former French colonies, especially in Africa, but also stretches to encompass countries such as Egypt, Switzerland and Lebanon which have little in common other than a percentage of French speakers. More than half of the members -- countries such as Rwanda, Burundi and the Democratic Republic of Congo (formerly Zaire) -- are on Amnesty International's list of human-rights abusers. Tolerance for dictators and crimes against humanity mark a fundamental difference between la Francophonie and the Commonwealth, which has taken a definitive stand against racism, judicial terrorism and human-rights crimes. Prime Minister Jean Chretien has an opportunity to speak out frankly and passionately about the dignity of human life, the importance of individual liberty and the need for transparency and accountability in public institutions.

INFOFLASH



Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Troisième Édition Third Edition

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Friday September 3, 1999 • Le vendredi 3, septembre 1999

[National Post]

Red carpet welcomes rights violators (extract)

Byline: Elena Cherney

MONCTON, N.B. - To the beat of African drums, Gnassingbe Eyadema, president of Togo, made his way down the stairs of his aircraft and onto the red carpet stretched across the tarmac, where a smiling line of Canadian dignitaries waited in the blazing sun to shake his hand. Wearing large sunglasses and flanked by a Togolese military guard and a swarm of borrowed Canadian undercover agents, Mr. Eyadema, who has been criticized by human-rights groups that accuse his security forces of executing hundreds of civilians, shook hands with **Don Boudria**, Secretary of State and the Government's House Leader. A troupe of local children performed an African dance to drum beats as Mr. Eyadema made his way down the receiving line, while behind them, a row of boy and girl scouts stood at attention. Despite suggestions, by Jean Chretien, the Prime Minister, among others, that the Francophonie members ought to consider expelling countries with poor human-rights records, **Mr. Boudria** defended the pomp and circumstance yesterday. "Everyone is entitled to the same protocol," **Mr. Boudria** said after greeting Boutros Boutros-Ghali, the secretary-general of the Francophonie, who jetted in on a Canadian government plane. Heads of state from at least four delegations -- Rwanda, Burundi, Burkina Faso and Togo -- entered Canada on special diplomatic visas because reports of rights violations made it impossible for them to enter under the Immigration Act. All heads of state and their delegations were granted full diplomatic immunity despite protests by human-rights groups and some Canadians of Rwandan, Burundian and Congolese origins, who urged that the Canadian government arrest and charge suspected war criminals on Canadian soil. In downtown Moncton, organizers of a parallel summit on

human rights criticized the Francophonie for being too hesitant in taking action against members who are accused of gross human-rights violations. Leaders of the alternative summit also criticized the Francophonie for spending so little time at meetings and so much time at receptions and dinners. The total work time for the summit -- which will cost Canadian taxpayers \$11.2-million, not including security -- is about three hours, said Bertrand Begin of the the Canadian Labour Congress. **Andre LeBlanc**, a spokesman for the department of Foreign Affairs, declined to give an exact number of working hours for the summit, which wraps up Sunday.

[National Post]

A History of Controversy

Byline: Karina Roman

That human rights could lead to fractious debate at this year's Summit of La Francophonie is no surprise. The biannual event has often spawned controversy. At the first summit, in Paris in 1986, then-Quebec premier Robert Bourassa angered Brian Mulroney, prime minister at the time, by proposing Europe give its extra food to starving African countries. (Quebec's participating government status meant it was not to speak on political issues.) At the next summit, in Quebec City, observers were amazed that the two seemed to have made up, with Mr. Bourassa praising the federal government for writing off the debt of some African Francophonie countries and Mr. Mulroney raving about Quebec's distinct character. In Dakar, Africa, in 1989, Canada was criticized for its cut in foreign aid. Then in 1991, back in Paris, Mr. Mulroney dominated headlines with a pledge of \$1.4-million to create a Francophonie human-rights unit. In Mauritius, in 1993, both then-prime minister Kim Campbell and Mr. Bourassa sent replacements and some Francophonie leaders were insulted. At the 1995 summit, in Benin, Africa, leaders denounced the English-dominated Internet. But by 1997, in Vietnam, it was back to human rights, with Lucien Bouchard, Quebec Premier, calling for sanctions for violators, overstepping the participant role again.

[L'Acadie Nouvelle]

Moncton, centre de l'univers francophone...

Byline: Gilles Duval

L'Acadie sera le centre d'attraction des pays francophones au cours des prochains jours et c'est ce que le géographe, Adrien Bérubé, a tenté d'illustrer en réalisant une carte inédite pour la première édition du nouveau millénaire de la revue L'année francophone internationale. Cette revue est publiée une fois par année et, dans l'édition de l'an 2000, on y retrouvera la carte conçue par M. Bérubé à titre d'affiche centrale. Elle sera distribuée dans tous les pays francophones et notamment lors du Sommet de la Francophonie, qui se déroule actuellement à Moncton. Il a consacré près de 300 heures pour la réaliser. «Je voulais faire quelque chose de différent des autres cartes géographiques. Sur celle-ci, Moncton se retrouve exactement au centre de l'univers puisque cette ville sera le point d'attraction durant l'année 1999 pour les pays francophones», a fait remarquer le géographe à l'emploi de l'Université de Moncton, campus d'Edmundston (UMCE). M. Bérubé a expliqué que l'on doit regarder la carte comme si Moncton prenait la place du pôle nord sur un globe terrestre. Des cercles, représentant 2000 kilomètres chacun, se retrouvent d'ailleurs sur la carte afin de démarquer la distance des différents pays francophones à partir de la ville hôte du Sommet de la Francophonie. «Ce qu'il y a de particulier avec la carte, c'est que si tu pars de Moncton, elle indique la bonne direction et la bonne distance menant vers d'autres pays. A titre d'exemple, on peut facilement identifier qu'il y a 12 000 kilomètres entre elle et Hanoï», a précisé M. Bérubé en ajoutant que la carte peut être comparée à ce qui se fait dans le domaine de la radiophonie ou de l'aviation. Les pays qui participent au Sommet de la Francophonie sont identifiés par des étoiles sur la carte. «A force de mettre des étoiles, cela ressemble à une constellation dans le ciel, d'où le titre de la carte», a-t-il poursuivi. M. Bérubé a tenu à ajouter une connotation acadienne à son oeuvre puisqu'il a inséré une plus petite carte démontrant clairement l'identification de l'Acadie de l'Atlantique. Et en plus, le drapeau tricolore a trouvé sa place en bas dans le côté droit de l'affiche.

[The Calgary Herald]**Francophones welcome new recruits (extract)***Byline: Charles Bremner*

Their citizens may speak little French, but Albania and Macedonia are to be embraced today as the latest recruits in the Gallic combat to stem the tide of English when 51 leaders hold the biennial summit of France's answer to the Commonwealth. The Balkan states are to be given associate membership of the Francophone Community, the chief weapon in France's crusade to slow the English-language steamroller that threatens to obliterate the language of Moliere and Victor Hugo. A shaky grasp of French has been no bar to membership of an organization that also includes Bulgaria, Romania and Israel. The role of La Francophonie as a resistance movement is highlighted by the choice of summit venue: Moncton in New Brunswick. The Canadian province's 200,000 French speakers, known as Acadians, are outnumbered two to one by English speakers. French President Jacques Chirac and Canadian Prime Minister Jean Chretien are determined to use the jamboree to fight "l'exception culturelle" code for resistance to Washington's drive to treat films, music and television programs as commercial commodities in world trade negotiations. This is vital, says the French president, to "avert the risk of a world in which one speaks, thinks and creates in a single mould." Last week he voiced outrage at the fact that 80 per cent of Internet sites were in English while only one in 10 people in the world spoke the language. About 105 million people are estimated to use French regularly, with 50 million using it occasionally. In contrast, more than 500 million are believed to be at least conversant with English. There was good news for La Francophonie with a decision last month by Algeria's new Government to re-establish French as an official language, but doubts are widespread in the Paris establishment over the government's efforts to turn the community into an international political machine. Attacking the organization Thursday, *Le Figaro* noted that the five rich members -- France, Canada, Belgium, Luxembourg and Switzerland -- had little in common with the poor and often far from democratic majority.

[L'Acadie Nouvelle]**De la lecture pour tous à Cap-Pelé***Byline: Jeannita Thériault*

A l'occasion du Sommet de la Francophonie, Cap-Pelé aura aussi son activité spéciale: la présentation du Salon du livre de la jeunesse qui débute aujourd'hui et se terminera dimanche à l'aréna père Camille-Léger. Cet événement littéraire offre une gamme d'activités des plus intéressantes autant pour les jeunes que pour les adultes. On y découvrira des nouveautés et on y rencontrera plusieurs professionnels du monde littéraire et artistique du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et de l'Ontario. Une cinquantaine de maisons d'édition canadiennes et européennes y seront représentées lors d'une exposition et vente de livres, lesquelles sont coordonnées par Robert Melanson, propriétaire de la librairie La Grande Ourse, de Moncton. Plusieurs spectacles de musique, de danse, de marionnettes, de théâtre en plus d'ateliers de bandes dessinées, de peinture et de construction de marionnettes sont également au programme durant toute la fin de semaine. La cérémonie d'ouverture a lieu ce soir, à 18 h. L'auteure acadienne et propriétaire de la maison d'édition Bouton d'or Acadie, Marguerite Maillet, prononcera une conférence. En soirée, un spectacle musical avec le groupe Musik, la troupe DansEncore, sous la direction de Chantal Cadieux, Josée Boudreau, Talididanse, danseuses de la région Évangéline de l'Î.-P.-É., et autres artistes sera présenté sur le site du Salon du livre. Les activités reprennent demain, à 12 h avec l'exposition et vente de livres, un spectacle avec M. Flo, un atelier avec Denyse Mageau, un spectacle de marionnettes avec le Matou noir, un atelier d'aquarelle avec Julie Boulianne (parent/enfant), un spectacle intitulé Concierge de la bibliothèque avec les Marionnettes au Bout du Monde (4 à 12 ans) et le spectacle familial Toujours d'accord avec Lebel et Labelle. Les mêmes activités reprennent de plus belle à 13 h dimanche, pour se terminer aux alentours de 17 h 30. L'entrée aux diverses activités est gratuite pour les petits comme pour les grands.

[The Halifax Chronicle-Herald]**Francophonie or is that francophoney? (extract)**

For a gathering that never seems to accomplish much and issues communiques as uninspiring as Vichyssoise soup, La Francophonie sure does manage to attract a lot of criticism. During the week before the event opened yesterday in Moncton, it was pilloried in the press for its many failings. Its legitimacy is in open question when countries like Albania and Macedonia - where anyone would have trouble getting by in the language of Voltaire - are considered potential candidates for membership. There seems to be a fine line between francophones and francophoneys. Then there's the human rights question: Amnesty International reports that 32 of the 52 national governments participating in the summit have records no self-respecting head of state could be proud of. So La Francophonie is not exactly a meeting of enlightened minds, although its charter touts "development and democracy." Many in the anglophone world tend to dismiss the establishment of La Francophonie in 1986 as a rearguard action by France, which is still obsessed with its cultural "rayonnement," or radiance, despite the fact it is a lesser world power at the end of the 20th century than it was at the beginning of the 19th. Of particular concern to France is the seemingly unstoppable ascent of English. Not only has it been the language of international business for decades, but its global reach is now compounded by the rapidly expanding and English-dominated Internet. La Francophonie cannot seem to shake the perception that its role is largely symbolic. This notion was reinforced by its head honcho, Boutros Boutros-Ghali, the former secretary general of the United Nations, who on the eve of the Moncton summit said the world should lower its expectations of La Francophonie. As international organizations go, it is a mere babe in the woods, and needs more time to mature and find its proper role on the world stage. Thanks to the Moncton summit, they will hear about abuses in Togo, Rwanda or Burundi. The leaders of these countries will have to sit there uncomfortably in the spotlight. And perhaps thanks to the Moncton summit, someone will be inspired by the story of the survival of the Acadians to preserve French or another language somewhere else on the planet.

[The Calgary Herald]**Canada slammed for poor job on preserving French***Byline: David Gamble*

Canada may be hosting the Francophonie Summit, but it deserves no credit for preserving the French language within its borders, argues a statistical review conducted by Imperatif Francais, an Aylmer-based French-language watch-dog group. Jean-Paul Perreault, president of the group dedicated to the preservation, promotion and research on the French language, says Statistics Canada data shows the results of the federal government's "fatalistic" attitude in the face of the assimilation of francophones outside Quebec. Perreault said he is embarrassed by "the self-congratulatory Canadian parade in the Francophonie" while the government's own numbers show 36 per cent of those whose mother tongue was French outside Quebec in 1996 no longer use the language in daily life. The group's study called: "Canada Officially Admits: French is in Peril in Canada" also argues that English-speaking Canadians are increasingly becoming unilingual despite French immersion enrolment being at an all-time high. "Canada has one language that is more official than the other, that's English," the study says. The group also uses 1996 census data to put the microscope on Moncton, N.B., host city of the summit. The numbers show about a third of the city's population of 58,000 claims French as their mother tongue, but one-fifth of those born into French families now use English. For Perreault, that's an assimilation rate of 21.3 per cent. In May, then Official Languages Commissioner Victor Goldbloom agreed that assimilation for francophones outside Quebec is a problem, but he rejected some recent studies that reported an assimilation rate of 70 per cent for francophones in western provinces. He issued a call for more research. "It's a fact that I have had more contact with minority language communities. I have seen the reality of the situation . . . It would seem that I should have noted a marked weakening of francophone communities during the last eight years and that is not the case," said Goldbloom, who left his job at the end of July.

INFOFLASH



Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

First Edition

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Thursday September 2, 1999 • Le jeudi, 2 septembre 1999

[Le Soleil]

L'enjeu véritable: les droits de la personne

La plupart des chefs d'État et de gouvernement arrivent aujourd'hui à Moncton, une ville transformée par l'événement, pour prendre part à l'assemblée générale du sommet qui commence demain pour se terminer dimanche. Pendant leurs délibérations, ils prévoient célébrer la jeunesse au moyen d'activités plus symboliques que significatives. La vraie partie, elle, se révélera bien plus ardue. Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, a donné le ton cette semaine en déclarant dans de nombreuses entrevues qu'il n'était pas question d'expulser les pays fautifs en matière de droit de la personne.

[Toronto Star]

Nations ignoring human rights will feel heat at summit, PM says (extract)

Byline: Edison Stewart

OTTAWA - This weekend's summit of francophone countries will put some leaders' "feet to the fire" over their human-rights records and "horrible crimes" in Africa, Prime Minister Jean Chrétien says. But Chrétien said yesterday La Francophonie can't go as far as the English-language Commonwealth once did in expelling the former apartheid regime of South Africa. French President Jacques Chirac told a joint news conference that questions of sanctions are up to the United Nations. Even so, the 47-country francophone equivalent is making progress in branching out from issues of language and culture which led to its foundation in 1986, he said. Chrétien did not identify who will be the target of criticism at the New Brunswick meeting but Amnesty International says 32 of the 47 countries abuse human rights and the Prime Minister said "horrible crimes" have been committed in neighbouring countries and want to push them on the human rights issue, he said. "Several members would like La Francophonie, like the

Commonwealth, to impose sanctions against members that don't respect democracy."

[Le Soleil]

Jeune page au Sommet de Moncton

Un jeune de la polyvalente de Paspébiac, Jean-Philippe Barriault, participera au Sommet de la francophonie, qui débute demain à Moncton. Il est l'un des 40 Canadiens, dont huit Québécois, choisis comme page, à la suite d'un concours «Vivre le monde de la francophonie» lancé dans les écoles du Québec. La polyvalente de Paspébiac faisait partie des délégations québécoises jumelées avec d'autres écoles dans le monde, dont le lycée Moïse Nicoara d'Arad, en Roumanie. Jean-Noël Barriault sera l'ambassadeur de l'est du Québec au Sommet de la francophonie puisqu'il est le seul étudiant du secondaire de cette région à y participer comme page. Il dînera demain à côté du président français Jacques Chirac, le lendemain tout près du président du Mali, et dimanche avec le premier ministre Jean Chrétien.

[The Gazette (Montreal)]

Leaders mull net of rights observers (extract)

Byline: Sean Gordon

Leaders at this week's Francophonie summit will consider a French proposal to establish a network of human-rights observers in delinquent member countries, a plan which received a key endorsement yesterday from Boutros Boutros-Ghali, the organization's head. As the summit's preliminary meetings concluded yesterday, delegates held a discussion on human rights, an issue that has risen to prominence as 28 of the 52 nations attending the conference have been identified as systematic human-rights abusers.

Democracy Key Goal

The Francophonie has supervised elections in a dozen countries in the past two years, Boutros-Ghali said, and it remains committed to fostering democracy. He pointed to recent interventions in Togo and the Central African Republic as examples of the Francophonie's importance as a "democratic facilitator." The Francophonie will hold a series of multilateral conferences in coming months to focus on human rights and democratization, with the next ministerial meeting due in Paris this fall. Quebec may have been less impressed with repeated references to New Brunswick francophones as a "people" and a "nation." 'Peuple Acadien' At a post-meeting press conference, both federal House leader Don Boudria and Boutros-Ghali alluded to the efforts of the "peuple Acadien" in staging the summit. Such references are irksome to the Quebec delegation, because neither have yet shown any willingness to discuss the presence, much less influence, of a Quebecois nation. As organizers prepare for the influx of heads of state today and tomorrow, Moncton's face has taken on a distinctly francophone flavour, with Acadian flags displayed in nearly all restaurant and shop windows, and francophone volunteers stationed all over what is an overwhelmingly English-speaking city.

[Agence France Presse Français]

Le Sommet officiel regarde vers le sommet parallèle (extrait)

MONCTON (Canada) - Les participants aux réunions préparatoires au Sommet de la francophonie, qui se tient à partir de vendredi à Moncton (Nouveau Brunswick), regardent avec intérêt vers les ONG et le sommet parallèle qu'elles ont organisé dans une église de la ville, et avec lequel certains aimeraient établir un contact. Lors de son intervention mercredi devant la conférence ministérielle de la francophonie, qui rassemble les ministres responsables du dossier dans les pays membres, le ministre délégué français à la Francophonie Charles Josselin a demandé clairement au Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali "dans quelle mesure il a été prévu d'organiser un lien, un contact avec les représentants de ce sommet parallèle". "Je voudrais plaider pour aider à l'intégration de cette société civile, en particulier parce que je crois utile de la rendre attentive à certaines de nos réalités", a souligné M. Josselin, qui a dit craindre que l'on aille "vers une francophonie officielle d'un côté et une francophonie de la société civile de l'autre". Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a fait valoir aussi devant la conférence que la francophonie "doit faire appel à la participation de tous et associer de façon plus systématique les organisations non

gouvernementales". "Je vois de réelles possibilités de mener à bien ensemble des projets dans des formules hardies et souvent moins rigides que la coopération institutionnelle", a-t-il déclaré.

[The Globe and Mail]

Yes vote not enough for recognition:Chirac (extract)

Byline: Graham Fraser

Ottawa French President Jacques Chirac made it clear yesterday that France would not recognize Quebec immediately after a Yes vote in a referendum. Asked about remarks that he has made in the past implying that France would be the first to recognize a newly independent Quebec -- comments that led Quebec sovereigntists to conclude that French recognition would be a key step in Quebec independence -- Mr. Chirac first suggested that this was "a free translation" of his remarks. Today, Mr. Chirac flies to Quebec City to meet Quebec Premier Lucien Bouchard before flying on to Moncton for the three-day biannual summit of la Francophonie, which begins tomorrow.

[National Post]

Province's lack of emigres cuts threat of protests (extract)

Byline: Adrian Humphreys

Security at this week's summit of the Francophonie in New Brunswick will not likely face a serious threat from protesters because the province does not have a large ethnic population, an RCMP spokesman said yesterday. Sergeant Andre Guertin, media relations officer for the RCMP, which is providing security for the event, said the roots of protest for the conference of 52 nations, including 40 heads of state, would likely stem from emigres who are upset with the policies of their former governments. Anne Sainte-Marie, spokeswoman for Amnesty International's francophone division, bristles at the suggestion only specific ethnic groups would be irate at human-rights abuses in those countries. She helped organize a parallel summit in Moncton, set up to protest the Francophonie. Several groups have voiced concern over the leaders of countries with questionable records on human rights being present at the summit, including the heads of Togo, Rwanda, Congo and Burundi. Sgt. Guertin's observations on the province's ethnic mix is confirmed by Statistics Canada. Just 1% of the population of New Brunswick is identified as being a visible minority. That compares to almost 18% in British Columbia, almost 16% in Ontario and just over 6% in Quebec. Canadian Association, based in Toronto. But Ms. Gahagna said it is not necessary to travel to New Brunswick to protest. Dealing with protests against foreign dignitaries is a sensitive issue for the RCMP, given the ongoing public hearings on the the force's handling of student protests at the 1997 Asia Pacific Economic Cooperation summit in Vancouver.

[Le Journal de Montréal]

Devant la visite...(extrait)

Quand Ottawa et Québec décident-comme c'est le cas au Sommet de la Francophonie-de ne pas se chamailler devant la visite, on constate souvent qu'ils sont d'accord tant sur le fond que sur la forme. Tant et si bien souvent le rest du temps...C'est ainsi que, sur la question essentielle pour le Québec de la diversité culturelle et de sa participation à toutes les instances de la francophonie, il ne semble pas-ou plutôt : il ne semble plus-y avoir de problèmes. "Québec et Ottawa sont des alliés objectifs" quant à la diversité culturelle, disait la ministre Louise Beaudoin, en présence de son collègue fédéral Don Boudria qui approuvait. La francophonie étant le lieu privilégié pour établir une position commune en vue des négociations de l'Organisation pour faire reconnaître que la culture n'est pas un produit comme les autres et que les gouvernements doivent pouvoir aider la production culturelle sans briser les accords de libre-échange. Cette belle entente se traduit, à Moncton, par une volonté d'Ottawa de ne pas bloquer la participation québécoise à des conférences de la francophonie qui ne traitent pas directement de sujets de compétence provinciale

[The Edmonton Journal]

Francophonie must be an inclusive gathering (extract)

Diplomacy is such a simple concept. One talks to representatives of foreign countries that behave disagreeably in the hopes of making their behaviour more agreeable. This week, in the run up to the Francophonie Summit in Moncton, a minor fuss has been made by critics about the, er, questionable records on human rights of such figures as the president of Togo (accused of arresting election opponents) and the president of Cambodia (accused of killing them). Emigres from some member countries, such as Rwanda and Burundi, accuse officials from those countries of genocide and want them barred. Human rights advocates have joined in the complaints. And finally, there is Liberal House Leader Don Boudria, whose defence of the Francophonie Summit tends to encourage sympathy for its critics. As official chairman, Boudria naturally understands the difference between summit action plans and actual action. He says critics do not understand the Francophonie's "quiet approach." (Gee, hands up those who do.) But there is little point holding international gatherings limited to countries whose policies one already likes, however distasteful it may be to lunch with Cambodia's Hun Sen. There is equally little point in welcoming officials who refuse in advance to discuss subjects on our minds.

In return for discussion of such things as aid, an inclusive meeting without preconditions can get past righteous posturing and down to the troubling ambiguities of human rights in places like Africa. It is at least arguable that imperfect but practical action in a place like Rwanda is better than the perfectionist inaction that has become the specialty of foreign observers. Such a meeting even offers the subtle and mischievous among African and Asian leaders an opportunity to point out the ambiguity behind Canadian ideals. They might point out that in Kosovo --so far, at least -- hundreds of thousands Serbs and ethnic Albanians have lost lives, relatives or homes merely to switch control of the province from one lot of thugs to another. Practical dialogue about how to truly improve human rights is possibly the greatest challenge facing humanity in the coming century. Ritual controversies about who's good and who's bad, even in an organization as politically nebulous as the Francophonie, get us nowhere.

INFOFLASH



Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT Second Edition

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Thursday September 2, 1999 • Le jeudi, 2 septembre 1999

[Agence France Presse Français]

La Conférence ministérielle pose les jalons du Sommet (extrait)

MONCTON (Canada) - La Conférence ministérielle de la Francophonie, qui réunit depuis mardi les ministres de la francophonie ou des affaires étrangères des pays membres, a approuvé le plan d'action et le projet de déclaration qui vont être présentés pour approbation aux chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres à partir de vendredi. "La conférence a été très fructueuse, très productive", a déclaré mercredi devant la presse, à l'issue de la réunion, le président de la conférence Don Boudria, porte-parole du gouvernement canadien. Le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie Boutros Boutros-Ghali a renchéri en indiquant que la discussion avait été "ouverte et fructueuse", et s'était déroulée "dans une atmosphère de fraternité". Selon M. Boudria, les discussions ont porté notamment sur la jeunesse, les relations entre la société civile et l'Etat, et les Droits de la Personne. M. Boutros-Ghali a précisé sur ce dernier point qu'il avait été question aussi bien de protection des droits de l'Homme que de renforcement et de promotion de la démocratie. Il a indiqué que plusieurs conférences internationales allaient être organisées au cours de l'année à venir sur la démocratisation dans l'espace francophone. Interrogé par les journalistes sur les Droits de l'homme dans la francophonie, le secrétaire général a insisté sur le rôle joué par la Francophonie par l'assistance électorale à une douzaine de pays, avec dénouement d'une crise politique au Togo et en Centrafrique, où la francophonie a joué le rôle de "facilitateur". M. Boutros-Ghali s'est dit prêt à mettre en place un observatoire des Droits de l'Homme, comme l'avait suggéré la France, pour peu qu'on lui fournisse les fonds nécessaires pour le faire fonctionner. Le problème de la diversité culturelle a été évoqué par plusieurs participants, mais, selon la ministre québécoise des Relations internationales Louise Beaudoin, à un niveau "relativement général". Le ministre français de la Francophonie Charles Josselin a insisté particulièrement sur la nécessité de créer avec les pays francophones "un vrai rapport de forces permettant d'imposer la diversité culturelle".

[Presse Canadienne (Français)]**Les droits de la personne, l'enjeu véritable du Sommet de Moncton****Byline: par Jules Richer**

MONCTON - A quelques mois de l'an 2000, le Sommet de francophonie de Moncton, qui s'ouvre demain, doit être officiellement celui de la jeunesse. Cependant, dans les coulisses de l'événement, on devrait discuter bien davantage de droits de la personne. En effet, sur cette question, la francophonie est une géante aux pieds d'argile. Selon le plus récent décompte d'Amnistie internationale, 32 des 52 gouvernements invités au sommet bafouent les droits de la personne. La plupart des chefs d'Etat et de gouvernement arrivent aujourd'hui à Moncton, une ville transformée par l'événement, pour prendre part à l'assemblée générale du sommet qui commence demain pour se terminer dimanche. Moncton est littéralement envahi par les visiteurs. Pendant leurs délibérations, les chefs d'Etat et de gouvernement prévoient célébrer la jeunesse au moyen d'activités plus symboliques que significatives. Ainsi, on donnera la parole aux jeunes par le biais d'interventions pendant les assemblées. La vraie partie, elle, se révélera bien plus ardue. Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, a donné le ton cette semaine en déclarant dans de nombreuses entrevues qu'il n'était pas question d'expulser les pays fautifs en matière de droit de la personne. La France est d'accord avec l'analyse de M. Boutros-Ghali, et l'a fait clairement savoir au cours des derniers jours. Au Canada, l'opinion publique penche en faveur d'une plus grande sévérité à l'endroit des Etats fautifs. Ce message n'est pas passé inaperçu auprès du premier ministre Jean Chrétien. En entrevue, il déclarait que la francophonie pourrait très bien devenir une "espèce de Commonwealth francophone. Il a fait valoir que le Commonwealth avait réussi, au moyen de sanctions, à "faire pénétrer la démocratie dans certains pays

[The Fredericton Daily Gleaner]**Upset by rising cost of Summit (extract)****Byline: Gwynne Dyer**

Dear Editor: I said it before, and I repeat, the Francophonie Summit being held in Moncton is a gross expense to the people of Canada plus an extra tax burden being placed on the people of N.B. It is a great big three-day party that is doing its best to create dissension between the people of the Anglo Society party and the Acadian Society. First, it was to cost in the range of \$17 million. Now taxpayers are being told they'll foot a bill of \$47 million. This will help pay for 1,500 police and their cars and to change the names of streets in Moncton (not Monckton as is being suggested). Let's cut out this tremendous waste of money to bring in representatives who are not wanted in their own country. The government in Ottawa is paying their way over here and their upkeep while in this country. When I look at the problem in Turkey and think of the waste in Moncton it makes me sick. There are a few MPs in Ottawa who make me wonder what kind of representation we have.

[La Presse]**La francophonie veut sauver les jeunes de la misère (extrait)****Byline: André Pépin**

Les chefs des 52 États et gouvernements membres débarquent aujourd'hui à Moncton pour le début, demain, des travaux du 8e Sommet de la francophonie. Il est beaucoup question de l'immunité dont jouissent les dictateurs, mais au coeur du débat, un enjeu moins connu: sauver les enfants de la misère. Tout est en place à Moncton pour la tenue de cet événement d'envergure internationale. Tous les lieux sont maintenant « sécurisés ». Il n'est plus possible de circuler sans les autorisations obligatoires. Ce sommet ayant pour thème la jeunesse francophone du monde, les droits des enfants seront abordés dès la première journée de la rencontre. La protection des enfants dans les opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix, l'universalisation de la convention d'interdiction des mines antipersonnel, ainsi que la mise en oeuvre du Traité de Rome de juillet 1998 sur la Cour pénale internationale sont des sujets à l'ordre du jour. La recherche de solutions contre l'utilisation des enfants-soldats fera également partie des discussions. La jeunesse sera l'une des cibles privilégiées de la programmation de l'Agence intergouvernementale de la francophonie. La Déclaration de Moncton, à l'issue de la rencontre, devrait

confirmer la nécessité d'associer les jeunes à l'action francophone. Cette déclaration propose: l'adoption de mesures aidant les jeunes à obtenir une formation adéquate, facilitant leur insertion sociale et professionnelle ainsi que leur accès aux nouvelles technologies, et favorisant la création d'emplois; il est urgent, pour tous les pays, d'accroître les réserves pour le Fonds francophone des inforoutes. L'Afrique, on le sait, ne jouit pas des mêmes accès à l'informatique que les pays d'Europe ou d'Amérique. Le Canada Le premier ministre canadien, Jean Chrétien, se réjouit du nouveau volet politique de la francophonie internationale, voyant là une occasion de promouvoir le dialogue entre les peuples de cette vaste communauté. Il condamne les régimes dictatoriaux, mais soutient du même souffle que les réunions sont nécessaires pour véhiculer les valeurs que le Canada veut défendre au sein de l'organisation. La francophonie, dans tous les rapports officiels du gouvernement du Canada, constitue l'un des grands axes de la politique étrangère du Canada. Sur le plan interne, la participation à la francophonie se veut une mise en valeur de la dualité linguistique du Canada et un lieu d'affirmation et d'épanouissement du fait français sur son territoire.

[National Post]

Chrétien and Chirac differ on summit's human-rights position (extract)

Byline: Andrew McIntosh

OTTAWA - Jean Chrétien, the Prime Minister, said last night that he would personally like La Francophonie to give itself the power to expel member countries with proven records of violating their citizens' human rights. However, Mr. Chrétien said he understands that other members of the organization of 52 French-speaking nations, whose annual summit opens today in Moncton, N.B., aren't prepared to support such a bold move right now. "We have that power in the Commonwealth. La Francophonie took on a political dimension two years ago, but I don't think that, at this time, we can find an agreement among the members to give ourselves that power," Mr. Chrétien said. In his remarks to reporters, Mr. Chirac hinted broadly that France disapproved of expelling Francophonie members who are human-rights violators, saying such political debates were better held by UN members. Mr. Chirac's working visit was organized to coincide with his participation in the francophone summit. During their early evening meeting, aides said, Mr. Chrétien and Mr. Chirac discussed the unstable political situation in Algeria, political and financial developments in Russia and co-ordination of humanitarian aid efforts in Kosovo as the region prepares for winter.

**Public Environment Analysis (BCDE)
Communications Bureau
Department of Foreign Affairs and
International Trade**

**Analyse de l'environnement public (BCDE)
Bureau des Communications
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international**

Le Sommet de Moncton

Moncton Summit

Analyse Médiatique Media Analysis

préparé par / prepared by Vicky Laramée & Nathalie Schryer

le 1^{er} Septembre 1999

Sommaire

Les éléments couverts dans les journaux francophones porte d'abord sur la menace, désormais écartée, de confrontation entre Ottawa et Québec quant à la représentation du Québec au Sommet. Les droits humains sont davantage soulevés dans la presse anglophone, bien qu'on y fait mention à quelques reprises dans la presse francophone.

Pour ce qui est des nouvelles télévisées, TVA et Radio-Canada ont effectué une entrevue avec le premier ministre Chrétien. Ce dernier précise que le Sommet permet au Canada de développer des liens avec les autres pays et de faire avancer les valeurs et les principes de la vie politique canadienne. Du côté anglophone, rien n'a été signalé au point de vue de la télévision.

Seulement un éditorial a été publié aujourd'hui, du côté de la presse anglophone. Il mentionnait entre autres que le Canada a la chance de poursuivre ses activités concernant les droits humains.

Principaux thèmes couverts

La menace d'une confrontation entre Ottawa et Québec est écartée pour le moment
Le Québec se voit garantir une participation à toutes les réunions de concertation du Sommet. Rassurée, la ministre des relations internationales du Québec, Mme Louise Beaudoin ne croit plus qu'il lui soit nécessaire de mener un combat contre Ottawa. Le ministre Don Boudria précise : "Il n'y a pas eu de combat ni extrême ni d'un autre genre" avec le Québec hier. (DEV,

-2-

76
6
2007
6
MJD

p.A1-A5, LAP, p.B6, Droit, p. 18, MGAZ A10)

Débat parallèle à celui de Moncton

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux et celles qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales. (Droit, p.17, LAP, p.B6, Dev, p.A5)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a exclu de ses rangs quatre pays coupables de violations des droits humains

L'APF qui agit en tant que conseiller des sommets donne une leçon aux chefs d'Etat ; les sections du Rwanda, du Congo Brazzaville, des Comores et du Niger sont suspendus. Ces pays se voient donc refuser l'accès aux programmes de coopération de l'assemblée. (Dev, p.A5)

Le gouvernement du Canada annoncera demain la création d'un programme de formation portant sur la paix et la sécurité en Afrique francophone

Selon M.Pettigrew, l'établissement de ce bureau est dû à une grande demande de formation en maintien de la paix en langue française tant au Canada qu'à l'étranger. Ce programme sera géré par le Centre Lester B. Pearson qui deviendra alors plus accessible à la clientèle francophone du Canada et de la francophonie internationale. (Dev, p. A5)

Alleged human-rights violators not expecting reprimand

A NP article treats reports that alleged human-rights violators are not expecting to be reprimanded by fellow members of the Francophonie. The Foreign Minister of Togo, a country accused of grave human rights abuses by Amnesty International commented that the attention to human rights abuses was "a tempest in a teapot" and said he has encountered no criticism from fellow states. Meanwhile, the MGAZ draws attention to the fact that more than half the 52 nations at Summit have been accused of violations. Minister Boudria is quoted saying that he is surprised that Amnesty International "wants us to violate the agreements we have signed, to suspend the conventions regarding heads of state." (NP A6, MGAZ A10)

Summit to cost \$11.2M, plus RCMP

The reported cost of the summit is set at \$11.2 million dollars, and that figure is expected to double when the RCMP security operation is added. The security operations will be the largest in the RCMP's history. An RCMP spokesman said that the force has never had to protect as many heads of state. The article also discusses the issue of having the foreign leaders' bodyguards arms. The RCMP would only say that they can get special permits to bear arms on Canadian soil. (NP A6, MGAZ A10)

Editoriaux

Seulement un éditorial a été publié aujourd'hui, du côté de la presse anglophone. Il mentionnait entre autres que le Canada a la chance de poursuivre ses activités concernant les droits humains.

Chrétien's chance to lobby for human rights, development, and democracy

TSTAR editorialists contend that Ottawa has a role to play at the summit. They note that democracy, youth, human rights, globalization and debt relief are themes "worth plugging away

-3-

at in Moncton." Arguing that there is "no need to park our valued at the door," they conclude that if a "few unsavoury leaders leave with their ears burning, all the better." (A16)

A Francophonie conference table is the scene of a G&M political cartoon. One delegate, his chair mounted on a pile of skulls, carries a spiked ball. An other delegate comments: "Still, his accent is flawless." (G&M A12)

Lettres

Le directeur général de Développement et Paix, Fabien Leboeuf soulève un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour au Sommet de la Francophonie: l'esclavage. Selon lui, le Canada pourrait appuyer financièrement la recherche et des programmes visant à contrer ce phénomène qui existe encore dans bien des pays. (LAP B2)

Cynthia Turpin is critical of Canada's willingness to allow "murderous dictators" into Moncton. "Are linguistics more important then ethics?" she asks. (MGAZ B2)

En France:

Si la presse électronique française est relativement silencieuse pour l'instant, la presse écrite publie ce matin quelques importants papiers sur la visite du Président français au Canada et sur le Sommet de Moncton.

Le Figaro publie sur presque une page deux papiers sous la signature de Françoise Lepeltier. Mme Lepeltier, sans aucun doute le journaliste français qui connaît mieux le Canada, titre "La France et le Canada au diapason". L'article, bien résumé par le titre, dresse un bilan favorable des relations France-Canada. Dans un second article, la journaliste trace une histoire du fait français au Québec et s'attarde longuement à la loi 101 qui est abondamment commentée par la Ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin. La Ministre souligne au passage que c'est grâce à la France si le Québec est membre - dans l'Organisation de la Francophonie - à égalité des autres gouvernements.

Le quotidien économique *Les Échos* publie deux papiers sur plus d'une demi page. Dans le premier où on fait un large écho à la position du Québec sur la diversité culturelle, on laisse entendre que ce sujet sera au coeur de la visite du Président Chirac au Canada. Dans une entrevue qu'elle a accordée au journaliste à Québec et qui fait l'objet du second papier, la ministre des Relations internationales du Québec, Louise Beaudoin, déclare que "la lutte contre l'uniformisation sera le combat du siècle à venir". Elle y parle aussi d'exception culturelle, où il y a divergence de vues entre la France et le Québec et des déboires de l'Agence universitaire de la Francophonie.



INFOFLASH

Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Public Environment Analysis Group
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public (BCDE)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Wednesday, September 1, 1999 • Le mercredi 1^{er} septembre 1999

[La Presse Canadienne]

Boutros-Ghali rejette l'idée d'interdire la participation de certains pays au Sommet (extrait)

Par Jules Richer

OTTAWA (PC) - Interdire la participation au Sommet de Moncton à des pays, comme le Burundi et le Rwanda, qui briment les droits de la personne n'est pas une bonne idée, estime le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali. "C'est négatif", a-t-il affirmé, samedi, lors d'une entrevue avec la Presse Canadienne, depuis Moncton. M. Boutros-Ghali soutient qu'il faut, au contraire, confronter ces pays aux valeurs de la démocratie que véhiculent les autres pays de la francophonie. M. Boutros-Ghali n'apprécie pas les comparaisons qu'on peut faire entre la francophonie et le Commonwealth, qui, dans le passé, a suspendu certains de ses membres, dont l'Afrique du Sud au moment de l'Apartheid. "Chaque organisation a sa propre spécificité. Il ne faut pas oublier que la francophonie est encore nouvelle dans le domaine politique, et il faut lui laisser le temps de mûrir et de développer des règles, des principes et des procédures." Mais, selon lui, il reste qu'au bout du compte, ce sont aux Etats à décider de la conduite de leurs affaires internes. "Le plus souvent, à l'échelle de la Francophonie, nous évitons d'imposer quoi que ce soit à un Etat sans obtenir la participation de l'Etat", dit-il.

[Le Devoir]

Des conférences parallèles à Moncton

Par Jules RicherMoyen

Le Sommet de la francophonie à Moncton a aussi son sommet parallèle.

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales. Bien sûr, le sommet parallèle de Moncton n'a pas l'envergure ni le faste de l'événement auquel il se fait l'écho. Ses conférences se déroulent dans un sous-sol d'église, on y préfère les soupers communautaires aux grands banquets et les organisateurs arrivent tant bien que mal à distribuer leurs communiqués de presse. Mais c'est quand même la première fois depuis le début des sommets de la

francophonie qu'on organise des activités parallèles. Un des organisateurs du sommet parallèle, Bertrand Bégin, explique: «Notre but, c'est de faire connaître aux gens un visage différent de ce qui se passe dans la francophonie et dans le monde.» Le sommet parallèle peut également compter sur l'appui d'Amnistie internationale qui fera, demain, un bilan des droits de la personne dans les pays de la francophonie, un sujet qui a déjà commencé à semer la controverse lors du sommet officiel. Les syndicats et les associations des pêcheurs ont aussi voix au chapitre par le moyen de conférences pendant le sommet parallèle.

*Voir Aussi le Journal de Montreal 17,

[Agence France Presse Français]

Sommet de la Francophonie: 1.500 policiers canadiens pour la sécurité

MONCTON- Quelque 1.500 policiers canadiens ont été dépêchés à Moncton pour encadrer les activités tournant autour du sommet de la Francophonie, qui se tiendra de vendredi à dimanche dans cette petite ville du Nouveau-Brunswick, a-t-on indiqué de source policière. Cinq cent voitures, dont 285 font partie des cortèges, ont été louées pour l'occasion et ont constitué un défilé impressionnant lors des répétitions organisées dans les rues au cours des derniers jours. Deux hélicoptères ont été mobilisés. En outre, les délégations arriveront avec chacune au moins un "agent de sécurité étranger", précise le sergent André Guertin, porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). La plupart des gardes du corps ne devraient pas être armés. Le port d'armes sur le sol canadien nécessite en effet un permis spécial qui n'est, selon le sergent Guertin, accordé que "très exceptionnellement". Et dans ce cas, précise-t-il, le garde du corps devient "agent surnuméraire de la GRC" et ne peut opérer que sous la supervision d'un policier canadien. Il n'a le droit alors que de porter une seule arme, d'un type autorisé au Canada. "S'il arrive par exemple avec une mitraillette Uzi, elle sera saisie", précise le porte-parole.

*Voir aussi Le soleil A 10

[Agence France Presse Français]

Ouverture de la réunion de la Conférence ministérielle de la Francophonie

MONCTON (Canada), - La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) s'est ouverte mardi à Moncton (Nouveau-Brunswick) en préambule du sommet qui se tiendra à partir de vendredi. La conférence, réunissant à huis clos les ministres des Affaires étrangères ou de la Francophonie des Etats membres, est présidée par le représentant du gouvernement canadien à la Chambre des Communes, Don Boudria, en l'absence, pour raisons de santé, du secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie, Ronald Duhamel. Elle devrait s'achever soit mardi soir soit mercredi à midi, a-t-on indiqué au secrétariat général de l'organisation. La CMF, organe politique, est chargée de mettre le point final à la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Elle avait été précédée dimanche par la réunion du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), qui rassemble les hauts fonctionnaires représentant les chefs d'Etat ou de gouvernement et qui n'avait fait apparaître aucune divergence majeure entre les participants au sommet de Moncton. Le seul sujet de désaccord, selon un participant, aurait été l'élargissement de l'organisation à l'Albanie et la Macédoine qui siègent actuellement comme simples observateurs.

[Toronto Star]

Ottawa's summit role (extract)

Jean Chrétien has a chance not only to play the gracious host this week to 50 foreign dignitaries, but to lobby publicly for human rights, development and democracy in parts of the world where all three are in short supply. The 8th summit of La Francophonie, being held in Moncton, affects 500 million people living where French is commonly spoken. How they govern matters to people on five continents. Chrétien, as host, and Don Boudria, as Canada's official representative, can point out that these evils steal the future from a generation of young Africans. Some 2 million youths have died in civil wars; 5 million have been maimed; a million orphaned. Kids age 10 to 24 account for half of the new HIV-positive cases. Even as chair, Chrétien shouldn't shrink from putting some heat on countries where young people are especially at risk, by demanding to know why. Canadian taxpayers shell out \$40 million a year for La

Francophonie, and deliver \$676 million in aid to its members. There's no need to park our values at the door. While critics deride the summits as gabfests, they've shown they can be catalysts for change. Democracy. Young people. Human rights. Globalization. Debt relief. These are themes worth plugging away at in Moncton. If a few unsavoury leaders leave with their ears burning, all the better.

[Le Devoir]

Ottawa dégage cinq millions pour la paix et la sécurité en Afrique (extrait)

Par Michel Venne

Le gouvernement du Canada va annoncer demain la création d'un programme de formation portant sur la paix et la sécurité en Afrique francophone et le dégagement d'un montant de cinq millions de dollars sur trois ans pour en financer les activités. Ce programme sera géré par le Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix. Ce centre, créé en 1994 et basé à Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, ouvre d'ailleurs un bureau à Montréal d'où l'essentiel de ce nouveau programme sera administré. La responsabilité de ce bureau a d'ailleurs été confiée à l'ancien directeur de l'information internationale au journal *Le Devoir*, Jocelyn Coulon. Ce dernier est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un sur les Casques bleus canadiens. L'ouverture de ce bureau montréalais coûtera un million de dollars sur trois ans. Ce bureau est établi en raison d'une demande croissante de formation en maintien de la paix en langue française tant au Canada qu'à l'étranger, précise le ministère des Affaires étrangères du Canada dans un communiqué émis hier. L'un des rôles de ce bureau sera de rendre les services du Centre Pearson plus accessibles à la clientèle francophone du Canada et de la francophonie internationale. Cette décision aura pour effet de faire de Montréal le lieu de plusieurs des activités du centre, notamment la tenue, en novembre, d'un colloque international sur le génocide, présidé par le professeur William A. Schabas. L'une des premières activités placées sous la responsabilité du bureau de Montréal se déroulera en Côte-d'Ivoire pour y dispenser un cours auquel pourront assister des ressortissants de tous les pays francophones d'Afrique, qu'ils soient militaires, politiciens, journalistes, policiers ou représentants de la société civile.

[Le Soleil]

Pas encore de chicane entre Québec et Ottawa (extrait)

Par Jules Richer

Pour l'instant, la chicane n'est pas encore au rendez-vous entre Québec et Ottawa au Sommet de la francophonie de Moncton. La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, a même voulu se montrer rassurante, hier. Elle a affirmé qu'elle ne voyait pas maintenant pourquoi elle aurait à se battre contre Ottawa. Pourtant, à la fin de la semaine dernière, Mme Beaudoin se disait prête à déclencher les hostilités si Ottawa remettait en cause la représentation du Québec au sein de la francophonie, en le poussant à prendre une place inférieure à la sienne. Hier, le constat était le suivant: «Ça va très bien (avec Ottawa) et je n'ai pas raison de croire que je serai obligée de mener ce combat extrême, mais qu'au contraire, on va s'entendre sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de francophonie à deux vitesses», a-t-elle expliqué, lors d'une conférence de presse.

[La Presse]

Un bureau du Centre Pearson ouvre ses portes à Montréal (extrait)

Par André Pépin

Le 8e Sommet de la francophonie qui s'ouvre à Moncton permet une retombée immédiate pour Montréal avec l'ouverture d'un bureau du Centre canadien international Lester B. Pearson. L'organisme a été créé en 1994 par le gouvernement fédéral. Il a comme mission de soutenir et d'accroître la contribution canadienne à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationales. Au cours des quatre dernières années, le Centre a tenu au Canada et ailleurs dans le monde des cours, des séminaires et des conférences auxquels ont assisté quelque 1500 participants de 115 pays. Lester B. Pearson, ancien premier ministre du Canada, a été titulaire du Nobel de la Paix en 1957 pour son implication dans le règlement du conflit entourant l'ouverture du canal de Suez. Le bureau de Montréal, explique son responsable, l'ancien

journaliste Jocelyn Coulon, est ouvert en raison d'une demande croissante de formation en maintien de la paix en langue française, tant au Canada qu'à l'étranger. Le rôle de ce bureau sera de compléter les services en français déjà offerts par le Centre Pearson à son campus de Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, de rendre les services plus accessibles à la clientèle francophone du Canada et de développer des liens avec les États membres de la francophonie. Les 19 et 20 novembre, le Centre Pearson de Montréal, en collaboration avec le Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, organise un colloque international sur le génocide. Sous la présidence du professeur William A. Schabas, des personnalités et chercheurs canadiens, américains, israéliens et français viendront exposer leurs dernières recherches sur la question du génocide.

[Le Droit]

L'esclavage et le Sommet francophone (extrait)

Voici un sujet qui ne sera pas à l'ordre du jour du Sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton du 3 au 5 septembre: l'esclavage. Oui, l'esclavage. Cette pratique est loin d'avoir disparu. Développement et paix vient de publier un rapport (voir notre site: www.dev.p.org) à ce sujet avec Anti-Slavery International. La traite des enfants semble avoir fortement augmenté ces dernières années en Afrique de l'Ouest. La majorité des enfants viennent du Bénin et du Togo. Ils sont emmenés au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria. Au Bénin, traditionnellement, on plaçait des enfants chez des parents en échange d'une somme d'argent. L'enfant aidait la famille hôte aux travaux agricoles jusqu'à ce que la somme soit remboursée. C'était déjà une pratique assez proche de l'esclavage, mais elle était encadrée. Cette pratique a maintenant engendré la traite des enfants d'un pays à l'autre par des profiteurs qui exploitent la pauvreté de leurs parents. Les enfants ne revoient plus leur famille, ils sont souvent maltraités et travaillent du petit matin jusqu'à tard dans la nuit. Autre forme d'esclavage: l'esclavage ancestral. En Mauritanie, le gouvernement a adopté plusieurs lois abolissant officiellement l'esclavage et on ne voit plus de marché aux esclaves, mais on estime que 400 000 Africains noirs servent toujours comme esclaves - officiellement ou non - leurs maîtres berbères et maures

[Le Nouvelliste (Trois-Rivières)]

Une source de tensions (extrait)

Les organisateurs du Sommet de la francophonie de Moncton ont fort à faire pour éviter que certains invités ne soient trop souvent mis en présence les uns des autres. Plusieurs nations africaines qui seront présentes au sommet en fin de semaine sont en effet en guerre ou sont le théâtre de factions armées s'affrontant dans des combats sanglants, comme les Tutsi et les Hutu, un conflit qui a déjà fait 800000 morts au Rwanda en 1994. De toute évidence, le président Laurent Kabila ne se sent pas assez en sécurité pour partir, et ne fait confiance à personne pour le représenter à Moncton. Dans le cas du Burundi, c'est le vice-président qui remplacera le major Pierre Buyoya à Moncton. M. Buyoya avait pris la place de Jean-Baptiste Bagaza, alors que ce dernier assistait au Sommet de la francophonie de Québec en 1987. Il n'est pas étonnant qu'il ne veuille pas prendre le risque de subir le même sort en se rendant lui-même au sommet de Moncton. «Le véritable problème pour certains de ces chefs d'État, c'est qu'ils ne peuvent quitter leur pays de crainte d'être renversés s'ils le font», explique David Charters, directeur du Centre d'étude sur les conflits de l'Université du Nouveau-Brunswick. Malgré tout, les représentants des pays en guerre devraient se comporter civilement pendant le sommet de trois jours qui commence vendredi, estime Eric Pelletier, directeur des communications du sommet.

INFOFLASH



Sommaires Médiatiques Media Summaries

LE SOMMET DE MONCTON • MONCTON SUMMIT

Public Environment Analysis Group
(BCDE) Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Analyse de l'environnement Public
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Tuesday August 31, 1999 • Le mardi 31 août 1999

[Presse Canadienne (Français)]

La France propose un ``observatoire des droits de la personne (extrait)

Par Jules Richer

OTTAWA - La France proposera au Sommet de Moncton la formation d'un ``observatoire des droits de la personne qui scrutera la situation des pays de la francophonie. Cet observatoire pourrait être constitué de représentants de la ``société civile c'est-à-dire d'universitaires, de syndicalistes et de journalistes, a indiqué l'ambassadeur de la France au Canada, Denis Bauchard, hier, à l'occasion d'une séance d'information. Même s'il s'ajoute à des organismes déjà existants, l'observatoire constituerait une sorte ``d'autorité morale a expliqué l'ambassadeur, qui ajouterait un élément supplémentaire de pression sur les pays de la francophonie qui briment les droits de la personne. La France avait suggéré l'idée lors du dernier sommet de la francophonie à Hanoï au Vietnam, il y a deux ans. Parallèlement, les autorités françaises appuieront également des initiatives en vue d'accroître les programmes de coopération axés sur l'Etat de droit et l'établissement de d'institutions démocratiques dans les pays o- elles font défaut. C'est ainsi, a souligné l'ambassadeur Bauchard, que les missions d'observation électorales dans les pays de la francophonie pourraient être intensifiées à l'avenir. Dans les deux dernières années, la francophonie a participé à 12 de ces missions. L'ambassadeur a rappelé que son pays n'est pas un partisan de l'exclusion des Etats fautifs en matière de droits de la personne. C'est pourquoi la France rejette l'idée d'interdire la participation au Sommet de Moncton aux pays particulièrement pointés du doigt. Plutôt que d'isoler les pays en les transformant en ``ghettos il vaut mieux préférer les mesures qui entraînent des changements graduels mais réels, note-t-il. Il a donné l'exemple de l'Irak o- le blockhaus occidental a raffermi le régime de Saddam Husein et affamé la population. Au cours des dernières semaines, plusieurs voix se sont élevées au Canada pour exiger l'exclusion de la francophonie du Burundi et du Rwanda. En outre, selon l'organisme Reporters sans frontières, sur les 52 pays qui forment la francophonie, 15 bafouent la liberté de presse

[Globe and Mail]

The Francophonie needs a new image (extract)*Byline: Warren Allmand*

Montreal-The Francophonie has to shed its old image. Next weekend's summit in Moncton, bringing together the leaders of 52 French-speaking countries, will mark an important turning point for the group. In July, 1998, the Rome Diplomatic Conference adopted a statute to create a permanent international criminal court (ICC). Sixty states must ratify the statute before the court becomes a reality, capable of prosecuting individuals responsible for genocide, war crimes and crimes against humanity. Many Francophonie countries voted for the statute and have signed it, signalling their intent to ratify. The organization declared its support for such a court at meetings in Cairo in 1995 and in Hanoi in 1997, recognizing that enforcement of international law is a tool to prevent genocide and other atrocities that have plagued this century. However, ratification of the ICC statute is more complicated than that of other international treaties. If a country is to live up to its commitments under the statute, it must make a number of changes to its national laws: for instance, amending its extradition laws so it can surrender accused persons to the court for trial. The developing countries are in many ways the most important ones to bring into the ICC club, to encourage the growth of democracy. At the same time, many of them do not have the money or human resources to make the necessary changes to their laws. How does this relate to the Francophonie? Many of its member states share the same legal traditions, and can co-operate with each other to adopt the implementing legislation for the court. This will promote ratification of the ICC statute, while ensuring that the countries have the national laws they need to ensure co-operation with the court. By adopting an ICC ratification program within the Francophonie, it will show that it truly exists for the benefit of all its member states and has something to offer that other groups do not.

*See also The Gazette B3., and Le Devoir A7

[Le Devoir]**Boutros Boutros-Ghali rejette l'idée d'un Commonwealth francophone**

Interdire à des pays coupables de violations des droits de l'homme de venir au Sommet de Moncton (qui se tiendra du 3 au 5 septembre) serait «négatif», estime le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Boutros Boutros-Ghali qui rejette par ailleurs l'idée d'un Commonwealth francophone suggérée par le premier ministre canadien Jean Chrétien. Interrogé samedi par l'agence Presse Canadienne depuis Moncton (Nouveau-Brunswick), M. Boutros-Ghali soutient qu'il faut que ces pays puissent venir afin «que nous écoutions leur point de vue, que nous donnions notre point de vue [et] qu'ils se voient confrontés à la société francophone internationale». Partisan d'une approche «pragmatique» et discrète, l'ancien secrétaire général de l'ONU n'entend cependant pas se soustraire aux États membres de l'OIF qui pourraient toujours prendre une décision contraire. Mais aucun d'eux, pas plus que le Canada étant que pays hôte, n'a opposé un quelconque veto à leur présence. Pour sa part, dans un entretien paru samedi dans Le Devoir, le premier ministre canadien Jean Chrétien estimait que l'OIF «peut devenir une espèce de Commonwealth francophone». «Nous nous sommes servis du Commonwealth pour faire pénétrer la démocratie dans des pays. Nous espérons faire la même chose avec la francophonie», dit-il en notant que plusieurs membres de l'OIF «ne sont pas des modèles de démocratie et de bon gouvernement».

[National Post]**Human-rights debate infects summit (extract)***Byline: Graeme Hamilton*

MONCTON, N.B. - Foreign ministers attending the eighth summit of the Francophonie begin meeting in Moncton today amid controversy over the participation of countries accused of serious human-rights abuses. One African delegate, Roble Olhaye, Djibouti's ambassador to the United States and the United Nations, said yesterday that the fixation on human rights — and in particular, the attention paid to violations on this continent — is misplaced. Mr. Olhaye yesterday accused groups like Amnesty International of "harassing" countries in order to raise money, rather than recognizing progress being

made. Anne Sainte-Marie, a spokeswoman for Amnesty's francophone Canada office, said that as host, Canada should not turn a blind eye to the abuses of many of its guests. The group accuses 32 of the 52 members of the Francophonie of human-rights abuses. Ms. Sainte-Marie said Amnesty, which is helping organize a parallel summit on human-rights issues, wants to highlight the failure of members of the Francophonie to respect their own signatures on international conventions against torture and in favour of respecting human rights.

[National Post]

Rights abusers sit at table (extract)

Byline: Charlie Gillis

Gnassingbe Eyadema will arrive at the Francophonie Summit in New Brunswick this week with a renewed mandate as president of Togo, primed for five more years at the helm of a country he has led since 1967. It's doubtful the secrets of Mr. Eyadema's political longevity will come up at the conference. Human-rights groups accuse his regime of arresting opponents during the run-off elections last June. They tell of handcuffed bodies turning up on the beach after being heaved from airplanes, of an estimated 40 students and journalists being detained in Togo without charges or trial, of the execution of hundreds by his security forces. Mr. Eyadema is one of about a dozen leaders whose attendance at the summit has touched off an intense debate. Critics say allowing leaders with spotty human-rights records to take their places at international diplomatic conferences validates their regimes. Rwandan, Burundian and Congolese Canadians have already voiced protest over Ottawa's decision to extend diplomatic immunity to the leaders of their former countries, while human-rights groups have recounted in chilling detail abuses reported to have gone on under the various leaders' noses -- if not with their outright approval.

[Globe and Mail]

Human rights concern Francophonie: ambassador (extract)

Byline: Graham Fraser

Ottawa- La Francophonie is moving toward a greater recognition of the importance of human rights, the French ambassador to Canada said yesterday. "There is a will to enshrine human rights as an essential element of la Francophonie," Denis Bauchard told reporters. "There is a common will, I believe, that all the countries of la Francophonie be more and more respectful of human rights and democracy." However, he said the usual method of promoting human rights in countries where this has not been the practice doesn't always work. He argued that, for instance, the effect of sanctions on Iraq has not been to hurt those in power, but to damage the health of the population at large. He said that France, like Canada, has favoured more persuasive methods. Members of the Rwandan and Burundi communities in Canada have called on Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy to bar delegations from those countries from attending the summit, accusing them of participating in genocide.

[L'Acadie Nouvelle]

Boudria nie qu'Ottawa ait refusé des visas (extrait)

Ce n'est pas le refus d'Ottawa mais bien l'absence de documents nécessaires et des demandes de visa trop tardives qui ont tenu des journalistes étrangers à l'écart des assises de la presse francophone internationale Moncton, a indiqué jeudi Don Boudria, leader du gouvernement en Chambre. M. Boudria, qui agira à titre de représentant politique du Canada lors du Sommet de la Francophonie, cette semaine à Moncton, a

nié les informations voulant qu'Ottawa ait refusé d'accorder un visa à des journalistes d'Algérie, de la République démocratique du Congo, du Congo et d'Albanie. L'Union internationale des journalistes de presse de langue française a indiqué qu'au moins 40 de leurs membres, attendus aux assises qui débutaient vendredi, avaient été interdits de séjour au pays. Ce n'est pas le cas, a répliqué M. Boudria. Selon lui, huit journalistes de la République démocratique du Congo n'ont demandé leur visa que lundi de la semaine dernière, et deux d'entre eux l'ont obtenu immédiatement. M. Boudria a indiqué que 24

journalistes algériens n'avaient formulé leur demande que mercredi. Six ont obtenu leur visa le jour même, les 18 autres n'ayant jamais fourni les renseignements supplémentaires qui leur avaient été réclamés. Des visas ont été accordés à neuf personnes et toutes étaient arrivées à Moncton, a dit M. Boudria, précisant que les trois autres n'avaient pas fourni les documents nécessaires. Enfin, M. Boudria a indiqué qu'aucun journaliste du Congo n'avait formulé de demande de visa.

[L'Acadie Nouvelle]

Boutros-Ghali veut faire de la place aux jeunes

Par Étienne Allard

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie estime qu'il serait temps que d'autres organisations internationales s'ouvrent et laissent une place aux jeunes. Lors d'un point de presse impromptue et à la suite d'une rencontre avec des jeunes au Collège communautaire de Dieppe, Boutros Boutros-Ghali a déclaré croire que le Sommet de Moncton est le parfait exemple de cette ouverture qui doit être faite. «On va se rappeler que les jeunes ont pu avoir l'occasion de discuter avec les chefs d'État et de gouvernement et de leur expliquer quels sont leurs désirs et quelles sont leurs ambitions», a souligné M. Boutros-Ghali «Il faut éviter qu'on s'intéresse à la jeunesse pendant les prochaines années et qu'après ça, on l'oublie. Il faudrait qu'il y ait un suivi et que régulièrement, pendant toutes ces conférences internationales, une attention spéciale soit consacrée aux jeunes», a ajouté le secrétaire général. Pour M. Boutros-Ghali, plusieurs démarches peuvent être entreprises pour intégrer leurs jeunes dans les événements et les conférences d'envergure internationale. C'est pourquoi l'organisation entend suivre des dossiers de plus près au nom des jeunes. Les jeunes ont également demandé à M. Boutros-Ghali d'étudier l'idée d'avoir un volontariat de la jeunesse afin que les jeunes puissent se déplacer librement dans les pays de la Francophonie.

[La Presse]

Démocratie et francophonie: des organisations canadiennes à la rescousse de Boutros-Ghali

Par Johned Khan

Le secrétaire général Boutros-Ghali souhaite qu'au sommet de Moncton, la Francophonie «pousse plus avant la réflexion et l'analyse sur l'état réel d'avancement de la démocratie dans l'espace francophone». C'est ce qu'ont indiqué ses proches dans la nuit de dimanche au terme de la réunion préparatoire du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) «dans un consensus presque parfait». Outre le Sommet parallèle des droits humains et de la démocratie organisé sur le thème «Même langue, Mêmes droits» par une vaste coalition d'organismes sociaux, syndicaux et humanitaires, Boutros-Ghali pourra compter sur la mobilisation de plusieurs communautés de Canadiens francophones venus d'outre-mer. Les pétitionnaires demandent aussi que tout échange avec Hanoi et toute aide au Vietnam soient assujettis au respect des droits, y compris la libération des prisonniers politiques et religieux, la révocation du décret 31-CP pour libérer les activités civiles en faveur de la démocratie, la tenue d'élections libres supervisées par l'ONU et l'amendement de la Constitution selon les principes démocratiques et pluralistes. La Communauté burundaise du Canada a adressé une lettre ouverte aux chefs d'État et de gouvernement invités à Moncton pour dire «qu'elle est horrifiée par la tragédie qu'endure depuis un demi-siècle le peuple sans voix du Burundi, opprimé et massacré par le gouvernement du major Pierre Buyoya»

[The Gazette]

Invited but not welcome (extract)

Twelve years ago, when the Francophonie first gathered on Canadian soil, the human-rights lobby Amnesty International rightly protested against the presence of dictators and tyrants among the member countries' representatives. It was an ugly start to Canada's efforts to promote a worldwide, French-speaking association. The question of human-rights abuses has continued to be raised whenever the organization meets. This year's summit of the Francophonie, which officially starts Friday in Moncton, is no exception. How could it be, with the leaders of Rwanda, Burundi and Togo in attendance? But the presence of such unsavoury guests puts Canada in a position that is inherently

contradictory. As a country, we have argued strongly in support of establishing an International Criminal Court for the express purpose of prosecuting human-rights offenders. After a decade which has seen horrific attempts at genocide in Rwanda and ethnic cleansing in Kosovo, it is not surprising that human rights have moved to centre stage. Amnesty Quebec wants Canada to initiate an inquiry to see whether there are summit delegates who can be held responsible for crimes against humanity. The Liberal government seems to be mired in the past when it talks of encouraging by example respect for human rights. It's time to move forward. It's time for Ottawa to talk publicly and forcefully at this year's summit about the problem of human-rights abuse.

[The Edmonton Sun]

Human rights focus on summit francophone countries meet (extract)

"Politically motivated terrorism," "assaults," "ethnic tensions," "kidnapping" - just a few of the words that the Department of Foreign Affairs uses to dissuade Canadians from going to such francophone nations as Burundi, Congo and Burkina Faso. So it is under the glare of a huge international spotlight that the

Canadian government will host some of the leaders of these countries this week in Moncton, N.B., at the eighth Francophonie Summit. But in the media and among advocacy groups, labour organizations and certain ethnic communities, human rights has become the real theme of the summit. The Canadian government has been criticized for allowing certain delegations to enter the country, such as representatives from Rwanda and the Democratic Republic of Congo. Amnesty International lists 32 countries of the Francophonie as human-rights abusers. The federal government insists it will bring up the topic of human-rights abuses during bilateral meetings with a number of countries, but doesn't promise any action. Canada has been a strong supporter of the Francophonie, and in the last two years has put close to \$80 million into activities related to it.

[The Moncton Times and Transcript]

Federal government says engagement, best way to improve countries' human-rights records (extract)

Canada has a list of member countries of La Francophonie with less-than-stellar human rights records, but Prime Minister Jean Chretien won't embarrass them by naming them in public. Instead, Canada's approach is to convince them of the error of their ways through «positive engagement». «We would like to use the opportunity of their being in Canada to convert them, to improve their attitude, improve their policies,» a senior official with the Department of Foreign Affairs said at a recent media briefing on this week's Francophonie Summit in Moncton. The positive engagement includes privately reprimanding rogue nations for human rights abuses or anti-democratic behaviour, and the offer of financial or professional assistance to help them overcome their problems, said the officials, who spoke on condition of anonymity. As for who are the rogue nations with which Canada is less than impressed, the officials refused to name names. The Department of Foreign Affairs conducts its own analysis of the countries annually, and the information will be at the prime minister's disposal when he meets with La Francophonie members, the officials said.

[L'Acadie Nouvelle]

Chirac veut accorder une reconnaissance aux Acadiens (extrait)

Par Huguette Young

La visite du président français Jacques Chirac dans la région acadienne de Memramcook représente pour la France, une «certaine reconnaissance internationale» de la communauté acadienne. Samedi, en marge du Sommet de la Francophonie à Moncton, le président Chirac rencontrera des représentants de la Société nationale de l'Acadie à Memramcook en compagnie du gouverneur général Roméo LeBlanc et du premier ministre néo-brunswickois Bernard Lord. La population est invitée à se rendre sur place. Il remettra les insignes de chevalier de l'ordre national du Mérite à trois Acadiens au Monument Lefebvre, collège francophone qui était le précurseur de l'Université de Moncton. De son côté, le président recevra

un doctorat honorifique de l'Université de Moncton et de l'Université Sainte-Anne et sera décoré de la médaille Léger-Comeau, une distinction acadienne.

[The Moncton Times and Transcript]

Parallel summit addresses rights (extract)

Today is day two of a parallel summit aimed at addressing human rights and development, topics which haven't made it to the agenda of the official Francophonie Summit. The social justice and labour groups organizing the summit under the umbrella of the Parallel Summit Coalition have scheduled a week of conferences. They expect about 50 to 60 people to attend, Bertrand Bégin of the Canadian Labour Congress said yesterday. The Parallel Summit opened last night with a conference organized by Development and Peace and Oxfam Canada/Acadie Project on the future of international change and development. The Parallel Summit Coalition will host a press conference Thursday morning to present the results of their discussions and the recommendations they would like to see implemented by countries attending the official more politically-oriented summit. The final day of the gathering, Saturday, Sept. 4, will be marked with an outdoor concert organized by Amnesty International's student faction at Mathieu-Martin and Louis J. Robichaud high schools in Dieppe and Shediac, consecutively. The concert and meetings will then close with a candlelight vigil.

Sources:

Fillion, François -IMF

De: Lessard, Gabriel-M -IMF
Envoyé: 10 septembre, 1999 16:12
À: Fillion, François -IMF
Objet: TR: U.S. PRINT MEDIA COVERAGE OF LA FRANCOPHONIE

Sans commentaire...

—Message d'origine—

De: Brost, Lisa -WSHDC -PA
Date: 10 septembre, 1999 14:35
À: -EXTOTT -IMF; Lessard, Gabriel-M -IMF; Granger, Pierre -IMF; Cousineau, Marc -IMF; Fortin, Jean -IMF; Galambos, Ibolya -IMF; Rioux, Marie-Christine -JPDO; Chastenay, Chantal -IMF; Hebert, Patrick -IMF; Laprade, Suzanne -IMF; Guénette, Richard -IMF; Paris, Francoise -IMF; Lachapelle, Line -IMF; Dionne, Jean-yves -IMF -MONCTON; Pelletier, Eric -IMF -MONCTON; Letourneau, Rejean -IMF -MONCTON
Cc: -EXTOTT -BCM; -EXTOTT -URR; -EXTOTT -BCFA; -EXTOTT -BCD; Nofle, Valérie -BCM; Rowan, Sean -BCM; Wheeler, Stewart -BCM; Frazer, Paul -WSHDC -PA; Colli, Terry -WSHDC -PA; Chappell, Pamela -WSHDC -PA; Blais, Louise -WSHDC -PA; Abele, Daniel -WSHDC -PA; Webster, Judith -WSHDC -PA; Dimic, Nicolas -WSHDC -GR
Objet: U.S. PRINT MEDIA COVERAGE OF LA FRANCOPHONIE

SUMMARY: U.S. print media coverage of La Francophonie summit in Moncton included articles in influential U.S. dailies including the Washington Post, New York Times and Boston Globe. Stories on the summit by the Associated Press and Reuters also achieved fairly broad distribution across the United States. All in all, the U.S. coverage of the event was overwhelmingly negative. The controversy surrounding the presence of alleged human rights violators from Francophonie member nations was highlighted in all coverage and was the focal point of much reporting. Articles also tended to highlight the shortcomings of the host city and question the relevance of La Francophonie, given its rather ambiguous mandate and broad membership which includes states where French is hardly spoken.

2. A 6SEPT article in the **Washington Post** (circ. 818,000) reports that leaders of member nations of La Francophonie failed to criticize “some of the world’s most notorious human rights violators” who attended the Moncton summit. The article focusses on remarks made by Anne-Marie Kabongo, a law student from Kinshasa, which directly addressed the issue of human rights and atrocities committed by some leaders of Francophonie members. The article also notes that Kabongo listed the names of all nine countries present which had failed to sign the treaty banning the use of landmines. Prime Minister Chretien is quoted as promising that Kabongo’s appeal will not go unheard. The article concludes, however, that her pleas were not addressed in the summit’s final communiqué, which “gave lip service to peace, democracy and human rights, but was embarrassingly short on concrete actions to force members to sign onto international accords against land mines, genocide and the conscription of children into military conflicts.” The article reports that “even a proposal to send election observers to members countries fell by the way.” The disappointment of Prime Minister Chretien and President Chirac in the soft stance taken on these issues is highlighted in the article, as is the assessment of the summit by Amnesty International as “extremely disappointing.” The article was also picked up by the **Houston Chronicle** (circ. 545,000).

3. A 6SEPT wire story in the **Orlando Sentinel** (circ. 281,000) reports that the summit was “dominated by calls for a crackdown on human rights violators.” The article reports that the summit ended “without making any new demands on its members.” It notes that the final communiqué made no mention of French calls for a human rights monitoring group or Canadian suggestions that the organization suspend or expel members who violate international rights norms.

4. An 5SEPT Associated Press article centring on a scuffle at the summit between supporters of Congolese leader Laurent Kabila and his opponents was carried by the **Fort Worth Star Telegram** (circ. 240,000), **Orlando Sentinel** (circ. 281,000), **Orange County Register** (circ. 354,000), **New Orleans Times-Picayune** (circ. n/a) and **Seattle Times** (circ. 234,000). The article also notes that there was a demonstration on the opening day of the summit by those demanding that Burundian President Pierre Buyoya be tried on charges of war crimes and crimes against humanity.

5. A 4SEPT Associated Press article was carried by the **Portland Oregonian** (circ. 373,000), **Chicago Tribune** (circ. 681,000) and **San Diego Union-Tribune** (circ. 377,000). It also focusses on the controversy around human rights violators attending the summit. The call by the Secretary General of la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, for more progress to be done on human rights and democracy is cited. The article

reports that “pressure is growing for La Francophonie to compel its members to be more responsive to international norms of human rights and act more along the lines of the Commonwealth of English-speaking nations, which has expelled members for failing to do so.” Calls for Burundian president Pierre Buyoya to be tried by an international criminal tribunal are also noted in the article. The article concludes by stating that La Francophonie is planning, in collaboration with the Commonwealth, international conferences during the coming year on human rights.

6. A 4SEPT **Boston Globe** (circ. 473,000) article by Montreal-based correspondent Colin Nickerson questions “what on earth was Canada thinking when it decided to host a summit of French speaking nations in this barely-a-city where not quite a third of those friendly folk speak a word of French.” The article reports that “gripes and controversies swirling around the Moncton summit” include “complaints around brown tap water and the uproar over modern day war criminals.” Nickerson reports that “along with an array of perfectly upright nations, la Francophonie embraces a fair number of member states with appalling human rights records,” and that 28 members of the group have been censured by Amnesty International for human rights violations. MP Don Boudria is quoted as stating that the presence of members from these countries in Moncton “does not mean we [Canada] agree personally with every head of state or government.” The article notes also reports that critics of the summit have also attacked Moncton for being too small and too English to host such a gathering. La Francophonie itself comes under fire in the article. According to Nickerson “La Francophonie seems an unwieldy and costly exercise that has done little to accomplish its stated goals of ‘building democracy’ and ‘guarding French language and culture.’” He further suggests that members such as Bulgaria, Moldova, Egypt and Vietnam are hardly French-speaking nations and that some nations have aspired to join the group in order to attain higher French esteem with hopes of garnering more foreign aid.

7. A 4SEPT article in the **New York Times** (circ. 1,158,000) contrasts the portrayal of La Francophonie in the English-Canadian media to that in the French-Canadian media. The article cites coverage which appeared in some English-Canadian papers which criticized the summit as “squalid,” and attacked the gathering for welcoming known human rights violators into their brethren. James Brookes reports that “in a country where the ‘two solitudes’ often talk past each other, the English-language press has used the rights debate as a green light for a festival of French-bashing.” French-language dailies, however, lauded the summit’s efforts to alleviate the suffering of youth and celebrated the recognition being afforded to Acadia. The article was also carried by the **Orange County Register** (circ. 354,000).

8. A 2SEPT Reuters article which appeared in the **Seattle Times** (circ. 234,000) also cites criticism levelled against Moncton and La Francophonie. The article reports that “it was a strange idea” to host the summit in a town where little French is spoken, which is named for an army commander who deported the region’s French Canadians, where the water is brown and where there is a lack of hotel rooms. The controversy around human rights is also noted. The article further outlines the allegations by the Bloc Quebecois that the federal government excluded it from a parliamentary delegation chosen to attend the summit, two members of which speak English only. Finally, the article highlights the resignation of the director of the agency coordinating universities in La Francophonie who had been accused of falsifying expense accounts.

APPROVAL: Rodney Moore

Lisa Brost

Media Analyst
Canadian Embassy
Washington, D.C.
(202) 682-1740 x7541

ÉDITORIAL

Le réveil de la Francophonie

Bernard Descôteaux
LE DEVOIR

Le mardi 7 septembre 1999

Ses organisateurs avaient choisi la jeunesse pour thème de ce huitième sommet de la Francophonie. Devant la pression populaire, ils n'ont pu éviter la question des droits de l'homme qui, plus que toute autre, aura marqué cette rencontre de 52 chefs d'État et de gouvernement, dictateurs compris.

Ceux qui espéraient que la Francophonie fasse, à l'occasion du sommet de Moncton, ce virage tant attendu sur la question des droits de l'homme auront certainement été déçus.

Laurent-Désiré Kabila est reparti dimanche pour sa République démocratique du Congo sans avoir admis et confessé ses péchés. Lui et ses semblables qui dirigent leurs pays en dictateurs n'encourront aucune sanction de la part de cette organisation s'ils continuent à emprisonner et à tuer leurs opposants et, s'ils ont la chance d'être encore à la tête de leurs pays dans deux ans, ils seront même invités à participer au neuvième sommet de la Francophonie qui se tiendra à Beyrouth.

À défaut d'un virage radical, un pas important a toutefois été franchi à Moncton. Pour la première fois de l'histoire de cette organisation, on a débattu ouvertement de la question des droits de la personne. Les chefs d'État et de gouvernement délinquants ont ainsi été forcés d'entendre les reproches et les appels qu'on leur a adressés directement comme l'a fait avec courage Anne-Marie Kabongo en interpellant Laurent-Désiré Kabila et ses semblables. Le silence obscène qu'on observait au sein de la Francophonie à l'endroit de leurs exactions est enfin brisé.

Ce premier pas devrait, et c'est ce qui est à retenir, être suivi d'une série d'autres gestes qui, s'ils se concrétisent, pourraient

constituer une avancée significative. Des engagements ont été pris et si l'Agence internationale de la Francophonie joue bien ce nouveau rôle d'«observatoire de la démocratie» des droits humains qu'on lui a confié, il se créera une pression nouvelle sur les dictatures qui sera encore plus grande si la Francophonie appuie activement la Cour pénale internationale. Prenons acte de cette volonté de ne plus «s'accommoder [...] d'atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie», dans la mesure où il s'agit véritablement d'une première étape.

Cette sensibilité nouvelle aux droits fait contraste à la fin de non-recevoir que la Francophonie avait opposée au sommet de Hanoï, il y a deux ans, à la proposition de Lucien Bouchard de sanctionner les pays coupables d'atteintes aux droits de la personne et à la démocratie. Elle n'est d'ailleurs pas, on peut l'imaginer, entièrement spontanée de la part des chefs d'État et de gouvernement présents à Moncton. Jean Chrétien et Jacques Chirac tout particulièrement ne pouvaient plus ignorer une opinion publique de plus en plus sensible aux violations de droits. Ils ne pouvaient non plus continuer à se réfugier derrière cet écran de fumée de la non-intervention dans les affaires internes de pays qui violent les règles internationales, principe qu'ils récusent par ailleurs lorsqu'ils siègent aux Nations unies ou à l'Otan. Le premier ministre canadien l'a bien compris. Il a joué à ce sommet un rôle actif qui tranche avec son attitude passée. À souligner, l'invitation qu'il a faite aux organisations non gouvernementales participant au sommet parallèle à venir dialoguer avec les chefs d'État et de gouvernement, consacrant ainsi le rôle que jouent Amnistie internationale, Reporters sans frontières et quelques autres dans la définition des politiques en matière de droits de la personne. Il faut souhaiter que d'ici le sommet de Beyrouth ces organismes aient convaincu les principaux membres de la Francophonie de la nécessité de sanctionner sans complaisance les atteintes aux droits de l'homme.

La Francophonie aura montré à Moncton qu'elle peut être une organisation internationale qui soit plus qu'un club sélect de leaders politiques. Outre ce débat sur les droits de l'homme, en témoigne également la volonté exprimée de faire de la Francophonie un lieu de concertation sur la question de la diversité culturelle. Cela donnera une nouvelle dimension à cette organisation qui trouvera dans la défense du principe que les biens culturels ne sont pas une marchandise comme les autres une occasion de démontrer son utilité.

Organisation encore bien jeune, la Francophonie a été et est

toujours l'objet de sarcasmes alimentés par sa propension à privilégier le faste protocolaire. Là aussi, les choses changent à mesure que son action devient sa première raison d'être. Le changement ne sera complet toutefois que lorsque son administration répondra aux meilleurs critères de gestion. Il est heureux en un sens que le sommet ait refusé d'accroître les crédits qui lui sont dévolus, ce qui la forcera à vivre selon ses moyens et à démontrer son efficacité.

À l'heure où la mondialisation est le concept qui imprègne l'action des gouvernements, des entreprises et des individus, il serait paradoxal de vouloir se priver d'une institution comme la Francophonie qui peut servir à porter une partie de nos aspirations. Les signes de maturité perçus à l'occasion de ce huitième sommet devraient nous donner confiance en son avenir. Ils indiquent un réveil attendu.

Francophonie

©Le Devoir



Québec



Haut

Anne-Marie contre les dictateurs

Une jeune Congolaise a secoué le Sommet francophone

Mchel Venne
LE DEVOIR

Le mardi 7 septembre 1999

Moncton - Anne-Marie Kabongo a 25 ans. Elle étudie le droit à l'université de Kinshasa, en République démocratique du Congo, l'ex-Zaïre, du président Laurent Désiré Kabila. Et elle a ébranlé les colonnes du temple francophone par son franc-parler et son audace à dire, dans le blanc des yeux des dictateurs africains assis autour de la table du Sommet de Moncton, leurs quatre vérités.

«Cessez de vous battre, cessez vos guerres dont nous, les jeunes, les enfants, sommes les victimes. Nous ne pouvons pas grandir comme ça. Cessez vos guerres dans lesquelles vous enrôlez des enfants dont vous brisez la vie et retournez dans vos pays travailler pour vos peuples», a-t-elle dit lorsque, au nom de la jeunesse francophone, en compagnie de 14 autres de ses camarades, elle s'est présentée à huis clos, vendredi, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage qui s'est terminé dimanche dans la métropole du Nouveau-Brunswick.

Mlle Kabongo a ensuite nommé les neuf pays francophones qui n'ont pas encore ratifié la convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel. Elle a rappelé aux dirigeants autocratiques et déments le mal que ces mines font aux enfants de leurs pays, qu'on ne peut pas continuer de vivre dans un territoire où, le matin en marchant vers l'école, dans la mesure où il reste des écoles debout, on peut sauter en mettant le pied sur l'un de ces engins.

Selon un diplomate canadien qui était sur place, l'émotion était vive. Les applaudissements ont fusé autour de la table tandis que «certains dirigeants» restaient silencieux, et que Mlle Kabongo, entourée de ses compagnons, séchait ses larmes. Des larmes de peur. Des larmes aussi de frustration. Des larmes de courage. Au cours d'un entretien Mlle Kabongo a dit se «contreficher» des risques pour sa sécurité personnelle d'affronter ainsi de tels dirigeants, cette jeune femme frêle et sobre, mais déterminée, a parlé de la terreur dans laquelle vivent constamment ses compatriotes qui craignent que les rebelles, en lutte contre Kabila, ou les forces armées rwandaises et ougandaises qui sont présentes sur le territoire congolais, s'en prennent aux civils.

«Parfois, dit-elle, nous devenons désespérés. Nous ne voyons pas la possibilité que cela cesse. Parfois, aussi, nous craignons que la communauté internationale ne nous abandonne.» Elle évoque les effets pervers d'une situation permanente d'insécurité, les problèmes budgétaires qui entraînent des grèves d'enseignants que l'État ne paie plus.

Elle se prononce contre les sanctions et l'exclusion des pays qui ne respectent pas l'état de droit et la démocratie. Selon elle, de telles procédures «isolent ces dirigeants qui se replient sur leurs pays» et se vengent sur les populations civiles.

Étudiante en droit, elle se voit, elle, Anne-Marie Kabongo, avec ses camarades, instaurer enfin chez elle la démocratie «qui tarde à s'instituer». «Cela ne sert à rien de se voiler la face. La vérité nous la connaissons. Il faut maintenant la dire.»

Anne-Marie Kabongo, en plus d'avoir marqué le sommet incarne à elle seule ce qu'il y eut de plus significatif dans la réunion de Moncton l'importance accordée, autant par la presse que par les délégués, aux droits de la personne et à la démocratie; la participation active de la société civile; la priorité donnée à la jeunesse.

Un statut distinct pour les biens culturels

Ce sommet sera aussi celui de l'appui de principe à la diversité culturelle. Les chefs d'État et de gouvernement représentant plus du quart des pays dans le monde, ont ainsi déclaré que «les biens culturels ne sont en aucune façon réductibles à leur seule dimension économique». Il s'agit d'une déclaration de principe qui remet en question les thèses généralement admises et promues par les États-Unis.

Ils affirment en conséquence «le droit pour nos États et

gouvernements de définir librement leur politique culturelle et les instruments d'intervention qui y concourent», déclarant ainsi leur intention de ne pas laisser la volonté américaine triompher du désir des peuples de protéger leurs cultures.

Le Sommet accouche d'une position de principe mais aussi d'un plan d'action qui prévoit notamment des concertations entre pays francophones afin de définir une position commune lors des négociations sur le commerce mondial qui reprennent à Seattle en novembre prochain, à laquelle le Québec pourra participer en son nom propre. La prochaine conférence ministérielle thématique, celle de 2000, portera sur la culture. D'autre part, le sommet a approuvé une série de programmes pour favoriser la présence du français dans les inforoutes, l'enseignement du français dans les pays non francophones, la présence de la Francophonie sur les ondes radio et en télévision, etc.

Pour la ratification de la Cour pénale internationale

En matière de droits humains et de démocratie, le Sommet :

- affirme que la Francophonie «ne peut s'accommoder» de crises, de conflits, de situations d'occupation, de déplacements de population «et d'atteintes aux droits de l'Homme et à la démocratie», ce qui constitue la formulation la plus vigoureuse sur ce sujet à un sommet depuis le premier en 1986;
- annonce le renforcement de la fonction «d'observatoire de la démocratie» confiée à l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et la tenue, en 2000 d'un congrès international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone;
- promet d'appuyer la Cour pénale internationale sur les affaires de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre et «invite tous les États à devenir parties au statut de Rome du 17 juillet 1998 afin d'en accélérer l'entrée en vigueur».

Le président de la France, Jacques Chirac a affirmé, en conférence de presse de clôture du Sommet, que «la Francophonie est une force tranquille» (la «force tranquille» fut un slogan électoral de François Mitterrand, ce qui a fait rire les journalistes présents). «À chaque étape, il fait un pas dans la bonne direction. Nous ne cherchons pas le spectaculaire», a-t-il ajouté, en mettant en lumière l'utilité de l'observatoire.

Le premier ministre du Canada Jean Chrétien, s'est prononcé

contre les sanctions, dont l'efficacité, a-t-il prétendu, n'est réelle que si leur application est universelle et non appliquée seulement par les pays francophones.

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard a souhaité qu'au terme d'une évolution «qui doit être la plus rapide possible, la Francophonie en arrive à s'attribuer des pouvoirs de sanction ou d'expulsion». Mais il a ajouté qu'il faut «le faire progressivement parce que si on le fait d'un coup, ça va faire sauter la baraque parce que la majorité n'est pas d'accord». Il a toutefois salué comme un progrès majeur l'invitation à la ratification du statut de Rome sur la Cour pénale internationale parce que, sitôt en fonction, cette cour permettra de traduire en justice les dirigeants politiques «qui auront enfreint les règles de la morale internationale».

Les organisations humanitaires ont accueilli diversement les résultats du Sommet. Les organisateurs du Sommet parallèle de Moncton (dont Amnistie internationale, des syndicats, des groupes de femmes et des organisations humanitaires) ont affiché leur «déception», estimant que la Francophonie devrait se donner des moyens avec «des dents» pour forcer les pays récalcitrants à entrer dans le rang.

Robert Ménard, de Reporters sans frontières, l'un des plus virulents critiques de la Francophonie à l'égard du respect des droits de la personne, s'est déclaré «assez content» du sommet. Il croit qu'il faut «prendre au sérieux ce qui est écrit» dans les documents finaux et «prendre au mot» les dirigeants de la Francophonie en exigeant désormais des comptes.

Il se félicite du fait que la Francophonie s'engage à associer étroitement «la société civile à travers les organisations internationales non gouvernementales compétentes» au développement de l'observatoire de la démocratie.

La société civile entre en scène

Le Sommet de Moncton marque d'ailleurs un début d'association de la société civile aux sommets. La Francophonie s'éloigne des tapis rouges. La participation de la société civile s'est faite par le rapprochement, grâce au Canada, du Sommet parallèle avec le Sommet officiel. Mais aussi par le rôle confié aux jeunes qui ont eu l'occasion, avec Anne-Marie Kabongo, de parler directement aux chefs d'État et de gouvernement de leurs préoccupations.

À cet égard, les jeunes se sont dits satisfaits des résultats, constatant que leurs demandes concernant l'état de droit, la

sécurité des populations civiles, la protection des enfants, l'insertion économique des jeunes, l'éducation accessible, les nouvelles technologies trouvent des échos intéressants dans la déclaration et dans le plan d'action du sommet.

Le Sommet de Moncton aura aussi été un succès populaire, grâce à des expériences comme Radio-Jeunesse, le Train de la francophonie, le Village de la Francophonie à Dieppe. Pour la première fois, également, le secteur privé a été associé au financement de l'événement. La présence policière très visible et encombrante est en revanche une ombre au tableau.

Enfin, le Sommet de Moncton aura été une occasion de faire connaître l'Acadie au monde entier.

Francophonie

©Le Devoir



Québec



Haut

Francophonie

Le ton se durcit face aux dictateurs

Michel Venne
LE DEVOIR

Le samedi 4 septembre 1999

Moncton - Après le tapage qui a entouré les discussions sur les droits de la personne au cours des derniers jours, les responsables de la Francophonie ont voulu hier accroître la pression sur les dictateurs membres de cette organisation à l'occasion de l'ouverture officielle du sommet à Moncton.

Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, a indiqué la voie et nommé les motifs de ce durcissement nécessaire: «L'opinion publique ne comprendrait pas que la Francophonie ne soit pas plus exigeante dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme», a-t-il déclaré après, toutefois, avoir mentionné les progrès déjà réalisés.

Tour à tour, Jean Chrétien et Jacques Chirac ont rivalisé de déclarations pour réaffirmer l'un et l'autre que «la Francophonie doit être un combattant exemplaire et efficace au service de la paix, de la démocratie, des libertés, des droits de l'homme, du développement et de la bonne gouvernance».

La veille, M. Chirac avait fait un pas de plus en évoquant, sur les ondes de Radio-Canada, la possibilité que la Francophonie expulse de ses rangs les membres qui ne respectent pas certaines règles. Il a toutefois rejeté l'idée que la Francophonie impose des sanctions économiques ou autres à ces pays, préférant laisser aux Nations unies une telle responsabilité.

Le président français a réitéré, en ouverture du sommet, son souhait que soit créé un observatoire de la démocratie au sein

de la Francophonie.

Le président de la république du Mali, Alpha Oumar Konaré, a fait écho aux préoccupations occidentales en appelant les francophones, en particulier les Africains, à construire un monde «moins hypocrite où on cessera de garder le silence quand les droits de la personne seront violés». Le président malien a souhaité l'arrêt des «massacres d'innocents» et l'utilisation d'enfants à des fins économiques et militaires.

Il a toutefois prévenu les bailleurs de fonds, les pays du Nord, qu'il n'y aura pas de développement sans aide au développement et sans réduction de la dette des pays pauvres et qu'il n'y aura pas de démocratie sans développement.

Il reste que sur la photographie officielle du sommet, c'est le président du Togo, Gnassingbé Eyadéma, accusé par Amnistie internationale d'avoir perpétré des centaines d'assassinats extrajudiciaires durant la campagne présidentielle de juin 1998, qui est assis derrière le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc. À la droite de Jean Chrétien est assise la vice-présidente du Vietnam, où sévit un régime de parti unique. Juste derrière Jacques Chirac apparaît le premier ministre du Rwanda. Et à gauche de Boutros Boutros-Ghali, Laurent-Désiré Kabila, président de la République démocratique (sic!) du Congo, lui aussi dans la mire des organismes humanitaires, sourit à belles dents.

Pendant que les discours allaient bon train, quelques dizaines de ressortissants burundais, rwandais et congolais manifestaient bruyamment mais pacifiquement pour demander l'arrestation et la traduction en justice des délégations du Burundi et du Rwanda pour crimes de guerre et contre l'humanité.

Le Canada, un exemple

Les discours d'ouverture ont également mis en lumière la nécessité pour la Francophonie de réagir à la mondialisation, notamment en devenant l'un des principaux promoteurs de la diversité culturelle.

À cet égard, Jacques Chirac a cité le Canada en exemple. «Quel symbole d'être ici, a-t-il dit, dans ce Canada qui recherche et invente les règles d'un savoir-vivre ensemble pacifique et tolérant! Ce Canada, terre des premières nations, des francophones et des anglophones, qui offre aujourd'hui l'exemple de la diversité culturelle et linguistique assumée et valorisée.»

Boutros Boutros-Ghali s'est appuyé, lui, sur l'exemple acadien pour inspirer la Francophonie: «Je veux voir dans l'histoire de cette terre d'Acadie, chargée de symboles, le destin même de la Francophonie. Une histoire à jamais associée à ces femmes et à ces hommes qui ont lutté pour sauver leur mémoire, pour préserver leur langue, leur culture, leur identité, en un mot, leur âme. Et qui ont su, tout en restant fidèles à leurs racines, se hisser à la pointe de la technologie. C'est ce courage, cette détermination et cette audace qui doivent, plus que jamais, nous animer pour porter haut les couleurs de la Francophonie dans un univers en mouvement.»

M. Chrétien a fait écho à ces commentaires flatteurs en soutenant que le Canada est un «pays où il est permis de rêver», ou «la langue ne doit pas être une barrière mais un pont entre les individus et les cultures». Il a souhaité que l'on se prémunisse contre les risques d'exclusion, tant pour les pays que pour les individus, que fait courir la mondialisation.

Francophonie

©Le Devoir



Québec



Haut

PERSPECTIVES

La Franco... quoi?

Le Sommet de la Francophonie ne passionne pas les Français, qui n'ont guère d'atomes crochus avec Moncton et lui préfèrent... le Nunavut.

Christian Rioux
LE DEVOIR

Le samedi 4 septembre 1999

S'il est exagéré de dire que le Sommet de la Francophonie passe inaperçu en France, il serait encore plus faux de dire qu'il passionne les foules. Si on leur posait la question, la majorité des Français tomberait probablement d'accord sur les mots du Figaro, qui définissait hier le regroupement francophone comme cet «objet historique et culturel difficilement identifiable».

Encore plus difficile à identifier, d'ailleurs, depuis qu'il est devenu un regroupement politique qui tente de se hisser avec quelques décennies de retard au niveau du Commonwealth. Voilà pourquoi la presse française a accordé pour l'instant plus de place aux crocs-en-jambe et aux petites phrases acidulées que se sont échangés Chirac, Juppé, Séguin et Tibéri - les vieux gaullistes étaient par hasard tous présents au Québec - qu'aux délibérations du sommet de Moncton.

Indifférence aussi en ce qui concerne les déclarations de Jacques Chirac sur le caractère plus ou moins «ésotérique» des polémiques canadiennes sur le «peuple québécois» et la «capitale nationale». Personne en France n'a rapporté ces échanges à usage local qui n'échappent pas seulement au commun des mortels mais à la majorité du personnel politique hexagonal.

Les tribunes téléphoniques qu'ont consacrées Europe 1 et France Inter à l'événement se sont plus intéressées à la façon d'émigrer au Québec et aux particularismes linguistiques du chiac et du joual qu'aux grands enjeux de l'exception culturelle.

Quand on ne parle pas du Nunavut... Fruit d'une habile campagne de presse menée depuis plus d'un an par le gouvernement canadien, le Nunavut est en effet devenu la nouvelle coqueluche française. Le sujet a de quoi flatter le goût pour l'exotisme et les arts traditionnels du président Jacques Chirac qui y passera deux nuits après le sommet. Sans compter qu'il n'y a pas beaucoup de journalistes français capables de résister à un voyage de presse au bout du monde.

Pour Moncton, c'est autre chose. Si les Français ne cachent pas leur affection pour le peuple acadien, plusieurs s'interrogent sur le choix de cette ville pour un sommet de la francophonie. Le quotidien Libération, toujours impertinent, va jusqu'à se demander: «Quelle tarentule a piqué le monde francophone pour se donner rendez-vous dans une ville sans charme de 70 000 habitants, dont seul le tiers parle français, qui porte le nom de l'un des principaux responsables - le lieutenant-colonel Robert Monckton - de la déportation de 8000 Acadiens (francophones) au milieu du XVIIIe siècle?»

C'est un secret de Polichinelle: pour la plupart des observateurs français, la Francophonie a un sérieux problème d'image. Toute la presse française s'est faite l'écho des critiques qui rappellent que 35 des pays francophones invités à Moncton violent les droits de l'homme, selon Amnesty international. Il n'est pas sûr que la majorité des Français soit derrière son président lorsque celui-ci s'oppose à toute sanction à l'égard des dictatures qui participent au sommet. Le sentiment populaire est probablement plus proche des positions québécoise et canadienne à ce sujet.

Problème d'image aussi en ce qui concerne les dépenses somptuaires de Michel Guillou, l'inauvivable directeur général de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), mis en cause par plusieurs rapports d'enquête. Le scandale révélé par le quotidien Le Monde en juillet a continué à défrayer la manchette. Pour Libération, cette gabegie ne serait peut-être pas limitée à l'AUF. Le quotidien rappelle qu'«il y a quelques années, l'ex-Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) invitait à ses colloques à l'étranger des journalistes tous frais payés et, de surcroît, rémunérés d'un substantiel per diem... ».

On s'est aussi étonné à Paris que personne n'ait pensé depuis dix ans à réunir les ministres de la Culture. La France n'a d'ailleurs rien fait en ce sens puisqu'elle s'oppose à une revendication des pays africains et du Québec, qui demandent «le droit à la libre circulation des artistes et des biens culturels».

«La Francophonie ne doit pas perdre son rôle culturel», dit l'un de ses pionniers, Xavier Deniau. Ce fondateur de l'Association des parlementaires de langue française et ancien bras droit de Charles de Gaulle craint que l'élargissement de la Francophonie à des pays qui ne parlent pratiquement pas français contribue à diluer l'action de l'organisation.

Bref, les observateurs français sont nombreux à croire que le grand ménage n'est pas terminé dans la Francophonie et que, plutôt que de jouer à l'ONU, celle-ci aurait tout intérêt à recentrer son action sur la langue et la culture, ses véritables raisons d'être. À ce titre, la revendication de l'exception culturelle fait l'unanimité en France et pourrait bien devenir l'un des axes majeurs de l'action francophone dans le monde.

Francophonie

©Le Devoir



Québec



Haut

Ouverture du sommet aujourd'hui à Moncton

Les droits de la personne, invité surprise de la Francophonie

Le Canada prend le relais des revendications des
ONG réunies en sommet parallèle

Michel Venne
LE DEVOIR

Le vendredi 3 septembre 1999

Moncton - La question du respect des droits de l'homme et de la démocratie va dominer l'ordre du jour du Sommet de la Francophonie, qui s'ouvre aujourd'hui à Moncton, au Nouveau-Brunswick, sous la présidence du premier ministre Jean Chrétien, qui entend se présenter comme le leader de la défense de ces droits au sein de la Francophonie.

Ce rôle de chef de file moral, le Canada pourra le jouer d'autant plus qu'il peut s'appuyer sur les organisations non gouvernementales canadiennes qui, réunies en sommet parallèle à Moncton depuis lundi, ont soumis hier une déclaration de principe et des recommandations que le gouvernement canadien a promis de relayer aux autres délégations dans les prochains jours.

Sitôt leur document rendu public, hier, les représentants du sommet parallèle ont été escortés auprès du ministre canadien de la Francophonie, Don Boudria, pour lui transmettre leurs doléances. Ce dernier a promis de distribuer leur déclaration au sommet et de tenir prochainement une réunion de suivi sur chacune des recommandations qui concernent les droits et libertés, les droits syndicaux, la violence faite aux femmes, l'équité salariale, la pauvreté, l'accès à l'éducation et, par exemple, les droits des enfants.

Devant la presse, le porte-parole du sommet parallèle, le

syndicaliste acadien Bertrand Bégin, s'est montré satisfait de l'ouverture manifestée par le Canada. M. Boudria a de son côté soutenu que plusieurs des préoccupations affichées par le sommet parallèle seront abordées dans la déclaration finale et le plan d'action du sommet qui prend fin dimanche.

En effet, Le Devoir a pu constater que le projet de plan d'action adopté par les ministres de la Francophonie, réunis en conférence préparatoire mardi et mercredi, aborde la plupart des questions soulevées par les groupes syndicaux et humanitaires organisateurs du sommet parallèle.

Le rôle des ONG

Par contre, comme l'a soutenu M. Séguin, il est évident que si les ONG n'avaient pas pris la peine de confronter les membres de la Francophonie avec leurs contradictions, et ce depuis déjà plusieurs semaines, le sujet ne serait peut-être pas apparu sur la place publique avec autant de visibilité.

Ce sont en effet des organisations rwandaises et burundaises qui ont soulevé la question de l'impunité accordée aux délégués de ces pays coupables d'exactions contre des populations civiles et admises au Canada en bénéficiant de la protection policière pour la durée du sommet.

C'est Amnistie internationale qui, encore avant-hier, mettait en exergue les exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises au Togo à l'occasion des élections présidentielles de juin 1998. Cette même organisation a répertorié 32 des 52 pays participant au sommet parmi ceux qui, dans le monde, pratiquent l'exécution extrajudiciaire, l'arrestation arbitraire d'opposants au régime, la torture.

C'est Reporters sans frontières qui, appuyé par d'autres organisations, dont le Conseil de presse du Québec, a mis en lumière le fait que, depuis le Sommet de Hanoï en 1997, plus de 120 journalistes ont été incarcérés dans vingt des pays qui participent au Sommet de Moncton. Encore aujourd'hui, 17 d'entre eux sont emprisonnés. Plusieurs ont subi de mauvais traitements en prison. (Voir sur Internet à www.rsf.fr un jeu-questionnaire qui vous aide à démasquer les chefs d'État qui violent la liberté de presse).

Plusieurs des chefs d'État des régimes les plus autoritaires, les plus violents, seront présents à Moncton, dont celui de la République démocratique (sic!) du Congo, Laurent Désiré Kabila, celui du Togo, Gnassingé Eyadéma. D'autres, comme Pierre Buyoya du Burundi et Paul Kagame du Rwanda, ont

préféré s'abstenir. Le premier sait bien les dangers qu'il y a à s'absenter du pays lorsque la situation politique est instable. C'est lui qui, en 1987, avait renversé le régime de Jean-Baptiste Bazaga pendant que celui-ci assistait au Sommet francophone de Québec.

Divergences francophones

La table ayant donc été mise, le sujet a pris une importance plus grande que prévu. Et cela a forcé les chefs d'État et de gouvernement ainsi que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, à prendre position. Ainsi sont apparues les divergences.

Encore avant-hier, à l'occasion d'une visite du président français Jacques Chirac à Ottawa, M. Chrétien se démarquait de son invité en affirmant que le Canada souhaitait que la Francophonie puisse, un jour, imposer des sanctions aux membres qui ne respectent pas les droits tout en reconnaissant, toutefois, son incapacité à réunir un consensus autour de la table francophone à ce sujet.

Dès le sommet de Hanoï, M. Chirac s'était rangé dans le camp des opposants aux sanctions. Et le secrétaire général de la Francophonie se plie lui aussi au consensus en refusant d'emprunter cette voie.

D'ailleurs, la Charte de la Francophonie, adoptée à Hanoï, témoigne elle-même de l'ambiguïté de l'organisation à l'égard du respect des droits. Dès son article 1, la charte énonce parmi les objectifs de l'OIF l'instauration de la démocratie, le soutien à l'État de droit et aux droits de l'homme. Mais le second paragraphe trace déjà la limite de son intervention: «La Francophonie respecte la souveraineté des États [...]. Elle observe la plus stricte neutralité dans les questions de politique intérieure.»

C'est sans doute pourquoi le plan d'action adopté par la conférence ministérielle, et qui sera acheminé aux chefs d'État et de gouvernement pour approbation finale, comporte plusieurs affirmations d'ordre général en faveur de la paix, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la primauté du droit et de la bonne gouvernance.

Celles qui concernent des pays en particulier, comme ceux de la région des Grands Lacs, le Togo, le Niger, la Guinée Bissau et les Comores, se bornent à encourager les processus de démocratisation déjà en cours.

Pour qu'un texte soit adopté, il doit recevoir l'approbation du pays concerné puisque la Francophonie refuse de pratiquer la politique de l'exclusion en vigueur au Commonwealth et pratiquée pourtant par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Le plan d'action du sommet

Le projet de plan d'action, dont Le Devoir a obtenu copie de source africaine, énonce toutefois certains objectifs en particulier, notamment:

n en invitant «tous les États à devenir parties au statut de Rome du 17 juillet 1998 (sur la création de la Cour pénale internationale sur les affaires de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre) afin d'en accélérer l'entrée en vigueur»;

n en proposant «d'ouvrir à l'élaboration d'un deuxième protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant les enfants»;

n en annonçant l'organisation, pour le début de 2000, d'un colloque international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et libertés dans l'espace francophone;

n en proposant d'ajouter aux fonctions de l'Agence de la Francophonie celle d'observatoire de la démocratie et des droits de l'homme;

n en suggérant d'associer «la société civile à travers les organisations internationales non gouvernementales compétentes» à cette fonction de veille.

L'accès à l'éducation est l'un des thèmes prioritaires retenus par la conférence ministérielle de même que la diversité culturelle, la coopération économique, l'insertion professionnelle et la mobilité des jeunes à travers la Francophonie, la concertation entre les membres de la Francophonie, l'évaluation des opérateurs francophones et l'accès aux technologies de l'information et aux inforoutes.

Le secrétaire général de la Francophonie, M. Boutros-Ghali, a pour sa part informé les ministres que l'OIF poursuivrait ses efforts de médiation, de prévention des conflits et de soutien à l'organisation électorale, notamment.

À cet égard, le ministre Boudria a confirmé hier la création d'un programme triennal de formation en matière de paix et de sécurité en Afrique francophone financé par l'ACDI et placé sous la responsabilité du Centre Pearson, dont un bureau sera ouvert à Montréal, tel que Le Devoir le rapportait mercredi.

Le porte-parole de Reporters sans frontières, Robert Ménard, qui trouve les ONG canadiennes un peu timides, aurait souhaité que l'on personnalise un peu plus le débat et que des pays fassent des gestes symboliques marquants. Il a demandé par exemple pourquoi le premier ministre du Canada ne se leverait pas, à l'ouverture du sommet, quittant la salle, refusant de s'asseoir à la même table qu'un Kabila.

Le ministre Boudria lui a répondu, par le truchement des journalistes, qu'il ne relève pas de l'hôte du sommet de prendre une telle initiative mais plutôt de l'ensemble des membres de disposer de ce genre de question.

Francophonie

©Le Devoir



Québec



Haut

Pour usage Interne seulement/For internal use only

Le 2 septembre 99, 22h25



SOURCE : CIO MEDIANET

STATION : SRC

ÉMISSION : LE POINT

DATE : LE 2 SEPTEMBRE 99

HEURE : 22h25

Stéphan Bureau: Une occasion unique pour parler au président français Jacques Chirac, président français:ques Chirac. Sans plus tarder, cet entretien réalisé ici à Québec.

Stéphan Bureau: Monsieur le président bonsoir.

Jacques Chirac, président français: Bonsoir.

Stéphan Bureau: Merci d'être avec nous.

Jacques Chirac, président français: Je me réjouis à l'occasion de ce voyage.

Stéphan Bureau: Je vous ai vu en point de presse à l'Assemblée nationale et vous avez goûté à nos débats souvent sémantiques que vous avez qualifiés même d'ésotériques. On se prépare pour un voyage au Canada? Ça semble très miner le terrain pour un président français.

Jacques Chirac, président français: Il y a bien entendu cette subtilité de langage qui parfois étonne un peu le non-initié. Mais, la France qui a une partie de son coeur ici a fini par comprendre

ce que souhaitaient, voulaient, dire nos amis du Québec, ceux du Canada et nous sommes en mesure maintenant de dialoguer

Stéphan Bureau: Parlons, si vous le voulez, je vous propose même un jeu. Essayons de parler du triangle Québec, Ottawa, Paris en évitant la réponse française qui est la non-ingérence, la non-indifférence.

Jacques Chirac, président français: Encore que, qu'elle ne soit pas si mauvaise que ça, mais enfin évitons si vous voulez

Stéphan Bureau: Renversons la vapeur, donnez-nous des détails pour qu'on comprenne mieux cette sémantique française.

Jacques Chirac, président français: Je ne suis pas là pour faire de polémiques sémantiques. Alors je serais plus simple. La France a et veut avoir des relations extrêmement amicales avec le Canada. Le Canada pour la France, c'est un grand partenaire. C'est un partenaire économique, politique, que nous retrouvons dans toutes les grandes assemblées internationales à commencer par le G-8 et tout naturellement nous nous consultons, nous nous comprenons et sur beaucoup de sujets nous avons des approches, des analyses, des conclusions identiques. Donc pour la France, le Canada c'est très important. Il y a le deuxième Sommet du triangle qui est le Québec. Le Québec parle au coeur de la France. Pour bien des raisons sur lesquelles je ne reviens pas, qui sont de nature historique. La France n'arriverait pas à être indifférente à ce qui se passe au Québec. Elle porte au Québec un sentiment très fort d'amitié, de solidarité. Vous avez l'air de vouloir dire quelque chose.

Stéphan Bureau: Vous avez très bien bien compris le signal. On vous a posé d'ailleurs la question hier soir, il y a une époque, en janvier 95, ou on a eu l'impression lorsque vous avez dit: nous accompagnerons le Québec, qu'il y avait une ouverture très grande au souverainisme. Est-ce qu'on vous avait mal compris lorsque vous étiez maire de Paris?

Jacques Chirac, président français: Non. Je ne crois pas qu'on puisse parler d'une ouverture à tel ou tel courant politique du Québec ou du Canada. Ce serait faire de l'ingérence dans les affaires intérieures. J'ajoute que personne ne nous a jamais demandé au Québec de nous prononcer dans les affaires intérieures du Québec ou dans ses relations avec le Canada. Il y a simplement l'expression d'un sentiment français et je dirais si vous voulez, pour être aussi simple que possible tel que nous essayons de le concevoir que pour nous, le Québec proche de notre coeur doit se déterminer lui-même naturellement, mais que je dirais, quelle que soit la voie qu'il empruntera, tout naturellement la France l'accompagnera avec ou dans un esprit d'amitié et de solidarité. C'est cela que je veux dire et ça, ce sentiment-là et je dirai très, très largement partagé en France, ne fait pas l'objet de divergences de vue dans l'opinion française et je dirais, n'a pas changé alors je sais bien qu'on se dispute sur un mot ou sur un autre. Vous avez évoqué ce que j'ai dit en 95. J'ai commis une grave erreur en 95, non pas ce que j'ai dit, mais de le dire en anglais. Quand on ne maîtrise pas une langue et que le sujet est complexe et passionnel, les mots ont une force considérable et on a fait une petite polémique à ce sujet. Nous n'avons pas changé d'avis. Nous entendons apporter au Québec notre coeur, notre soutien amical, fraternel. Nous ne tendons pas donner la moindre leçon. Pas d'ingérence dans ses affaires. Mais nous disons simplement que lorsque le Québec prend une décision et bien tout naturellement la France est disposée à l'accompagner avec amitié et solidarité.

Stéphan Bureau: Justement pour mieux comprendre, pour faciliter la compréhension...

Jacques Chirac, président français: Je trouve que j'ai été tout à fait clair, limpide.

Stéphan Bureau: On a besoin d'aller au fond des choses. Quand vous dites : nous serons prêts à accompagner, est-ce qu'on doit tirer des conclusions de ce que ça pourrait signifier des gestes concrets de la France?

Jacques Chirac, président français: Non, non, il 'y a pas à tirer de conclusions. D'autant qu'il n'y a pas d'événement qui justifie qu'on tire des conclusions. Permettez-moi de vous dire que quelles que soit les charmes de l'art de la divination ou de la lecture dans le café, tant qu'un événement n'est pas arrivé, il est extrêmement dangereux de vouloir spéculer sur ce qu'il comporterait comme conséquence. Sachez simplement que pour la France, c'est amitié et solidarité.

Stéphan Bureau: Vous savez que de ce côté-ci de l'Atlantique, on s'intéresse à ce que vous dites. Après le référendum, monsieur Parizeau avait dit : nous sommes en possession d'informations qui nous permettent de croire qu'aux jours venus, la France sera le plus grand acteur dans la reconnaissance officielle d'un Québec souverain sur la scène internationale, nous laissant comprendre que le président était dans le coup.

Jacques Chirac, président français: Je vais vous dire. Le minimum de la responsabilité que doit assumer un chef d'état ou de gouvernement, un homme politique ou responsable, c'est de ne pas spéculer sur un événement qui n'est pas arrivé. Il ne faut en aucun cas spéculer sur quelque chose qui n'existe pas encore. Je crois, je fais un voyage qui me passionne comme chaque fois que je viens au Canada et surtout au Québec, notamment au Québec et pour moi, c'est toujours une visite très émouvante. J'ai le privilège aujourd'hui de m'adresser par votre intermédiaire et je vous en remercie aux Québécois et plus largement d'ailleurs aux Canadiens. Je voudrais qu'on ne

consacre pas la totalité de cet entretien à la spéculation sur ou à la polémique sur les mots, la sémantique etc etc..

Stéphan Bureau: Je vous le promets.

Jacques Chirac, président français: Alors je vous prends au pied de la lettre et alors, essayons de parler de ce que je souhaite évoquer, c'est-à-dire la relation entre nos pays, c'est-à-dire le Sommet de la Francophonie qui a lieu à Moncton, organisé par le Canada, parlons de la très grande complicité qu'il y a eu entre le Québec et la France dans le cadre de ce Sommet pour sa réussite.

Stéphan Bureau: Une dernière question, parce que vous savez.

Jacques Chirac, président français: Que vous aurez le dernier mot alors...

Stéphan Bureau: Jamais! Surtout pas devant le Président de la République.

Jacques Chirac, président français: Vous qui dites : il ne faut pas spéculer.

Stéphan Bureau: Vous qui dites qu'il ne faut surtout pas spéculer. Le journaliste Larry King a dit : écoutez, le Président français pensait, avant le référendum, que le non allait l'emporter. C'est-ce que monsieur King a dit dans une chronique. Est-ce que c'est vrai que vous aviez cette impression?

Jacques Chirac, président français: J'ai rencontré monsieur King une fois avec plaisir. Je n'ai

aucun souvenir que Larry King m'ait posé une question de cette nature. Et je lui laisse l'entière responsabilité de ces affirmations pour ce qui concerne ce que j'aurais pu dire et que je n'ai pas dit. Tout simplement parce que nous n'en n'avons pas parler.

Stéphan Bureau: Je vous arrête quelques instants, c'est promis. On fait une courte pause et on revient avec monsieur Jacques Chirac, président français:ques Chirac.

-PAUSE-

Stéphan Bureau: Monsieur le président, parlons de Moncton parce qu'il y a un menu chargé qui vous attend à compter de demain. Le premier ministre Chrétien nous a dit cette semaine qu'il espérait voir la francophonie avoir un rôle plus politique à jouer. Il n'a pas utilisé le mot sanction. M. Bouchard lui l'espère. Est-ce que vous croyez qu'on doit donner du muscle à la francophonie?

Jacques Chirac, président français: Je crois que l'on doit donner du muscle à la francophonie et dans ce domaine je n'ai pas de divergences de vue ni avec monsieur Chrétien ni avec monsieur Bouchard et on doit donner du muscle à la francophonie parce qu'il s'agit non pas de la défense d'une langue qui en aurait besoin, mais d'un combat offensif et moderne pour la défense de la diversité culturelle qui sera l'un des problèmes majeurs du monde de demain. Éviter une certaine uniformisation qui risquerait d'être la conséquence de la mondialisation ou de la globalisation comme on dit aujourd'hui. Il faut lui donner une taille politique ce qui alors peut conduire à s'interroger sur la nécessité pour ces pays francophones ou pour certains qui souhaitent conforter, ni la nécessité du respect de certaines règles qui sont celles qui deviennent de plus en plus universelles, de la démocratie, des droits de l'homme et ce que disait à juste titre monsieur Chrétien ou monsieur Bouchard c'est comment peut-on faire pour que l'ensemble des pays réunis ensemble,

ils ont pose faire pour éviter ou plus exactement pour obliger les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme à évoluer? Alors ça c'est une un vrai sujet. Et sur cette nécessité, cet objectif nous sommes tous d'accord. D'ailleurs la voie est engagée. Le nombre de pays qui respectent les droits de l'homme va croissant dans le monde. Notamment qu'il s'agisse des pays du Commonwealth ou de l'espace francophone ou des pays de l'ONU. Mais il y a encore de grave exceptions.

Stéphan Bureau: Peut-on imaginer qu'on arrive à définir des règles de suspension au membership des pays qui ne respecteraient pas ces droits de la personne?

Jacques Chirac, président français: En quoi?

Stéphan Bureau: À l'adhésion, voilà.

Jacques Chirac, président français: Naturellement on doit envisager d'aller jusque là. Dans l'état actuel des choses, les organisations concernées n'ont pas le pouvoir de suspendre... De suspendre et notamment pas l'organisation francophone. Lorsque la France propose, appuyée par le Québec et le Canada, la création d'un observatoire des droits de l'homme, qui va être décidée à Moncton demain ou après demain, c'est un pas important dans ce sens. Quand la France qui est un des rares pays encore à avoir ratifié la Cour internationale pénale et qu'elle fait pression amicalement sur l'ensemble des pays AMI pour qu'il fasse de même, c'est un pas dans la bonne direction et puis viendra le moment où il apparaîtra comme évident que pour être dans une organisation internationale il faut respecter certaines règles du jeu, c'est-à-dire les règles de la démocratie et le respect des droits de l'homme. Et ce moment-là comme toujours dans la vie, il faudra envisager des sanctions de nature politique, c'est-à-dire la suspension ou l'exclusion. Nous

n'en sommes pas encore aujourd'hui là, mais nous nous dotons des moyens qui permettront de le justifier. Je voudrais vous faire une réflexion. Je souhaite un état de droit international qui doit être démocratiquement élaboré par l'ensemble, c'est-à-dire par l'ONU. Il doit donc être mis en oeuvre par le Conseil de sécurité de l'ONU. Qu'il faille modifier. Mais je crois qu'il faut être prudent et ne pas donner à des organisations sectorielles, partielles, le droit de décider des choses à l'égard des autres. Il faut parce que ce serait recréer un prêt dangereux et moi, je suis favorable à ce que l'est d'Asie-- si -- comportant des sanctions, quelle que soit leur nature, notamment économique, mais aussi politique poids -- soit en principe assumée par l'ONU et par le conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui ne veut pas dire qu'on doive accepter dans des clubs processus restreints des gens qui ne sont pas dignes qui être et on peut imaginer que les gens qui ne respectent pas certaines règles ne soient pas acceptés dans des clubs qui sont composés de gens qui par ailleurs, respectent ces règles. Nous n'avons pas de divergences de vue avec monsieur Chrétien et monsieur Bouchard.

Stéphan Bureau: À votre avis est-ce qu'il y a des membres au sein de la francophonie qui ne sont pas dignes de cette place qu'ils ont dans la grande famille francophone?

Jacques Chirac, président français: De mon point de vue, oui et je le déplore. Ils ne sont pas nombreux, mais ils existent.

Stéphan Bureau: Monsieur le président je ne vous dirais certainement pas "thank you", merci beaucoup.

Jacques Chirac, président français: Je vous remercie.

**TRANSCRIPTION/TRANSCRIPTION
NEWS CONFERENCE/CONFÉRENCE DE PRESSE**

DATE/DATE: 2 septembre 1999

LOCATION/ENDROIT: Québec

PRINCIPAL(S)/PRINCIPAUX: Hon. Lucien Bouchard, Premier ministre du Québec;
Hon. Jacques Chirac, Président de la République

française

SUBJECT/SUJET: La visite de Monsieur Chirac à Québec; Le Sommet de la francophonie; La diversité culturelle; Les droits de la personne; Les relations entre la France et le Canada et entre la France et le Québec; Le seuil de majorité reconnu en France pour les référendums et le seuil de majorité nécessaire pour le Québec pour la souveraineté; L'exception culturelle et la mondialisation; Commentaire de monsieur Chirac sur "le peuple québécois"; Dimension politique de la francophonie; Controverse concernant la reconnaissance de Québec comme la capitale nationale du Québec; La visite de monsieur Chirac en Acadie; L'intérêt de monsieur Chirac dans l'art des premières nations; Commentaires de monsieur Chirac en '95 concernant l'indépendance du Québec;

Hon. Lucien Bouchard: (En progrès) des questions communes qui nous préoccupent. Nous avons d'abord convenu de la grande qualité des relations entre la France et le Québec, du niveau extrêmement satisfaisant des échanges culturels et économiques et politiques. Nous avons abordé plusieurs sujets, d'abord bien sûr le fait que le Sommet de Moncton s'est placé sur la rubrique de la jeunesse et qu'il y aurait maintenant dans chaque programme de la francophonie un volet jeunesse et que la jeunesse donc sera au coeur de nos préoccupations, au Sommet de Moncton et dans les années qui vont venir. Nous en dirons plus long à Moncton.

Nous avons de façon plus immédiate discuté de la diversité culturelle et le grand chantier de la francophonie nous avons convenu que ça devrait être le grand chantier de la francophonie à Moncton et par la suite. Nous nous sommes félicités de la coopération extrêmement étroite, extrêmement efficace que nous avons nouée sur ce plan, la France et le Québec, que nous avons reconnu que la France a été un grand appui dans la démarche québécoise pour participer à ces débats qui sont de nature essentielle, prétendre l'identité, prétendre des grandes valeurs de civilisation, de la nécessité de maintenir une richesse, des à parts et de la contribution à l'universelle et que comme francophones nous avons un rôle à jouer et que nous devons le jouer, que nous devons également nous soucier qu'il y ait d'autres cultures qui puissent participer à ce grand mouvement et donc de ce côté nous nous présentons à Moncton de concert et nous pensons même que ce sera un enjeu qui fera l'objet d'une grande unanimité dans les efforts que nous allons tous déployer à Moncton et par la suite.

Nous devons évoquer la question des droits de la personne. Nous en avons discuté, nous avons fait une problématique de la situation. Nous avons échangé. Nous avons convenu que, d'abord j'ai salué l'annonce que le Président français à Moncton allait proposer la création d'un observatoire des droits de la personne, cette initiative qui est extrêmement bienvenue et qui jouerait un rôle concret pour faire progresser la promotion des droits de la personne. Donc certainement le Québec appuiera cette proposition du Président de la France. J'ai également proposé que nous puissions dans le cadre de la déclaration et du projet qui est déjà constitué d'ailleurs que nous puissions mettre au service des États les moins bien munis les ressources, même les fonds qui sont déjà prévus à cet égard, des ressources pour permettre la mise en place le plus rapidement possible la ratification du traité sur la création d'une cour pénale internationale pour législation aux droits de la personne. Nous en discuterons donc à Moncton. Je pense que là-dessus nous serons également d'accords. Donc dans l'ensemble nous avons remarqué qu'il y avait une convergence à peu près totale pour les droits de la personne. En ce qui nous concerne nous souhaiterions que l'évolution de la francophonie permet que la francophonie et les institutions francophones soient pourvues, nanties des pouvoirs qui permettront éventuellement des sanctions. Il peut y avoir des nuances du côté français à cet égard mais je dois dire que les échanges ont été très corrects et extrêmement positifs et je n'ai qu'en féliciter monsieur le Président.

Hon. Jacques Chirac: Merci cher ami. Je n'ai rien à ajouter à ce que vient de dire le Premier ministre s'agissant de nos entretiens. Je voulais simplement donner une remarque personnelle pour dire la joie qui est toujours et qui à nouveau une fois de plus la mienne d'être ici et en particulier à Québec, dans la ville de Québec, qui est une ville qui est d'abord superbe et qui à mes yeux est particulièrement émouvante pour des français et m'étonne pas que le nombre de nos compatriotes qui sont présents ici et que je voyais en faisant quelques pas dans la rue aujourd'hui nombreux, viennent de plus en plus à titre touristique dans cette région et dans, du monde, et dans cette ville superbe.

Ma deuxième observation tient à un phénomène que j'admire toujours quand je viens au Canada et au Québec et qui est la pratique moderne de la démocratie et certain qu'ici on pratique la démocratie d'une façon particulièrement approfondie. Ce matin en rendant visite au maire qui nous a reçu dans la salle où se réunit le conseil, au maire de Québec, nous ne sommes pas de l'allié, il expliquait que au début de chaque séance du conseil pendant 40 minutes et à la fin pendant 15 minutes il y a des questions spontanées, non-préparées, posées par tous citoyens qui veulent se présenter et qui interpellent le maire, ou l'opposition, ou tel ou tel conseiller qui doit répondre sans aucune préparation naturellement et le tout sous l'oeil des caméras de télévision. Je me dis en voyant ça que nous avons encore des progrès à faire en matière de démocratie et cet intérêt, ça on le savait, ça a également beaucoup impressionné les maires francophones réunis ici qui ont tous exprimé leur joie, aussi

leur émotion à l'occasion de l'assemblée générale de la IMF qui fêtait son 20ième anniversaire.

J'ose enfin dire à mon ami Lucien Bouchard combien j'ai apprécié l'hospitalité, l'accueil qui nous a été ici une fois de plus réservés et lui dire toute ma reconnaissance et toute ma très fidèle et cordiale amitié. Voilà. Alors je vois qu'il y a au loin des journalistes et donc nous sommes tout prêts à répondre à leurs questions.

Question: Monsieur Chirac, on vous a vu hier dans la capitale fédérale, on vous a vu hier dans la capitale fédérale dire que nous entretenez avec monsieur Chrétien, le Premier ministre du Canada, des relations extrêmement amicales et chaleureuses. Qu'est-ce que vous dites à ceux qui au Québec pourraient s'inquiéter de cette amitié, surtout dans le camp des souverainistes qui comptent sur l'appui de la France dans leurs démarches pour la souveraineté du Québec.

Hon. Jacques Chirac: La France entretient avec le Canada, j'ai l'occasion de le souligner bien souvent, des relations effectivement amicales et chaleureuses car il y a toutes les raisons pour cela, notamment le fait que le Canada est un grand partenaire pour la France par un certain nombre, enfin dans le monde d'aujourd'hui et ce partenariat, qui avait été défini comme renforcé il y a quelques années, s'exprime dans notre coopération au niveau de l'ONU, de l'UNESCO, du G8, (inaudible), etc. Et que ceci évidemment a rien avoir, est aucunement en compétition avec les sentiments fraternels et également très cordiaux et chaleureux que la France porte aux Québécois et au Québec. Il n'y a pas de compétition particulière. Vous savez quels sont les liens d'amitié et de solidarité que la France a toujours exprimés et exprimera toujours. Elle n'a pas changé et ne changera pas de position à l'égard du Québec.

Question: (Inaudible) du seuil ou le seuil de majorité usuellement reconnu en France dans ses référendums? On parle de Maastricht, est-ce que c'était 50% plus 1 ou si c'était d'autres choses et si au Québec un oui à 50% plus 1 serait suffisant pour faire la souveraineté ici.

Hon. Jacques Chirac: Vous savez j'ai déjà été interrogé hier sur les problèmes constitutionnels et j'ai répondu que l'usage diplomatique n'est pas de se prononcer sur des événements qui n'ont pas eu lieu. J'ajoute, et chacun le sait, que quel que soit le chemin qu'en prendra le Québec, la France sera prête à l'accompagner dans un esprit, je le répète, d'amitié et de solidarité.

Question: Marie (inaudible) de l'Agence Reuters. Monsieur le Président, hier vous avez réaffirmé votre détermination de ne pas transiger sur l'exception culturelle. Actuellement en France il y a une crainte, une colère dans le monde paysan qui monte et qui s'exprime fortement devant les risques que peut faire la

courir la mondialisation. Est-ce que vous comprenez cette colère du monde paysan qui demande que les projets agricoles soient protégés contre la mondialisation comme le sont les biens culturels? Est-ce que vous pensez qu'on peut faire un parallèle?

Hon. Jacques Chirac: (inaudible) que l'on puisse comparer les choses. Les biens culturels sont des biens spécifiques. Ils ont une caractéristique propre, c'est de ne pas être marchand. Et c'est pourquoi nous avons toujours en France affirmé la nécessité de la diversité culturelle que nous avons appelé, nous, en son temps, l'exception culturelle. Et nous n'avons pas l'intention du tout de changer l'avis. Cela exprime simplement le fait que les biens culturels ne se vendent pas, ne s'achètent pas comme des marchandises ordinaires, c'est autre chose. Et c'est pourquoi nous ne sommes pas favorables à ce que, et nous nous opposons, et nous opposerons à un traitement par l'OMC des biens culturels. S'agissant des biens économiques c'est un problème différent et si vous parlez des problèmes agricoles alors je dirais qu'il y a deux questions différentes. La première concerne la sécurité de l'alimentation et se traduit par des difficultés que nous avons aujourd'hui avec nos amis américains sur les OGM et sur la viande, enfin le boeuf aux hormones. Alors ce n'est pas un problème franco-américain, c'est un problème euro-américain. Et encore nous ne céderons pas tout simplement parce que nous estimons qu'il n'est pas possible, moralement possible, de mettre en cause ce que nous appelons le principe de précaution, c'est à dire de donner libre recours à un commerce qui pourrait mettre sur le marché des biens qui (inaudible) ultérieurement nuisibles à la santé des habitants. Et puis il y a un deuxième problème qui sont les intérêts économiques par la compétition internationale des producteurs agricoles comme d'ailleurs les producteurs d'autres biens. Alors là notre vocation c'est naturellement à l'OMC dont c'est la vocation de traiter. Notre vocation à nous c'est de défendre nos intérêts et nous les défendrons avec autant d'efficacité que nous le pourrons. (Inaudible) les intérêts des nos paysans naturellement.

Modérateur: Je vois quatre journalistes de chaque côté. Ce seront les seuls que nous prendrons. Elizabeth Thompson.

Question: Bonjour monsieur Chirac. Ma question n'est pas du tout hypothétique, mais c'est pour vous demander de clarifier un peu de confusion qui est arrivée il y a quelques jours dans un briefing technique à Ottawa. Selon vous est-ce que les Québécois forment un peuple ou constitue un peuple?

Hon. Jacques Chirac: Bien je vais vous dire là moi dans le passé personnellement j'ai utilisé, comme d'ailleurs tous mes prédécesseurs, les mots de peuple québécois qui en français tel que nous le pratiquons en France est une expression tout à fait raisonnable et je ne suis certainement pas venu ici pour ouvrir à ce sujet un débat en encore moins une polémique. La position de la France dans ce domaine est connue. Elle n'a pas changé, elle est je crois comprise par tous et elle ne changera pas.

Modérateur: (Inaudible) du nombre de personnes je vous demanderais de vous réserver à une seule question s'il-vous-plaît. Monsieur?

Question: Monsieur le Président, voilà deux ans maintenant que la francophonie a acquis une dimension politique. Alors je sais que deux ans c'est pas beaucoup mais est-ce qu'il vous semble que ça a été suffisamment lisible cette dimension et est-ce que c'est pas une raison pour laquelle vous allez proposer la création de cet observatoire des droits de la personne dont a parlé monsieur Bouchard et dont vous pourriez peut-être aussi nous parler un peu plus s'il-vous-plaît.

Hon. Jacques Chirac: Je crois il faut partir une idée qui est à l'origine de la francophonie et qui s'affirme de plus en plus à savoir que la francophonie ce n'est pas une défense qu'on va derrière garde consistante à défendre la langue française. Ça c'est un combat offensive et moderne et qui correspond, qui est moderne parce qu'il correspond à la vision que nous avons du monde demain qui pour nous n'est peut-être qu'un monde multipolaire et marqué par une diversité croissante sur le plan culturel. Je me réjouis après demain nous irons dans de nouveau territoire créé ici qui s'appelle le Nunavut et je me réjouis des efforts qui sont engagés pour la langue (inaudible) qui est la langue parce que toute langue est porteuse, si modeste soit-elle, et (inaudible) si c'est une (inaudible) langue, est porteuse de quelque chose d'essentielle sur le plan de l'expression, de la culture. Et par conséquent tout ce qui va dans le sens de l'uniformisation, va dans le sens de la réduction culturelle et probablement aussi de l'affirmation de réflexe identitaire par définition (inaudible). Donc c'est un combat offensif et moderne dans un monde que l'évolution des technologies remarquez d'une caractéristique nouvelle c'est que ce sera de plus en plus un monde du combat de l'intelligence. Et donc je le répète nous voulons un combat offensif et moderne pour la défense de la langue française ce qui naturellement conduit à une appréciation politique et nous a conduit à transformer petit à petit l'organisation de la francophonie en une (inaudible) politique où la coopération d'ailleurs entre le Québec et la France apporte une dynamique particulière comme on vient de le voir à Moncton où la réunion ministérielle a permis de régler la quasi-totalité des problèmes et beaucoup grâce à une active coopération entre le Québec et la France. Je ne dis pas naturellement que les autres participants n'ont pas eu un rôle important. Je veux dire que la coopération entre le Québec et la France était un modèle des projets et des décisions qui ont été pris. Alors voilà nous avons, (inaudible) se compare pour le monde de demain et pour la place que nous voulons tenir dans le monde de demain.

Question: Monsieur le Président, récemment il y a eu querelle entre Québec et Ottawa concernant la notion de Québec, capitale nationale du Québec. Est-ce que la France reconnaît Québec comme étant la capitale nationale du Québec?

Hon. Jacques Chirac: En grâce, en grâce, (inaudible) je trouve que c'est

polémique, sémantique, sont extrêmement difficiles à pénétrer. Elles ont un côté ésotérique qui rend l'étranger perplexe et prudent lorsqu'il s'agit de s'exprimer à son sujet. Donc je n'ai pas de commentaire à faire sur l'utilisation de tel ou tel mot. En tous les cas ce que je peux vous dire c'est que national ou pas national je viens toujours avec autant d'intérêt et de plaisir à Québec.

Question: Sylvie Johnson (inaudible), pour revenir à la francophonie politique puisque le thème cette année c'est la jeunesse je voudrais savoir quelle est la réponse que la francophonie peut apporter à la lettre des deux jeunes Guinéens, ces deux jeunes Guinéens qui sont morts en juillet dans le train d'atterrissage d'un airbus et qui lançaient un véritable, un appel au secours à leurs excellences les chefs d'états d'Europe. Alors quelle est la réponse que peuvent apporter leurs excellences de la francophonie.

Hon. Jacques Chirac: Vous venez de dire vous-même qu'ils lançaient cette question aux chefs d'états, aux gouvernements d'Europe et non pas à la francophonie. C'est un drame, chacun l'a bien ressenti comme tel mais ce n'est pas la francophonie qui va régler hélas le problème des équilibres et des (inaudible).

Question: Sur la question de la diversité culturelle on sait que, bon, les négociations de l'Organisation mondiale du commerce commenceront en quelques mois. Est-ce que la mobilisation que le Sommet de Moncton voudrait faire sur cette question n'aura pas, ne sera pas dans un délai très, très court pour réussir à obtenir, à mener cette bataille entre autres sur le territoire de négociations commerciales.

Hon. Lucien Bouchard: La question vous est dirigée, je peux y répondre.

Hon. Jacques Chirac: Oui.

Hon. Lucien Bouchard: Est-ce que le temps ne presse pas au point qu'il sera trop tard pour agir? Je ne crois pas. Au contraire les négociations de l'OMC s'engagent présentement. Le débat sur la diversité culturelle vient de connaître un grand élan depuis quelques mois et je crois que le Sommet de Moncton arrive à point nommé. On aurait voulu l'aciduler pour qu'il puisse jouer un rôle important dans le débat qui s'annonce et qu'on aurait pas fait mieux.

Hon. Jacques Chirac: Je partage tout à fait ce sentiment.

Question: (Inaudible) France 2. Monsieur le Président, vous avez prévu une petite échappée après demain pour aller rencontrer les Acadiens. Alors est-ce que c'est par nostalgie ou est-ce que c'est au contraire pour leur donner ou leur apprécier un signe d'espoir particulier?

Hon. Jacques Chirac: C'est d'abord, je ne veux pas essayer de trahir mes sentiments, je suis très heureux d'y aller. C'est la première fois que je vais en Acadie et ça me fait plaisir et ça me fait plaisir parce que c'est là aussi tout un rêve. J'ajoute que nous entretenons avec la communauté acadienne et la Société d'Acadie des relations permanentes et tout à fait cordiales, naturellement et je suis heureux d'en porter témoignage et puis enfin ce n'est pas moi qui ait choisi Moncton comme lieu du Sommet. C'était la responsabilité du Canada qui a choisi Moncton et bien je peux me réjouir de l'occasion qui m'est donnée d'aller ainsi en Acadie.

Modérateur: Une dernière question en français puis des questions en anglais.

Question: Monsieur le Président, votre horaire pendant votre visite est marqué par un contact si je peux dire soutenu avec ce que vous appelez les arts premiers - visite au Musée des arts inuits et autochtones. J'aimerais savoir d'où vient cet intérêt qui paraît être assez profond de votre part?

Hon. Jacques Chirac: C'est chacun à son petit jardin personnel sur le plan culturel. Pour certains c'est tel ou tel forme d'art, la musique, les arts plastiques, d'autres encore. Pour d'autres c'est une telle forme d'art plastique et moi je me suis toujours intéressé à l'art des premières nations, de ce que nous appelons les premières nations. Le terme d'ailleurs n'est pas bon. Mais c'est ce qui m'a conduit d'ailleurs à prévoir la création qui s'achèvera en trois ou quatre ans d'un musée, un grand musée à Paris où ces arts n'était pas encore reconnus et qui concernera notamment les arts de l'Arctique d'où l'intérêt que je leurs porte mais aussi ceux de la (inaudible), de l'Afrique, de l'Amérique pré-Colombienne et du Pacifique. Voilà, ça c'est une question de sensibilité et de goûts et j'ai beaucoup apprécié hier la très belle exposition d'art inuit que j'ai vu au musée d'Ottawa et je me réjouie d'aller maintenant d'ailleurs au Musée Boursault pour voir les collections de monsieur Boursault d'art également inuit.

Modérateur: Questions en anglais.

Question: Mr. President, thank you for taking questions in English sir. I'm very interested by the answers that you've given us in French here today because just before coming to the news conference I spent some time looking through some past statements you made and in 1995 when you were with then Premier Parizeau you were asked how France should react to a yes vote on a Quebec sovereignty referendum. You were at the time Mayor of Paris and you said, I'm not in charge, you said this in English, it's not a translation, you said, I am not in charge but I think France should be the first to endorse this situation. Can you tell us why you are much less equivocal today?

Hon. Jacques Chirac: Je vous remercie de l'intérêt.

Question: En anglais, pouvez-vous répondre en anglais? Votre anglais en '95 semblait très, très bon.

Hon. Jacques Chirac: Écoutez, je suis content que vous m'ayez posé la question en anglais malgré une pratique du français qui a l'air excellente et comme je veux essayer de maîtriser mon sujet aussi bien que possible et que mon anglais est loin d'être parfait, je vous répondrai donc en français. Et j'ai une raison particulière pour le faire. D'abord je vous remercie de l'intérêt que vous portez à mes déclarations antérieures. Je trouve ça pour moi assez flatteur. Et je vous en remercie. Deuxièmement j'ai dit, et j'ai d'ailleurs eu l'occasion de répondre à ce sujet hier que en toute hypothèse nous n'avons pas évoqué des problèmes qui ne sont pas ou des événements qui ne sont pas encore arrivés. Ceci dit j'ai répété que en toute hypothèse et quel que soit le chemin que le Québec en prendra, la France serait prête à l'accompagner dans un esprit d'amitié et de solidarité. C'est ce que j'ai dit et je le répète. Il n'y a aucune modification dans ma position. Si vous voulez aller plus, plus loin vous pourriez me dire mais si il y a une petite modification et vous auriez raison et cette petite modification se tient au fait que j'avais commis ce jour là l'erreur de parler en anglais et que j'avais utilisé le mot "recognize" qui me paraissait adapter, peut-être parce qu'il n'était pas du mot français, j'aurais dû dire probablement "acknowledge" ou quelque chose comme cela. Ça vous aurait évité à ce moment-là de réfléchir probablement longuement pour savoir si par hasard et dans quelle mesure je me suis contredit ou non. Résultat, parler dans votre langue c'est le meilleur moyen de ne pas risquer d'être mal compris. Je vous remercie.

Modérateur: Dernière question. Campbell Clark.

Question: Monsieur Bouchard, after what you heard yesterday in Ottawa from the French President do you feel equally comfortable that the nuances remain that the same and that the semantic debate is

Hon. Lucien Bouchard: I'm quite comfortable, I'm quite comfortable. The position of France has been known for a long time. It is the same today, the same it has ever been and I have no problem with that.

Question: Do you not feel that the statements made yesterday, that there would have to be a negotiation process after a vote before there would be, you know, a recognition that that changes the statements that were made in the past?

Hon. Lucien Bouchard: I don't think that the President tried to involve himself yesterday in any negotiation process or anything. I just heard something which is

absolutely the same thing as it always said.

Modérateur:

Merci beaucoup. Au revoir.

-30-

**TRANSCRIPTION/TRANSCRIPTION
NEWS CONFERENCE/CONFÉRENCE DE PRESSE**

DATE/DATE: 1 septembre 1999

LOCATION/ENDROIT: Ottawa

PRINCIPAL(S)/PRINCIPAUX: Hon. Jean Chrétien, Premier ministre du Canada
Hon. Jacques Chirac, Président de la République

française

SUBJECT/SUJET: La visite de monsieur Chirac au Canada; Les relations entre monsieur Chrétien et monsieur Chirac et entre la France et le Canada; Le Sommet de la francophonie; Position politique de l'agence de la francophonie concernant les pays qui ne respectent pas les droits de la personne; Participation du Canada à l'OTAN; Reconnaissance par la France du Québec comme pays indépendant après un référendum; Discussions à l'OMC sur l'exception culturelle; Les problèmes en Russie;

Hon. Jean Chrétien: Mesdames et messieurs je suis très heureux d'avoir le Président de la République française avec moi ici à Ottawa cet après-midi. Nous avons eu une rencontre très intéressante qui a duré une heure. Le Président est arrivé au Canada pour une courte visite ici. Il se rendra à Québec demain et nous serons ensemble vendredi, samedi et dimanche matin pour la réunion, le Sommet de la francophonie et ensuite le Président qui s'intéresse depuis très longtemps aux Inuits et aux premiers citoyens du Canada fera une visite avec moi dans les territoires de Nunavut et j'espère qu'il sera très heureux de son séjour au Canada et je suis très, très fier qu'il soit avec moi ici au Canada.

I'm very pleased Mr. President to have you with us here in Ottawa today. I'm looking forward to four or five good days together where you will enjoy a big part of Canada because you've been, now you're in Ontario, you will be in Quebec tomorrow, you will be in New Brunswick and after that you will be with me in Nunavut and I hope we'll have fun there. So voulez-vous dire quelques mots monsieur le Président.

Hon. Jacques Chirac: Je suis très heureux d'être ici. Je suis très heureux d'abord parce que je le suis chaque fois que je rencontre Jean Chrétien avec qui j'entretiens des relations extrêmement chaleureuses et amicales et maintenant il faut le dire (inaudible). Heureux d'être dans un pays qui pour la France est un partenaire essentiel, et spécialement dans les camps d'organisations internationales et dans le G8 avec notamment depuis la décision que nous avons prise de créer un partenariat renforcé, des liens qui sans cesse se développent de vrai sur le plan économique, de vrai sur le plan politique, culturel et je l'ai dit tout à l'heure que depuis ces toutes dernières années jamais nous avons eu autant de rencontres bilatérales de hauts fonctionnaires, de responsables économiques ou politiques et qu'il apparaît très clairement que la relation entre le Canada et la France, la France et le Canada est une relation qui se développe de façon très solide et très dynamique, je dirais très moderne. Alors naturellement je suis très heureux que le Sommet de la francophonie ait lieu à

alors le Président et moi-même pouvons converser très directement au téléphone. On s'appelle de temps en temps et je pense qu'aussi comme la diversité culturelle qui sera un des éléments débattus au Sommet de la francophonie nous avons eu des intérêts communs depuis de nombreuses années et nous avançons dans ce dossier côte à côte parce que ce qui est important pour la France est important aussi pour le Canada. C'était la même chose lorsqu'il y a eu des discussions concernant la présence de l'OTAN au Kosovo. Nous étions en accord très souvent et dans certaines situations en Afrique monsieur le Président et moi-même nous nous sommes parlés au téléphone pour voir si on ne pouvait pas aider avec des problèmes. Alors les intérêts canadiens et français sont très souvent les mêmes et nous sommes deux jeunes politiciens, nous sommes en politiques depuis quelques années alors dans la fraternité des politiciens on s'entend très bien.

Question: Monsieur Chirac, il semble bien que depuis Hanoi on veuille donner une dimension politique à l'agence de la francophonie. Ma question c'est de savoir quelle façon précisément. Notamment sur la question des droits de l'homme tout le monde sait que plusieurs des pays présents au Sommet de la francophonie bafouent ouvertement les droits de la personne. Plusieurs de ces gouvernements seront honnis dans nos propres pays à nous. Est-ce que la dimension politique que pourrait prendre l'agence de la francophonie pourrait aller jusqu'à exclure ces pays comme l'a fait le Commonwealth avec succès puisque qu'on sait que ça a contribué à ce l'Apartheid soit éliminé un jour en Afrique du Sud. Est-ce que vous envisagez des sanctions ou est-ce que vous envisagez d'exclure ces pays qui ne respectent pas les droits de la personne?

Hon. Jacques Chirac: D'abord juste un point de, j'ai été, je suis un très ancien militant de la lutte contre l'Apartheid. Je tiens à ce que les choses soient claires, ce n'est pas le Commonwealth qui a pris des sanctions mais la communauté internationale et le Conseil de sécurité de l'ONU qui a pris des sanctions contre l'Afrique du Sud et son inacceptable régime. Je crois que nous avons sur ce point une approche identique, le Canada et la France. Nous ne pouvons pas accepter que les droits de l'homme soient bafoués et parfois de façon dramatique allant jusqu'à l'épuration ethnique, voir le génocide. Et d'ailleurs tout le fondement de l'intervention militaire qu'ensemble nous avons conduite les pays occidentaux au Kosovo était fondé sur cette idée. C'était la forme extrême de la sanction si vous voulez. Alors s'agissant des droits de l'homme dans certains pays qui appartiennent au Commonwealth ou qui appartiennent à l'organisation de la francophonie d'abord nous faisons je dis très clairement des efforts considérables de pression politique ou d'autre nature pour essayer de conduire ces pays à une situation où les droits de l'homme sont respectés. Ça s'est tout de même petit à petit amélioré. Quant à la sanction, la suspension que d'ailleurs a évoquée, proposée le Premier ministre du Canada, dans l'état actuel des choses l'organisation de la francophonie n'a pas le pouvoir de le faire. C'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui a le pouvoir de le faire et si le débat intervient et bien nous prendrons chacun nos positions.

Question: President Chirac, do you feel Canada should increase its commitment to NATO?

Hon. Jacques Chirac: Dites-moi ça en français.

Hon. Jean Chrétien: Est-ce que le Canada devrait faire une plus grande participation à l'OTAN?

Hon. Jacques Chirac: Ça c'est un problème qui concerne entièrement le Canada et sur lequel je ne (inaudible).

Question: (Inaudible)

Hon. Jean Chrétien: He just said that it is a problem for us if in fact we should have more participation in NATO. He said it's not his problem and I tend to agree with him.

Question: Monsieur Chirac (inaudible) votre réaction, (inaudible) paroles (inaudible) la France devrait être le premier État à reconnaître un Québec indépendant après un référendum, plus ou moins comme ça. J'aimerais savoir si vous partagez encore ces opinions?

Hon. Jean Chrétien: Il dit que vous avez (inaudible) vous allez reconnaître très rapidement (inaudible) Québec comme pays (inaudible).

Hon. Jacques Chirac: C'est une traduction libre de votre part. Je n'ai pas dit que la France devait reconnaître au lendemain d'une élection une situation qui par définition n'était pas achevée puisque elle ouvrirait un discussion entre l'État et le Québec par cette hypothèse. Mais surtout j'ai dit que je ne voulais pas faire de commentaire sur des situations hypothétiques. Je ne suis pas (inaudible) et quand une chose n'est pas arrivée je considère qu'il n'y a pas lieu de faire, de spéculer sur cette situation.

Hon. Jean Chrétien: Très bien.

Question: Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, à quelque temps de (inaudible) c'est à dire les conversations sur l'Organisation du commerce mondial je voudrais savoir si la France et le Canada ont exactement la même position sur le principe de l'exception culturelle. J'avais pu comprendre que sur le fait de discuter ou non de cette question au sein de l'OMC les deux pays n'étaient pas tout à fait d'accord. Vous en avez parlé j'imagine, qu'en est-il?

Hon. Jean Chrétien: Nous sommes d'accords sur l'objectif. C'est important que nous ayons une discussion au niveau international sur ce problème. La diversité culturelle est un problème pour nous au Canada comme c'est un problème pour la

France et pour d'autres pays. La question quel est le meilleur mécanisme pour faire avancer le dossier, nous nous parlons qu'il y aura avantage à en discuter à l'Organisation mondiale du commerce. La France est d'avis que ce serait mieux de discuter à l'UNESCO ou ailleurs. Bon, c'est une question de mécanisme, à savoir est-ce qu'on doit le discuter à un ou à l'autre ou aux deux, à ce moment-ci on n'est pas d'accord sur le processus mais on est d'accord sur l'objectif.

Question: (Inaudible) La Tribune. Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, la Russie connaissant de difficultés, le SMI semble-t-il sur le point de s'apercevoir que depuis des années Moscou puise dans la caisse. Alors vous représentez deux pays très importants au sein du G7. Est-ce qu'il faut convoquer d'urgence une réunion du G7 pour discuter de ces problèmes?

Hon. Jacques Chirac: Il est d'abord naturel que la communauté internationale aide la Russie comme d'ailleurs elle aide tous les pays en transition afin qu'ils puissent conduire leur réforme et afin d'enraciner la démocratie. Alors il appartient naturellement aux autorités russes de veiller au bon emploi, à un emploi irréprochable de l'aide qui leur est apportée (inaudible). Et la France naturellement, et je le sais le Canada, est extrêmement attentif, compte tenu des bris qui ont courus, à ce que l'on sache exactement ce qui est advenu de l'aide qui a été apportée à la Russie. Si les investigations en cours confirment qu'il y ait des mal (inaudible), ce qui n'est pas encore le cas, alors la France en tous les cas, et j'imagine le Canada, se concerterait avec ses partenaires, notamment OFMI pour savoir, et à l'Union Européenne pour savoir ce qu'il convient de faire. Mais dans (inaudible) quelque chose nous en sommes au niveau de l'enquête, nous n'en sommes pas au niveau des preuves ni des certitudes.

Hon. Jean Chrétien: Je suis d'accord avec monsieur le Président.

Question: Monsieur le Président, vous avez dit que la francophonie n'a pas le pouvoir de suspendre ses membres. Est-ce que vous souhaiteriez que l'organisation ait ce pouvoir?

Hon. Jean Chrétien: Pour moi je ne suis pas sûr qu'on serait capable d'obtenir, nous l'avons ce pouvoir au Commonwealth. La francophonie a pris une dimension politique à Hanoi il y a deux ans alors je ne pense pas qu'on puisse à ce moment-ci trouver un accord chez les membres pour pouvoir se donner ce pouvoir-là. Moi, je le souhaiterais mais mes informations c'est que à ce moment-ci l'ensemble des pays représentés ne serait pas d'accord. Alors c'est une évolution. La francophonie n'était pas politique du tout autrefois. On (inaudible), on discute des problèmes comme les droits de la personne, on discute de la démocratie, chose qui n'était pas à l'ordre du jour dans le passé mais avant d'arriver aux droits de suspendre des membres qu'on juge inacceptables, qui ont une situation inacceptable dans leur pays je ne pense pas à mon point de vue à ce moment-ci qu'on pourrait y parvenir.

Question: Monsieur le Président, François (inaudible) de TFA. Vous avez dit que vous préféreriez que les discussions sur l'exception culturelle se fassent au sein de l'UNESCO plutôt que de l'OMC. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi? Est-ce que c'est simplement une question de mécanisme?

Hon. Jacques Chirac: D'abord je voudrais redire après le Premier ministre du Canada que nous avons la même conception de ce que l'on appelle la diversité culturelle, de ce que nous avons appelé nous l'exception culturelle, tout ça c'est la même chose. Nous avons le même objectif et la même conception des choses. Alors chacun sait qu'il y a une forte pression de la part de certains membres de l'OMC pour faire en sorte que l'on traite les biens culturels comme des marchandises ordinaires et par conséquent qu'on les traite à l'OMC. Comme il y a un vrai problème le Canada dit qu'il faut qu'on en discute. La France dit naturellement. Le Canada oppose qu'on en discute au sein d'un groupe de travail qui pourrait être à l'OMC. Pourquoi l'OMC? Parce qu'il (inaudible) le 29 novembre je crois et que, bon, c'est une occasion de le faire. La France peut-être par excès de prudence considère qu'à l'OMC on parle surtout de commerce, que les problèmes culturels sont plutôt traités à l'UNESCO. Elle dit il vaudrait mieux en parler à l'UNESCO. Bon, voilà. C'est ne pas une divergence très, très importante. Nous verrons ce que, comment trouver une solution à ce problème mais j'insiste sur le fait il n'y a pas de divergence de vue de fond. Il y a une divergence de vue sur la procédure. Je voudrais simplement dire que, alors là je parle vraiment pour la France uniquement, la France n'acceptera pas de concessions sur le problème de l'exception culturelle. Elle n'en acceptera pas.

Hon. Jean Chrétien: Et nous avons fait cette bataille-là ici même au Canada dans le cadre de l'ALENA et nous continuerons de le faire à d'autres niveaux et soit dans l'un ou l'autre des forums de façon à obtenir les objectifs que nous poursuivons tous les deux. Alors nous devons malheureusement vous quitter. Merci beaucoup d'être venus nous rencontrer.

September 1, 1999

CBC Newsworld -- Newsworld Reports

Broadcast at 19h00 - 19h30

Regular broadcasting of the program was interrupted for a live newscast of the joint-press conference given by Prime Minister Chretien and French President Jacques Chirac. The CBC commentator for the press conference was Don Newman, Senior Parliamentary Editor.

Newman introduced the press conference by noting Chirac's schedule of upcoming engagements prior to the Francophone Summit, including a speech in Quebec City, followed by a meeting with Quebec Premier Lucien Bouchard. Newman also commented that there would likely be questions about the "Quebec/France/Canada Triangle", as President Chirac has been rather supportive in the past of an independent Quebec, but in recent times he has seemed to grow closer to Jean Chretien's views on the subject.

Following the introduction by Jean Chretien which included a summary of events that he and Chirac would attend together after the Francophone Summit, Chirac noted how pleased he was to meet with his "old friend" Chretien and that Canada was an important "partner" for France. He mentioned that the Francophonie is on the "offensive" to protect cultural diversity and that it has become an dynamic organization.

Questions followed:

Q: Are your relations based on convergent national interests or on true personal affinity.

Chirac: It is both, that is how the world works. If there were no convergent interests, relations wouldn't be really profound. There is an old friendship between Jean Chretien and myself and there is a growing interest between our two countries -- especially when we meet at the G8.

Chretien agreed at length.

Q: How can the Francophonie organization improve the human rights actions of their members? Can they exclude the offenders, like the Commonwealth did to assist in the dismantling of the Apartheid regime? Should sanctions be applied?

Chirac: It was the Security Council that applied sanctions on South Africa, not the Commonwealth. I believe that Canada and France have the same

approach on this matter. We deploy considerable political tactics to lead these countries to a point where human rights are respected. This has improved things slightly. As for sanctions, the Francophonie does not have the power to impose them.

Q: President Chirac, you have said before that France should be the first country to recognize an independent Quebec after a referendum. Do you still hold that view?

Chirac: That is a very "free" translation by you. I didn't say that France must recognize the situation, since such a vote would only begin negotiations between Canada and Quebec. I cannot speculate on a hypothetical situation.

Q: Do France and Canada have the same position on cultural exemption at the WTO?

Chretien: We do have the same view that cultural diversity should be respected but we may have different opinions about the mechanism used toward that end.

Q: Russia is experiencing difficulties, should the G7 hold an emergency meeting about this situation?

Chirac: Certainly the international community should help Russia as it helps all countries in transition so that they can have their reforms progress. It is up to the Russian authorities to see to the responsible use of the aid that they receive. If the investigations underway find that there was misuse of aid funds, France will get together with its partners at the IMF and in the European Union to decide what would be appropriate action to take. But right now we are at the investigative stage.

Q: Would you like to see the Francophonie have the power to suspend its members?

Chretien: I don't think that we could manage that at this stage.

Q: Mr. President, you said that you would prefer to see the discussions on the cultural exemption occur at UNESCO instead of at the WTO. Can you explain why?

Chirac: First of all, I would like to say that we both have the same notion of cultural exemption, the same objective. Everyone knows that there is a great deal of pressure from the WTO to treat cultural goods as any other good. Canada wishes it to be discussed in a WTO working group. France

believes that the WTO is a forum to discuss commerce, cultural problems are discussed at UNESCO so we feel it should be discussed at UNESCO. That isn't a marked difference. I want to insist that there is no divergence on the substance of the issue. France will not accept any concessions on the problem of cultural exemptions.

Chretien: We did lead this fight in Canada during the negotiations for NAFTA, and we will continue to do it at other levels be it at either of these forums in order to meet our objectives.

Don Murray's summation:

A couple of interesting exchanges there. President Chirac is now saying that he never did say that France would be among the leading nations to recognize an independent Quebec if Quebecers voted for independence in a referendum, but if you recall at the beginning of the news conference there was some joking about Prime Minister Chretien talking about President Chirac's political future. When President Chirac allegedly made the remark in question he was running for the Presidency of France -- one of three candidates and third in the polls. At that time when Prime Minister Chretien was asked to comment he said that there was as much chance for a "yes" vote as there is of Jacques Chirac becoming the President of France. Jacques Chirac, is as you see, the President of France, but they say they get along now because there is so much in common between Canada and France. One position where there is commonality, although not total commonality, is the issue of cultural protection. Canada and France were the only two members of the OECD who stood in the way of the MAI because they were concerned with cultural protection, so the MAI did not go ahead at the OECD. Chirac is still maintaining that it will make no concessions on the issue of cultural protection. He said as well, that if there is proof that there has been a misuse of aid funds in Russia, then G7 members and the European Union would have to take action. He said that for the moment, human rights violators should not be expelled from the Francophonie. This is a real issue since there are 49 different countries in the Francophonie and according to Amnesty International, 32 of them are human rights violators. That issue will come up in Moncton at the Summit.

End of Summary.

| | | | | |
|-------------------|----------|------|------|------------------------|
| Telegraph Journal | (Daily) | Page | Code | 07, 07A, 27, 42, 71, 7 |
| Saint John, NB | 99-09-01 | A3 | 1/2 | ANS |

Parallel Summit officials to meet cabinet minister

Political activists want to start debate on their issues of poverty, the environment and human rights

By JACQUES POITRAS

MONCTON - Political activists are going to move briefly from the margins of the Francophonie Summit to the heart of the event tomorrow when they present their demands to a federal cabinet minister.

Organizers of the Parallel Summit organized the six-day event because they felt their issues - poverty, human rights, the environment, women's issues and labour rights - weren't on the official agenda of world leaders coming to Moncton.

But now they've learned that Don Boudria, the acting federal minister for the Francophonie, is willing to meet with them tomorrow to hear their concerns.

Mr. Boudria has been in Moncton attending a series of pre-summit meetings of cabinet ministers responsible for the Francophonie.

"It recognizes that we're doing something and that they don't see us as trouble-makers," said Bertrand Bégin, a Moncton-based organizer for the Canadian Labour Congress.

"Our goals are realistic," he added. "We're not dreaming in colour, but at least we can start a debate."

The leaders of 52 governments with French-speaking populations will begin arriving here tomorrow for the Francophonie Summit. Many of them have appalling records on dealing with poverty, women's issues, unions and human rights. Amnesty International has said that 32 of the member nations have violated the human rights of some of their citizens.

When the Parallel Summit was announced several months ago, it was treated as a marginal event. At the initial news conference, many of the questions for organizers were about whether they planned to disrupt the summit and whether they feared a security incident like at the 1997 APEC summit in Vancouver.

But in recent weeks, as the sorry reality of conditions in some Francophonie countries

has sunk in, there has been more and more local interest in the event. In fact, organizers have had to turn down people hoping to attend tonight's summit Parallel Summit event, devoted to the issue of labour rights in Francophonie countries.

Crowds at other events have exceeded expectations, Mr. Bégin said, and he has noticed a stirring of interest outside those who already sympathize with the leftist causes.

"I have neighbours who I've never met who, now that they've seen me on TV, cross the street and ask me what's going on. People are asking my wife for the program."

Besides the Canadian Labour Congress, other organizations involved include Amnesty International, Oxfam, the Maritime Fishermen's Union and a committee organizing a World March of Women for October 2000.

SEC/CAN

[\[Retour à la page d'accueil\]](#)

Sommet de la francophonie

- Francophonie et esclavage
- Droits de la personne: des interrogations
- Des Congolais et Vietnamiens souhaitent que la francophonie impose l'État de droit
- Louise Beaudoin change de ton
- Un bureau du Centre Pearson ouvre ses portes à Montréal
- Péril en la jeunesse à Madagascar
- Une grande soirée culturelle avec la Sagouine et ses 150 complices
- Un sommet parallèle à Moncton
- Sommet de la Francophonie
- Le Sommet de la francophonie: Les parlementaires font la leçon aux chefs d'État
- Ottawa dégage cinq millions pour la paix et la sécurité en Afrique
- Des conférences parallèles à Moncton
- Grosse sécurité
- Un premier sommet parallèle
- L'art d'asseoir des pays en guerre autour d'une même table
- Pas encore de chicane entre Québec et Ottawa
- Maintien de la paix
- L'esclavage et le Sommet francophone
- Moncton: Beaudoin adoucit le ton
- Le ministre Baird ira à Moncton
- Un sommet parallèle
- Beaudoin adoucit le ton
- Une source de tensions
- Francophonie: la réalité canadienne existe aussi

Sommet de la francophonie

La Presse

Éditorial Mercredi 1 septembre 1999 B2

Sommet de la francophonie

Francophonie et esclavage



LONGUEUR: Moyen

Je souhaite parler d'un sujet qui ne sera pas à l'ordre du jour du Sommet

de la francophonie qui se tiendra à Moncton du 3 au 5 septembre: l'esclavage. Oui, l'esclavage! Cette pratique est loin d'avoir disparu. Développement et Paix vient de publier un rapport (voir notre site www.devp.org) à ce sujet avec Anti-Slavery International. La traite des enfants semble avoir fortement augmenté, ces dernières années, en Afrique de l'Ouest. La majorité des enfants viennent du Bénin et du Togo. Ils sont emmenés au Cameroun, au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria. Au Bénin, traditionnellement, on plaçait des enfants chez des parents en échange d'une somme d'argent. L'enfant aidait la famille hôte aux travaux agricoles jusqu'à ce que la somme soit remboursée. C'était déjà une pratique assez proche de l'esclavage, mais elle était encadrée.

Cette pratique a maintenant engendré la traite des enfants d'un pays à l'autre par des profiteurs qui exploitent la pauvreté de leurs parents. Les enfants ne revoient plus leur famille, ils sont souvent maltraités et travaillent du petit matin jusque tard dans la nuit. Ils ne reçoivent aucun salaire puisqu'ils ont une «dette» envers le trafiquant - qui a payé les frais de transport, la nourriture et les vêtements - ou la personne à qui ils finissent par être vendus. Et ils n'ont évidemment aucun recours possible. En 1987, les autorités du Bénin ont découvert 400 enfants à bord d'un navire qui devait partir pour d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement s'est contenté d'interdire au navire en question de revenir faire escale dans le port.

En Haïti, 200 000 enfants - la plupart sont des filles - sont «placés» comme domestiques. On les appelle en créole les *restavek* (restent avec). Elles ne touchent aucun salaire, ne vont pas à l'école et beaucoup d'entre elles subissent toutes sortes de violences. Cela même si le code du travail stipule qu'aucun enfant de moins de 12 ans ne peut être confié à une famille comme domestique.

Autre forme d'esclavage: l'esclavage ancestral. En Mauritanie, le gouvernement a adopté plusieurs lois abolissant officiellement l'esclavage et on ne voit plus de «marché aux esclaves», mais on estime que 400 000 Africains noirs servent toujours comme esclaves.

Voici ce que les gouvernements pourraient faire:

Les pays touchés par la traite des enfants doivent s'empressez d'instaurer des mécanismes pour empêcher le trafic des enfants d'un pays à l'autre et informer le public des dangers de la traite.

Le gouvernement haïtien devrait, entre autres, s'assurer que son code du travail est respecté et que les enfants vont à l'école.

Le Canada, quant à lui, pourrait appuyer financièrement la recherche et des programmes visant à contrer ce phénomène.

Fabien Leboeuf
directeur général
Développement et Paix

La Presse

Éditorial Mercredi 1 septembre 1999 B2

Sommet de la francophonie

Droits de la personne: des interrogations



LONGUEUR: Court

Les retrouvailles de la francophonie à Moncton, en fin de semaine prochaine, suscitent des interrogations pour les défenseurs des droits de la personne en Afrique.

Au-delà de la couverture médiatique, l'opinion canadienne doit s'interroger sur l'état actuel du dossier des droits de l'homme en Afrique francophone.

L'exemple de la Mauritanie en est une illustration patente. L'arrestation récente par la justice française d'un officier mauritanien, écroué à Montpellier pour sa participation aux massacres de militaires négro-mauritaniens, vient confirmer la nouvelle donne quant à la concrétisation et à l'application effective du droit pénal international.

Le Canada, pays hôte de ce sommet, doit faire comprendre à certains de ses visiteurs, dont le passif humanitaire est, aujourd'hui, avéré qu'il existe une citoyenneté internationale qui a ses droits, qui a ses devoirs et qui engage à s'élever contre tout abus de pouvoir quel qu'en soit l'auteur, quelles qu'en soient les victimes.

C'est dans cette logique seulement que les nobles idéaux de la francophonie, au-delà du partage de la langue de Molière, auront une signification positive en terre canadienne.

Cheikh Tidiane Touré

DOC. #:990901LA055

La Presse

Monde Mercredi 1 septembre 1999 B3

Des Congolais et Vietnamiens souhaitent que la francophonie

Khan, Jooneed

LONGUEUR: Long

André Ipakala est Congolais, Doan Viet Hoat est Vietnamien. Les deux attendent de la francophonie la même chose essentielle : que ce réseau mondial saisisse l'occasion du Sommet de Moncton pour parler développement, donc de paix sociale et d'État de droit.

« Son poids démographique, ses ressources naturelles devraient en faire un gros joueur ; ce qui bloque le Congo, c'est l'absence de paix », dit Ipakala, qui ajoute aussitôt :

« Paix sociale aussi, ce qui veut dire respect des droits humains et libération des énergies de la société civile pour développer le pays : sous Mobutu il n'y avait pas de guerre mais le pays est resté bloqué parce qu'il n'y avait pas de paix sociale non plus ».

Interview séparée, mais langage identique de Doan Viet Hoat : « le Vietnam régresse et s'isole, la corruption s'étend, le blocage menace de déboucher sur l'émeute et la violence civile, il n'y a pas deux façons de désamorcer cette bombe et de mettre le pays sur la voie du développement : respect des droits humains et du pluralisme politique ».

Leurs préoccupations rejoignent celles du Sommet parallèle, axé sur le combat du développement et qui s'est ouvert hier, plus que le Sommet officiel, qui apparaît de plus en plus comme un club de 52 chefs d'État et de gouvernement, dont plusieurs dirigent des dictatures, violent massivement les droits humains, économiques et sociaux de leurs peuples, agressent leurs voisins, voire sont suspects d'actes de génocide.

Jusqu'à 1500 policiers ont été dépêchés à Moncton pour protéger les invités officiels, a-t-on appris hier. Les délégations auront aussi leurs propres agents de sécurité, armés. Deux hélicoptères et une flotte de 500 voitures ont été mobilisés, dont 285 pour les cortèges. Et Denis Bauchard, ambassadeur de France à Ottawa, affirmait hier que la francophonie ne prendrait pas de sanctions contre ses membres pour non-respect des droits humains.

Devenu la figure emblématique de la dissidence vietnamienne après 20 ans de prison et son expulsion l'an dernier, Doan Viet Hoat s'accroche pourtant aux paroles du premier ministre du Québec au Sommet de Hanoi, en 1997. Lucien Bouchard avait alors appelé la francophonie à « user de son influence pour sanctionner les pays qui auront fait subir un recul de la démocratie et aux droits de la personne, et pour favoriser l'état de droit ».

« Il faut souhaiter cette année que le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, suive l'appel de M. Bouchard », a dit Doan, qui fut en 1998 lauréat de la Plume d'or de l'Association mondiale des journaux et qui

enseigne la pédagogie en Floride, tout en poursuivant son action pour la démocratisation du Vietnam.

Vietnamienne réfugiée au Canada depuis 1979 et qui pratique la médecine dans Côte-des-Neiges, le Dr Lâm Thu-Vân interjette : « Faire le commerce en sacrifiant les droits humains n'est bon que pour les régimes en place et favorise les dictateurs ; pour aider les peuples à s'aider eux-mêmes, pour aider les pays à prospérer, le Canada doit lier son aide et son commerce au respect des droits humains et au progrès de la démocratie ».

Directeur du quotidien *La Référence Plus* à Kinshasa et animateur d'une Fondation pour la paix, André Ipakala était lui-même arrêté et jeté en prison avec d'autres journalistes au retour d'Afrique du Sud en mars après une conférence sur la crise des Grands lacs.

« La guerre bloque tout le reste au Congo », dit-il. Et quand les agresseurs du Congo (Ouganda, Rwanda, Burundi) sont les amis des États-Unis et de l'OTAN, Ipakala souhaite que la francophonie se range avec le droit et la justice.

« Qu'elle écoute les peuples de la région, tous veulent la paix », dit-il, mais il ajoute : « ce qui ne signifie pas qu'ils sont pro-Kabila, ils veulent la paix, justement, pour dire à Kabila qu'ils veulent aussi la démocratie, l'état de droit, et la liberté de se prendre en mains pour un développement durable ».

Avec Ipakala, Clément Citeya, de Justice et Libération, et Serge Blais, de Développement et Paix, redoutent le double jeu de l'axe Kampala-Kigali : « Ougandais et Rwandais occupent l'est du pays, ils se sont partagé Kisangani, ils creusent des tranchées autour des aéroports, rebelles dissidents et militants congolais sont arrêtés par vagues ».

Du Sommet de Moncton, ils attendent qu'il condamne les agresseurs et aussi qu'il lance une campagne d'aide humanitaire urgente pour les populations des villes du Congo, qui manquent de médicaments et de vivres à mesure que se prolonge la guerre.

ILLUSTRATION

Photographe: Lemée, Rémi

André Ipakala

Doan Viet Hoat

Dr Lâm Thu-Vân

DOC. #:990901LA056

Louise Beaudoin change de ton



Richer, Jules
PC
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Pour l'instant, la chicane n'est pas encore au rendez-vous entre Québec et Ottawa au Sommet de la francophonie de Moncton. La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, a même voulu se montrer rassurante, hier.

Elle a affirmé qu'elle ne voyait pas maintenant pourquoi elle aurait à se battre contre Ottawa. Pourtant, à la fin de la semaine dernière, Mme Beaudoin se disait prête à déclencher les hostilités si Ottawa remettait en cause la représentation du Québec au sein de la francophonie, en le poussant à prendre une place inférieure à la sienne.

À son avis, le combat contre la francophonie à «deux vitesses» pourrait alors être «extrême».

Hier, le constat était le suivant: «Ça va très bien (avec Ottawa) et je n'ai pas raison de croire que je serai obligée de mener ce combat extrême, mais qu'au contraire, on va s'entendre sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de francophonie à deux vitesses», a-t-elle expliqué, lors d'une conférence de presse.

Mme Beaudoin s'attend aussi à ce que l'harmonie avec Ottawa soit manifeste à l'égard de la diversité culturelle. «Sur cette question, nous sommes des alliés objectifs. Et je crois, quand on lira la déclaration finale (du Sommet) et le plan d'action, que sur la diversité culturelle nous nous entendrons», a-t-elle dit.

Réunions à huis clos

La journée d'hier au Sommet de Moncton a été peu fertile en événements. Pour l'essentiel, les activités ont eu lieu à huis clos, loin des regards du public.

Réunis en conférence ministérielle, les représentants des États de la francophonie ont fait le point sur les actions entreprises au cours des deux dernières années. Ils ont également discuté du rapport du secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, qui fait le bilan de son mandat à la tête de l'organisme.

Responsable de ces travaux, le leader parlementaire libéral et un des représentants du Canada, Don Boudria, a refusé de révéler la teneur des discussions qui se sont déroulées pendant la conférence, invoquant le huis clos de l'événement.

Le vrai sommet commence vendredi matin avec la participation de près de 50 chefs d'État et de gouvernement. La ville de Moncton grouillera alors d'activité, puisque, outre les dignitaires, on attend aussi près de 800 représentants des médias.

DOC. #:990901LA064

La Presse

Nouvelles générales Mercredi 1 septembre 1999 B6

Sommet de la francophonie

Un bureau du Centre Pearson ouvre ses portes à Montréal



Pépin, André
Moncton, Nouveau-Brunswick

LONGUEUR: Court

Le 8e Sommet de la francophonie qui s'ouvre à Moncton permet une retombée immédiate pour Montréal avec l'ouverture d'un bureau du Centre canadien international Lester B. Pearson.

L'organisme a été créé en 1994 par le gouvernement fédéral. Il a comme mission de soutenir et d'accroître la contribution canadienne à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationales. Au cours des quatre dernières années, le Centre a tenu au Canada et ailleurs dans le monde des cours, des séminaires et des conférences auxquels ont assisté quelque 1500 participants de 115 pays.

Lester B. Pearson, ancien premier ministre du Canada, a été titulaire du Nobel de la Paix en 1957 pour son implication dans le règlement du conflit entourant l'ouverture du canal de Suez.

Le bureau de Montréal, explique son responsable, l'ancien journaliste Jocelyn Coulon, est ouvert en raison d'une demande croissante de formation en maintien de la paix en langue française, tant au Canada qu'à l'étranger. Le rôle de ce bureau sera de compléter les services en français déjà offerts par le Centre Pearson à son campus de Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, de rendre les services plus accessibles à la clientèle francophone du Canada et de développer des liens avec les États membres

de la francophonie.

Les 19 et 20 novembre, le Centre Pearson de Montréal, en collaboration avec le Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, organise un colloque international sur le génocide. Sous la présidence du professeur William A. Schabas, des personnalités et chercheurs canadiens, américains, israéliens et français viendront exposer leurs dernières recherches sur la question du génocide.

Le bureau de Montréal sera situé dans les locaux de l'École nationale d'administration publique. L'inauguration officielle aura lieu le 21 septembre prochain.

DOC. #:990901LA065

La Presse

Nouvelles générales Mercredi 1 septembre 1999 B6

Sommet de la francophonie

Péril en la jeunesse à Madagascar

Andrianjanaka, Guy
Syfia
Madagascar

LONGUEUR: Long

Le Sommet de la francophonie qui se déroulera à Moncton du 3 au 5 septembre est placé sous le signe de la jeunesse. À cette occasion, La Presse publie une série de reportages préparés par l'agence de presse SYFIA qui nous racontent à quoi rêvent les jeunes du Cameroun, du Niger, d'Haïti ou de Madagascar. SYFIA est spécialisée dans les questions du Sud.

Ni loisirs, ni emploi. De nombreux démons tentent les jeunes Malgaches désœuvrés. Alcool, drogue, grossesses non désirées guettent ces proies fragiles.

De jeunes garçons se chamaillent à l'entrée du village de Talatavolonondry, près de la capitale de Madagascar, Antananarivo. Brusquement, la situation bascule. La bousculade tourne à la bagarre. «Vas-y! Ne te laisse pas faire! Prouve-lui que tu es le plus fort!» hurlent les copains, loin d'apaiser la situation. Cris, grossièretés, cacophonie. Ces enfants ne jouent pas, ils sont ivres.

Triste scène pourtant fréquente, en ville comme à la campagne, dans cette île de 13,7 millions d'habitants au sud-est de l'Afrique. Faute de loisirs et

d'occupations, les jeunes partent à la dérive, selon le président d'une association villageoise. «Nous essayons d'organiser des fêtes ou des manifestations au village mais très rarement, par manque de moyens, regrette-t-il. Beaucoup de villages malgaches n'ont pas d'électricité. Les jeunes, inoccupés, se tournent vers l'alcool. Deux à trois fois par semaine, ils s'enivrent à mort. Ils achètent du rhum local, le toaka gazy, le moins cher et ils en consomment des litres dans la soirée.»

Les stupéfiants

Aussi, la drogue a fait son apparition. Récemment, la télévision a diffusé un reportage sur de jeunes ruraux traduits devant la justice pour consommation et vente de stupéfiants. Il est vrai que la culture et le trafic de cannabis font désormais partie des stratégies de survie de beaucoup de familles malgaches. L'Observatoire géopolitique des drogues estime d'ailleurs qu'en deux ans la production nationale - aujourd'hui de 1000 tonnes - a été multipliée par cinq, peut-être même par 10.

Interrogés, les jeunes expriment leur mal de vivre: «Pourquoi aller à l'école puisqu'il n'y a point de débouché?» Sur l'ensemble du territoire malgache, plus de la moitié des écoliers ne terminent pas leurs études secondaires. Pire encore, le tiers des enfants malgaches ne sont même pas inscrits à l'école primaire, selon la Banque mondiale. Ceux-ci aident leurs parents à la maison ou dans les champs, car la plupart des familles connaissent de sérieuses difficultés. Sans vrai travail, les jeunes ont vite fait de sombrer dans l'alcool ou la drogue à la première occasion.

Sexe et vidéos

«Les jeunes ont oublié les bonnes manières, regrette un vieux Malgache. Ils n'ont plus la vertu de nos ancêtres qui organisaient tous les soirs des petites discussions entre voisins ou avec la famille. Il n'y avait pas d'alcool, et encore moins de drogue.»

Les temps changent... Les salles de vidéo et les discothèques ont remplacé les réunions familiales ou amicales d'antan. Ce sont des particuliers, souvent les riches du village, qui ont installé des téléviseurs et des magnétoscopes dans des salles. *Commando*, *Karaté*, ces films d'action aux titres évocateurs ne sont pas les pires. Tard dans la nuit, bien qu'interdites par l'État malgache, les projections sont souvent pornographiques. Dans un village, on peut compter jusqu'à cinq salles de vidéo, toujours pleines à craquer, surtout en fin de semaine. Le billet d'entrée coûte environ 25 cents. Progressivement, les jeunes garçons s'imprègnent de ces films; ils imitent leurs héros et adoptent des comportements violents.

Chez les filles, le tableau n'est guère plus encourageant. Nombreuses sont les jeunes filles autour de 18 ans qui se retrouvent avec un ou deux enfants... et sans mari. «Le soir, raconte Ranja, tête baissée, comme si elle avait honte, quand les jeunes garçons de mon village boivent, ils nous invitent à faire la fête avec eux. Nous, on se bat pour être les plus convoitées. On se laisse séduire. C'est ainsi que je me suis retrouvée enceinte de mes deux fils.» Aujourd'hui femme de ménage, Ranja n'est

pas optimiste sur son avenir. Mais comment l'être?

Face à cette situation inquiétante, certains adultes réagissent. Des associations ont ainsi créé des bibliothèques villageoises, sans grand succès d'ailleurs. Heureusement, les tournois de football (soccer) ou de basket qu'elles organisent retiennent davantage l'attention des adolescents. «Depuis que je fais du foot, reconnaît Naina, jeune paysan, j'ai presque oublié l'envie de boire.» Ses rencontres le soir avec ses copains se sont espacées et assagies. Pragmatique, il ajoute: «L'alcool empêche de tenir 90 minutes d'affilée sur le terrain.»

ILLUSTRATION

Sans vrai travail, les jeunes de Madagascar ont vite fait de sombrer dans l'alcool ou la drogue à la première occasion.

DOC. #:990901LA066

La Presse

Nouvelles générales Mercredi 1 septembre 1999 B6

Sommet de la francophonie

Une grande soirée culturelle avec la Sagouine et ses 150 complices

Pépin, André
Moncton, Nouveau-Brunswick

LONGUEUR: Moyen

Les chefs d'État et de gouvernement qui débarquent à Moncton cette semaine pourront prendre un véritable bain de culture acadienne lors d'un grand spectacle réunissant plus de 150 artistes des provinces atlantiques, du Québec et de plusieurs pays de la francophonie. Le thème de l'événement est *Le Coeur d'un peuple... 400 ans plus tard.*

C'est Viola Léger, notre Sagouine nationale, en chair et en os comme elle dit, qui reçoit tous ces personnages importants, dans son pays, à Bouctouche, un village typique de l'Acadie, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Moncton.

L'événement a ceci de particulier que le public pourra profiter de ce spectacle haut en couleur jeudi soir, une journée avant les chefs d'État. Le bon peuple aura droit aux mêmes privilèges que les gouvernants. Il y avait 1000 billets en circulation qui ont été vendus en quelques heures, «comme des pets de soeur chauds», comme on le dit en Acadie. Le public canadien pourra également goûter l'événement qui sera télédiffusé dimanche, à la

SRC, dans le cadre des *Beaux Dimanches*.

«Cette soirée culturelle vise d'abord et avant tout à privilégier les complicités qui existent déjà entre des artistes acadiens et des artistes de la francophonie. On pourra y voir, par exemple, Lina Boudreau de Memramcook, Meiway de la Côte d'Ivoire et Marie-Jo Thériault de Moncton. Du Québec, nous pourrions entendre le chanteur Marc Déry. Toutes les provinces de l'Atlantique seront également représentées.

Les organisateurs se croisent les doigts pour que le beau temps que nous connaissons à Moncton depuis quelques jours ne nous quitte pas. Le Village de la Sagouine, c'est un décor enchanteur, une île dans la légendaire baie de Bouctouche. L'idée du village, sortie de l'imagination de l'auteure Antonine Maillet, a permis la reconstitution d'un ancien village où la Sagouine ne cesse d'interpeller tout le monde. Au plan culturel, il s'agit de l'événement majeur, parallèle au Sommet.

C'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui finance la tenue de ce grand spectacle. Le premier ministre Bernard Lord insiste pour dire que le spectacle ouvert au public était nécessaire pour que la population ne se sente pas exclue des activités entourant le 8e Sommet de la francophonie.

Les chefs des gouvernements ne sont pas encore arrivés à Moncton, mais les ministres responsables des Affaires extérieures pour chacun des pays participants ont tenu hier une réunion préparatoire.

ILLUSTRATION

Viola Léger, dans son personnage de la Sagouine, accueillera les chefs d'État et de gouvernement.

DOC. #:990901LA067

La Presse

Nouvelles générales Mercredi 1 septembre 1999 B6

Sommet de la francophonie

Un sommet parallèle à Moncton



Richer, Jules
PC
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Le Sommet de la francophonie à Moncton a aussi son sommet parallèle.

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux et à celles qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales.

Bien sûr, le sommet parallèle de Moncton n'a pas l'envergure ni le faste de l'événement auquel il se fait l'écho. Ses conférences se déroulent dans un sous-sol d'église, on y préfère les soupers communautaires aux grands banquets et les organisateurs arrivent tant bien que mal à distribuer leurs communiqués de presse.

Mais c'est quand même la première fois depuis le début des sommets de la francophonie qu'on organise des activités parallèles.

Hier, par exemple, la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, avait été invitée à expliquer, devant une centaine de personnes, pourquoi les femmes sont dans une position plus précaire que les hommes à l'échelle de la planète.

Les femmes s'échinent toujours pour une maigre pitance dans la plupart des coins du monde, a constaté Mme David. Sur le 1,3 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté absolue sur la terre, 70 % sont des femmes.

Les grands coupables, selon elle, sont la mondialisation et le néolibéralisme. «On assiste aujourd'hui à un retour du capitalisme sauvage tel qu'on le connaissait au XIXe siècle», affirme-t-elle.

Un des organisateurs du sommet parallèle, Bertrand Bégin, explique: «Notre but, c'est de faire connaître aux gens un visage différent de ce qui se passe dans la francophonie et dans le monde.»

Outre la question des femmes, on veut aussi aborder celle des enfants, qui vivent dans une situation difficile dans bon nombre de pays de l'Afrique francophone, dit M. Bégin. Le travail des enfants et leur utilisation comme soldats est une réalité à laquelle on ne peut échapper, note-t-il.

Le sommet parallèle peut compter également sur l'appui d'Amnistie internationale, qui fera, demain, un bilan des droits de la personne dans les pays de la francophonie, un sujet qui a déjà commencé à semer la controverse lors du sommet officiel.

Les syndicats et les associations de pêcheurs ont aussi voix au chapitre par le biais de conférences pendant le sommet parallèle.

DOC. #:990901LA068

Le Devoir

Les Actualités Mercredi 1 septembre 1999 A1



Venne, Michel
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Le Québec est en voie d'obtenir l'assurance qu'il ne sera plus jamais exclu, comme cela avait été le cas en 1997, des réunions de concertation organisées par la Francophonie, quel que soit le sujet à l'ordre du jour.

La conférence des ministres de la Francophonie, réunie depuis hier à Moncton en vue du sommet qui regroupera à compter de vendredi les chefs d'État et de gouvernement, a en effet approuvé le texte d'une résolution qui met fin à la menace que se développe «une Francophonie à deux vitesses». Les ministres se sont en effet mis d'accord pour recommander aux chefs d'État et de gouvernement que toute concertation au sein ou à l'initiative de la Francophonie portant sur la diversité culturelle comme sur «tout autre sujet» mobilise tous les États «et les gouvernements» de la Francophonie.

Cette formulation garantit au Québec, qui n'est pas un État membre mais un «gouvernement participant», une participation à toutes les réunions de concertation qui seront désormais organisées.

C'est dire que le «combat extrême» qu'avait promis de livrer la ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, au gouvernement fédéral si ce dernier s'opposait aux visées du Québec n'aura pas lieu.

Mme Beaudoin a confirmé hier au *Devoir* que si les chefs d'État et de gouvernement entérinent le texte approuvé hier par les ministres, ce combat n'aura pas lieu. Le représentant du Canada, le ministre Don Boudria, a lui aussi confirmé au *Devoir* qu'il n'y a «pas eu de combat ni extrême ni d'un autre genre» avec le Québec hier. «Il n'y a pas de difficulté quant au contenu des ébauches qui seront soumises aux chefs d'État», a-t-il dit.

La ministre Beaudoin avait prévenu Ottawa, par l'entremise des médias, la semaine dernière, qu'elle ne tolérerait plus que le Québec soit exclu de certaines discussions des instances francophones. Elle avait rappelé qu'en 1997, par exemple, le Québec n'avait pu participer à une réunion tenue à New York pour une concertation des pays francophones sur le développement durable.

Les choses seraient maintenant clarifiées. D'ailleurs, le Québec a déjà été invité à participer à une rencontre destinée à lancer le processus de concertation des pays francophones en préparation de l'ouverture à Seattle, du 30 novembre au 3 décembre prochains, d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales dont l'un des thèmes sera la

libéralisation des industries culturelles.

La rencontre de septembre permettra de présenter les enjeux et les thèmes du cycle de négociations qui s'ouvre à Seattle, de débattre des priorités de la Francophonie à cet égard et d'établir une méthode de concertation. Une réunion des experts gouvernementaux de la Francophonie sur ces sujets devrait avoir lieu à Paris à la mi-novembre.

Selon des sources fiables, les ministres francophones se sont également entendus hier sur au moins deux autres questions qui intéressent particulièrement Québec:

- un projet de résolution sera acheminé au sommet pour que la Francophonie déclare que, selon ses membres, les produits culturels ne peuvent être réduits à leur seule dimension commerciale et que les États ont le droit d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour protéger ces produits culturels, ce qui inclut implicitement les programmes de subvention, par exemple;

- il est entendu que la prochaine réunion ministérielle de la Francophonie, qui aurait lieu en 2000, soit un an avant le sommet de Beyrouth, réunirait les ministres de la Culture et porterait sur la question de la diversité culturelle. Cette réunion offrirait au Québec, qui n'est présent, par la voie du gouvernement provincial, ni à l'OMC ni à l'UNESCO, une tribune internationale pour faire entendre sa voix à ce sujet.

Cela dit, en réaffirmant le statut du Québec au sein de la Francophonie, la querelle Québec-Ottawa sur la présence éventuelle du Québec dans d'autres forums internationaux n'est pas réglée pour autant. «*Nous n'avons pas voulu régler dans un forum francophone des différends qui ne concernent pas la Francophonie*», a précisé Mme Beaudoin.

DOC. #:990901LE001

Le Devoir

Politique Mercredi 1 septembre 1999 A5

Le Sommet de la francophonie: Les parlementaires font la leçon aux chefs d'État

L'APF a exclu de ses rangs quatre pays coupables de violations des droits humains
Venne, Michel
Moncton

LONGUEUR: Long

Si les chefs d'État et de gouvernement des pays francophones sont

réticents à imposer des sanctions aux membres de la Francophonie qui sont coupables de violations des droits humains, les parlementaires de langue française, réunis dans l'APF, n'ont pas hésité à exclure de leurs rangs les sections de plusieurs pays où le pouvoir avait changé de main par la force des armes.

Dans un avis qui sera présenté au Sommet de la francophonie, à Moncton, du 3 au 5 septembre, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, un organisme qui agit à titre de conseiller des sommets, rappelle que lors de ses réunions de juillet 1998 à Abidjan et de juillet 1999 à Ottawa, l'APF a suspendu de ses rangs les sections du Rwanda, du Congo Brazzaville, des Comores et du Niger.

Dans tous ces pays, des coups d'État ont mené à la dissolution du Parlement et ou à son remplacement *«dans des conditions contestables par un organe sans légitimité»*. La suspension des sections du Congo Brazzaville et du Rwanda est assortie d'un droit de retour automatique de ces parlements le jour où des élections libres et régulières auront été organisées, sous contrôle international.

En fait, la suspension est prévue de manière automatique dans le règlement de l'APF qui prévoit que si l'ordre constitutionnel d'un État est renversé et que le Parlement de cet État est dissous ou privé de ses pouvoirs, la section représentant ce parlement est suspendue jusqu'au rétablissement d'un ordre constitutionnel conforme aux principes fondamentaux qui inspirent l'assemblée. Ces suspensions ont entre autres pour effet de priver les pays en cause de l'accès aux programmes de coopération de l'assemblée.

Vendredi matin, le président de l'APF, le Camerounais Nicolas Amougou Noma, viendra interpellé les chefs d'État et de gouvernement réunis au sommet à ce sujet. Mais dès hier, le président de l'Assemblée nationale du Québec, agissant à titre de premier vice-président de l'APF, Jean-Pierre Charbonneau, a sensibilisé les ministres de la Francophonie réunis pour une conférence préparatoire de deux jours.

«Il est insuffisant de dire qu'il faut continuer d'accompagner les processus de démocratisation, de promouvoir la culture démocratique et le sens du civisme, ainsi que d'intensifier la coopération pour lutter contre la corruption, a-t-il déclaré devant les ministres, si des actions vigoureuses et précises ne sont pas engagées sur le front de l'éthique en politique.»

«Il est fondamental que la Francophonie aborde le prochain siècle avec la ferme intention d'être un espace modèle de solidarité et de coopération culturelle au sens le plus large qui soit, y compris en regard des moeurs politiques», a-t-il ajouté.

M. Charbonneau a fait valoir *«la nécessité d'un plus grand degré de cohésion sur le plan institutionnel»* au sein de la Francophonie. En particulier, il a souhaité que les recommandations de l'APF soient intégrées *«au bon moment»* dans le processus préparatoire des sommets

afin que ces avis soient pris en compte dans la déclaration finale du sommet.

De manière assez paradoxale, en effet, l'avis de l'APF est présenté vendredi aux chefs d'État et de gouvernement alors que le texte de la déclaration finale est déjà en grande partie écrit, faisant l'objet de négociations entre les ministres.

M. Charbonneau a longuement plaidé en faveur d'un rehaussement du niveau des ressources financières attribuées aux divers programmes de coopération faits pour promouvoir la stabilité et la paix dans le monde, qu'il s'agisse de formations en diplomatie parlementaire, de missions de bons offices, d'observations d'élections ou de programmes de soutien à la démocratisation, comme le Programme d'appui à la démocratie et aux droits de la personne (PIAD) mis sur pied par le Québec.

Il a enjoint aux ministres de promouvoir la ratification, par tous les États membres de la Francophonie, de la Convention de Rome créant la Cour pénale internationale. L'APF souhaite que le sommet donne lieu à «*une initiative conjointe et solennelle*» des pays membres à cet égard.

Enfin, le président de l'Assemblée nationale du Québec a proposé la création d'un Parlement international francophone des jeunes dont l'objectif est de développer la responsabilité sociale, la formation civique et la solidarité francophone. Ce parlement pourrait prendre appui sur les parlements jeunesse déjà existants au niveau national.

M. Charbonneau a suggéré que la première session de ce parlement ait lieu à Québec en 2001.

DOC. #:990901LE028

Le Devoir

Politique Mercredi 1 septembre 1999 A5

***Ottawa dégage cinq millions pour la paix et la sécurité en
Afrique*** 

Un bureau montréalais gérera le programme
Venne, Michel
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Le gouvernement du Canada va annoncer demain la création d'un programme de formation portant sur la paix et la sécurité en Afrique francophone et le dégagement d'un montant de cinq millions de dollars sur trois ans pour en financer les activités.

Ce programme sera géré par le Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix. Ce centre, créé en 1994 et basé à Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, ouvre d'ailleurs un bureau à Montréal d'où l'essentiel de ce nouveau programme sera administré.

La responsabilité de ce bureau a d'ailleurs été confiée à l'ancien directeur de l'information internationale au journal *Le Devoir*, Jocelyn Coulon. Ce dernier est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un sur les Casques bleus canadiens.

L'ouverture de ce bureau montréalais coûtera un million de dollars sur trois ans. Ce bureau est établi en raison d'une demande croissante de formation en maintien de la paix en langue française tant au Canada qu'à l'étranger, précise le ministère des Affaires étrangères du Canada dans un communiqué émis hier. L'un des rôles de ce bureau sera de rendre les services du Centre Pearson plus accessibles à la clientèle francophone du Canada et de la francophonie internationale. Cette décision aura pour effet de faire de Montréal le lieu de plusieurs des activités du centre, notamment la tenue, en novembre, d'un colloque international sur le génocide, présidé par le professeur William A. Schabas.

Le Centre Pearson a été créé en 1994 par Ottawa. Au cours des quatre dernières années, il a organisé des cours et des séminaires sur le maintien de la paix, la démocratisation et la bonne gouvernance auxquels ont assisté quelque 1500 participants de 115 pays.

L'une des premières activités placées sous la responsabilité du bureau de Montréal se déroulera en Côte-d'Ivoire pour y dispenser un cours auquel pourront assister des ressortissants de tous les pays francophones d'Afrique, qu'ils soient militaires, politiciens, journalistes, policiers ou représentants de la société civile.

DOC. #:990901LE027

Le Devoir

Politique Mercredi 1 septembre 1999 A5

Des conférences parallèles à Moncton



Richer, Jules
PC
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Le Sommet de la francophonie à Moncton a aussi son sommet parallèle.

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales.

Bien sûr, le sommet parallèle de Moncton n'a pas l'envergure ni le faste de l'événement auquel il se fait l'écho. Ses conférences se déroulent dans un sous-sol d'église, on y préfère les soupers communautaires aux grands banquets et les organisateurs arrivent tant bien que mal à distribuer leurs communiqués de presse.

Mais c'est quand même la première fois depuis le début des sommets de la francophonie qu'on organise des activités parallèles.

Hier, par exemple, la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, avait été invitée à expliquer, devant une centaine de personnes, pourquoi les femmes sont dans une position plus précaire que les hommes à l'échelle de la planète.

Les femmes s'échinent toujours pour une maigre pitance dans la plupart des coins du monde, a constaté Mme David. Sur les 1,3 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté absolue sur la Terre, 70 % sont des femmes.

Les grands coupables, selon elle, sont la mondialisation et le néolibéralisme. *«On assiste aujourd'hui à un retour du capitalisme sauvage tel qu'on le connaissait au XIXe siècle»*, affirme-t-elle.

Un des organisateurs du sommet parallèle, Bertrand Bégin, explique: *«Notre but, c'est de faire connaître aux gens un visage différent de ce qui se passe dans la francophonie et dans le monde.»*

Outre la question des femmes, on veut aussi aborder celle des enfants, qui vivent dans une situation difficile dans bon nombre de pays de l'Afrique francophone, dit M. Bégin.

Ainsi, le travail des enfants et leur utilisation comme soldats est une réalité à laquelle on ne peut échapper, note-t-il.

Le sommet parallèle peut également compter sur l'appui d'Amnistie internationale qui fera, demain, un bilan des droits de la personne dans les pays de la francophonie, un sujet qui a déjà commencé à semer la controverse lors du sommet officiel.

Les syndicats et les associations des pêcheurs ont aussi voix au chapitre par le moyen de conférences pendant le sommet parallèle.

DOC. #:990901LE025

Le Soleil

Sommet de Moncton

Grosse sécurité



AFP

LONGUEUR: Court

Quelque 1500 policiers canadiens ont été dépêchés à Moncton pour encadrer les activités tournant autour du Sommet de la francophonie, qui se tiendra de vendredi à dimanche dans cette petite ville du Nouveau-Brunswick. Quelque 500 voitures, dont 285 font partie des cortèges, ont été louées pour l'occasion et ont constitué un défilé impressionnant lors des répétitions organisées dans les rues, ces derniers jours. Deux hélicoptères ont été mobilisés. En outre, les délégations arriveront avec chacune au moins un «agent de sécurité étranger», précise le sergent André Guertin, de la GRC. La plupart des gardes du corps ne devraient pas être armés. Le port d'armes sur le sol canadien nécessite en effet un permis spécial qui n'est, selon le sergent Guertin, accordé que «très exceptionnellement». Et dans ce cas, précise-t-il, le garde du corps devient «agent surnuméraire de la GRC» et ne peut agir que sous la supervision d'un policier canadien.

DOC. #:990901LS049

Le Soleil

Le Québec et le Canada Mercredi 1 septembre 1999 A10

Sommet de Moncton

Un premier sommet parallèle



Richer, Jules

PC

Moncton

LONGUEUR: Moyen

Le Sommet de la francophonie à Moncton a aussi son sommet parallèle

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux et à celles qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales.

Bien sûr, le sommet parallèle de Moncton n'a pas l'envergure ni le faste de l'événement auquel il se fait l'écho. Ses conférences se déroulent dans un sous-sol d'église, on y préfère les soupers communautaires aux grands banquets et les organisateurs arrivent tant bien que mal à distribuer leurs communiqués de presse.

Mais c'est quand même la première fois depuis le début des sommets de la francophonie qu'on organise des activités parallèles.

Hier, par exemple, la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, avait été invitée à expliquer, devant une centaine de personnes, pourquoi les femmes sont dans une position plus précaire que les hommes à l'échelle de la planète.

Les femmes s'échinent toujours pour une maigre pitance dans la plupart des coins du monde, a constaté Mme David. Sur les 1,3 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté absolue sur la terre, 70 % sont des femmes.

Les grands coupables, selon elle, sont la mondialisation et le néolibéralisme. «On assiste aujourd'hui à un retour du capitalisme sauvage tel qu'on le connaissait au XIXe siècle», affirme-t-elle.

Un des organisateurs du sommet parallèle, Bertrand Bégin, explique: «Notre but, c'est de faire connaître aux gens un visage différent de ce qui se passe dans la francophonie et dans le monde.»

Outre la question des femmes, on veut aussi aborder celle des enfants, qui vivent dans une situation difficile dans bon nombre de pays de l'Afrique francophone, dit M. Bégin.

Le sommet parallèle peut compter également sur l'appui d'Amnistie internationale qui fera, demain, un bilan des droits de la personne dans les pays de la francophonie, un sujet qui a déjà commencé à semer la controverse lors du sommet officiel.

DOC. #:990901LS050

Le Soleil

Le Québec et le Canada Mercredi 1 septembre 1999 A10

L'art d'asseoir des pays en guerre autour d'une même table



Morris, Chris
PC
Fredericton

LONGUEUR: Moyen

Les organisateurs du Sommet de la francophonie de Moncton ont fort à faire pour éviter que certains invités ne soient trop souvent mis en présence les uns des autres.

Plusieurs nations africaines qui seront présentes au sommet en fin de semaine sont en effet en guerre ou sont le théâtre de factions armées s'affrontant dans des combats sanglants, comme les Tutsi et les Hutu, un conflit qui a déjà fait 800 000 morts au Rwanda en 1994.

C'est ce qui explique que la République démocratique du Congo n'a toujours pas indiqué si elle serait représentée officiellement en fin de semaine. De toute évidence, le président Laurent Kabila ne se sent pas assez en sécurité pour partir et ne fait confiance à personne pour le représenter à Moncton.

Dans le cas du Burundi, c'est le vice-président qui remplacera le major Pierre Buyoya à Moncton. M. Buyoya avait pris la place de Jean-Baptiste Bagaza, alors que ce dernier assistait au Sommet de la francophonie de Québec en 1987. Il n'est pas étonnant qu'il ne veuille pas prendre le risque de subir le même sort en se rendant lui-même au sommet de Moncton.

«Le véritable problème pour certains de ces chefs d'État, c'est qu'ils ne peuvent quitter leur pays de crainte d'être renversés s'ils le font, explique David Charters, directeur du Centre d'étude sur les conflits de l'Université du Nouveau-Brunswick. Pour plusieurs d'entre eux, la légitimité de leur gouvernement est contestée, et parfois sévèrement. Et même si elle ne l'est pas, il y a toujours le risque que quelqu'un profite de leur absence pour prendre le pouvoir par la force.»

Malgré tout, les représentants des pays en guerre devraient se comporter civilement pendant le sommet de trois jours qui commence vendredi, estime Éric Pelletier, directeur des communications du Sommet. «Il faut remettre les différentes frictions dans leur contexte, affirme-t-il. C'est sûr qu'il y a quelques points chauds dans la francophonie, mais tout le monde devrait se conduire d'une façon appropriée.»

Des 52 chefs d'État et de gouvernement invités au sommet, la grande majorité viennent de pays du tiers-monde. Selon Amnistie internationale, 32 de ces pays violent les droits de la personne.

Pour les nations les plus pauvres, le Sommet offre la possibilité d'établir des liens commerciaux avec les riches grands frères européens et nord-américains. Mais pour ces derniers, le sommet est une chance de briller par la langue et la culture.

DOC. #:990901LS051

Sommet de Moncton

Pas encore de chicane entre Québec et Ottawa



Richer, Jules
PC
Moncton

LONGUEUR: Moyen

Pour l'instant, la chicane n'est pas encore au rendez-vous entre Québec et Ottawa au Sommet de la francophonie de Moncton. La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, a même voulu se montrer rassurante, hier.

Elle a affirmé qu'elle ne voyait pas maintenant pourquoi elle aurait à se battre contre Ottawa. Pourtant, à la fin de la semaine dernière, Mme Beaudoin se disait prête à déclencher les hostilités si Ottawa remettait en cause la représentation du Québec au sein de la francophonie, en le poussant à prendre une place inférieure à la sienne.

À son avis, le combat contre la francophonie à «deux vitesses» pourrait alors être «extrême».

Hier, le constat était le suivant: «Ça va très bien (avec Ottawa) et je n'ai pas raison de croire que je serai obligée de mener ce combat extrême, mais qu'au contraire, on va s'entendre sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de francophonie à deux vitesses», a-t-elle expliqué, lors d'une conférence de presse.

Mme Beaudoin s'attend aussi à ce que l'harmonie avec Ottawa soit manifeste à l'égard de la diversité culturelle. «Sur cette question, nous sommes des alliés objectifs. Et je crois, quand on lira la déclaration finale (du Sommet) et le plan d'action, que sur la diversité culturelle nous nous entendrons», a-t-elle dit.

Réunions à huis clos

La journée d'hier au Sommet de Moncton a été peu fertile en événements. Pour l'essentiel, les activités ont eu lieu à huis clos, loin des regards du public.

Réunis en conférence ministérielle, les représentants des États de la francophonie ont fait le point sur les actions entreprises au cours des deux dernières années. Ils ont également discuté du rapport du secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, qui fait le bilan de son mandat à la tête de l'organisme.

Responsable de ces travaux, le leader parlementaire libéral et un des représentants du Canada. Don Boudria, a refusé de révéler la teneur des discussions qui se sont déroulées pendant la conférence, invoquant le huis-clos de l'événement.

Le vrai sommet commence vendredi avec la participation de près de 50 chefs d'État et de gouvernement. La ville de Moncton grouillera alors d'activité, puisque, outre les dignitaires, on attend aussi près de 800 représentants des médias.

DOC. #:990901LS052

Le Soleil

Le Québec et le Canada Mercredi 1 septembre 1999 A11

Maintien de la paix



Le Québec aura un centre francophone
PC
Moncton

LONGUEUR: Court

Le Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix de Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, a annoncé hier l'ouverture d'un bureau à Montréal qui aura pour vocation de servir les pays de la francophonie.

Le bureau de Montréal sera établi en raison d'une demande croissante pour la formation en maintien de la paix en langue française, tant au Canada qu'à l'étranger. Son rôle sera de compléter les services en français déjà offerts par le Centre Pearson à Cornwallis et de développer nos liens avec les États membres de la francophonie. Il sera dirigé par Jocelyn Coulon, ancien journaliste au quotidien *Le Devoir* et auteur de plusieurs livres dont *Les Casques bleus*.

En marge du sommet

L'annonce de l'ouverture du bureau a été faite en marge du Sommet de la francophonie à Moncton.

Le Centre Lester B. Pearson a été créé en 1994 par le gouvernement canadien. Il a comme mission de soutenir et d'accroître la contribution canadienne à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationale.

Une des premières activités du bureau de Montréal sera l'organisation d'un colloque international sur le génocide à l'Université du Québec à Montréal, les 19 et 20 novembre.

Le Droit

Éditorial Mercredi 1 septembre 1999 15

Forum

L'esclavage et le Sommet francophone

LONGUEUR: Moyen

Voici un sujet qui ne sera pas à l'ordre du jour du Sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton du 3 au 5 septembre: l'esclavage. Oui, l'esclavage.

Cette pratique est loin d'avoir disparu. Développement et paix vient de publier un rapport (voir notre site: www.devp.org) à ce sujet avec Anti-Slavery International. La traite des enfants semble avoir fortement augmenté ces dernières années en Afrique de l'Ouest. La majorité des enfants viennent du Bénin et du Togo. Ils sont emmenés au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria. Au Bénin, traditionnellement, on plaçait des enfants chez des parents en échange d'une somme d'argent. L'enfant aidait la famille hôte aux travaux agricoles jusqu'à ce que la somme soit remboursée. C'était déjà une pratique assez proche de l'esclavage, mais elle était encadrée.

Cette pratique a maintenant engendré la traite des enfants d'un pays à l'autre par des profiteurs qui exploitent la pauvreté de leurs parents. Les enfants ne revoient plus leur famille, ils sont souvent maltraités et travaillent du petit matin jusqu'à tard dans la nuit. Ils ne reçoivent aucun salaire puisqu'ils ont une dette envers le trafiquant - qui a payé les frais de transport, la nourriture et les vêtements - ou la personne à qui ils finissent par être vendus. Et ils n'ont évidemment aucun recours possible. En 1987, les autorités du Bénin ont découvert 400 enfants à bord d'un navire qui devait partir pour d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement s'est contenté d'interdire au navire en question de revenir faire escale dans le port.

En Haïti, 200 000 enfants - la plupart des filles - sont placés comme des domestiques. On les appellent en créole les *restavek* (restent avec). Elles ne touchent aucun salaire, ne vont pas à l'école et beaucoup d'entre elles subissent beaucoup de violences. Ceci même si le code du travail stipule qu'un enfant de moins de 12 ans ne peut être confié à une famille comme domestique.

Autre forme d'esclavage: l'esclavage ancestral. En Mauritanie, le gouvernement a adopté plusieurs lois abolissant officiellement l'esclavage

et on ne voit plus de marché aux esclaves, mais on estime que 400 000 Africains noirs servent toujours comme esclaves - officiellement ou non - leurs maîtres berbères et maures.

Voici ce que le gouvernement pourrait faire:

- Les pays touchés par la traite des enfants doivent s'empressez d'instaurer des mécanismes pour empêcher le trafic des enfants d'un pays à l'autre et informer le public des dangers de la traite.

- Le gouvernement haïtien devrait, entre autres, s'assurer que son code du travail soit respecté et que les enfants puissent aller à l'école.

- Le Canada, quant à lui, pourrait appuyer financièrement la recherche et des programmes visant à contrer ce phénomène.

Fabien Leboeuf,

directeur général

Développement et paix

DOC. #:990901LT040

Le Droit

Le Pays Mercredi 1 septembre 1999 16

Moncton: Beaudoin adoucit le ton



PC
Moncton

LONGUEUR: Court

Pour l'instant, la chicane n'est pas encore au rendez-vous entre Québec et Ottawa au Sommet de la francophonie de Moncton. La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, a même voulu se montrer rassurante, hier.

Elle a affirmé qu'elle ne voyait pas maintenant pourquoi elle aurait à se battre contre Ottawa. Pourtant, à la fin de la semaine dernière, Mme Beaudoin se disait prête à déclencher les hostilités si Ottawa remettait en cause la représentation du Québec au sein de la francophonie, en le poussant à prendre une place inférieure à la sienne.

À son avis, le combat contre la francophonie à «deux vitesses» pourrait alors être «extrême».

Hier, le constat était le suivant: «Ça va très bien (avec Ottawa) et je n'ai pas raison de croire que je serai obligée de mener ce combat extrême, mais qu'au contraire, on va s'entendre sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de francophonie à deux vitesses», a-t-elle expliqué, lors d'une conférence de presse.

Mme Beaudoin s'attend aussi à ce que l'harmonie avec Ottawa soit manifeste à l'égard de la diversité culturelle. «Sur cette question, nous sommes des alliés objectifs. Et je crois, quand on lira la déclaration finale (du Sommet) et le plan d'action, que sur la diversité culturelle nous nous entendrons», a-t-elle dit.

La journée d'hier au Sommet de Moncton a été peu fertile en événements. Pour l'essentiel, les activités ont eu lieu à huis clos, loin des regards du public.

DOC. #:990901LT041

Le Droit

Le Pays Mercredi 1 septembre 1999 17

Sommet de la francophonie

Le ministre Baird ira à Moncton



Ducas, Isabelle

LONGUEUR: Moyen

Le ministre ontarien des Affaires francophones, John Baird, participera finalement au Sommet de la francophonie, qui se tient la fin de semaine prochaine à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

Le ministre Baird a pris cette décision tard lundi soir, indique son attaché de presse, Dan Milas.

La semaine dernière, la communauté francophone avait dénoncé dans les médias la possibilité que M. Baird, député de Nepean-Carleton, ne participe pas au Sommet, qui réunit tous les deux ans les dirigeants d'une cinquantaine de pays francophones.

Le NPD ontarien avait même envoyé un communiqué où le critique aux Affaires francophones, Gilles Bisson, affirmait que cette affaire montrait le peu d'intérêt que John Baird porte à la communauté qu'il doit représenter.

Mais cette controverse n'a aucun rapport avec la décision tardive du ministre de participer au Sommet de Moncton, affirme Dan Milas.

«L'Ontario est la province canadienne qui compte la plus importante population francophone à l'extérieur du Québec et M. Baird reconnaît le rôle important que cette communauté joue en Ontario, dit M. Milas. Cinquante-deux pays participent au Sommet, alors le ministre aura la possibilité de rencontrer les représentants d'autres pays francophones.»

John Baird a tardé à prendre sa décision sur sa participation au Sommet parce que, selon son attaché de presse, l'invitation pour l'événement avait été envoyée au bureau de Noble Villeneuve, ancien ministre des Affaires francophones, défait aux élections de juin dernier. Lorsque les responsabilités de M. Villeneuve ont été transférées au jeune ministre, l'invitation se serait perdue.

Le ministre Baird se rendra au Sommet de la francophonie vendredi, à la fin d'une retraite de trois jours du caucus conservateur de l'Ontario.

Il fera partie de la délégation canadienne, puisque la province n'a pas le statut de gouvernement participant au Sommet, mais seulement le statut de membre observateur.

L'année dernière, l'Ontario avait suscité la controverse en demandant d'obtenir le statut de gouvernement participant au Sommet de la francophonie, au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick, seule province canadienne officiellement bilingue.

Plusieurs membres de la communauté francophone avaient dénoncé les démarches en ce sens de Noble Villeneuve, alors ministre des Affaires francophones, affirmant que l'Ontario devrait reconnaître les droits de sa communauté francophone et préserver l'hôpital Montfort avant de vouloir être reconnu sur la scène internationale.

ILLUSTRATION

John Baird

DOC. #:990901LT048

Le Droit

Le Pays Mercredi 1 septembre 1999 17

Un sommet parallèle



PC
Moncton

LONGUEUR: Court

Le Sommet de la francophonie à Moncton a aussi son sommet parallèle.

Mis sur pied par des organismes sociaux, syndicaux et des droits de la personne, l'événement vise à donner une voix à ceux et à celles qui ne sont pas habituellement entendus dans les grandes instances internationales.

Bien sûr, le sommet parallèle de Moncton n'a pas l'envergure ni le faste de l'événement duquel il se fait l'écho. Ses conférences se déroulent dans un sous-sol d'église, on y préfère les soupers communautaires aux grands banquets et les organisateurs arrivent tant bien que mal à distribuer leurs communiqués de presse.

Mais c'est quand même la première fois qu'on organise des activités parallèles.

DOC. #:990901LT049

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

L'actualité Mercredi 1 septembre 1999 28

Beudoin adoucit le ton



PC
Moncton

LONGUEUR: Court

Pour l'instant, la chicane n'est pas encore au rendez-vous entre Québec et Ottawa au Sommet de la francophonie de Moncton. La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beudoin, a même voulu se montrer rassurante, hier.

Elle a affirmé qu'elle ne voyait pas maintenant pourquoi elle aurait à se battre contre Ottawa. Pourtant, à la fin de la semaine dernière, Mme Beudoin se disait prête à déclencher les hostilités si Ottawa remettait en cause la représentation du Québec au sein de la francophonie, en le poussant à prendre une place inférieure à la sienne.

À son avis, le combat contre la francophonie à «deux vitesses» pourrait alors être «extrême».

Hier, le constat était le suivant: «Ça va très bien (avec Ottawa) et je n'ai pas raison de croire que je serai obligé de mener ce combat extrême, mais qu'au contraire, on va s'entendre sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de francophonie à deux vitesses», a-t-elle expliqué, lors d'une conférence de presse.

Mme Beaudoin s'attend aussi à ce que l'harmonie avec Ottawa soit manifeste à l'égard de la diversité culturelle. «Sur cette question, nous sommes des alliés objectifs. Et je crois, quand on lira la déclaration finale (du Sommet) et le plan d'action, que sur la diversité culturelle nous nous entendrons», a-t-elle dit.

DOC. #:990901NV056

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

L'actualité Mercredi 1 septembre 1999 28

Une source de tensions



PC
Fredericton

LONGUEUR: Court

Les organisateurs du Sommet de la francophonie de Moncton ont fort à faire pour éviter que certains invités ne soient trop souvent mis en présence les uns des autres.

Plusieurs nations africaines qui seront présentes au sommet en fin de semaine sont en effet en guerre ou sont le théâtre de factions armées s'affrontant dans des combats sanglants, comme les Tutsi et les Hutu, un conflit qui a déjà fait 800000 morts au Rwanda en 1994.

C'est ce qui explique que la République démocratique du Congo n'a toujours pas indiqué si elle serait représentée officiellement en fin de semaine. De toute évidence, le président Laurent Kabila ne se sent pas assez en sécurité pour partir, et ne fait confiance à personne pour le représenter à Moncton.

Dans le cas du Burundi, c'est le vice-président qui remplacera le major Pierre Buyoya à Moncton. M. Buyoya avait pris la place de Jean-Baptiste Bagaza, alors que ce dernier assistait au Sommet de la francophonie de Québec en 1987. Il n'est pas étonnant qu'il ne veuille pas prendre le risque de subir le même sort en se rendant lui-même au sommet de Moncton.

«Le véritable problème pour certains de ces chefs d'État, c'est qu'ils ne peuvent quitter leur pays de crainte d'être renversés s'ils le font, explique David Charters, directeur du Centre d'étude sur les conflits de l'Université du Nouveau-Brunswick.

Malgré tout, les représentants des pays en guerre devraient se comporter civilement pendant le sommet de trois jours qui commence vendredi, estime Eric Pelletier, directeur des communications du sommet. «Il faut remettre les différentes frictions dans leur contexte, affirme-t-il. C'est sûr

qu'il y a quelques points chauds dans la francophonie, mais tout le monde devrait se conduire d'une façon appropriée.»

DOC. #:990901NV061

Le Quotidien

Commentaire Mercredi 1 septembre 1999 8

Francophonie: la réalité canadienne existe aussi



Néron, Carol

LONGUEUR: Moyen

Le Sommet de la francophonie qui se déroulera en fin de semaine prochaine à Moncton nous remet en mémoire une réalité canadienne plus ou moins occultée au Québec. Et ce, pour des raisons qui, bien sûr, n'ont rien à voir avec la politique ou les guerres de drapeaux devenues des traditions colorées et respectées par tous les acteurs évoluant sur la scène des relations fédérales-provinciales...

Car, tandis que la Belle province, en particulier lorsque le PQ forme la majorité à l'Assemblée nationale, s'efforce de tourner son regard vers la francophonie planétaire, la communauté franco-canadienne, elle, continue de s'épanouir et, à l'évidence, de grandir. Cette attitude est programmée, elle s'inscrit dans la volonté du Québec souverainiste d'affirmer quotidiennement ainsi que de manière vigoureuse sa différence culturelle et linguistique face à Ottawa, donc de la majorité anglophone. C'est de bonne guerre...

Pourtant, les Québécois auraient autant à retirer - peut-être davantage? - des expériences réussies ou ratées de leurs compatriotes «Canadiens francophones» dans la préservation de leur identité que, par exemple, des Vietnamiens, des Camerounais et, pourquoi pas, des Français! (Il va sans dire que l'expression «Canadien français» est à bannir puisque, de ce côté-ci de la rivière des Outaouais, elle ne fait plus partie depuis des lustres du discours officiel s'inspirant de la rectitude politique).

Ainsi, la minorité francophone ontarienne, malgré quelques difficultés de parcours fort compréhensibles compte tenu de son environnement, semble se tirer plutôt bien d'affaire. Et le phénomène ne date pas d'hier... Ce constat peut d'ailleurs se vérifier régulièrement à distance grâce entre autres au moyen de communication aussi traditionnel qu'est la télévision. Le dynamisme de TV-Ontario surprend; au chapitre de l'inspiration et de l'imagination, on aimerait même affirmer - comparaison odieuse, sans aucun doute - que Télé-Québec ne pourra jamais en faire autant.

Les Franssaskois de l'Ouest canadien ne sont pas en reste même s'ils ne


peuvent s'en remettre à leur propre réseau de télévision pour clamer leur présence persistante au sein de la réalité canadienne. Les Acadiens et, par extension, les Néo-Brunswickois de souche française qui seront l'hôte dans quelques jours de la francophonie internationale, ont su garder la tête en dehors de l'eau même si eux aussi nagent en pleine mer anglophone.

Par snobisme ou tout simplement pour nier la réalité, à savoir qu'il est possible au fait français de vivre et de survivre au Canada ailleurs que dans la Belle province, le Québec nationaliste bon chic bon genre de cette fin de siècle n'en a que pour la culture cajun, les printemps parisiens et les échanges en formation professionnelle avec le Maroc. C'est un peu tristounet.

Le sujet des relations entre les Québécois et les membres de la communauté franco-canadienne est plus ou moins tabou. Chacun préfère garder ses distances. Cela dit, c'est fort dommage étant donné que, de part et d'autre - surtout chez nous - il y aurait beaucoup à retirer.

Ce n'est sans doute pas demain la veille que Québec se lancera dans un programme massif d'échanges d'étudiants francophones sur le territoire canadien, histoire de confronter des réalités locales et nationales qui, toutes proportions gardées, doivent forcément finir par se ressembler. Le gouvernement préfère continuer d'investir dans l'Office franco québécois pour la jeunesse même si la réalité socio-politique de la France n'a rien, et n'aura jamais rien de commun, avec la nôtre.

DOC. #:990901QT016

| | | | |
|--|--|---|--|
|  Caracut, N.-B. p. 12 ✓ | Times-Transcript Moncton, N.-B. | TELEGRAPH JOURNAL St-Jean, N.-B. | Daily Gleaner Fredericton, N.-B. |
| THE CHRONICLE-HERALD Halifax, N.-E. | The Guardian Charlottetown, I.-P.-E. | The Evening Telegram St-John, T.-N. | |

é d i t o r i a l

Bienvenue M. Chirac!



MICHEL DOUCET

Pas de France, pas de Francophonie.

Le président Jacques Chirac sera à Moncton en compagnie des autres chefs d'État et de gouvernement, à l'occasion du Ville Sommet de la Francophonie. C'est néanmoins sa présence au Monument Lefebvre, samedi à Memramcook, qui retiendra l'attention des Acadiens.

M. Chirac sera reçu par la Société nationale de l'Acadie, qui profitera de cette visite historique pour lui remettre la médaille Léger-Comeau, sa plus haute distinction. Par la même occasion, l'Université de Moncton et l'Université Sainte-Anne lui présenteront des doctorats honorifiques.

De son côté, le président de la République rendra hommage aux Acadiens Anselme Chiasson de Chéticamp, Martin J. Légère de Caracut et Muriel Roy de Moncton, en leur décernant le rang de Chevalier de l'Ordre national du mérite. Il visitera aussi l'exposition L'Odyssée acadienne, au Monument Lefebvre.

La visite de Jacques Chirac prend une dimension toute particulière dans le contexte du Sommet. Elle confirme la place prise par notre peuple dans la grande famille francophone. De même, elle rappelle l'oeuvre du général Charles de Gaulle qui, en 1968, avait accueilli une délégation de quatre dirigeants acadiens. Les progrès de l'Acadie, depuis ce rendez-vous historique, ne sont plus à démontrer.

Qui aurait osé imaginer une rencontre de 52 États et gouvernements ayant le français comme langue commune, il y a à peine 20, 25

ans? Et qui aurait parié sur sa présentation en Acadie?

La SNA n'obtient pas toujours le mérite auquel elle a droit. Pourtant, au fil des ans, elle a su entretenir avec les partenaires de la Francophonie des relations qui ne sont certes pas étrangères à la présentation du Sommet chez nous. La seule venue du président français à Memramcook est, pour elle, une forme de confirmation de son importance. Il faudra s'en souvenir.

Les observateurs en auront pour des années à soupeser les retombées du Sommet de Moncton. Pour l'heure, la fébrilité de l'événement prévaut sur l'analyse. Et l'Acadie est prête à recevoir.

Le passage de Jacques Chirac dans le Berceau de l'Acadie constituera un événement unique dont on parlera encore longtemps.

Il est aussi fort agréable de savoir que c'est le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc, qui recevra le président, chez lui, dans sa belle Vallée de Memramcook. On sait que le Sommet sera l'un des derniers événements officiels auxquels participera M. LeBlanc.

Profitions donc de l'occasion pour le saluer, tout en félicitant Anselme Chiasson, Martin J. Légère et Muriel Roy pour un honneur très certainement mérité.

Les relations entre la France et l'Acadie, déjà marquées de façon indélébile par l'ouverture incontestable de Jacques Chirac au fil des ans, ne pourront que s'enrichir par cette visite.

Monsieur le président, bienvenue et bon séjour en Acadie!

micheld@acadienouvelle.com

Le Village de la Francophonie, un projet audacieux devenu réalité

DIEPPE - Parti d'une idée toute simple d'un lieu de rassemblement et d'un concept assez flou, le projet de Robert Frenette et de son équipe pourrait attirer plus de 100 000 personnes d'ici lundi. Après une année de préparation, le Village de la Francophonie ouvrira officiellement ses portes au monde entier à compter de 12 h.

Stéphane Paquette
L'Acadie NOUVELLE

Une petite promenade sur le site du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick à Dieppe suffit pour se convaincre de l'ampleur du projet. Quelques dizaines d'employés, plus de 300 bénévoles et une soixantaine de pavillons feront du Village de la Francophonie l'activité la plus courue du Sommet de Moncton.

Que de chemin parcouru depuis les premières esquisses présentées à la Ville de Dieppe, en janvier dernier.

«Au début, on parlait simplement d'un lieu de rassemblement, d'une tente où il y aurait de la bière et quelques spectacles», indique M. Frenette, le coordonnateur du Village.

«Quand quelqu'un a lancé cette idée d'un endroit de rassemblement à la Place Champlain,

plusieurs choses ont commencé à s'ajouter», explique-t-il.

Plusieurs projets étaient dans l'air mais rien de concret ne semblait vouloir les réunir.

En janvier, l'idée du Village de la Francophonie est finalement apparue pour la première fois.

«À ce stade-là, le projet n'avait pas encore une dimension internationale. Nous étions plutôt orientés vers l'Année de la Francophonie canadienne», précise M. Frenette.

Mais plus le grand jour approchait, plus les demandes provenant des quatre coins de la Francophonie affluaient quotidiennement.

Robert Frenette souligne en riant que plusieurs organismes de la Francophonie, comme TV5, se sont quasiment invités d'eux-mêmes.

«Plusieurs délégations ont aussi téléphoné pour avoir leur stand. Mais là, nous avons dû arrêter ça parce que si on en acceptait un, il aurait fallu trouver de la place pour 52», précise le coordonnateur du Village.

Des contraintes d'espace et aussi d'argent ont calmé les ardeurs des responsables, qui ont été obligés de placer des limites à l'enthousiasme des participants.

Le budget initial d'environ 300 000 \$ avait déjà presque triplé pour se chiffrer aux alentours du million \$.

Le fleuron du Sommet?

Selon M. Frenette, le jeu en valait cependant la chandelle. La Ville de Dieppe voulait présenter un événement qui lui permettrait de se positionner avantageusement à travers la mer d'activités entourant le Sommet de la Francophonie, elle se retrouve aujourd'hui avec l'événement qui risque de devenir le plus beau fleuron du Sommet de Moncton.

Cette grande première pourrait aussi placer la barre bien haute pour les organisateurs des prochains Sommets.

«Je pense qu'on va influencer les prochains Sommets. Les gens en parlent déjà», souligne M. Frenette, visiblement fier de son projet.

De par son initiative, la Ville de Dieppe aura donc réussi à laisser une marque indélébile sur un événement de calibre international, mais surtout à changer le cours des choses pour les prochaines rencontres de la Francophonie mondiale.



THE GLOBE AND MAIL
Halifax, N.-É.


Moncton, N.-B.

The Guardian
Charlottetown, I.-P.-É.

St-Jean, N.-B.

The Evening Telegraph
St-John, T.-N.

Daily Gleamer
Fredericton, N.-B.

| | |
|---|-------------------------------------|
|  ACADIE NOUVELLE Caréquat, N.-B. | <input checked="" type="checkbox"/> |
|---|-------------------------------------|

| | |
|------------------------------------|--------------------------|
| Times-Transcript Moncton, N.-B. | <input type="checkbox"/> |
|------------------------------------|--------------------------|

| | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Tribune Journal St-Jean, N.-B. | <input type="checkbox"/> |
|-----------------------------------|--------------------------|

| | |
|-------------------------------------|--------------------------|
| Daily Gleaner Fredericton, N.-B. | <input type="checkbox"/> |
|-------------------------------------|--------------------------|

| | |
|---------------------------------------|--------------------------|
| THE CROBROOK HERALD Halifax, N.-E. | <input type="checkbox"/> |
|---------------------------------------|--------------------------|

| | |
|---|--------------------------|
| The Guardian Charlottetown, I.-P.-E. | <input type="checkbox"/> |
|---|--------------------------|

| | |
|--|--------------------------|
| The Evening Telegram St-John, I.-N. | <input type="checkbox"/> |
|--|--------------------------|

Des épreuves «olympiques» à l'heure de l'informatique

MONCTON - Les premières Olympiades universitaires de la Francophonie, qui réunissent 48 jeunes, se terminent aujourd'hui avec la présentation des projets et des sites internet devant un jury international.



Sylvie Mousseau
L'Acadie NOUVELLE

Au total, 16 projets ont été élaborés par des jeunes de toutes les grandes régions de la Francophonie, depuis le 21 août. Les participants utilisent les laboratoires et les équipements technologiques et sont encadrés par des personnes ressources de l'Université de Moncton. Hier, les participants avaient presque tous complété leur projet. Vlad Oltéanu, Monica Petrovici et Irina Popa de la



Vlad Oltéanu, à droite, complète son projet pour les Olympiades de la Francophonie.

Roumanie apportent la touche finale à leur projet sur la Roumanie et la Francophonie. Leur site s'appelle *Francolink* et offre de l'information politique, culturelle et économique sur les 52 pays de la Francophonie.

«On est les premiers à faire ça. Vous prenez n'importe quel site, vous prenez par exemple *le Monde*, vous allez avoir plein de politique, pas d'économie, pas de culture. Sur d'autres sites, vous allez avoir la bourse et pas d'autre chose. Nous on voulait donner de l'information sur tous les sujets», explique Vlad Oltéanu.

«La Francophonie a une dimension politique extrêmement importante. Il discute beaucoup de politique mais très peu d'économie. Il fallait renforcer un peu la collaboration économique entre les 52 pays.»

De plus, généralement les gens d'affaires aiment aussi avoir de l'information sur d'autres choses. En visitant ce site, ils peuvent donc trouver de l'information sur les événements culturels importants dans chacun des pays. De plus, les gens peuvent donner leur opinion directement sur le site. Depuis le 21 août, l'équipe de Vlad Oltéanu a travaillé surtout à la mise en place du site. Il s'agit d'un projet de 12 mois.

«Ça s'est passé très bien à cause du fait qu'on a travaillé en équipe», ajoute l'étudiant en science politique.

L'Agence universitaire de la Francophonie prévoit reprendre cet événement à chaque année. La cérémonie de clôture des Olympiades sera présidée par le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali.

Objet: AFP-MAIL : Canada-francophonie,PREV

Date: Wed, 1 Sep 1999 06:38:56 +0200 (METDST)

De: topic@alc.afp.com

A: josiane.thoumie@mri.gouv.qc.ca, jean-marc.dessureault@mri.gouv.qc.ca

Canada-francophonie,PREV

La presse canadienne fait assaut de critiques sur la Francophonie

MONCTON (Canada), 1er sept (AFP) - La presse canadienne fait assaut de critiques cette semaine à l'égard de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui tient à partir de vendredi son sommet à Moncton (Nouveau-Brunswick), estimant qu'elle rate une occasion d'améliorer son image en refusant d'adopter une attitude combative sur le sujet des droits de l'Homme.

Le Globe and Mail a lancé l'attaque lundi en soulignant que la Francophonie était "peu connue et encore moins respectée" et que son sommet était un événement "largement symbolique". Une situation que le journal national explique par le fait que le français est peu parlé dans certains pays membres et que "nombre de ses états-membres sont dirigés par des tyrans", bien qu'un des buts de l'organisation soit de défendre le développement de la démocratie.

Les droits de l'Homme dans la Francophonie font de fait depuis plusieurs jours les grands titres des journaux au Canada. "Un sommet détourné", titrait mardi un journal de la province, le Daily Gleaner de Fredericton. De même, pour le National Post, "le débat sur les droits de l'Homme infecte le sommet".

Sous le titre "ceux qui bafouent les droits de l'Homme sont assis à table", le journal cite très largement les derniers rapports d'Amnesty international sur plusieurs pays qui siègent à Moncton, tels le Togo, le Burundi, le Burkina-Faso, le Cambodge, le Rwanda et le Congo. Un journal local, le Times and Transcript, publie une liste similaire, à laquelle il ajoute le Laos.

Amnesty, rappellent les journaux, a compté au total pas moins de 35 pays de la Francophonie coupables de violation des droits de l'Homme, tandis que Reporters sans frontière en comptabilisait 15 où la liberté de la presse n'est pas respectée.

Le journal montréalais The Gazette soulignait mardi l'"hypocrisie" du Canada, partisan de la Cour de Justice internationale et "accueillant à bras ouverts" les représentants de pays où ont été commis des crimes contre l'Humanité. Certes, le Canada a promis de parler droits de l'Homme lors de discussions bilatérales, mais pour the Gazette "ce n'est pas grand chose, ce n'est pas public, ce n'est pas brutal, ce n'est pas embarrassant".

Les journaux francophones ne sont pas en reste : la Presse cite nombre de communautés de francophones d'Outre-mer résidant au Canada qui ont demandé à M. Boutros-Ghali, exemples à l'appui, d'aider au développement de la démocratie dans plusieurs pays membres, que ce soit le Vietnam, le Burundi ou la Tunisie. La Francophonie devra "blâmer et sanctionner ceux qui le méritent" estime le Soleil, pour qui "la francophonie nouvelle ne peut plus se draper

dans son exception culturelle pour laisser intervenir à leur guise les dictateurs".

Nombre de journaux ont repris enfin mardi un texte de Warren Allmand, président d'une ONG canadienne de défense des droits de l'Homme à financement fédéral. Il suggère que la Francophonie se démarque des autres organisations internationales et de "trouver son créneau" en fournissant aux pays d'Afrique francophone l'aide légale qui leur serait nécessaire pour adapter leur législation à la création envisagée d'une Cour de justice internationale.

chc/emd

tf.tmf

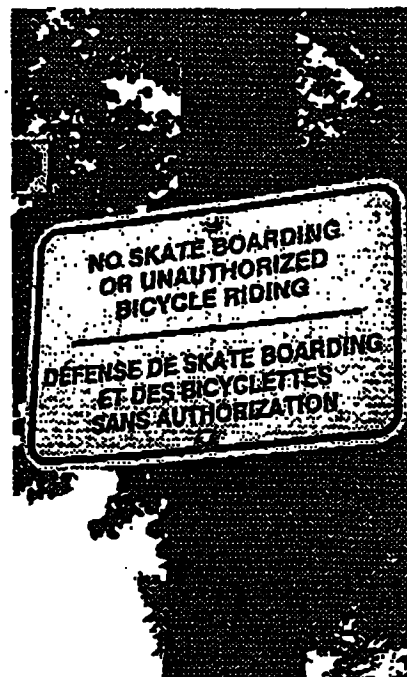
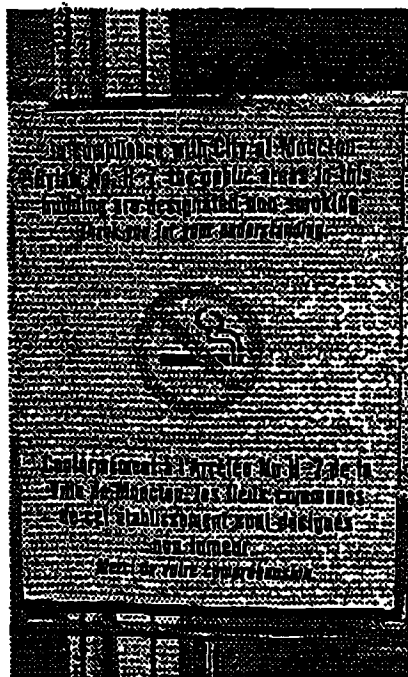


« Le Canard enchaîné » – Mercredi 1^{er} septembre 1999

Moncton, capitale de la francophonie

JOURS de gloire pour Moncton, capitale de l'Acadie et principale ville du Nouveau-Brunswick, cette province canadienne où vivent la majorité des Acadiens (les Acadiens étant, rappelons-le, les 300 000 francophones canadiens vivant en dehors du Québec) : à partir du 3 septem-

bre, cette riante cité accueillera 52 chefs d'Etat et de gouvernement pour le 8^e Sommet de la francophonie. Ceux-ci seront sans doute ravis de découvrir, au détour des rues, ces superbes panneaux bilingues prouvant qu'au cœur de l'anglophonie le français sait résister vaillamment :



No la peine de s'inquiéter, le française language a un grand futur devant himself!

COMMERCE

La menace d'une remise en cause de l'exception culturelle, lors du prochain cycle de négociations commerciales, pèsera sur la tournée qu'entame aujourd'hui le chef de l'Etat au Canada et sur le sommet de la francophonie, qui se tiendra au Nouveau-Brunswick.

La défense de l'exception culturelle au cœur de la visite de Chirac au Canada

L'exception culturelle refait surface. L'exclusion des biens culturels de la libéralisation des échanges, décidée en avril 1994 lors de la signature des accords du GATT à Marrakech, va revenir sur le tapis, lors du nouveau cycle de négociations commerciales internationales qui s'ouvre fin novembre à Seattle. Sous la pression de leur toute-puissante industrie audiovisuelle, les Etats-Unis vont, selon toutes probabilités, demander que ce traitement de faveur soit remis en cause.

Cette menace sera au cœur de la tournée qu'entame aujourd'hui Jacques Chirac au Canada. Une visite de six jours consacrée pour l'essentiel à la défense et à la promotion de la francophonie. Le chef de l'Etat l'évoquera dès ce soir, à Ottawa, parmi d'autres sujets, lors d'un dîner de travail avec le Premier ministre canadien, Jean Chrétien. Il y reviendra demain à Québec lors de l'assemblée générale de l'Association des maires francophones

(AIMF), dont il est le président d'honneur. Et, surtout, il en discutera, à la fin de la semaine, avec les 49 chefs d'Etat et de gouvernement « ayant le français en partage », réunis pour leur huitième sommet bisannuel à Moncton, la principale ville du Nouveau-Brunswick. Une province maritime, où vivent environ 250.000 Acadiens.

Différences d'approche

L'exception culturelle constitue l'un des rares coups d'éclat diplomatiques à porter à l'acié du mouvement francophone depuis sa création. Le front commun de ses dirigeants contre la libéralisation des échanges des biens culturels, lors de leur sommet de l'île Maurice en octobre 1993, avait contribué à faire reculer les négociateurs américains à la fin de l'Uruguay Round. Les chefs d'Etat et de gouvernement francophones sont décidés à reformer cette union sacrée, à quelques mois de l'ouverture des négociations de Seattle.

A Moncton, ils ne manqueront pas de réaffirmer leur attachement à l'exception culturelle. Un « acquis », selon l'Elysée.

Cette unanimité de façade ne masquera toutefois pas certaines différences d'approche. Jacques Chirac s'en rendra compte dès aujourd'hui à Ottawa, Français et Canadiens divergeant pour le moment sur la manière de défendre la « diversité culturelle ». Paris veut attendre. « Il n'est pas sûr que le sujet soit abordé à Seattle », explique-t-on de source officielle française. « N'agissons pas le chiffon rouge devant les Américains, surtout en pleine guerre commerciale sur le bœuf aux hormones ». Québec, en revanche, pousse à l'affrontement dès maintenant.

La France défend le statu quo. Implicitement (il n'existe pas de texte). Les Etats continueraient à ne pas s'engager à libéraliser les échanges de biens culturels. « L'exception culturelle doit absolument être maintenue dans le cadre de

l'OMC », estiment Catherine Lalumière et Jean-Pierre Landau dans un rapport remis en juillet à Lionel Jospin. Les deux auteurs souhaitent toutefois que les questions culturelles soient abordées « dès cette année » et en dehors de l'Organisation mondiale du commerce. « Dans une conférence internationale spécifique, par exemple dans le cadre de l'Unesco », ajoutent-ils. « C'est un ensemble de propositions, qui ne constitue en rien la position française pour la future négociation », toujours pas arrêtée, insiste-t-on au ministère délégué à la Francophonie.

Pour une « convention spéciale »

Le Québec plaide, lui, depuis plusieurs mois, en faveur d'une « convention spéciale » pour les biens culturels. Un texte qui pourrait être négocié en marge de l'OMC, pourquoi pas à l'Unesco. La fédération canadienne semble vouloir reprendre à son compte cette suggestion. Son ministre du Patri-

moine, Sheila Copps, s'est prononcé la semaine dernière pour la création éventuelle d'un organisme international qui garantirait une protection aux productions culturelles.

Ces dernières « ne sont ni définies ni très bien protégées dans le cadre actuel » souligne Laurent Cardinal, directeur de la politique commerciale au ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec. « Il faut s'inspirer de ce qui s'est fait dans l'accord de libre-échange nord-américain », déclare aux « Echos », Bernard Landry, le ministre des Finances de la province. Son chapitre 20 stipule explicitement que le traité ne s'applique pas aux industries culturelles. « Tôt ou tard, il faudra préciser dans les textes l'exception culturelle et sa portée », assure le ministre. Une conviction que les Québécois essaieront de faire partager au président Jacques Chirac durant tout son séjour au Canada.

S. D.

INTERVIEW / LE MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC

Louise Beaudoin : La lutte contre l'uniformisation, combat du siècle à venir.

Louise Beaudoin se définit elle-même comme une « combattante de la langue française ». Le bouillant ministre - souverainiste - a consacré une bonne partie de sa longue carrière politique à défendre l'usage du français dans la Belle Province.

Les francophones ont-ils un rôle à jouer dans le cycle du millénaire ? Bien sûr. Sur la question de l'exception culturelle, les francophones vont devoir parler haut et fort. Il faut profiter de Seattle pour faire entendre notre voix collective. Le combat pour la diversité culturelle est le fondement même de la francophonie. Si la francophonie ne s'élève pas contre l'uniformisation, contre les Américains, contre la massification de la culture, elle n'a pas de raison d'être. Les empires ne se construisent plus aujourd'hui par l'extension des territoires, mais par la diffusion de la culture. La lutte contre l'uniformisation est le combat du siècle à venir. Il faut que la francophonie soit à l'avant-garde.

Les dirigeants francophones, qui se réunissent à la fin de la semaine à Moncton, n'ont pourtant pas jugé bon d'arrêter une position commune sur la question.

À Moncton, nous allons affirmer des grands principes, poser des balises. Nous allons répéter que les produits culturels ne sont pas des marchandises comme les autres et que les gouvernements nationaux doivent pouvoir protéger et promouvoir leur création, leur production et leur diffusion. Dans la foulée du sommet, trois réunions de concertation auront lieu. Et, à Moncton, les pays francophones devraient décider, sur proposition du Québec, que leur prochaine réunion ministérielle sera celle des ministres de la Culture. Toutes ces rencontres devraient déboucher sur une position commune.

La France et le Québec ne semblent pas d'accord sur la manière de défendre l'exception culturelle ? En effet. À moyen terme, le Québec



Louise Beaudoin

souhaiterait que soit adoptée une convention spéciale pour les biens culturels. Nous espérons faire cheminer la France vers cette position. Dans l'immediat, nous partageons toutefois le même objectif : obtenir pendant

quelques années le maintien entre parenthèses des biens culturels.

Deux rapports ont récemment mis en cause la gestion de l'Agence universitaire de la francophonie. Comment de telles dérives ont-elles pu se produire ?

Le deuxième rapport, celui du commissaire aux comptes, est impitoyable. Les rapports sont sur la table. Il faut en tirer les conséquences. Il faut toutefois faire la part des choses entre une gestion qui n'a pas été au-dessus de tous soupçons et l'organisme lui-même. Il ne faut pas supprimer cet opérateur, qui joue un rôle très important, notamment en aidant les universités des pays du Sud à accéder à Internet et aux grandes universités francophones des pays du Nord. Il est possible de changer son mode de fonctionnement.

N'est-ce pas symptomatique du clientélisme et du gaspillage régnant dans les organismes de la francophonie ?

Tous les opérateurs francophones vont recevoir la visite d'un commissaire aux comptes. On verra au fur et à mesure. D'ici là, je préfère penser que la francophonie et les opérateurs sont bien gérés. L'Agence universitaire est, je pense, un cas d'espèce. Il n'y a pas de raison de croire que de tels problèmes se soient produits ailleurs.

Il y a deux ans, le sommet de Hanoi avait été consacré à la francophonie économique. Des progrès ont-ils été accomplis en la matière depuis lors ?

Il n'y aura jamais d'espace économique francophone. Le Québec fait partie de l'espace économique nord-américain. L'Europe forme aussi un espace économique intégré. Il est souhaitable que l'Afrique noire et le Maghreb disposent aussi un jour d'espaces régionaux. La francophonie doit privilégier la coopération et les réalisations concrètes, comme TV5.

PROPOS RECUEILLIS À QUÉBEC
PAR STÉPHANE DUPONT

NOUVELLES



Météo

Sports

Actualités

Mise à jour le mardi 31 août 1999, 19 h 17 HAE.

Ottawa propose la création d'un Commonwealth francophone



La volonté affichée par Ottawa de transformer l'Agence de la francophonie en une espèce de Commonwealth francophone trouve peu d'échos. Le premier ministre Jean Chrétien veut défendre cette position lors du sommet de la francophonie qui s'ouvre à Moncton dans quelques jours.

Or, peu de décideurs acceptent cette proposition et le premier ministre de la communauté française de Belgique, Hervé Hasquin vient de la rejeter à son tour. En revanche, M. Hasquin est beaucoup plus en harmonie avec les vues de Québec, notamment au sujet des règles du jeu à établir pour le commerce international. Il doit d'ailleurs rencontrer le premier ministre Lucien Bouchard pour discuter de l'exception culturelle qu'il faut faire respecter lors de la renégociation du statut de l'organisation mondiale du commerce, en novembre prochain.

NOUVELLES



Météo

Sports

Actualités

Mise à jour le mercredi 1 septembre 1999, 08 h 26 HAE.

Sommet francophone sous haute sécurité

La Gendarmerie royale du Canada annonce des mesures de sécurité exceptionnelles dans certains lieux du centre-ville et à l'aéroport de Moncton où s'ouvre vendredi le 8e sommet de la francophonie.



L'aéroport de Moncton est l'un des lieux sensibles, selon la GRC.



À partir de 7h jeudi, jusqu'à 16h, la GRC fouillera systématiquement les hôtels Delta Beauséjour, Château Moncton, Palais Crystal, Keddy's, Brunswick Inn, et Travel Lodge, ainsi que le centre de réception du sommet situé à l'aéroport de Moncton. Dès cet instant, le grand public n'aura plus accès à ces endroits jusqu'à la fin du sommet.



Hyperliens pertinents


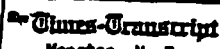
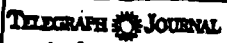

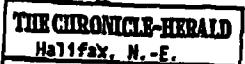

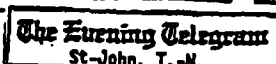
Agence de la francophonie

Site de l'Agence de la francophonie: portrait du premier Secrétaire général de la francophonie.

Sommet de la francophonie 1999

Site du sommet qui se tiendra à Moncton, au Nouveau-Brunswick, du 3 au 5 septembre 1999.

radioplayer réal GE

| | | | |
|---|--|--|---|
|  Carquet, N.-B. |  Moncton, N.-B. P.A.B. 14 |  St-Jean, N.-B. |  Fredericton, N.-B. |
|  Halifax, N.-E. |  Charlottetown, I.-P.-E. |  St-John, T.-N. | |

P.E.I. premier plans to attend summit

By ANDY WALKER
FOR THE TIMES & TRANSCRIPT

CHARLOTTETOWN — Prince Edward Island is sending an observer delegation to this weekend's Francophonie Summit.

"I will be going over for the opening," Premier Pat Binns said in an interview. "We have ministers who are spending time at the summit and a number of officials who are there very actively looking at possibilities."

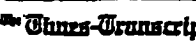
Binns said Island officials have been working closely with the summit organizers, and "I think we are contributing in various ways — in a sense, yes, we're observers, but it does give us the opportunity to talk to other leaders and their representatives and to build some early bridges."


While he doesn't expect to cut too many business deals with the political leaders, "it will open doors for further business contacts down the road." Binns said the prime goal of the P.E.I. delegation is to make the various Francophone leaders "aware of where we are, who we are and what the potential is — after that, anything is possible."


The Island has a long history of world trade and Binns firmly believes the road to becoming a "have" province economically lies with increasing exports. He added the Island's Acadian community has been on the leading edge of information technology in such areas as distance education.

"You could have a teacher in P.E.I. teaching a French community in Africa, let's say," Binns said.

| |
|---|
|  Caracquet, N.-B. |
|---|

| |
|---|
|  Moncton, N.-B. |
|---|

| |
|--|
|  St-Jean, N.-B. |
|--|

| |
|---|
|  Fredericton, N.-B. |
|---|

Parallel Summit officials to meet cabinet minister

Political activists want to start debate on their issues of poverty, the environment and human rights

By JACQUES POITRAS

MONCTON - Political activists are going to move briefly from the margins of the Francophone Summit to the heart of the event tomorrow when they present their demands to a federal cabinet minister.

Organizers of the Parallel Summit organized the six-day event because they felt their issues - poverty, human rights, the environment, women's issues and labour rights - weren't on the official agenda of world leaders coming to Moncton.

But now they've learned that Don Boudria, the acting federal minister for the Francophonie, is willing to meet with them tomorrow to hear their concerns.

Mr. Boudria has been in Moncton attending a series of pre-summit meetings of cabinet ministers responsible for the Francophonie.

"It recognizes that we're doing something and that they don't see us as trouble-makers," said Bertrand Bégin, a Moncton-based organizer for the Canadian Labour Congress.

"Our goals are realistic," he added. "We're not dreaming in colour, but at least we can start a debate."

The leaders of 52 governments with French-speaking populations will begin arriving here tomorrow for the Francophone Summit. Many of them have appalling records on dealing with poverty, women's issues, unions and human rights. Amnesty International has said that 32 of the member nations have violated the human rights of some of their citizens.

When the Parallel Summit was announced several months ago, it was treated as a marginal event. At the initial news conference, many of the questions for organizers were about whether they planned to disrupt the summit and whether they feared a security incident like at the 1997 APEC summit in Vancouver.

But in recent weeks, as the sorry reality of conditions in some Francophone countries

has sunk in, there has been more and more local interest in the event. In fact, organizers have had to turn down people hoping to attend tonight's summit Parallel Summit event, devoted to the issue of labour rights in Francophone countries.

Crowds at other events have exceeded expectations, Mr. Bégin said, and he has noticed a stirring of interest outside those who already sympathize with the leftist causes.

"I have neighbours who I've never met who, now that they've seen me on TV, cross the street and ask me what's going on. People are asking my wife for the program."

Besides the Canadian Labour Congress, other organizations involved include Amnesty International, Oxfam, the Maritime Fishermen's Union and a committee organizing a World March of Women for October 2000.

"A meeting of so many countries is always a good opportunity to hear the voices of those who suffer," said Anne Sainte-Marie, a coordinator with the Montreal-based Canadian francophone section of Amnesty International. "It was a chance we couldn't let go by."

Yesterday, Françoise David, the head of the Fédération des femmes du Québec, the province's largest women's organization, briefed participants on the World March of Women. The event was inspired by a similar march in Quebec in 1995 that put women's issues back in the forefront. The federation decided to try to organize a similar event on a global scale.

"It may be crazy," she said, "but we're doing it anyway."

So far, more than 2,000 women's organizations in 138 countries have said they are interested in taking part. A committee of women in New Brunswick is planning to march in Fredericton before joining larger marches in Ottawa and New York. The marches will focus on poverty and violence affecting women.

Ms. David said women tend to be the poorest group in society. They earn lower salaries and are more vulnerable to layoffs and other economic "restructuring" brought on by the capitalist system.

"What we're seeing now is a return to the savage capitalism of the 19th century," she said - meaning a reversal of gains made in unionization, employee benefits and health care.

Mr. Bégin said it's important that such ideas, while outside the current orthodoxy of most governments, be put in front of the public.

"We have to talk about it, to demystify it," he said.

Today's sessions at the Parallel Summit deal with labour rights and how economic globalization affects the fishing industry.

Tomorrow, the organizers will release the statement they want to deliver to the summit leaders. As well, Serge Patrice Thibodeau, an acclaimed New Brunswick-born poet, will release a book he has written on torture.

Ms. Sainte-Marie said it's obvious that not every Francophone Summit will have a Parallel Summit because not all host nations are as democratic as Canada.

That's why, she said, it is doubly important to press the Canadian government to raise these issues within the closed-door meetings of the heads of state and government, which take place Friday, Saturday and Sunday.

"If countries like Canada don't raise these issues, we can't count on Vietnam and Burundi to do it," she said.

She welcomes the appointment, at the last summit two years ago, of Boutros Boutros-Ghali as secretary-general of the Francophonie. Mr. Boutros-Ghali is the former secretary-general of the United Nations.

The selection of such a high-profile person is "a sign that the Francophonie does not want to be a discreet social club" but an active organization, Ms. Sainte-Marie said.

Telegraph Journal

NOUVELLE
Caraquet, N.-B.

Times-Transcript
Moncton, N.-B.

TELEGRAPH JOURNAL
St-Jean, N.-B.

Daily Gleaner
Fredericton, N.-B.

Acadians don't need latter-day messiahs to explain their history

IF IT IS TRUE that politics make for strange bedfellows, exacerbated nationalism of any kind makes for even stranger couplings.

On the eve of the eighth Francophonie Summit in Moncton, the Anglo Society of New Brunswick and the Montreal Branch of the Société St-Jean-Baptiste have served notice that they will make their presence felt.

Instead of deploring the presence of these shrill advocates of a peculiar brand of nationalism run amok, we should sit back and enjoy the lurid spectacle of two opposites, Siamese twins who are clearly out to lunch, making bigger fools of themselves.

How seriously can we take five barely literate yahoos with a bullhorn in a pickup whose self-appointed mission is to protect anglo culture? Would they know culture if they stumbled upon it? Moot points as their behaviour amply testifies.

The Anglo Society of New Brunswick is nothing more than a rump totally out of tune with New Brunswick society. They belong to the Neolithic age and every one of their bigoted statements has been made in the past by any number of long-forgotten rabble-rousers.

The history of New Brunswick is full of these

charlatans whose exertions on behalf of a mythical English cultural supremacy have flourished spectacularly on the solid rock of common sense.

If for no other reason than comic relief, it is best to let the Anglo Society of New Brunswick do its number in Moncton before it too joins the dustbin of history. As for the Montreal branch of the ultra-nationalist Société St-Jean-Baptiste, these votaries of Quebec separatism are on a par with our very own Anglo Society.

How ironic that the summit in Moncton should bring together for different reasons two wildly divergent cliques, each with an archaic agenda the essence of which boils down to tribal myth making. Their posturing and discourse are an historical throwback to Lord Durham's finding of "two nations warring in the bosom of a single state."

It is a measure of how far Moncton has come to grips with its own diverse cultural reality that no longer does the local newspaper publish unsigned letters. There was a time, not that long ago, when malevolent and downright racist letters disgraced the newspaper. Courageously anonymous, these letters were invariably signed: "Name withheld by request." With the new policy, the outrageous letters stopped overnight.



ROBERT PICHETTE

Civility, that elusive quality that allows a community to live and build together, now prevails. As a result, the irredeemably factious must now resort to noisily orchestrated public displays of their distemper, thus proving that Marshall McLuhan's simplistic judgment was right: The medium is the message, alas!

The message sent by Montreal's St-Jean-Baptiste Society was contemptible. Acadians are still recoiling from the sheer effrontery of these professional separatists whose stock in trade, beside perpetual victimization, is historical revisionism.

They had the temerity to proclaim that they will be coming to Moncton to give the proper interpretation to the 1755 Deportation.

Now, if there is one defining historical moment in our history known by all

Acadians, wherever they may be, it is 1755 and all that ensued.

I suspect we have a genetic knowledge of that event which, paradoxically, terminated a geographic Acadia only to create a people.

What gall to presume that they could rain with impunity on our parade as if the Acadians were some sort of sub-colonial species whose salvation could only come from the more enlightened Québécois zealots who systematically, and perhaps deliberately, confuse their own political agenda with the people of Quebec. Acadians do not make that mistake.

In their infantile haste to teach us our history, they blithely ignore the fact that Acadians, in 1881, deliberately chose not to become merged in the Quebec Société St-Jean-Baptiste in order, precisely, to affirm their distinctiveness. Acadians they were by historical fate, Acadians they would remain by self-determination.

It was quite a bold act but it is one that has paid off handsomely.

To affirm a people's identity within the Canadian framework was not in any sense a hostile rejection of the people of Quebec. Instead, it was an act of faith in one's own future. That is why we do not need latter-day messiahs to explain our history and our

place in the scheme of things, be it as Canadians or on the international scene.

Our presumptuous saviours want the City of Moncton to change its name because of Robert Monckton's role in the Acadian Deportation. Their spokespersons went so far as to suggest that Ottawa should intervene. Ottawa, for heaven's sake! This from a group for whom Ottawa is anathema and synonym for tyranny!

Presumably, our "friends" might have an easier access to Quebec City's elected officials, notably to the current mayor and deputy mayor who have never made any secret of their pro-separatist agenda. Now it so happens that, only a musket shot from the Plains of Abraham, there is an Avenue Moncton, presumably named after the same Robert Monckton who took a considerable part in that fateful battle.

Perhaps the Montreal Société St-Jean-Baptiste could bring its influence to bear on its sister society in Quebec City to have the street renamed instead of meddling in our affairs. This should keep the sodality busy until the next referendum, at least.

The fact that the Francophonie Summit is being held in Moncton - it has already been held in Quebec City - is living proof that Acadians could care less about

Robert Monckton's ghost.

For us, with belated thanks to Frank McKenna and to Jean Chrétien for having brought the summit to Moncton, it is the litmus test that proclaims we have definitely triumphed over incredible adversity to fully occupy our rightful place. Anything else falls in the category of minor irritants with which we know how to cope.

Acadian reaction to the outrageous grandstanding has been swift and negative. This will not deter Guy Bouthillier, the head of Société St-Jean-Baptiste in Montreal, from setting up a tent at the Village de la Francophonie where he will peddle his nostrums on sovereignty.

A tent is so appropriate for snake-oil peddlars. Mr. Bouthillier and his stooges assure us that they will not be giving courses on Quebec cuisine or folk dancing. Instead, they will serve their recycled wilted separatist salad.

Apart from a few Acadian fellow travellers, nostalgic remnants of the long defunct Parti Acadien, and about as numerous as the louts of the Anglo Society, their lure is not likely to attract many but the tent will be worth a detour just to check the circus. Poutine anyone?

Robert Pichette is an Acadian author and journalist who lives in Moncton.

Pour usage interne seulement/For internal use only**Le 31 août 99, 22h30****VERBATIM****Entrevue avec le PM Jean Chrétien à la SRC**

SOURCE : CIO MEDIANET

STATION : SRC-TV

ÉMISSION : LE TÉLÉJOURNAL

DATE : LE 31 AOÛT 99

HEURE : 22h30

ÉBAUCHE / DRAFT - REQUIRES SPELL/GRAMMAR CHECK

Stéphan Bureau: Le mot francophonie va revenir dans les nouvelles au cours des prochains jours, sommet oblige à Moncton. Un sommet qui regroupe une cinquantaine de chefs d'états et de gouvernements, tous liés par ce qu'on appelle le partage du français. Une langue commune mais une conception de la démocratie qui se conjugue parfois à l'imparfait. La Francophonie peut-elle corriger ces accents dissonants? Pas pour l'instant, répond le premier ministre Chrétien, mais un jour peut-être. M. le premier ministre bonsoir.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Bonsoir.

Stéphan Bureau: Merci d'être avec nous, c'est très apprécié.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Je suis très content d'être ici.

Stéphan Bureau: Alors on est à quelques jours du sommet. Les préparatifs, j'imagine, vont bon train du côté du gouvernement fédéral.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Bien, tout est en place, je suis très content du...

on m'informe que tout est prêt à Moncton, toutes les délégations sont organisées et, non, c'est un peu compliqué de faire un Sommet dans une ville pas très grande en somme, alors loger tout ce monde, c'est un problème de pouvoir trouver des endroits adéquats pour tout le monde. Certains de ces leaders vont être obligés peut-être d'avoir des endroits pas aussi confortables qu'ils l'auraient souhaités mais, que voulez-vous, nous allons dans un endroit, une ville comme celle-là, on peut pas être capable de leur donner des services qu'on aurait eu à Montréal où ailleurs.

Stéphane Bureau: Est-ce à dire qu'il y a des chefs d'états qui vous appellent pour vous dire : on aimerait être mieux logés?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Oh, non, non. Mais ça me préoccupe un peu parce qu'on veut être gentils avec tout le monde, c'est la seule inquiétude que j'ai. Ça pourrait être ça, mais j'imagine que ce n'est pas sérieux, non. La plupart des gens sont très contents, sont très contents. L'organisation est en place, les gens du Nouveau-Brunswick ont fait un travail considérable et ils sont très contents de recevoir en Acadie le Sommet de la Francophonie.

Stéphan Bureau: M. le premier ministre, à quelques jours d'un événement comme celui-là, quelle importance dans votre agenda, dans votre échelle de préoccupations la Francophonie représente aujourd'hui là? Dans vos journées, est-ce que vous êtes en préparatifs là-dessus beaucoup?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: À ce moment-ci, dans les jours qui viennent de passer, j'ai eu à prendre des décisions concernant le fonctionnement, mais surtout me préparer à diriger la discussion qui aura lieu pendant deux jours et demi. Alors il y a 52 gouvernements et délégations qui seront présents alors il faut s'assurer qu'il y a un droit de parole pour tout le monde, que les sujets sont appropriés, dans un ordre acceptable et, ensuite, c'est un sommet qui invite les

Jeunes alors il faut qu'il y ait un dialogue, c'est nouveau, avec des jeunes parce que nous croyons que la Francophonie doit devenir quelque chose d'important chez les jeunes. C'est beaucoup plus compliqué aujourd'hui à cause de beaucoup des chefs de gouvernement qui sont là, sont préoccupés par la mondialisation et surtout, ce qui s'appelle l'envahissement de la culture et de la langue américaine. Et, j'emploie le mot "langue américaine" parce que certains font une distinction avec la langue anglaise employée ailleurs. Et, pour moi, je pense que d'avoir impliqué les jeunes à ce moment-ci, c'est très important.

Stéphan Bureau: Allons au coeur de ce qui va se passer à Moncton, aidez-nous à mieux comprendre, M. Chrétien, qu'est-ce qui d'important va se dérouler à Moncton, qui devrait intéresser les Canadiens d'expression française. Parce que vous parlez entre autres de la protection contre la langue américaine, ça fait partie...

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: C'est cette question de...pour donner la chance aux gens de s'exprimer, en langue française, ceux qui ont l'intérêt dans la culture et la langue française de pouvoir se rencontrer. Je me rappelle très bien lorsque nous étions au Sommet en Afrique il y a 4 ans, on avait parlé des technologies, certains de ces pays ne comprenaient pas qu'on pouvait très bien se servir de l'internet en langue française. Alors, le Canada est bien placé pour le montrer, tout l'équipement qu'il y avait là-bas, et pour le démontrer, en faire une démonstration. C'était de l'équipement qui venait du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario et... ça avait soulevé un intérêt et moi je pense qu'il y aurait des discussions là-dessus... La diversité culturelle, c'est un débat qui intéresse beaucoup les gens à cause du problème américain, le cinéma et l'envahissement de la culture des États-Unis à travers le monde. Ces chefs-là sont très sensibles à ça et ensuite, ce qui est important pour moi dans la Francophonie, c'est que nous sommes entrés dans une nouvelle phase avec Boutros Boutros-Ghali comme

secrétaire-général de la Francophonie, un homme de grande expérience et respecté à travers le monde, nous avons introduit la question de politique. Autrefois, on ne parlait pas de régime politique, on ne parlait pas d'élection, on ne parlait pas de droits de la personne, on vient à peine d'aborder ce sujet-là et la possibilité d'intervention collectivement des pays francophones dans des situations compliquées en Afrique ou ailleurs. Alors pour moi, c'est nouveau, nous avons, nous, l'expérience du Commonwealth où le Canada s'est servi de son expérience à l'intérieur du Commonwealth pour faire des interventions aussi bien par M. Trudeau que M. Mulroney ou moi-même sur l'Afrique du Sud ou dernièrement, après l'assassinat de personnalités importantes au Nigéria. Le Canada avait été un facteur dominant au Sommet du Commonwealth en Nouvelle-Zélande il y a quelques années. Alors, la Francophonie qui regroupe 52 pays, et généralement les pays les plus pauvres du monde, malheureusement mais c'est une réalité, là on pourra aborder des sujets qui étaient tabous il y a quelques années.

Stéphan Bureau: Puisque vous soulevez la question, M. le premier ministre, le Commonwealth, comme forum, semble avoir plus de dents que la francophonie. Il y aura autour de la table avec vous des dirigeants, vous le savez, qui ont des passés peut-être un peu douteux, qui sont certainement contestés. D'abord, une première question: vous personnellement, est-ce que ça vous embête de vous retrouver à côté de ces gens dans le même forum?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Voici. C'est lorsque vous êtes aux Nations Unies, je suis allé au 50e anniversaire des Nations Unies, il y avait des dictateurs qui étaient là. Il y en a des dictateurs de droite, il y a des dictateurs de gauche, il y a des dictateurs purement et simplement. Alors on en rencontre quelques fois, ce qui est encourageant, c'est qu'il y en a de moins en moins. Prenez par exemple lorsque nous sommes avec les pays d'Amérique, maintenant les Amériques, il n'y a plus de dictateurs, il en reste un, c'est celui de Cuba. Les autres, c'est

devenu des démocraties partout, ça n'existait pas comme ça il y a quelques années, alors il en reste encore quelques-uns dans la Francophonie, et on se sert du débat de la Francophonie et du volet politique de la Francophonie pour pouvoir parler d'élections, de droits de la personne, de démocratisation et d'ailleurs, dans son travail, M. Boutros Boutros-Ghali parlant avec des dirigeants qui viennent à Moncton, leur a dit qu'ils allaient être mis au pied du mur par leurs collègues concernant : à quelle date y aura-t-il des élections chez vous?

Stéphan Bureau: Précisément, sur la liste des invités, est-ce qu'il y a des pays qui sont membres de la Francophonie qui pourraient ne pas venir au Canada parce que vous allez leur refuser l'accès?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Il n'y en a pas parce qu'on est obligé de suivre les règles internationales de garantie des dirigeants des pays qui viennent représenter leur pays comme aux Nations Unies par exemple.

Stéphan Bureau: Même par exemple le Burundi dont on ne reconnaît pas, le Canada, le gouvernement.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Oui, mais la question est à ce moment-là, quel est le gouvernant? On peut peut-être ne pas avoir de relations complètement diplomatiques avec eux, c'est une façon bilatérale, mais s'ils sont membres de la Francophonie, c'est pas à moi de décider s'ils sont encore ou pas membres de la Francophonie. C'est une décision collective de la Francophonie qui pourrait leur retirer leur statut. On peut avoir à annuler nos relations diplomatiques avec un pays, mais que la majorité des pays de la Francophonie ait des relations diplomatiques normales. Et moi je suis le président, alors je devrai chercher le consensus de

l'Assemblée.

Stéphan Bureau: Mais est-ce qu'on pourrait imaginer une surprise, on en a beaucoup parlé, un peu comme c'est arrivé au général Pinochet en Angleterre, ou par exemple, se retrouveraient sur le territoire canadien des gens qui sont recherchés par la justice internationale? Est-ce que vous donnez des garanties à ce moment-là?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Ah! Bien, on applique à ce moment-ci, Pinochet n'est pas un chef de gouvernement.

Stéphan Bureau: Effectivement.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Et il n'était plus chef de gouvernement. Mais lorsque c'est un chef de gouvernement, il y a des règles internationales qui s'appliquent. On m'informe que ce sont les mêmes qui s'appliquent lorsque des chefs de gouvernement ou d'état se rendent aux Nations Unies.

Stéphan Bureau: Donc, pas de surprise au Canada.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Pas à ce que je vois, non. On s'est servi de la législation appropriée pour leur dire qu'ils pouvaient venir au Canada.

Stéphan Bureau: Mais puisque vous faites le parallèle avec le Commonwealth, le Commonwealth semble avoir plus de dents. Par exemple, on a pu expulser un membre quand on a vu qu'il ne se comportait pas de la bonne façon aux yeux des autres membres, on a lutté contre l'apartheid de

cette façon. La Francophonie est encore pas aussi musclée.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Non, elle n'est pas aussi musclée, mais on est en train de la bâtir sur un modèle qui est le modèle du Commonwealth et le Canada est un des... d'ailleurs supporté entièrement par les délégations du Québec et du Nouveau-Brunswick. On est en train à ce moment-ci de d'essayer de faire du Commonwealth... de faire de la Francophonie et d'impregner les mêmes principes qu'on retrouve au Commonwealth. Seulement, le Commonwealth ça existe depuis très longtemps ; la Francophonie c'est très récent. Et en suite, on ne parle que de problèmes, on accepte, et ça été difficile de gagner cette bataille-là, d'avoir un agenda politique où les droits de la personne et les droits électoraux sont invoqués. Seulement, depuis qu'on a un secrétaire-général qui entre en fonction, qui est entré en fonction il y a 2 ans.

Stéphan Bureau: Et vous vous souvenez de Hanoi, lorsque le premier ministre Bouchard a voulu l'idée par exemple de sanctions dans les pays membres de la Francophonie où la démocratie reculerait. Et là, vous étiez manifestement pas d'accord.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Faut dire que ce n'est pas une question d'être d'accord ou pas d'accord, c'est que, à ce moment-ci, la Francophonie comme telle, n'est pas prête à aller dans cette voie-là. La Francophonie, il n'y a pas un vote, c'est une représentation de 52 pays. Alors, il faut qu'il y ait un consensus pour qu'on puisse avancer. Dans le Commonwealth, j'étais là lorsqu'on a agi contre le Nigeria. Ça pas été facile. Il a fallu développer le consensus et demander au Nigeria de se retirer. Et là il s'est retiré et tout le monde était d'accord.

Stéphan Bureau: Donc, la Francophonie va dans cette direction...

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Elle s'en va dans cette direction-là. Je suis très content qu'on ait commencé.

Stéphan Bureau: Parce que concrètement, qu'est-ce que la Francophonie, ce forum, fait qu'on ne pourrait pas faire ailleurs le Canada?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: On fait partie de toutes les organisations. Pourquoi on est à la francophonie? La question pour nous, c'est très simple : nous sommes un pays à deux langues officielles, et 25 % de la population est d'origine et parle la langue française et il y a 3 millions de Canadiens anglophones qui parlent le Français. Alors, nous sommes un pays qui a un intérêt considérable dans la préservation de la langue et de la culture et comme c'est une association de pays qui ont comme partage la langue française, le Canada doit être là. Et pour nous, on s'en sert pour avancer les valeurs canadiennes dans tous les débats comme on le fait, vous savez la Francophonie nous a aidé beaucoup. Lorsque nous avons fait avancer le dossier des mines anti-personnel ; ça nous a permis...

Stéphan Bureau: À cause des liens que nous avons avec certains pays...

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: C'est sûr et c'est très clair. J'ai fait des téléphones moi-même à certains de ces dirigeants pour les remercier ou les inciter à prouver et à ratifier. Alors, pour nous, le Canada est un des pays les mieux placés parce que nous faisons partie... nous sommes toujours là et nous avons, nous sommes dans le Commonwealth, pays no. 2. mais pas no. 1, c'est la Grande-Bretagne. Dans la Francophonie, on est le pays no. 2. la France est no. 1. Mais on est toujours là et on agit très souvent... comme dans la question de l'Afrique du sud. Le gouvernement de Mme Thatcher était très difficile vis-à-vis M. Trudeau et M. Mulroney à l'époque

et le Canada était celui qui dirigeait le débat. Les Anglais étaient sur la clôture. Alors, le Canada se trouve dans une position politiquement très bonne et on l'utilise pour faire avancer les valeurs et les principes qui sont à l'avant-garde de la vie politique canadienne.

Stéphan Bureau: M. le premier ministre, je vous propose une courte pause. On revient dans quelques instants après ces annonces avec le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien. À tout de suite.

Stéphan Bureau: la Francophonie à Moncton, on poursuit notre entretien avec le premier ministre Jean Chrétien. M. Chrétien, tout à l'heure vous disiez, par exemple dans le cas de l'Afrique du Sud, le Canada qui est numéro 2 au sein du Commonwealth peut jouer un rôle. Je vous pose la question aujourd'hui : vous savez, dans la région des grands lacs en Afrique, il s'est commis des horreurs, il y a eu des choses épouvantables qui se sont passées, est-ce qu'on pourrait aujourd'hui imaginer que, grâce à la francophonie, le Canada, pourrait, si une crise pareille se reproduisait, intervenir, faire en sorte qu'on évite ce genre de situation?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: On l'a déjà fait. Vous vous rappelez il y a quelques années alors qu'il y avait près d'un millions de Rwandais qui se trouvaient au Zaïre et qui ne pouvaient pas retourner chez eux, le Canada, j'avais passé une fin de semaine, j'avais regroupé une dizaine de pays qui mouvement localement qui a que le Canada est un pays qui peut agir dans des circonstances comme celles-là. Alors, est-ce qu'on pourrait se servir de la Francophonie? Euh... je ne dirais que ce serait facile demain. Parce la situation dans les pays des grands lacs ou en Afrique, c'est des démocraties jeunes et il y a des gens qui n'ont aucune démocratie, il y a des crimes horribles et nous ne sommes pas les Nations unies. Même les Nations unies parfois ne peuvent pas intervenir à cause du droit de véto des grands pays au Conseil de sécurité. Mais

on peut maintenant qu'on a une vocation politique se servir du fait de la Francophonie pour influencer le dossier.

Stéphan Bureau: M. Chrétien, vous le savez, au Kosovo, on ne s'est pas tellement préoccupé des droits de veto, l'OTAN, une autre organisation à laquelle appartient le Canada, a choisi d'intervenir au nom d'un droit d'ingérence.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Et tous les pays de l'OTAN étaient d'accord.

Stéphan Bureau: Est-ce qu'on pourrait aujourd'hui penser que ce serait possible d'appliquer ce droit d'ingérence aussi en Afrique au nom de la Francophonie?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Je pense qu'à ce moment-ci, on aurait pas de consensus au sein de la Francophonie.

Stéphan Bureau: Quand on parle de francophonie au Canada, on parle nécessairement des différents partenaires au sein de la Francophonie. Si on avait à réinventer la Francophonie, M. Chrétien, est-ce qu'il serait plus simple pour le Canada d'agir que si on ne parlait que d'une seule voix? Plutôt que de trois?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Non, de toutes façons, je pense que ça fonctionne assez bien. Il y a des domaines où les gouvernements provinciaux peuvent intervenir et ils interviennent. Vous avez cette situation en Belgique où la Belgique, la partie française de la Belgique est présente et elle parle. Et puis, ça va bien. Alors, nous, on a trouvé une formule canadienne qui est différente des autres, moi, je suis à l'aise avec ça. Le Canada, c'est moi qui

parle au nom du Canada alors, la politique internationale relève du gouvernement central.

Stéphan Bureau: Mais dans la Francophonie, est-ce que vous convenez qu'il y a des dossiers pour lesquels le Québec doit vraiment parler d'une voix, la sienne?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Le Québec et le Canada. Vous savez, il ne faut pas... Moi aussi je suis un Québécois. Je suis né au Québec, j'ai un cabinet où il y a des ministres importants qui viennent du Québec. Alors bon, nous aussi on est là, on peut parler tous les deux et dans la même direction. Ça ne veut pas dire, il y en a qui, ça les offense. Moi, ça m'offense pas et même si parfois, il peut y avoir des nuances, ça ne me fait pas mourir de jalousie. Seulement, il faut lorsqu'il y a un protocole qui a été établi sous plusieurs précédents, je le respecte et j'espère que les autres vont le respecter.

Stéphan Bureau: Donc, vous convenez cependant que quand vient le temps de défendre les dossiers linguistiques particulièrement, le Québec peut avoir un rôle particulier?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Pourquoi pas? Mais quand on parle de ça, pour moi, moi aussi j'ai le même intérêt que le Québec. Je suis un Québécois, j'ai été élu 36 ans comme député dans la province de Québec. Non, pas, parce que j'ai été au Nouveau-Brunswick aussi et dans la partie acadienne du Nouveau-Brunswick pendant un terme. Alors, il n'y a pas seulement le Québec, il y a le Nouveau-Brunswick qui a les mêmes intérêts. Quand vous allez en Acadie, ces gens-là ont...parfois, ils avaient beaucoup plus de mérite aussi français que nous le sommes.

Stéphan Bureau: Mais dans les grands débats culturels, vous parliez tout à l'heure de la défense contre la langue américaine et la culture qui vient avec, c'est pas une mince affaire, est-ce que le

Canada est donc, selon vous, le mieux habilité à défendre la voix peut-être distincte du Québec dans ces circonstances?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Bien au point de vue international, c'est mieux que ce soit le Canada qui parle au nom de tout le Canada. Ça beaucoup plus de poids. Il n'y a aucun doute là-dessus. Et... bien quand vous partez et que vous tombez dans les juridictions ou... parfois... il y a des juridictions, dans l'application, il y aura besoin de la collaboration des provinces pour la mise en place de certains traités. Seulement, il y a une question : c'est que les autres pays ne veulent pas qu'on aille débattre nos divergences politiques devant eux. Ils ont leurs problèmes politiques. Alors, ce serait malhabile pour nous d'aller intervenir à ce moment-ci dans le débat des langues qui a cours en France présentement. Ça sera pas très habile de la part du premier ministre du Canada d'aller se mêler de ça. Alors, la France parle en leur nom là-dessus et moi, je parle au nom du Canada vis-à-vis de nos problèmes linguistiques.

Stéphan Bureau: En terminant, des chicanes de famille comme on en a l'habitude, vous pensez qu'il y en aura à Moncton?

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Je ne pense pas. Je ne pense pas. Il n'y en a pas eu à Hanoi, on s'est assez bien entendu. M. Bouchard avait un projet qui n'était pas acceptable à la majorité et il n'a pas pu avancer, qui d'ailleurs était dans le domaine du fédéral de politique, mais ça s'est bien arrangé. Moi, vous savez, les gens, les journalistes, vous essayez toujours de trouver des petites querelles, vous pensez qu'on devient enragés, voyons donc...

Stéphan Bureau: C'est quand même pas juste une affaire de journalistes, ces petites querelles, ça existe aussi...

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Il y en a qui se prennent au sérieux, puis d'autres moins. Un problème, c'est un problème et généralement, on trouve une solution. Et il y en a qui voient des montagnes avec pas grand chose. Moi, ça fait quelques années que je suis là-dedans, j'en ai vu d'autres et puis je pense qu'il peut y avoir des désaccords qui peuvent avoir lieu entre nous. Mais on a pas besoin d'aller faire de grandes querelles aux yeux du monde, pour montrer que parfois la démocratie fonctionne très bien chez nous.

Stéphan Bureau: M. le premier ministre, merci beaucoup.

Jean Chrétien, premier ministre du Canada: Ah! Ça m'a fait plaisir.

BOWDENS MEDIA MONITORING LIMITED

TÉLÉPHONE (613) 789-7777

One Nicholas, 10th Floor, Suite 1000, Ottawa, Ontario, K1N 7B7

TÉLÉCOPIEUR (613)789-4654

| | | | |
|------------|------------------------|----------|--------|
| SOURCE: | NATIONAL | STATION: | TVA-TV |
| ÉMISSION: | LE TVA, ÉDITION RÉSEAU | HEURE: | 22H26 |
| RÉFÉRENCE: | 8D7D9.17 | DURÉE: | 12:00 |
| DATE: | 31 AOÛT 1999 | | |

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

SIMON DURIVAGE (TVA): Ce ne sont pas tant les querelles de drapeaux entre Ottawa et Québec, semble-t-il qui vont marquer le Sommet de la francophonie qui s'ouvre à Moncton vendredi, c'est bien davantage la présence chez nous de certains chefs d'État, Africains surtout, de nombreux Ruandais, des Burundais, des Congolais, des Togolais d'ici ont demandé à Ottawa en effet de ne pas inviter leur dirigeant qu'ils accusent de dictatures, parfois de tortures, d'assassinats, voir de génocides.

Jean Chrétien est resté sourd à ces demandes, je l'ai rencontré il y a quelques jours pour qu'il nous parle de ses attentes face au Sommet de Moncton.

SIMON DURIVAGE: Bonsoir M. Chrétien.

JEAN CHRÉTIEN (Premier ministre): Bonsoir.

SIMON DURIVAGE: Il y a une chose... on ne passera pas beaucoup de temps à parler des querelles Québec-Canada cette fois-là, M. Bouchard a promis de ne pas faire de vague, vous devriez vous réjouir de ça?

2

JEAN CHRÉTIEN: Bien je suis très heureux de ça et c'est un Sommet de la francophonie à Moncton, chez les Acadiens, alors, c'est une situation tout à fait exceptionnelle et je suis très content de voir que tout semble aller très bien, tout le monde est bien disposé.

Alors, c'est un sommet important et comme vous le savez, la francophonie devient de plus en plus politique et... il faut s'en servir mais il faut établir de bonnes bases. Alors, il est mieux de ne pas avoir de querelles internes transposées sur la place public.

SIMON DURIVAGE: Par contre il y a le Bloc québécois qui... M. Duceppe vous a encore écrit là pour que...

JEAN CHRÉTIEN: Il est invité M. Duceppe...

(S'ENTRECOUPENT)

SIMON DURIVAGE: Il est invité à un dîner mais c'est tout, ce n'est pas...

JEAN CHRÉTIEN: C'est une délégation du gouvernement canadien, ce n'est pas... ce n'est pas une réunion de parlementaires.

SIMON DURIVAGE: Vous avez invité des parlementaires de l'opposition?

JEAN CHRÉTIEN: Oui on en a invités. C'est sûr qu'on en a...

(S'ENTRECOUPENT)

SIMON DURIVAGE: Une conservatrice du Québec alors que le Bloc...

(S'ENTRECOUPENT)

3

JEAN CHRÉTIEN: On a invité des gens pour présenter le gouvernement fédéral et le Canada, une délégation qui vient du Québec aussi. Alors... je suis satisfait, on a invité M. Duceppe à... comme chef de... d'un parti politique à... à être présent à des cérémonies comme il se doit.

SIMON DURIVAGE: À des cérémonies mais pas aux discussions?

JEAN CHRÉTIEN: Bien écoutez, on ne peut pas..., on est... on est... (inaudible)... problème de places, on est très mal pris, Moncton n'est pas une métropole. Alors, c'est très, très difficile d'accueillir beaucoup de monde.

SIMON DURIVAGE: Non mais (inaudible)...

(S'ENTRECOUPENT)

JEAN CHRÉTIEN: Bien il n'y a pas de Bloc c'est tout.

SIMON DURIVAGE: Ce n'est pas un oubli certain ça M. Chrétien?

JEAN CHRÉTIEN: Bien écoutez... nous on a fait une délégation du Canada et puis il y aura une délégation et ça donne que le Québec est représenté par le... les cousins ou les frères jumeaux du Parti québécois. Alors, ça va, pour moi c'est...

SIMON DURIVAGE: J'ai une question...

(S'ENTRECOUPENT)

JEAN CHRÉTIEN: ... pas passer des heures à discuter de ça, les organisateurs ont pensé que c'était la meilleure façon de se le faire et je l'accepte.

SIMON DURIVAGE: Alors, parlons d'une question beaucoup plus délicate, c'est l'accueil de chefs d'État ou de gouvernement qui n'ont pas, c'est le moindre

4

que l'on puisse dire, comme priorité les droits de l'homme, il y en a certains dont on dit qu'ils ont les mains tachées de sang. Vous avez fait un choix, comme gouvernement vous avez dit, il n'est pas question de ne pas accueillir ces gens-là au nom des relations diplomatiques...

JEAN CHRÉTIEN: Bien c'est les...

(S'ENTRECOUPENT)

SIMON DURIVAGE: Mais est-ce que ça s'arrête là?

JEAN CHRÉTIEN: Oui, c'est la même chose que les Nations Unies. La francophonie ce sont des pays, ce ne sont pas des individus et puis d'autant plus, si on ne leur parle pas on ne pourra pas leur parler des droits de la personne...

SIMON DURIVAGE: Allez-vous le faire?

JEAN CHRÉTIEN: Bien certainement, on l'a fait... c'est pour ça que je le dis que, le Sommet de la francophonie est beaucoup plus politique qu'il ne l'était.

SIMON DURIVAGE: Comment...

(S'ENTRECOUPENT)

JEAN CHRÉTIEN: Alors, d'abord... le thème est la jeunesse, il y a aura des jeunes, il y a des réunions préliminaires, ils s'exprimeront, il y aura un dialogue, ensuite, bien la gouvernance la bonne gouvernance sera discutée où on va parler nécessairement de la démocratie, qu'on désire avoir des pays démocrates dans la francophonie et que... ils doivent pour y parvenir, respecter les droits des personnes dans ces pays-là, et ensuite, on va parler aussi de la diversité culturelle

5

parce que la plupart de ces pays-là ce ne sont pas des pays dont la langue française est la langue principale.

SIMON DURIVAGE: Mais est-ce qu'il y aura, est-ce qu'on va discuter de sanctions possibles contre les pays qui abusent vraiment des droits de l'homme?

JEAN CHRÉTIEN: Bien écoutez, les sanctions se font lorsqu'il y a une unanimité, on commence dans le domaine politique, on a eu beaucoup de succès, le Canada a toujours été un facteur dominant dans le commonwealth et nous avons poussé pour rendre plus politique la francophonie parce que comme vous le savez, le Canada sur la question de... la portail dans... en Afrique du Sud a joué un rôle très dominant, les Anglais n'étaient pas très favorables.

SIMON DURIVAGE: Mais justement, vous avez le... commonwealth avait expulsé l'Afrique du Sud à l'époque comme elle a expulsé le Nigeria pendant trois ans.

JEAN CHRÉTIEN: Ça prend un consensus, c'est le consensus, il faut que tout le monde soit là et à ce moment-ci, on commence à faire des pressions politiques avec la francophonie. Alors, il faut y aller par étape...

SIMON DURIVAGE: Où logez-vous vous?

JEAN CHRÉTIEN: Pardon?

SIMON DURIVAGE: Vous comme premier ministre du Canada, où logez-vous?

6

JEAN CHRÉTIEN: Bien moi je me loge à l'endroit qu'il faut parler de ces choses-là. Est-ce qu'il faut nécessairement à tout coup faire des boycotts? Je ne suis pas sûr (inaudible)... c'est comme les gens qui veulent qu'on... que le Canada boycotte la Chine. Bien voyons donc! Si notre... pour faire un boycott efficace, il faut que tout le monde y participe, sans ça, ça devient ridicule et pour moi je pense qu'on ne mise... on a poussé pour avoir un secrétaire général qui a beaucoup d'expérience, M. Boutros Boutros-Ghali, qui a été secrétaire général des Nations Unies et qui a... fait avancer considérablement l'agenda politique, on va pousser sur les dictateurs pour qu'il y ait des élections, on va offrir la participation de la francophonie des pays francophones pour surveiller les élections.

Je pense que la plupart des gens qui sont considérés comme des dictateurs, nous ont... nous promettons de faire des élections dans... dans des délais quelconques...

SIMON DURIVAGE: Je prend votre discours de Winnipeg au mois de mars où vous disiez; le Canada ne peut pas assister passivement à des milliers de gens qui sont des... avoir des milliers de gens de déplacés, des maisons brûlées, pilées, on va aller plus loin, des gens... des gens assassinés, des génocides dans certains cas...

JEAN CHRÉTIEN: C'est justement pourquoi on a poussé pour mettre ça à l'agenda, des problèmes que lorsqu'il y avait des réunions de la francophonie avant Moncton où on en a parlé... seulement pas. Alors là, on peut en parler, on va voir quels seront les résultats de la... quelles seront leurs réactions, quelles

7

seront les réaction des cinquante autres pays qui seront présents, autre que le Canada.

SIMON DURIVAGE: Vous n'allez pas pousser vous comme premier ministre du Canada, comme pays hôte, pour qu'on sanctionne ces pays-là?

JEAN CHRÉTIEN: Je suis le président de l'assemblée, alors, je suis le directeur des débats, ce n'est pas moi qui... qui... je dois m'assurer que le débat soit maintenu, les positions canadiennes sont très connues dans ce domaine-là, nous avons toujours été à l'avant-garde, seulement il ne faut pas, je ne pense pas à ce moment ici, que le... la francophonie soit prête à imposer collectivement les cinquante autres, cinquante pays qui pourraient imposer des sanctions, soient prêts à le faire à ce moment ici.

SIMON DURIVAGE: Il va y avoir un sommet parallèle à Moncton, est-ce que l'image du Canada pourrait, je ne sais pas, en souffrir d'une quelconque façon?

JEAN CHRÉTIEN: Bien, non, écoutez, ici au Canada on permet des... on aide des sommets parallèles, on y participe. Alors, je pense qu'on est innovateur dans ce domaine-là. Mais d'un autre côté, il faut s'assurer, la police doit le faire, la sécurité de nos visiteurs, comme... c'est la même chose lorsqu'on va dans n'importe quel pays, je suis allé en Bosnie dernièrement et la sécurité était extraordinaire, on m'a fait changer d'avion pour des raisons de sécurité, on a demandé à des chefs d'État de voyager comme moi... j'avais invité d'autres chefs d'État à voyager avec moi dans un Hercule pour des raisons de sécurité.

8

SIMON DURIVAGE: Est-ce que vous vous attendez à des manifestations?

JEAN CHRÉTIEN: Je ne sais pas, je ne sais pas mais ce n'est pas...

SIMON DURIVAGE: Il n'y a pas de danger de poivre de cayenne? (Rires)

JEAN CHRÉTIEN: Je ne sais pas, la police va faire son travail, la police en a vu des démonstrations, il y en a eu au Québec dernièrement de ce poivre-là et ce n'est pas moi qui décide ces choses-là, les polices ont un devoir à faire et vous savez toute la querelle à... c'est très évident à ce moment ici, on ne m'a jamais parlé de ça lorsque c'est arrivé, je l'ai appris après le fait, la police fait son job.

SIMON DURIVAGE: Parlons plus généralement de la francophonie. Pour bien des petits pays ça doit être important, bon parce qu'ils attendent beaucoup d'aide, de coopération de la part des pays riches et démocratiques comme les nôtres, mais pour les Canadiens là...

JEAN CHRÉTIEN: C'est très important, pour nous Canadiens, ça fait partie de l'essence même de notre pays. Il y a sept millions de francophones dont un million qui ne sont pas au Québec et... évidemment, il y a tout (inaudible)... trois millions de Canadiens anglais qui parlent le français, ou à peu près, il y a 300 000 jeunes canadiens qui sont anglais, qui sont dans des cours d'immersion. Alors, ça fait partie de notre héritage, de notre culture, de notre personnalité et avec la mondialisation...

SIMON DURIVAGE: D'un côté il ne faut pas nier M. Chrétien qu'il y a une assimilation...

9

(S'ENTRECOUPENT)

JEAN CHRÉTIEN: Définitivement...

SIMON DURIVAGE: ... galopante des francophones...

(S'ENTRECOUPENT)

JEAN CHRÉTIEN: ... à travers le monde. Ça ne veut pas dire qu'il faut baisser les bras.

SIMON DURIVAGE: Bien chez nous aussi?

JEAN CHRÉTIEN: Oui mais ça... les gouvernements ne peuvent pas prendre des décisions pour les individus. Ceux qui sont allés vivre en Nouvelle-Angleterre, il y a un siècle, ils sont... les chrétiens sont devenus des Christians.

SIMON DURIVAGE: Oui oui mais...

JEAN CHRÉTIEN: Que voulez-vous, ce sont des décisions...

SIMON DURIVAGE: ... on est aux États-Unis, la langue unique c'est l'anglais.

JEAN CHRÉTIEN: C'est ça que je vous dis. On a des lois au Canada, on est un pays bilingue, on a mis le Canada avec deux langues officielles, vous pouvez vous adresser à tout organisme fédéral et lorsque le nombre est justifiable, vous avez les services.

SIMON DURIVAGE: Le fédéral seulement et là où le nombre le justifie...

10

JEAN CHRÉTIEN: Bien oui, mais au Nouveau-Brunswick c'est bilingue et le Québec devrait avoir la même loi qu'au Nouveau-Brunswick pour permettre à la minorité de se sentir plus confortable.

SIMON DURIVAGE: Mais... plus loin là, qu'est-ce que ça donne aux Canadiens de faire partie de la francophonie là, je... je cherche les avantages qu'il y a à en faire partie?

JEAN CHRÉTIEN: Bien le Canada est un pays très influent, nous sommes un pays... dont nos valeurs, les valeurs de ce pays-là sont admirées à travers le monde et le Canada a toujours été un pays modérateur qui est à l'avant-garde, prenez notre succès que nous avons eu avec les mines antipersonnelles, c'est parce qu'on avait cette réputation-là et on s'est... et parce qu'on est dans le commonwealth et parce qu'on est dans la francophonie, on connaît ses leaders-là, moi-même j'en ai appelés personnellement plusieurs pour les inviter d'être... de signer ensuite de faire la rectification dans les plus brefs délais parce qu'il y avait un délai d'un an, et le Canada est très bien perçu et le fait que nous soyons dans... dans la paix, dans le commonwealth, dans la francophonie, dans les Amériques et comme nous sommes un pays qui touche les deux océans, le Pacifique et l'Atlantique, bien c'est ça, c'est ça qui est l'influence d'un pays modéré avec de belles valeurs comme le Canada dans le monde.

SIMON DURIVAGE: Qu'est-ce que vous aimeriez que soit la conclusion de ce sommet-là?

11

JEAN CHRÉTIEN: Bien la conclusion c'est que d'abord, la volonté de ces pays qui... il y a beaucoup de gens qui s'inquiètent de la globalisation, ils veulent qu'il y ait d'autres cultures que la culture américaine qui existe dans le monde. Alors, c'est... alors, en s'adressant et en impliquant la jeunesse, on s'adresse à ce côté-là qui eux sont à cause... de l'Internet et tout ça, sont bombardés par... ce qu'on appellerait la culture américaine et l'industrie cinématographique. Alors... et on a les mêmes intérêts que d'autres pays francophones dans la diversité culturelle dans les négociations internationales sur le commerce de défense.. ce dossier-là.

Ensuite, bien on aura l'occasion aussi de parler des droits de la personne et de s'assurer que les pays qui font partie de la francophonie, comme ceux qui font partie du commonwealth sont des pays où il y a des démocraties. Si on avait fait une réunion du commonwealth il y a 30 ans, il y avait beaucoup de dictateurs, il n'y a en a plus beaucoup et il en reste encore dans la francophonie et avec la poussée qui... qu'il y aura sur ces gens-là à Moncton, nous espérons que dans quelques années, tous les pays de la francophonie vivront sous un régime démocratique.

SIMON DURIVAGE: Merci beaucoup M. Chrétien.

JEAN CHRÉTIEN: Avec plaisir. Bonsoir.



Tel.: (506) 855-2610

CNN.com (Web site)

Cable News Network

DATE: Aug. 31/99

PAGE: 1 de 3

POSITION

Controversies hit summit of French-speaking nations

August 31, 1999

Web posted at: 10:14 AM EDT (1414 GMT)

MONCTON, New Brunswick (Reuters) — In hindsight, it was a strange idea to host a summit of French-speaking nations in a Canadian town where most people don't speak French.

Especially when that town is named after an 18th century English army commander whose name is synonymous with the deportation of the region's French Canadians.

And as if that weren't enough, the water is brown, there aren't enough hotel rooms and human rights organisations are promising to highlight what they say is the terrible record of many countries attending.

Welcome to the small Atlantic town of Moncton, New Brunswick, which on Friday pays host to the eighth biannual summit of the 52-member Francophonie grouping.

Francophones might well find themselves underwhelmed by the lack of signs, services and even conversation in French — two-thirds of the 100,000 residents don't even speak Canada's second official language.

The town is named after English general Robert Monckton who in 1755 supervised the deportation from the area of thousands of French Canadians, known as Acadians. Many ended up in the southern United States, where they are called Cajuns.

A staunch nationalist organisation from neighbouring French-speaking Quebec, the St-Jean Baptiste Society, said the choice of Moncton was an insult to the intelligence.



Tel.: (506) 855-2610

CNN.com (Web site)

Cable News Network

POSITION

DATE: Aug. 31/99

PAGE: 2 de 3

"Moncton is the predecessor of those who practice ethnic cleansing nowadays," said Guy Bouthillier, president of the Montreal-based lobby group.

The Anglo Society of New Brunswick, a small association of Anglophones, has also promised to organise protests against the alleged predominance of French in New Brunswick.

Summit Director-General Fernand Landry is not too bothered by these protests.

"This is very marginal and we do not even know if there will be demonstrations," he told Reuters, adding that the protesters should realise the province and its people had moved on. New Brunswick is now Canada's only official bilingual province.

"This summit is an historic event. It is a recognition of our long evolution toward fulfilment. We are really proud to host this summit," Landry said.

"In the Francophonie, the only monolingual country is France. If summits were held in cities where the sole language was French, they would only have taken place in Paris and Quebec City," he said.

But the polemics and controversy do not end there.

The separatist Bloc Quebecois, a Quebec-based party active on the federal scene, says the Canadian government has excluded it from a delegation of parliamentarians who will attend the summit. Two of the leaders are unilingual English speakers.

Last week a television station revealed that the director of the agency coordinating universities in La Francophonie had been accused of falsifying his expense accounts. He was asked not to stand for a second term in office.

All this means more controversy for Moncton, which is trying to solve the more mundane problem of finding rooms for the summit's 4,000 guests. Most of the 750 accredited journalists will be living on the campus of the local university.

They will be told not to drink the water, which is brown. Delegates and participants will therefore have to buy bottled water, an embarrassment for Ottawa, which is footing most of the C\$12 million bill of the three-day summit.

Some observers said local residents are fed up already.

© UNLICENSED REPRODUCTION, SALE OR REPLICATION PROHIBITED

© REPRODUCTION, VENTE ET REPLICATION INTERDITES SANS PERMIS



Tel.: (506) 855-2610

CNN.com (Web site)
Cable News Network

POSITION

DATE: Aug. 31/99

PAGE: 3 de 3

"People are enthusiastic but they are looking forward to the end of the summit," said Etienne Allard, reporter for L'Acadie-Nouvelle, the province's only French-language daily.

"People are fed up with having their daily routine disturbed," he said.

But discomfort brings some benefits. Landry says the summit will pump C\$40 million into the area.

**[The Edmonton Sun]
HUMAN RIGHTS FOCUS ON SUMMIT FRANCOPHONE
COUNTRIES MEET**

Byline: CP
Dateline:
Section:
Page: 18 **Length:**
Date: Monday August 30, 1999 **Edition:**

"Politically motivated terrorism," "assaults," "ethnic tensions," "kidnapping" - just a few of the words that the Department of Foreign Affairs uses to dissuade Canadians from going to such francophone nations as Burundi, Congo and Burkina Faso.

So it is under the glare of a huge international spotlight that the Canadian government will host some of the leaders of these countries this week in Moncton, N.B., at the eighth Francophonie Summit. The theme of the conference is youth, and the heads of state of the 52 member and associate countries typically work up declarations of common interest and vaguely worded action plans.

But in the media and among advocacy groups, labour organizations and certain ethnic communities, human rights has become the real theme of the summit.

The first parallel summit of non-governmental organizations at the Francophonie will set up shop simultaneously in Moncton.

The Canadian government has been criticized for allowing certain delegations to enter the country, such as representatives from Rwanda and the Democratic Republic of Congo.

Amnesty International lists 32 countries of the Francophonie as human-rights abusers.

Togolese President Gnassingbe Eyadema, who has ruled there for 32 years, is scheduled to attend while in his country Amnesty reports hundreds are tortured, summarily imprisoned and executed.

Anne Sainte-Marie, spokesman for Amnesty's Quebec office, said Canada should take the opportunity to make a strong statement and initiate investigations into some of the participants in the summit.

"Canada has all the jurisdiction necessary to initiate an inquiry and to see if among the delegation there are people who can be held responsible for serious crimes against humanity," said Sainte-Marie.

The issue is particularly hot in light of Canada's support last year of establishing an International Criminal Court to prosecute human-rights abusers. Countries would have the right to detain suspects.

The federal government insists it will bring up the topic of human-rights abuses during bilateral meetings with a number of countries, but doesn't promise any action.

Officials have stuck by the message that the presence of certain foreign representatives is important to help encourage them to respect human rights.

The Francophonie Summit was instituted as a regular event in 1986, and since then has grown in membership and stature.

Canada has been a strong supporter of the Francophonie, and in the last two years has put close to \$80 million into activities related to it.

Boutros Boutros-Ghali rejette l'idée d'un Commonwealth francophone

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie contredit l'hôte du Sommet de Moncton, Jean Chrétien

ASSOCIATED PRESS

Ottawa — Interdire à des pays coupables de violations des droits de l'homme de venir au Sommet de Moncton (qui se tiendra du 3 au 5 septembre) serait «*engagé*», estime le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Boutros Boutros-Ghali qui rejette par ailleurs l'idée d'un Commonwealth francophone suggérée par le premier ministre canadien Jean Chrétien.

Interrogé samedi par l'agence Presse Canadienne depuis Moncton (Nouveau-Brunswick), M. Boutros-Ghali soutient qu'il faut que ces pays puissent venir afin «*que nous discutions leur point de vue, que nous donnions notre point de vue [et] qu'ils se voient confrontés à la société francophone internationale*».

Partisan d'une approche «*pragmatique*» et discrète, l'ancien secrétaire général de l'ONU n'entend cependant pas se soustraire aux États membres de l'OIF qui pourraient toujours prendre une décision contraire. Mais aucun d'eux, pas plus que le Canada en tant que pays hôte, n'a opposé un quelconque veto à leur présence.

En matière d'approche «*pragmatique*», M. Boutros-Ghali a ainsi cité l'exemple du Niger, où l'OIF a pris des sanctions à la suite du coup d'État militaire d'avril dernier. Ces mesures ont été efficaces puisque, at-il noté, la junte s'est engagée à organiser des élections en novembre prochain.

«*Nous avons obtenu un résultat en condamnant le coup, en arrêtant pratiquement l'assistance technique au Niger. On l'a fait d'une façon discrète au lieu de déclarer que nous allons punir le Niger*», explique M. Boutros-Ghali qui fait également valoir les missions de médiation au Congo-Kinshasa, au Togo et au Cameroun.

Par ailleurs, M. Boutros-Ghali n'apprécie pas les comparaisons qu'on peut faire entre la Francophonie et le Commonwealth qui, par le passé, a suspendu certains de ses membres, comme l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

Pour sa part, dans un entretien paru samedi dans *Le Devoir*, le premier ministre canadien Jean Chrétien estimait que l'OIF «*peut devenir une espèce de Commonwealth francophone*». «*Nous nous sommes servis du Commonwealth pour faire pénétrer la démocratie dans des pays. Nous espérons faire la même chose avec la francophonie*», dit-il en notant que plusieurs membres de l'OIF «*ne sont pas des modèles de démocratie et de bon gouvernement*».

Plus mesuré, M. Boutros-Ghali ne partage pas cette analyse. «*Chaque organisation a sa propre spécificité. Il ne faut pas oublier que la francophonie est encore nouvelle dans le domaine politique et il faut lui laisser le temps de mûrir et de développer des règles, des principes et des procédures [...]. Nous évitons d'imposer quoi que ce soit à un État sans obtenir la participation de l'État en question*», estime-t-il.



REUTERS

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, avait été reçu à Ottawa par le premier ministre Jean Chrétien, en juillet dernier, à l'occasion de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

VIII^e Sommet de la Francophonie

Il ne faut pas se cacher la tête dans le sable

Le Conseil de presse attend l'expression d'une volonté de changements réels dans les domaines vitaux de la liberté et des droits humains (AP)

MICHEL ROY

Président du Conseil de presse du Québec

Le Conseil de presse du Québec apprend avec espoir et intérêt que le VIII^e Sommet de la Francophonie se réunit à Moncton les 3, 4 et 5 septembre pour actualiser ses objectifs et revoir ses priorités à l'approche du XXI^e siècle. De cette session solennelle et des débats qui la marqueront, le CPQ attend, sinon des transformations profondes, du moins l'expression d'une volonté de changements réels dans les domaines vitaux de la liberté et des droits de l'homme, en particulier de la liberté de la presse dont Reporters sans frontières (RSF) nous rappelle qu'elle n'est pas respectée par 15 des 52 États et gouvernements qui forment cette communauté. Il faut savoir aussi que, depuis le Sommet de Hanoï en 1997, plus de 120 journalistes ont été incarcérés dans 20 des pays qui participent à la conférence de Moncton.

Née au Niger, la Francophonie perpétue depuis 30 ans l'idéal exigeant, quasi inaccessible de ses fondateurs, les anciens présidents Léopold Senghor (Sénégal), Habib Bourguiba (Tunisie) et Hamani Diori (Niger), qui cherchaient, par l'association que crée entre les membres le partage de la langue française, à intensifier le dialogue des cultures et des civilisations, à rapprocher les peuples par leur connaissance mutuelle, à renforcer leur solidarité par la co-

opération multilatérale. Les grands objectifs, qui en découlent sont inscrits dans la Charte de la Francophonie, révisée en 1997:

- tendre à l'instauration et au développement de la démocratie;
- tendre à la prévention des conflits, au soutien de l'État de droit et aux droits de l'homme.

Malgré des échecs et des reculs, il est indéniable que des progrès ont été accomplis depuis 1970 en Afrique francophone. Mais, au regard des objectifs fixés, celle-ci est encore loin du rêve de ses pionniers. Aussi doit-on souhaiter que s'établisse entre les pays francophones les mieux nantis et les États moins développés un régime d'entraide permettant d'avancer aussi bien, et à la même cadence, en matière de droits de la personne et de libertés démocratiques qu'en matière de développement économique.

À cet égard, l'espoir réside dans la création en 1997 d'un secrétariat général sous la haute direction de l'ancien patron de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, élu pour quatre ans et premier responsable de l'Agence de la Francophonie, laquelle est l'opérateur principal des programmes de coopération. Si cette formule ne produisait pas les résultats escomptés, il s'imposerait d'en inventer une meilleure.

Suivant les données recueillies sur place par Reporters sans frontières, les quinze États et gouvernements qui violent la liberté de la presse sont, en Asie, le Laos et le

Vietnam; en Afrique, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Mauritanie, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Tchad, le Togo, la Tunisie.

En août, 18 journalistes, dont 14 Africains, étaient encore emprisonnés dans six pays. Au Vietnam, quatre journalistes sont détenus, dont Pham Thai, en prison depuis 1995, ayant été condamné par le tribunal populaire de Ho Chi Minh-Ville à onze années d'emprisonnement pour «complot contre le pouvoir socialiste». Agé de 78 ans, Pham Thai devrait être libéré en 2006.

À la faveur du sommet de Moncton, RSP demande une fois de plus — et le Conseil de presse appuie sa requête — la libération immédiate et sans condition de tous les journalistes emprisonnés pour des délits de presse en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Côte d'Ivoire, au Vietnam et au Congo. Elle demande aussi des procès justes et équitables dans les autres affaires de presse, particulièrement au Rwanda et en Tunisie.

Le Conseil de presse invite instamment les délégations du Canada, du Québec et

du Nouveau-Brunswick participant au sommet de Moncton à rappeler aux chefs d'État et de gouvernement d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe que la liberté de presse, garantie par le droit international, est une valeur essentielle à laquelle les Canadiens sont profondément attachés, non seulement dans leur pays où cette liberté est explicitement prévue

par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés, mais partout dans le monde comme l'atteste l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, de sorte que toute atteinte à cette liberté, quels qu'en soient les auteurs, et toute violence commise contre un journaliste, où qu'il soit, sont des affronts aux hommes libres sous toutes les latitudes.

Le Monde du 7 mai 1999, dans un supplément consacré à la revue du XXI^e siècle, évoquait le rôle indispen-

sable du journalisme dans le débat démocratique en ces termes: «L'impérieuse nécessité de nouvelles rebelles, d'informations inattendues, de faits dérangeants pour animer et construire une cité à la fois consciente et pluraliste, dont les citoyens soient acteurs et non plus seulement spectateurs; bref, le besoin d'une presse libre et indépendante.»

**On doit souhaiter
que s'établisse
entre les pays
francophones
les mieux nantis
et les États
moins développés
un régime d'entraide**

LE DEVOIR

Boudria goes from 'Rat Pack' to world stage

Unlikely series
of events puts him
in the spotlight

By JACK AUBRY



As world leaders descend from their planes in Moncton, N.B., for the Francophonie summit, some of them might briefly wonder about the wiry unassuming man greeting them on the tarmac on behalf of all Canadians.

Prime Minister Jean Chrétien has chosen his own "Mind-Me" — Don Boudria — to fill in for him at the airport and later at the meeting of 50 nations. The Franco-Ontarian Boudria admits he sometimes wonders how he got to this point: "To have reached this is mind-boggling for a guy like me."

Those who only remember him as a cafeteria busboy in the 1970s or as an obnoxious member of the "Rat Pack" in the House of Commons in the 1980s can be excused for doing a double-take when they spot Mr. Boudria strutting the world stage this week at the largest international leaders' conference ever held in Canada.



CHRISTOPHER THE OTTAWA CITIZEN

Don Boudria welcomed Le Grand train de la Francophonie into Ottawa Friday as it made its way across the country to Moncton, N.B.

First, he will chair a two-day meeting of francophone ministers before the summit. With Mr. Chrétien chairing the summit, Mr. Boudria will then sit in Canada's chair at the gathering, pushing the country's position on cul-

tural diversity, child soldiers, landmines and human rights. The ubiquitous eastern Ontario politician will also hold numerous bilateral talks with many Third World leaders, who will likely be looking for more aid through-

out the week.

The "honour," as Mr. Boudria calls it, was thrown into his lap after an unlikely series of events. First, Diane Marleau was bumped recently from cabinet as minister responsible for the Francophonie, made up of nations with a large French-speaking population. Then Ron Dahamé, her successor, underwent surgery to remove a tumour in his left kidney, putting him out of commission for the summit.

That left the MP for Glengarry-Prescott-Russell, whose first assignment in cabinet in 1996 included the Francophonie, as the obvious choice to fill in.

By his own admission, these are heady days for a guy born in Hull who grew up with his grandparents after his father died in a car crash when he was only four years old.

A high school dropout and former messenger on Parliament Hill, Mr. Boudria is living testimony to Woody Allen's maxim that a big part of succeeding in life is simply "showing up" every day.

In 1981, when Mr. Boudria took on Conservative incumbent Albert Bédange and the "big blue machine"

for a seat at Queen's Park, no one gave him a chance.

He started showing up at the factory gates at 4 a.m. to hand out pamphlets, leading Mr. Bédange's campaign manager to ridicule him for not knowing how to "pace himself."

"That was 18 years ago, and I still haven't learned to pace myself," Mr. Boudria says. He is a political god in his riding now, winning elections by astonishing margins of 40,000 votes.

Mr. Boudria, who has so far logged 23 successful years in politics, once summed it up: "I'm not big. I'm not strong. But I have endurance."

Mr. Boudria says he will use a diplomatic style while sitting in the Canada chair, using the Canadian International Development Agency's \$2 billion a year in aid as a carrot to persuade offending Third World countries that their democratic institutions can be improved.

He says he doesn't expect problems from Quebec Premier Lucien Bouchard and separatists, who Mr. Boudria says have co-operated fully in preparing for the summit.

Mr. Boudria, who is married to wife MaryAnn with two children, celebrates his 50th birthday today.

Le pays

14

Boutros-Ghali rejette l'idée d'interdire la participation de certains pays

JULES RICHER
 Presse Canadienne

Interdire la participation au sommet de la francophonie à Moncton à des pays comme le Burundi et le Rwanda, qui briment les droits de la personne, n'est pas une bonne idée, estime le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali.

«C'est négatif», a-t-il affirmé hier, lors d'une entrevue avec la *Presse Canadienne*, depuis Moncton.

M. Boutros-Ghali soutient qu'il faut, au contraire, confronter ces pays aux valeurs de la démocratie que véhiculent les autres pays de la francophonie.

«Il est important d'avoir ces États pour qu'ils puissent participer à un sommet comme celui de

Moncton (afin) que nous écoutions leur point de vue, que nous donnions notre point de vue (et) qu'ils se voient confrontés à la société francophone internationale», a-t-il fait valoir.

Bien sûr, les États membres de l'organisation pourraient toujours prendre une décision dans le sens contraire. «En dernière analyse, c'est aux chefs d'État et de gouvernement de décider. À ma connaissance, ils ont décidé de les inviter, et le gouvernement du Canada leur a envoyé des invitations», a-t-il précisé.

Plusieurs voix se sont élevées au cours des dernières semaines, entre autres au sein de la communauté africaine au Canada, pour condamner la participation de ces deux pays au sommet de Moncton, dont l'assemblée générale commence vendredi prochain.

Le sénateur Gauthier

Certains, comme le sénateur libéral Jean-Robert Gauthier, ont suggéré d'expulser de la francophonie tous les gouvernements qui n'ont pas été élus démocratiquement.

En matière de respect des droits de la personne, M. Boutros-Ghali se fait plutôt l'apôtre d'une approche «pragmatique» et discrète. «Au départ, je suis d'avis qu'il faut avoir une attitude pragmatique. Chaque situation a sa propre spécificité. Vous ne pouvez pas appliquer des règles générales», explique l'ancien secrétaire général des Nations unies.

12 LE DROIT, OTTAWA-HULL, LUNDI 30 AOÛT 1999

Éditorial

Sommet de la honte

Clinton Archibald

Mais il y aura un autre sommet



Une toute petite semaine de la tenue du VIII^e sommet de la francophonie, à Moncton au Nouveau-Brunswick, une ville où un certain maître Jones a laissé un passé peu reluisant quant au sort des parlant-français, une polémique assez accablante pour les hôtes fait surface. L'organisation Reporters sans frontières (RSF) dénonce le fait que 15 pays sur les 52 qui y participeront, à l'invitation de nos autorités nationales, violent la liberté de presse. On peut brosser du revers de la main de tels énoncés, en disant qu'il existe une pléthore de pays qui n'ont pas passé le cap de quelque liberté que ce soit, celle de la presse étant la moins fondamentale en tout cas, après celle d'expression, d'élections démocratiques et de l'égalité de tous devant la loi. Mais c'est moche comme argumentation.

Après tout, l'ex-premier ministre Brian Mulroney avait reçu l'appui de beaucoup de pays, à la fin des années 1980, en décidant de ne pas aller au Zaïre de l'époque, parce que le dictateur-président Mobutu ne respectait pas les droits élémentaires de la personne et qu'il détenait ou zigouillait des prisonniers dits politiques. Le sommet n'eut pas lieu finalement, puisque la France du président Mitterrand se rangea de notre côté, ce qui augmenta notre renommée et fit du PM Mulroney un homme d'État qui avait du cran et qu'on respectait.

Le sénateur libéral Jean-Robert Gauthier en a lui aussi du cran. Cela a été sa marque de commerce, depuis sa première élection en 1972, en passant par son refus de voter pour la nouvelle Constitution de 1982 parce qu'il s'opposait à l'impossible notion «là où le nombre le justifie», parainée (et championnée encore de nos jours) par le chef actuel du gouvernement canadien. Comme sénateur, malgré des problèmes de santé, il a continué à se tenir debout.

Après avoir présidé ces deux dernières années l'Assemblée des parlementaires francophones (APF), il écrivait cette semaine au premier ministre, en passant par *Le Droit*, pour dire sans détour: «Aucun régime ne détenant de mandat populaire démocratiquement obtenu ne doit pouvoir siéger au sommet de la francophonie.» Et il rappelait que l'APF avait suspendu le Rwanda pour les atrocités commises à l'endroit de sa population, tout comme le Congo-Kinshasa, le Niger, les Comores.

L'ex-député d'Ottawa-Vanier, puisque le sénat ne se réunit que le 7 septembre, deux jours après la fin du sommet de Moncton, dit avoir été contraint de faire connaître le contenu de sa lettre, puisqu'il n'y voyait pas d'autre façon d'opérer. Quel beau paradoxe intéressant! Notre pays, champion d'une charte des droits et libertés, force l'un de ses plus éminents porte-parols, un porte-parole aux principes justes, à utiliser la liberté de presse pour demander à ses dirigeants, les nôtres aussi, à faire preuve de leadership... moral. N'est-il pas encore plus étonnant de constater qu'en laissant des représentants de pays si pauvres en pratiques démocratiques venir à Moncton les organisateurs du sommet devront assurer la sécurité de ces chefs d'État, comme s'ils étaient légitimement consacrés comme tels?

Il y aura un sommet parallèle à Moncton, la semaine prochaine, réunissant des groupes sociaux, syndicaux et populaires, comme Développement et Paix, la Fédération des femmes du Québec, Amnistie internationale et le Congrès du travail du Canada. À l'issue des délibérations, on voudra probablement offrir une déclaration au premier ministre, l'hôte de l'autre sommet, ainsi qu'au secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali. Cela devrait être fait à partir d'une manifestation pacifique, devant les lieux de discussions «officielles». Avec calme, dignité. On devrait demander au sénateur Gauthier d'aller prendre la tête de la file des manifestants. Comme cela, on s'assurerait qu'on ne lancera pas du poivre de Cayenne au visage de porte-parole pacifiques. À moins qu'on passe carrément au bâton de baseball. Mais cela n'empêcherait pas Jean-Robert Gauthier de parler, de se tenir debout et de marcher droit. Et le monde entier verrait qu'il y a dans notre petit pays, au milieu de politiciens crasses, des personnes de principe.

La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Chirac et Bouchard en pèlerinage à Memramcook

ALB

ANDRÉ PÉPIN
MONCTON, Nouveau-Brunswick

La communauté acadienne entend prendre un soin jaloux du président français Jacques Chirac au cours de son séjour à Moncton, la fin de semaine prochaine, dans le cadre du Sommet de la francophonie.

M. Chirac recevra des décorations prestigieuses et visitera, en compagnie du premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, la municipalité de Memramcook, au sud de Moncton, véritable berceau de l'Acadie. À Memramcook se trouvent les plus beaux paysages ruraux du Nouveau-Brunswick et c'est là que les Acadiens ont véritablement repris racine après la déportation cruelle de 1755. Les pommiers ploient sous de beaux fruits à cette époque de l'année.

Le Sommet de la francophonie, il importe de le rappeler, regroupe 52 chefs d'État et de gouvernement, mais n'inclut pas l'Acadie qui, comme on le sait, n'existe pas comme pays. Les hôtes sont le Canada et le Nouveau-Brunswick. Le Québec est partenaire de l'événement. Le drapeau acadien, par exemple, ne flottera pas sur les tribunes officielles, même si tout le monde sait que le Sommet se tient ici en raison de la présence acadienne francophone.

Les Acadiens veulent montrer leur reconnaissance à la France à cette occasion. C'est la Société nationale de l'Acadie qui prend des initiatives pour recevoir M. Chirac avec tous les égards.

La France, bien sûr, est la mère patrie des Acadiens, mais il y a plus. C'est le général Charles de Gaulle qui, en 1968, a reçu quatre éminents représentants de la communauté, désireux d'obtenir l'appui de la France, explique le secrétaire général de la SNA, René Légère. « Quatre des nôtres ont alors été reçus comme des chefs d'État. Nous ne pourrions jamais oublier ce tournant historique et nous souhaitons manifester notre reconnaissance », explique le secrétaire général.

Depuis 1968, ajoute-t-il, la France a versé environ 18 millions de dollars pour aider à l'épanouissement de la collectivité acadienne, par l'entremise d'échanges de coopérateurs. L'Université de Moncton, entre autres organismes, en a grandement bénéficié.

L'Évangéline, le quotidien des Acadiens à l'époque, a également profité de la générosité de la France puisque la toute première presse de qualité a été achetée avec l'aide du gouvernement français. Aujourd'hui encore, la communauté peut lire son quotidien français, L'Acadie nouvelle, du lundi au vendredi. C'est un exploit dans une province où les francophones sont éparpillés dans un immense territoire.

M. Chirac recevra la plus haute distinction acadienne, la médaille Léger-Comeau. Le chancelier de l'Université de Moncton, l'écrivain Antonine Maillet, remettra un doctorat honorifique en sciences politiques à M. Chirac, tandis que son homologue Louis Comeau, de l'Université Sainte-Anne de la Nouvelle-Écosse, lui remettra un doctorat honorifique en droit. M. Chirac recevra également plusieurs cadeaux de la communauté, dont un tableau d'un peintre acadien.

M. Chirac, de son côté, élèvera trois Acadiens au rang de Chevalier de l'Ordre national du mérite, en reconnaissance pour leur travail en milieu francophone au Nouveau-Brunswick.

SUMMIT OF LA FRANCOPHONIE

Fading influence of French dims event's lustre

Gathering has largely become a symbolic affair, less important than Commonwealth meeting, Canadian political scientist says

MARCUS GEE
The Globe and Mail

A-3

The leaders of 52 governments will descend on Montreal this week for the biannual summit of la Francophonie, an organization with a short history, vague goals and a dubious membership.

La Francophonie's stated mission is to bring together French-speaking states to work for the development of culture, education, science and technology.

But, 13 years after its birth, l'Agence de la Francophonie resembles the Seymour Millquetnost of international organizations: little known, and even less respected.

"A summit of la Francophonie is even less important than a Commonwealth summit," said political

scientist Laine Paquette of Lakehead University in Thunder Bay. "It's a largely symbolic event."

Given the organization's disputed origins and confused mandate, that is hardly surprising.

The government of Canada describes la Francophonie as "a community of peoples who are partially or wholly French speaking."

The mushiness is deliberate. Many of its members have only a fleeting relationship with French or France. In Vietnam, a former French colony and the host of the 1997 summit, less than 1 per cent of the population speaks French. The language is fading so fast that organizers of that summit had to have menus of better restaurants in the capital, Hanoi, translated into

French. Most restaurants used the more popular English.

Whether la Francophonie is a "community" is questionable, too. The organization embraces members as diverse as Senegal and Switserland, Lebanon and Moldova. Six members also belong to the Commonwealth: Canada, Cameroon, Dominica, Mauritius, Seychelles and Vanuatu.

Unlike the Commonwealth, which draws almost all its membership from the former British empire, la Francophonie includes odd ducks such as Bulgaria, Romania and Belgium, which were never possessions of France.

At least one country — Canada — has three memberships.

The very establishment of la Francophonie was held up for 15 years while the governments of Canada and Quebec quarrelled over what status Quebec would have. Eventually, it was decided that Canada would sit as a country member while Quebec and New Brunswick would sit as governments.

For the most part, the arrangement works. Last month, la Francophonie conferred an honour — l'Ordre de la Pléiade — on two separatist members of parliament in Ottawa while Prime Minister Jean Chrétien looked on.

But there are often frictions. Last year, Ottawa and Quebec City tangled over who would organize a visit to the Quebec capital by Fran-

cophonie secretary-general Boutros Boutros-Ghali, the former head of the United Nations.

What does la Francophonie actually do? The organization's charter commits it to the "development of democracy," but many of its member states are ruled by tyrants.

Another goal of la Francophonie is to guard the French language and culture. France, in particular, has invited la Francophonie in its campaign against the growing dominance of English as a global language — something that French President Jacques Chirac once called "a major risk to humanity."

Mr. Boutros-Ghali, an Egyptian whose first language is Arabic but who also speaks fluent French and English, told a Globe and Mail re-

porter this month that francophones should stop seeing English as a threat and get on with learning it.

As both French and France decline as global forces, the logic of la Francophonie looks weaker. French ranks ninth on the list of the world's most-spoken languages — after Chinese, English, Hindi, Spanish, Russian, Arabic, Bengali and Portuguese.

But the organization's members still account for 9 per cent of the world's population.

Meanwhile, three countries not usually known for their Frenchness will be present as observers in Montreal with hopes of becoming members: Poland, Macedonia and Albania.

THE GLOBE AND MAIL

International attention to focus on Moncton

Human rights not youth should be theme of conference; advocacy groups

JENNIFER DITCHBURN
Canadian Press, Ottawa

A-3

Politically motivated terrorism, assaults, ethnic tensions and kidnapping are just a few of the words that the Department of Foreign Affairs uses to dissuade Canadians from going to such francophone nations as Burundi and Burkina Faso.

So it is under the glare of a huge international spotlight that the Canadian government will be host for some of the leaders of these countries this week in Moncton at the eighth Francophone Summit.

The theme of the conference is youth. The heads of state of the 49-member la Francophonie and associate countries typically work out declarations of common interest and vaguely worded action plans.

Among advocacy groups, labour organizations and certain ethnic communities, however, human rights has become the real theme of the summit.

The first parallel summit of non-governmental organizations will set up shop simultaneously in Moncton.

The Canadian government has been criticized for allowing certain delegations to enter the country, such as representatives from Rwanda and the Democratic Republic of Congo.

Amnesty International lists 32 countries of la Francophonie as human-rights abusers.

Togotese President Gnassingbé Eyadéma, who has ruled there for 32 years, is scheduled to attend the summit. Amnesty reports that in his country hundreds are tortured, summarily imprisoned and executed.

Anne Sainte-Marie, spokeswoman for Amnesty's Quebec office, said Canada should take the opportunity to make a strong statement and initiate investigations into some of the summit's participants.

"Canada has all the jurisdiction necessary to initiate an inquiry and to see if among the delegation there are people who can be held responsible for serious crimes against humanity," Ms. Sainte-Marie said.

The issue is particularly hot in light of Canada's support last year of establishing an International Criminal Court to prosecute human-rights abusers.

The federal government insists that it will bring up the topic of human-rights abuses during bilateral meetings with a number of countries, but it does not promise any action beyond that.

Officials have stuck by the message that the presence of certain foreign representatives is important to help encourage them to respect human rights.

Government House Leader Don Boudria, Canada's political representative at the summit, said no



Gnassingbé Eyadéma

special treatment is being given to any leader or country.

"The fact that these countries are represented here does not mean we agree personally with ... with every head of state or head of government that is there," Mr. Boudria said in an interview.

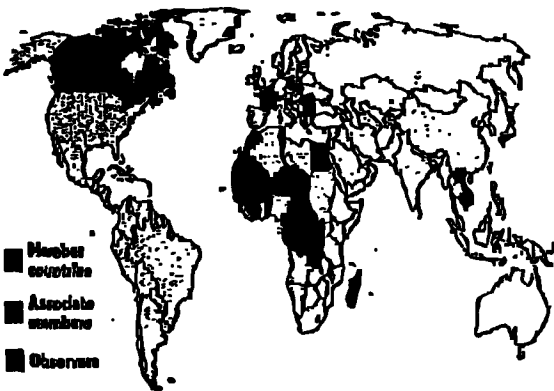
The Francophone Summit was instituted as a regular event in 1986. Canada has been a strong supporter of la Francophonie and in the past two years has put close to \$80-million into activities related to it.

The federal government has also worked to solidify new strategic and economic partnerships with countries it has not had a strong relationship in the past.

"Countries which are as diverse as those in southeast Asia or Africa, Europe, America, recognize each other because they speak a common language," said Pierre Yves-Macquais of the Centre for Franco-Canadian and Francophone Studies.

"On these foundations they will discover similar commercial, political and strategic interests."

PARTICIPANTS AT THE SUMMIT OF LA FRANCOPHONIE



- Member countries
- Associate members
- Observers

Member countries: Belgium (Kingdom of) and French community of Benin, Belgium, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Cameroon, Canada, Cape Verde, Central African Republic, Chad, Comoros, Congo, Democratic Republic of Congo, Djibouti, Dominica, France, Gabon, Guinea, Guinea-Bissau, Haiti, Ivory Coast, Laos, Lebanon, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritius, Moldova, Monaco, Niger,

Romania, Rwanda, Sao Tome and Principe, Senegal, Seychelles, Switzerland, Togo, Tunisia, Vanuatu, Vietnam.

Associate members: Egypt, Equatorial Guinea, Mauritania, Morocco, St. Lucia

Participating governments: New Brunswick, Quebec

Observers: Albania, Macedonia, Poland

The Globe and Mail

THE GLOBE AND MAIL

August 30, 1999

Relations brighten between Canada, France

French leader's little-known friendship with Chrétien's chief of staff catalyst in easing tension

GRAHAM FRASER
Parliamentary Bureau, Ottawa

Jean Chrétien and Jacques Chirac once viewed each other with suspicion and distrust.

Now, days before the French President's visit to Canada, relations between the two men are unusually positive—partly because of a little-known friendship between Mr. Chirac and Mr. Chrétien's key adviser, Jean Pelletier.

Shortly before he was elected president in 1995, Mr. Chirac said France would be first in line to recognize an independent Quebec; Mr. Chrétien retorted that a Yes vote in a referendum was as unlikely as Mr. Chirac's winning national power.

After he became President, Mr. Chirac was "too busy" to see Mr. Chrétien. Mr. Chirac was soon being described by Quebec sovereigntists as their "strongest ally on the international scene."

Now, however, as Mr. Chrétien and Mr. Chirac plan for a visit to the Arctic together after the Francophone Summit this weekend, federal officials are beaming at the state of Canada's relations with France. French interference in Quebec is no longer an issue of contention, and the always tricky triangle between Ottawa, Quebec City and Paris is unusually serene.

"Relations are in a very good state," a senior Canadian official said. "There is no dispute or conflict."

Part of the reason for the smooth relationship between Mr. Chrétien and Mr. Chirac is their mutual interest in working together at the G7, NATO, the UN Security Council and la Francophonie.

Quebec Premier Lucien Bouchard has had to come to terms with the fact that the President of France has a closer relationship with the Prime Minister of Canada than with the Premier of Quebec.

In the past, visits of senior French politicians — and francophone summits — have often been a source of considerable tension between Ottawa, Quebec City and Paris. Memories linger of the deep freeze in Canada-France relations that set in after General Charles de Gaulle's *Vive le Québec libre* speech in 1967.

Since then, successive French presidents have stuck to the formula of "non-indifference, non-interference" with respect to the issue of Quebec independence, but Canadian officials have remained suspicious.

Mr. Chirac certainly has raised hackles in Ottawa over the years. In 1987, when he visited Quebec as prime minister, Mr. Chirac suggested that Canadians should be grateful to Gen. de Gaulle for his remark, and referred to the James Bay hydroelectric dam as a symbol of Quebec's "capacity to develop itself and liberate itself," using a word often applied to liberated slaves.

In 1995, he stressed that France

would recognize Quebec after a Yes vote in a referendum — a position that angered Ottawa.

In 1987, during Mr. Bouchard's trip to Paris, Mr. Chirac uttered the ambiguous phrase, "whatever road Quebec chooses, France will accompany Quebec."

But this year, federal officials are obviously delighted at the current state of relations between the two countries.

A federal official said last week that plans for Mr. Chirac's trip were developed in co-operation with Ottawa, Paris and Quebec City, and "with complete transparency, both on the Quebec side and the Ottawa side."

Canada and France have been consulting closely on a range of issues, from the Francophone Summit to NATO, and from issues of cultural diversity to broadcasting.

But the friendship between Mr. Chirac and Mr. Pelletier, the Prime Minister's chief of staff, has been a valuable catalyst in easing tension between the two leaders.

The two men became friends more than two decades ago, when they were both mayors: Mr. Chirac the mayor of Paris, and Mr. Pelletier the mayor of Quebec City.

On Thursday in Quebec City, Mr. Chirac will attend the unveiling of a plaque to mark the 20th anniversary of the foundation of *Association internationale des navigateurs francophones* — an organization of which he and Mr. Pelletier are co-founders.

Whether intentionally or not, Mr. Chirac's visit to Canada will send two powerful messages back to France. The fact that he will be attending the Francophone Summit in Moncton and visiting Governor-General Roméo LeBlanc's home town of Memramcook, N.B., will underline the point that the "French fact" exists outside Quebec, which is often perceived in France as the only French-speaking part of Canada.

And his visit to Nunavut will stress that there are interesting parts of Canada outside Quebec. Nunavut attracted considerable media attention in Europe when it became a territory earlier this year.

Canadian officials have taken pains to stress that the improvement in relations between Canada and France is not simply a matter of personalities.

"The friendship is an interesting factor, but more important than that has been the recognition that, yes, Canada is an important player," one official said. "We are on the Security Council; we are a member of a number of key international organizations. The anti-personnel-mines treaty was a confidence booster for Canada — and a signal that we can play a key role."

But, when asked whether the friendship had eased the tensions in the relationship between Canada and France, another official grinned and said, "It certainly hasn't hurt."

Office of the
Prime Minister



Cabinet du
Premier ministre

Sommet de la
Francophonie - 1999

AOUT 30 1999

Ottawa, Canada K1A 0A2

Secrétariat

PRESS OFFICE / SERVICE DE PRESSE

Tel.: (613) 957-5555

Fax: (613) 957-5556

DATE : 30/08/99

TO / À : André LeBlanc, Sommet de la Francophonie

**FAX /
TÉLÉCOPIEUR :** 5068603030

FROM / DE : Kerry Edmonds

Urgent

For approval
Pour approbation

As requested
Tel que demandé

For your information
À titre d'information



BOWDENS MEDIA MONITORING LIMITED

One Nicholas, 10th Floor, Suite 1000, Ottawa, Ontario, K1N 7B7

TÉLÉPHONE (613) 789-7777

TÉLÉCOPIEUR (613) 789-4654

| | | | |
|------------|-----------------|----------|-------|
| SOURCE: | CLIENT | STATION: | --- |
| ÉMISSION: | POINT DE PRESSE | HEURE: | 11H00 |
| RÉFÉRENCE: | 894ED.2 | DURÉE: | 55:00 |
| DATE: | 27 AOÛT 1999 | | |

POINT DE PRESSE SUR LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

PATRICK PARIZEAU (Cabinet du premier ministre): Bon et bien, je voudrais souhaiter.. dire bonjour à tout le monde d'abord je pense que nous avons maintenant Moncton en ligne et je pense que nous avons aussi Paris, Ambassade sauf erreur n'est-ce pas qui écoute, bon très bien.

Présenter d'abord Claude Lavordure qui est notre ambassadeur en Belgique et au Luxembourg qui est le représentant du premier ministre au sommet qui est le cherpas(?) dans le jargon que tout le monde connaît. Michael Kergin(?) qui est conseiller du premier ministre en matière de politiques étrangères, défense et Patrick Parizeau du cabinet du premier ministre.

Je vais rappeler les règles de ces séances d'information, je pense que tout le monde les connaît, nous ne pouvons être cités ici par notre nom, mais comme haut fonctionnaire du gouvernement fédéral seulement, nous allons ouvrir cette séance d'abord Michael va vous parler de la visite du président Chirac au Canada. Ensuite, Claude va parler du sommet comme tel, du déroulement du sommet et des objectifs que nous avons à ce sommet. Ensuite, on prendra des questions ici à

partir, ici à Ottawa et après ça nous prendrons des questions de Moncton, Paris ne peut pas poser de questions, ils ne peuvent qu'écouter la séance d'information.

Nous allons avoir quelqu'un pour les questions d'ordre logistique que je ne vois pas en ce moment, Bernard Séguin que tous le monde connaît. S'il y a des questions là-dessus, il pourra y répondre après la séance d'information.

Entre-temps, on va démarrer avec Mike.

MICHAEL KERGIN (Conseiller du premier ministre en matière de politiques étrangères, défense): Merci beaucoup Patrick.

Oui, je vais justement dire quelques mots sur la visite du président Chirac. Cette visite s'inscrit un peu dans le cadre d'échanges réciproques que nous avons au plus haut niveau entre le Canada et la France.

Vous vous souvenez tous sans doute de la visite du premier ministre Jospin de décembre de l'année dernière. M. Chrétien lui-même est allé à Paris en janvier 97, on a reçu la visite du président Mitterrand en visite bilatérale en 1987 et M. Chirac a visité le Canada, mais pour les sommets Halifax en 95.

Cette visite, c'est une visite de travail bien que ce soit un programme très diversifié et vraiment, très, très grand parce qu'il va être au Canada entre le 1er septembre jusqu'au 7, ce qui est assez inusité qu'un président français est parti du pays pour un tel temps. Et il va être à Ottawa, Québec, Moncton, Nunavut et ça lui donne l'occasion d'entrer en contact avec des Canadiens d'origine et des régions très diverses.

Il va être accompagné des ministres Jocelyn(?) qui est le ministre de la Francophonie qui sera basé à Moncton pour la conférence sur le sommet de la Francophonie et il va être aussi accompagné par le ministre Marie-Georges Buffet(?) qui est la ministre pour la Jeunesse et Sport en France.

La visite commence à Ottawa où il va arriver le 1er septembre et il va rencontrer le Gouverneur général, ensuite il va faire un tour, une tournée du Musée des Civilisations, il faut que je dise que le président Chirac c'est un grand amateur des arts premiers, des arts des gens autochtones. Alors, il va visiter ce musée.

Il va rencontrer le premier ministre dans l'après-midi du 1er et ensuite il y aura un dîner restreint au 24, Sussex.

Dans ces réunions, sans doute on va discuter... passer en revue nos relations bilatérales qui sont dans un état très, très bien, très bons sans grands litiges, ni des contentieux. On va repasser quelques dossiers économiques, toujours d'intérêt pour nous nos exportations et les défis que des fois l'Union européenne nous pose pour l'exportation de nos produits agricoles.

Il y aura aussi... les deux chefs du gouvernement vont passer en revue les grands dossiers internationaux, évidemment, ils se sont revus dernièrement à Sarajevo pour le sommet de Sarajevo et sans doute on va parler un peu de la situation dans les Balkans.

Ensuite, il y aura certainement des inter... discuter sur le Moyen-Orient et l'ouverture... de la possibilité de négociations bien que maintenant M. Ehud Barak

est premier ministre de l'Israël. Certainement des questions de l'ordre d'union européenne, surtout l'orientation européenne maintenant vers la défense et la sécurité d'identité et comment ça, ça va jouer et peut-être aussi un peu sur les Nations Unies... la refonte des Nations Unies.

Probablement les deux hommes vont parler aussi de la francophonie, de la situation en Afrique centrale, ils vont peut-être échanger des vues sur le droit humain, comment ça peut être abordé à la francophonie, peut-être qu'ils vont parler aussi de la diversité culturelle et des intérêts coïncidants, convergents entre le Canada et la France sur ces dossiers-là et peut-être aussi de la coopération dans le monde en voie de développement francophone.

Ensuite, jeudi le 2 septembre, dans l'après-midi... dans le matin, le président Chirac ira à Québec où il assistera à l'inauguration de l'Association internationale des maires de langue française. Il va rencontrer le maire M. L'Allier, il y aura aussi une rencontre avec le premier ministre Bouchard suivie par un dîner qui va être offert par le premier ministre Bouchard et il part pour Moncton le même jour vers 20h30 de l'après-midi du 2 septembre.

Le programme à Moncton sera évidemment la francophonie et l'ambassadeur Lavordure va en parler, mais il y aura aussi une visite chez les Acadiens tandis qu'il soit à Moncton.

Ensuite, le 5 dimanche, il va aller comme l'invité du premier ministre à Nunavut pour visiter le Grand Nord, il sera à Kaluit(?) le 5 à 6 dans la campagne

du premier ministre Chrétien. Et le président Chirac va rencontrer l'Honorable Helen McSagac(?), commissaire du Territoire de Nunavut, l'Honorable Paul Okalik, leader du gouvernement du territoire de Nunavut et aussi il va participer dans un... faisant un discours à l'assemblée à Kallit.

Le 6, il visitera Cape Dorset(?) où il sera accompagné par le premier ministre et John Curly(?), maire de Cape Dorset et il va visiter l'atelier de lithographies, expositions et cultures de Est Baffin, Esquimaux Cooperative et peut-être on va augmenter notre taux d'échange balance de paiement avec la France parce qu'on espère peut-être qu'il même acheter quelques objets d'art mais ce n'est pas exactement le seul but de son voyage.

Alors, en terminant son... sa tournée dans le Nord à Pangniuktong(?), il sera accompagné par... accueilli par le maire là-bas et retournera à la France directement de Nunavut et Kallit pardon le 7 septembre.

Donc, c'est une... un bon voyage (inaudible)... il va rencontrer les différents aspects comme j'ai dit, la culture et la diversité canadienne.

C'est peut-être tout Patrick pour le moment, peut-être des questions peut-être.

PATRICK PARIZEAU: Très bien Mike merci. Claude.

CLAUDE LAVERDURE (Ambassadeur du Canada au Luxembourg et en Belgique): Merci Patrick et bonjour à vous.

Je vais commencer si vous voulez rapidement en décrivant l'ordonnancement des travaux du sommet en soulignant que pour nous, certains d'entre nous, le sommet débute dimanche dans quelques jours, à savoir qu'il y a trois réunions la même semaine. Nous aurons d'abord une réunion de deux jours des représentants personnels des chefs d'État et de chefs de gouvernements qui s'appellent le CPI, le Conseil permanent de la francophonie, suivi d'une rencontre de deux jours des ministres responsables de la francophonie des pays et des gouvernements membres.

Il y aura un jour d'interruption le 2 pour accueillir des chefs d'État et chefs de gouvernement et le sommet se tiendra donc vendredi, samedi et dimanche le 3, 4 et 5 septembre.

Le scénario est dicté si vous voulez, par la tradition, déjà c'est le huitième sommet. Bien entendu, séance d'ouverture vendredi matin à l'Université de Moncton où l'animateur, le présentateur sera Mme Antonine Maillet où nous entendrons neuf discours de chefs d'État, de chefs de gouvernement et également d'un groupe de jeunes puisque le thème de ce sommet est la jeunesse, ce sera une première où des gens qui ne sont pas nécessairement membres du sommet prendront la parole.

Dès l'après-midi, les travaux commencent et le sommet de la Francophonie, comme je le dis depuis ces débuts pratiquement, se divise en trois volets, qui sont si vous voulez les trois grands tiers. Le premier tiers, c'est celui qui est consacré à

7.

la politique, où on fait un état du monde, pas non seulement dans les pays membres de la francophonie, mais à travers le monde, et un échange sur des grandes questions qui tiennent particulièrement à cœur au Canada, qui est la question de la sécurité humaine, toutes les valeurs fondamentales dont nous faisons la promotion.

Et donc, c'est à ce moment-là qu'il pourra y avoir des discussions sur des éléments importants pour nous tels que les droits de la personne, les droits des enfants, les mines antipersonnel, etc. Le lendemain, le samedi, nous ferons une interruption de la production pour permettre pendant une heure, une heure quinze à une vingtaine de jeunes venus de plusieurs pays et gouvernements membres de la francophonie de rencontrer les chefs d'État et d'avoir avec eux et elles un dialogue. C'est là aussi une nouveauté que nous avons voulu instaurer, justement pour essayer de mieux tenir compte du thème qui avait été choisi pour le sommet de Moncton.

Ce sera suivi du volet économique où là aussi, on fera un état du monde. Bien entendu, je crois qu'il sera encore question de la crise économique en Asie, mais il sera aussi beaucoup question de mondialisation et de difficultés que rencontrent certains de nos partenaires du Sud de vivre dans ce système de mondialisation et de l'OMC, et comment nous pouvons, certains des partenaires, les aider à mieux s'en sortir.

Samedi après-midi, ce sera le volet dit de la coopération, qui regroupe un ensemble d'items qui vont des projets qui sont déjà en cours depuis les sommets précédents, projets qui peuvent être poursuivis, et aussi discussions de projets à annoncer, de projets à entreprendre pour répondre à certaines demandes, pour répondre à certains besoins, ça touche autant la coopération judiciaire, la coopération économique, la coopération dans le domaine culturelle et de l'éducation.

Donc, un ensemble de sujets qui sont déjà notés à l'ordre du jour, et d'ailleurs pour lesquels dans chaque cas, qu'il s'agisse du volet politique, économique ou coopération, nous avons déjà déterminé quel sera le chef d'état, le chef de gouvernement qui prendra le premier ou la première la parole pour lancer la discussion et quelle sera celui ou celle qui cherchera à trouver la conclusion. Donc on essaie d'avoir une certaine discipline.

Entre ces deux, évidemment, on provoque, on essaie d'avoir un débat qui permet de connaître les points de vue de chacun et de chacune. Le dimanche matin, on approche de la clôture, mais avant de faire les discours d'adieu et d'aborder la conférence de presse finale, il y a encore une décision importante à prendre au niveau des chefs d'état et chefs de gouvernement, c'est celle du choix du site du prochain sommet, et s'il y a lieu aussi, du thème qui sera abordé.

Ce sommet devrait avoir lieu donc, dans deux ans, c'est-à-dire en 2001. Je ne m'attarde pas sur d'autres aspects bien entendu. Comme dans tous les sommets,

au début il faudra choisir les bureaux, il faudra adopter l'ordre du jour, il faudra discuter aussi vers la fin des textes qui seront publiés. On songe à deux textes, une déclaration de Moncton qui serait un document peut-être de deux ou trois pages, et un plan d'action qui est beaucoup plus technique, qui compte sûrement une vingtaine de pages et qui permet à nos opérateurs et aux pays membres de savoir ce qui se passera dans le domaine de la coopération entre pays et gouvernements francophones durant les deux prochaines années.

Nous aborderons également au tout début la question des demandes d'adhésion d'un certain nombre de pays en tant que membres à part entière ou en tant que pays observateurs. Voilà pour le déroulement du sommet, je devrais également souligner que pour ce qui est de la conférence ministérielle, c'est le Canada qui présidera bien entendu et au sommet, ce sera M. Chrétien qui sera à la présidence également.

Pour Moncton, je vous dirais qu'il y a quand même un certain nombre de points spécifiques que l'on a pas connus dans les sommets précédents. Il faudrait noter d'abord que c'est... si c'est le deuxième sommet qui se tient au Canada, c'est évidemment le premier à se tenir au Nouveau-Brunswick en terre acadienne, et pour eux, c'est un objet de fierté énorme. C'est aussi le premier sommet que nous tenons, bien entendu, depuis celui de Hanoi, qui avait connu un virage important sur le plan d'une francophonie plus politique, et qui avait connu également la nomination de Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général.

Ce sera sa première occasion de participer à un sommet à ce titre, et aussi de nous faire un rapport de ce qu'il a pu accomplir au cours des deux premières années de son mandat. C'est également un point original du sommet de Moncton, à savoir que sur le plan matériel, nous avons voulu l'organiser via un comité composé des représentants du gouvernement canadien, du gouvernement du Nouveau-Brunswick et du gouvernement du Québec.

Donc, on a eu une organisation tripartite qui servait de conseil d'administration à un secrétariat d'organisation, qui lui est composé également de fonctionnaires de tous les niveaux, qui sont prêtés, qui sont en détachement, de même que de gens à contrat ou de gens des ONG. Donc, c'est un ensemble assez spécial où nous sommes allés chercher le plus possible les gens de la région de Moncton.

Enfin, et je sais que vous le savez, c'est le premier sommet de la francophonie qui connaîtra son sommet parallèle. Le G-7, G-8, l'APEC ont connu des sommets parallèles, c'est le premier sommet de la francophonie où on fait... on aura aussi un sommet parallèle. Enfin, je m'attarderai un peu sur la question du thème de la jeunesse. Je crois que c'est un choix heureux, c'est un choix qui par contre nous a posé des défis.

Je viens de vous décrire l'ordonnancement avec ces trois volets. Il n'était pas facile de marier à ces trois volets traditionnels le thème de la jeunesse. Comment l'inclure, comment s'y référer constamment pendant les trois jours du sommet? Et

surtout, et la question a été posée dès le départ par les jeunes eux-mêmes, comment les faire participer? C'est une table qui a ses traditions, qui a ses habitudes et qui ne regroupe que des chefs d'état et des chefs de gouvernement et qui se réunissent, vous le savez, à huis clos.

Et c'est pour cela que je vous ai dit, nous avons trouvé au moins deux moyens principaux, celui de faire participer les jeunes pleinement comme les aînés à la cérémonie d'ouverture pour lancer leur message, comme ça le message aura été entendu dès la première heure, et celui de les inviter le lendemain matin à avoir un échange avec les chefs d'état et chefs de gouvernement. Ces jeunes se sont préparés depuis un an, un an et demi, et pas ceux seulement... ceux que vous verrez à Moncton, mais il y a eu des centaines et des centaines de jeunes qui se sont réunis au niveau national, au niveau international, se concerter et préparer le message qu'il compte livrer au chefs d'États et aux chefs de gouvernements à Moncton.

Donc, il faudra à la fin, à la conférence de presse finale, que nous puissions vous indiquer clairement que nous avons entendu leur message, que nous les avons écoutés, et que nous avons cherché avec les moyens peut-être limités qui sont ceux de la francophonie, à répondre à leurs besoins, à leurs ambitions, à leurs frustrations, et aussi à leur montrer leur appartenance à la francophonie. Qu'elle est positive, qu'elle leur apporte quelque chose et qu'ils veulent eux aussi demeurer

francophones, et qu'ils voient dans la francophonie internationale une appartenance importante pour leurs États.

Dans les autres sujets, j'ai mentionné déjà qu'au volet politique et pour nous c'est capital que nous allons aborder toutes les questions liées à la sécurité humaine, à chaque volet, le représentant du Canada, qui dans ce cas, sera l'Honorable Don Boudria qui siégera au nom du Canada puisque M. Chrétien sera à la présidence, nous souhaiterons intervenir sur un certain nombre de sujets qui sont à l'ordre du jour et qui nous tiennent particulièrement à coeur.

Donc, il y aura des interventions nombreuses, on s'attend bien entendu à ce que tous les autres pays et autres gouvernements veuillent intervenir également. Et le rôle principal de M. Chrétien sera de trouver consensus, de trouver voir s'il y a vraiment une voix de la francophonie, s'il y a des points qui nous réunissent outre celui d'avoir en commun l'usage du français. Nous parlerons de diversité culturelle, c'est à l'ordre du jour.

Je vous ai dit ensuite que nous parlerons de mondialisation qui interpelle beaucoup les pays du Sud; et tout cela pour bien voir à quel point entre nous, en plus d'avoir en commun cette langue, s'il y a malgré les différences culturelles, s'il y a moyen de se concerter sur les grandes questions de l'heure, sur les grandes questions internationales, voir si en commun, nous avons des messages à livrer. Donc voilà l'essentiel, j'espère n'avoir rien oublié, et bien entendu, j'essaierai de répondre à toutes vos questions ici et à Moncton. Merci Patrick.

PATRICK PARIZEAU (Cabinet du premier ministre): Merci Claude. Alors, on va passer maintenant à la période de questions ici à Ottawa avant d'aller à Moncton. Une question, une supplémentaire sur le même thème. On va commencer avec Edison Stuart.

Q: Je... remember in Hanoi, there was an attempt to raise the immigrates issue, but it didn't get very far. I wonder, given the events of the last few weeks and the calls from various organizations, how and in what way will human rights issue be addressed? And thinking in particular of Warren Allmand's Organization in Montreal, they've asked to press *la francophonie* to ratify the agreement creating the international Crown corp(?).

CLAUDE LAVERDURE: As you know, *la francophonie* is a relatively young organization. It became an organization in 1970, but only as an intergovernmental organization dealing with co-operation in the fields of culture and technical co-operation. It's only in 1986 that we had our first summit, so this is number eight. I had the privilege of attending two of them a number of years ago, because I've not always been involved in *la francophonie*.

There has been a major change, and interesting developments. I think I would have been... I would have found it difficult to answer your question back in 1996-1997. People were still thinking about non-intervention and the right of countries to manage themselves. And this did not apply exclusively to *la*

francophonie us all over the world. And it's only a few years ago that people started to say that *l'ingérence* is acceptable, even in *la francophonie*.

So we can deal with things happening in member states. It's still a challenge very often. Nevertheless, it is on the agenda. And nobody has tried to fight it. We have discussed in recent months because these summits are prepared through a long series of meetings at my level and at the minister level. And even at those meetings, we had opportunities to express our views on recent developments on various *coup d'état* or changes that we did not appreciate.

And it's fascinating to see that there are no major differences anymore between countries of, what we referred to the South and the North. People are inclined to comment on what is happening now in neighbouring countries. And they raise issues, and they ask questions of the representatives of those countries. So we are not alone.

And I think there are opportunities now, especially in this first third of the summit to raise these issues and say that people are watching us, that we are members of the same club. And hopefully, we can try to promote the same values. These are not Canadian values. These are universal values. And I think we have the right to suggest that and question why some countries are, let's say, slower than others to achieve the respect of those same values.

So, it will be on the agenda; it is on the agenda. It will be raised officially, not only by Canada, but by a number of countries. And others will have to explain,

15

will have to show and explain how they intend to come closer to what we think is the norm. Beside that, in the case of Mr. Chrétien, it will be a little bit more difficult because he will be in the chair, as I said. But we will find opportunities to have bilateral discussions with a number of those countries.

And I can assure you that we are paying attention to all these messages that we get from various organizations. We do read the papers, we do get their memos. We have spoken with some of them, and we know what the message is coming from there. So the Prime Minister will be one of the major promoter of this issue.

Q: (inaudible)... just what is it you want the Summit to do? Or is it just by having this exchange that you expect to advance the cause of human rights? Do you expect... do want a declaration, for example? Do you want the Summit to do something (inaudible)...

MICHAEL KERGIN (?): I think it is... it will be certainly referred to in the final statement. I don't think the final statement will allow us on the other end to say that country X or country Y has announced that. This is not what we are expecting. But it will be in the final document. And in our plan of action for the next two years, there will be - I believe and I think Canada will take the lead - a number of projects that will help these countries to move faster towards a better type of democracy.

PATRICK PARIZEAU: Mireille.

Q: Depuis le virage politique à Hanoi, est-ce qu'il y a maintenant des chances que... de voir la francophonie faire comme le Commonwealth a fait pour l'Afrique du Sud? Est-ce qu'on peut s'attendre à ce qu'on dise à ces dirigeants, dont le comportement est jugé répréhensible(?) au niveau des droits de la personne, écoutez, si vous n'améliorez pas votre dossier, vous allez être exclus?

CLAUDE LAVERDURE: Ça, ce sera une décision qui devrait être prise en commun. Il faudrait donc non pas modifier, parce qu'il n'y pas de règles, mais il faudrait adapter certaines règles. On pourrait commencer par regarder les règles d'adhésion. Évidemment, ce n'est pas rétroactif. Par contre, je sens déjà que les pressions augmentent. Et quand je citais l'exemple de certains coups d'état récents, j'ai senti que certains pays de la même région se sentaient gênés de voir qu'ils appartenaient à un club où le voisin continue de faire des coups d'état militaires. Donc, il y a... il y a un développement de ce côté-là.

Je crois que nous arriverons à discuter ce genre de sujet que vous proposez. Le Commonwealth n'y est pas arrivé si facilement que ça, mais il est arrivé. J'ai été l'un de ceux qui étaient mêlés à toute la question du Nigeria pendant les dernières années. Donc, je l'ai vécu. Et ce n'est pas si facile que ça au Commonwealth, même si ça se fait, ça ne se fait pas de façon je dirais automatique. Il y a des jugements à apporter aussi à savoir si on veut suspendre les droits d'un pays membre. Ça se fait à quel moment? À quel moment est-ce qu'ils ont franchi, comment dirai-je, la ligne?

Mais personnellement, je vous dirais qu'en temps que représentant du premier ministre Chrétien, c'est une préoccupation que j'ai et que j'aimerais bien que cette francophonie continue d'évoluer. Pour l'instant, je pense que Boutros Boutros-Ghali ne l'a pas comme tel proposé, suite à son expérience depuis deux ans. Mais je sais qu'il en est aussi très conscient.

MICHAEL KERGIN: Juste pour souligner rapidement, c'est qu'évidemment avec le Commonwealth, il y a une histoire beaucoup plus longue. Et il y avait l'exemple très, très aigu, très précis. L'apartheid en Afrique du Sud, qui est un traitement des gens qui compte... absolument inacceptable. Donc, il a eu l'expérience dans les années 60 pour une suspension, par exposition(?), suspension du... le fait que c'est... donc, ce que dit l'ambassadeur, et on a fait(?) vrai que la francophonie évolue. C'est plus jeune. Ça prend du temps pour que ces questions soient acceptées comme une culture de l'institution de la francophonie.

Comme... mais comme le Commonwealth, la francophonie aussi agit pas consensus. Mais ce qui est très intéressant de voir, l'évolution de la francophonie depuis les... deux, trois dernières années, qui commence maintenant aborder, comme vous avez dit, ces questions d'une façon beaucoup plus directe. Donc, c'est là... à voir s'ils acceptent ou ils commencent avoir un peu la même culture, institution qu'est(?) actuellement le Commonwealth.

PATRICK PARIZEAU: Graham?

Q: À propos de la visite du président, souvent dans le passé, les visites des présidents français ont été des ins... provoquez-vous... bien, provoquer des incidents, ou bien ont été une opportunité de mesurer le décor de tension existante dans le triangle Paris-Québec-Ottawa. J'aimerais savoir comment vous évaluez l'état de tension dans cette(sic) fameuse triangle?

MICHAEL KERGIN: L'état tension, c'est très mou... très molle, je dirais. Non, dans la préparation de cette visite, évidemment il y a eu des discussions avec l'Élysée avec... par le touchement(?) des ambassades, et cetera. Et aussi avec les autorités dans la province de Québec. Et France(?) jusqu'à présent, a toujours les surprises qui peut(sic) se faire.

Mais je pense que cette visite, et l'organisation de cette visite, est passée dans la transparence complète. Transparence du côté fédéral et Paris, transparence du côté Québec... la ville de Québec et Paris aussi. Il y a eu une bonne entente, et je pense que c'est une visite qui... si se prépare dans la transparence, aussi va se faire un peu dans la transparence.

Donc, je suis très optimiste qu'avec ce genre de convergence d'effort et de vue, qu'on va avoir une visite qui va passer d'un côté sans embarras pour le visiteur, le président de la France d'un côté. Et de notre côté, pour que ça montre le partenaire que nous avons avec la province de Québec dans ces genres de visites.

Q: Do you... tell us why the Bloc québécois wasn't invited as part of the initial delegation? And also, could you talk a little bit about the journalists that

have had their Visas denied for entry to the... the Journalism conference this week... and to the Summit next week, particularly the Algerian delegation?

CLAUDE LAVARDURE(*): I'll take the first part of the questions. Which I would like to remind you that this summit is the Summit of the... of Canada, the States. So at the Summit, there's no doubt that all Canadians are represented through their government. You're talking more about the parliamentary delegation, there's no doubts. So there was a limited number of places. There's no doubt in that.

What we try to build is not a delegation that represents the House of Commons, but a delegation that represents the diversity of the country, the regions and the country itself. And of course, there is... through more than 300 MPs, but there was... just a bit more than 20 places. So, we do believe that we have a good departmentary delegation.

For the other part of the question, I will refer that to...

MICHAEL KERGIN: Pour la question des entrées des journalistes, évidemment, les journalistes, ils entrent sous les règlements qui sont mis en place par l'Acte d'immigration. Donc, ils sont soumis à des demandes sur la question d'est-ce qu'ils ont un passeport valable? Est-ce qu'ils ont assez d'argent pour se... pour continuer? Et pour... est-ce qu'ils... hum? Oh, I'm sorry, it was in English your question. I'm very sorry. That's right.

You know, they come under the Immigration Act as opposed to official delegations which come under the Foreign Missions International Organizations Act. I can't comment on each of the individual cases. It's something that is in the prerogative of the Department of Citizenship and Immigration, and I don't think they actually comment on individual cases.

But I can say this, that it was... we advise our embassies that because of the meeting that was taking place a result of the... in the francophonic context, that we would attempt to facilitate and provide all services and courtesies to those journalists who wish to attend that meeting. But they did come under the Immigration Act. So therefore, in... they had to satisfy certain provisions of the Act. And perhaps in these cases, they didn't by normally(?) individual cases.

Q: Just a supplementary, for the Algerian journalists, they were turned down three days after the conference started. You don't think that facilitation may be broke down(?) a little bit for those (inaudible)...

MICHAEL KERGIN: I don't know when they applied... I don't know when they made their application for their Visas. I just don't know the details. Did they apply very, very late? Did they... on the eve of the conference? I... I can't... I don't know the details of the case. I'm sorry.

PATRICK PARIZEAU: (inaudible)...

Q: Pour revenir à la question des droits de la personne, vous disiez tout à l'heure que les choses évoluent. Est-ce qu'elles vont avoir évolué suffisamment

pour qu'à ce sommet-ci, on voit un geste concret? Ou est-ce qu'on va rester dans des termes très vagues? Est-ce qu'on a l'intention de pointer certains pays? Ou on va parler des droits de la personne en général?

CLAUDE LAVERDURE: Écoutez, c'est difficile. En plénière, à huit-clos, je pense qu'on peut facilement citer des exemples. Dans les documents qui sont publiés à la suite d'un sommet, là, il faut convenir autour de la table du texte qui sera publié. Et donc, je crois que ce qui est notre ambition en temps que délégation canadienne, c'est d'avancer d'un sommet à l'autre et de pouvoir se permettre d'être de plus en plus précis, de peut-être mettre la barre de plus en plus haute.

Par contre, je doute fort qu'on puisse autour d'une table qui est réunie 49 chefs d'états de gouvernement, s'entendre sur un texte qui condamnerait précisément un pays. Je pense que la francophonie n'est pas arrivée là. Par contre, nous nous sommes permis, depuis l'arrivée de Boutros-Ghali et de ce... ce format... cette francophonie plus politique, d'émettre certains communiqués de presse. Si vous regardez au cours des 24 derniers mois, où au nom des pays membres et des gouvernements membres, Boutros-Ghali a condamné, a critiqué fortement un certain événement dans certains des pays partenaires.

Donc, il y a un progrès réel. Mais ce que je vous dis, c'est que - et ce que je répondais à Madame plutôt - je pense que la francophonie n'est pas au point où on peut s'attendre à Moncton où, par exemple, on suspende ou on exclut un des partenaires.

Q: Est-ce qu'il y a... est-ce que vous pouvez nous parler de certains pays qui préoccupent particulièrement le Canada?

CLAUDE LAVERDURE: Je vous dirais que tous ceux où il a des abus d'une sorte ou de l'autre nous préoccupent. Nous avons notre liste. Nous faisons nos enquêtes. Nous faisons nos analyses. Chaque année, nos ambassadeurs - et j'ai été ambassadeur dans ces certains des pays qui peut-être pourraient se retrouver sur ces listes - nous analysons leur situation.

Nous faisons des commentaires à notre ministère. Et notre gouvernement a un portrait, je crois, juste de la situation, y compris l'ent... tous les pays membres de la francophonie. Donc, le premier ministre et nos ministres ont les munitions nécessaires pour dire, pourquoi tel événement s'est-il passé? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de progrès dans tel domaine? Pourquoi est-ce que dans tel pays les droits de la femme ou les droits des enfants ne semblent pas encore jouir de ce qui est maintenant reconnu d'une façon universelle? On peut poser des questions précises parce qu'on fait nos propres analyses. Et je pense qu'on est des bons observateurs.

Q: (inaudible)... une toute petite dernière. M. Chrétien, vous dites, parce qu'il va être... qu'il va présider la réunion, ne pourra pas tellement s'exprimer. Alors sur ces questions-là, il pourra seulement en parler dans les réunions bilatérales? Ou est-ce qu'il va...

CLAUDE LAVERDURE: Non, écoutez...

Q: ... à un moment donné (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: Le Canada va s'exprimer par la bouche de M. Don Boudria. Il représentera le Canada. Mais je pense aussi ce n'est pas à moi de dire au premier ministre comment jouer sa présidence. Il en a vu d'autres. Vous pouvez présider, vous pouvez chercher le consensus, doutant(?) peut-être dans parfois certaines indications de vos propres sentiments. La présidence a aussi un rôle de leadership.

Ce que je disais pour(?) M. Chrétien, c'est qu'il le sait lui-même, contrairement à d'autres sommets où il est simplement un participant, où il peut s'absenter 15 minutes ici, 20 minutes là et céder son fauteuil à quelqu'un d'autre. Lorsqu'on est à la présidence, les absences sont plus difficiles à justifier.

Q: Question de la (inaudible)... vous avez dit qu'il y aura des discussions bilatérales que le Canada est quelques uns des pays sur les droits de la personne. Est-ce que ça veut dire, après ce que vous venez de nous dire, est-ce que le ton de ces discussions sera assez sévère pour leur dire et... pourquoi n'avez-vous fait des (inaudible)...

(S'ENTRECOUPENT)

CLAUDE LAVERDURE: (inaudible)...

Q: (inaudible)... vous avez fait, ou est-ce que ça va être... ou est-ce que le ton sera plus encourageant? Il faut maintenant qu'on vous aide à faire des (inaudible)... mais le reste est (inaudible)... ou est-ce qu'il y aura des mots sévères?

Et... et... deuxième question, avec quels pays est-ce que vous aurez ces discussions bilatérales (inaudible)...

MICHAEL KERGIN: Oui. Merci. Pour commencer, comme disait l'ambassadeur, la présidence de la conférence c'est une occasion. Il y a aussi la limitation, occasion pour qu'on puisse essayer de... en anglais, on dit *shape the consensus*, n'est-ce pas? Et on agit, comme disait l'ambassadeur, d'un rôle de leadership. En même temps, on est la présidente de la conférence. Alors, on ne peut pas (inaudible)... plus le temps.

C'est... il y a des questions des... ce qu'il va dire, évidemment, ce qu'il va dire aux pays évidemment dépendra beaucoup de la situation parce que chaque pays a une situation différente. Il y a des pays où ils ont fait beaucoup, beaucoup de progrès sur les droits humains. Le Mali, par exemple, s'en vient à l'esprit. Il y a d'autres pays où il a difficultés.

Alors, je présume - mais on va voir pendant(?) le déroulement du sommet - que le premier ministre aura les occasions pour rencontrer les gens pour exprimer selon leur cas, selon il y a des progrès, évidemment, des mots d'encouragement bien sûr. Et en même temps, où il y a eu peut-être des problèmes de signaler que les Canadiens sont déçus ou ne peut(sic) pas accepter de genre de performance qui est là. Parce que dans un sens, le premier ministre, il parle au nom des Canadiens dans ce cas-là.

Alors, ce n'est pas juste (inaudible), il parle comme chef du gouvernement canadien. Alors donc, c'est difficile à qualifier ce qu'il va dire à chaque... dans chacun des conversations qu'il va avoir. Mais ça va être approprié aux circonstances de chaque pays.

PATRICK PARIZEAU: Et Claude?

CLAUDE LAVERDURE: Je pense aussi le premier ministre peut en même temps qu'on critique, qu'on peut faire des offres. On peut aider les pays à améliorer la situation. Et en francophonie, on le fait. Si un président semble tarder, par exemple, ou un premier ministre a organisé des élections démocratiques, nous pouvons offrir notre coopération.

Et au cours des an... des dernières années, on l'a fait dans plusieurs pays. Si c'est une question de coûts, nous pouvons aider à financer la tenue des élections. Il faut, de façon constructive, faire tomber les excuses. Si on dit que les juges n'ont pas de formation, on peut peut-être aider à former les juges. Si on dit, bien, la population ne revendique pas vraiment ces... ce genre de droit, c'est une autre culture, on peut encourager la formation des ligues(?) des droits de la personne. On peut encourager la formation d'organisations féminines.

Et tout ça, on peut faire ça avec la coopération canadienne. Il s'agit, comme je l'ai dit, j'ai eu de l'expérience dans plusieurs de ces pays. Il s'agit d'enlever les excuses. Et il faut qu'on prenne une partie de la responsabilité. Nous sommes en francophonie comme dans d'autres cercles, ce qu'on qualifie de bailleur de fonds.

Donc, *you have to put your money where your mouth is*. Est-ce qu'on passe à (inaudible)...

PATRICK PARIZEAU: Oui, on va... je vais prendre encore une question de Jules et de son collègue derrière. Et puis ça va terminer la ronde ici, parce qu'on devrait aller voir nos collègues à Moncton après ça. Je m'excuse de désoler... de jouer une tour là-dessus. Jules?

Q: (inaudible)... Presse canadienne. Sur la diversité culturelle, est-ce qu'on peut s'attendre à quelque chose dans le communiqué final, un instrument peut-être?

CLAUDE LAVERDURE: Est-ce qu'il y aura un instrument? Ça, je ne peux pas vous le dire. Il y aura sûrement des façons de travailler, je dirais, améliorées. On essayera de faire plus et mieux. C'est une préoccupation de tous, en commençant pas les Canadiens. Et on le sent de plus en plus. Tout à l'heure, j'ai fait référence à la mondialisation, et ce n'est pas un jeu de mots. Quand on voit les partenaires en francophonie, et ils associent les deux choses à savoir qu'ils craignent que la mondialisation entraîne aussi une mondialisation de la culture américaine. Et que la culture dite française y perde des plumes.

Donc, il s'agit de se concerter, de voir si on peut ensemble mieux défendre, pas seulement la langue, mais cette culture qui est quand même partagée, même si chaque délégation, chaque pays a aussi ses cultures nationales. Donc, ce sera effectivement à l'ordre du jour, non pas simplement comme une question de protection ou de défense, mais aussi comme une question d'affirmation. Et je crois

que les chefs d'états, chefs de gouvernement, devront dire comment ils entendent procéder pour assurer cette survivance. Parce qu'on se sent, malgré tout, menacé. La mondialisation n'est pas qu'économique.

Q: (inaudible)... crucial en plus avec les négociations de l'OMC. Bien, c'est le temps de...

CLAUDE LAVERDURE: Tout à fait.

Q: ... (inaudible)... de façon (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: Il faut voir si on est... on peut... si on sait travailler ensemble. Je ne suis pas certain que dans les 30 ans de la francophonie, qu'on a toujours fait la preuve de cela. Mais là, je pense qu'on y arrive.

Q: Est-ce que ça va... il y a du travail à faire au sommet comme tel, pour conclure le...

CLAUDE LAVERDURE: Bien, il faut décider au sommet, parce que les échéances approchent là, comment nous allons travailler ensemble.

PATRICK PARIZEAU: Une dernière avant d'aller à Moncton.

Q: Okay. I'm wondering if you can say specifically which are the countries that are on Canada's list of those who will be, you know, reprimanded, I guess, at this meeting? (Inaudible)... ways to find out how...

MICHAEL KERGIN: Encouraged.

Q: ... they were (inaudible)... So who are they?

MICHAEL KERGIN: Coached. Coached.

CLAUDE LAVERDURE: Michael, do we... we don't produce lists, do we?

MICHAEL KERGIN: We don't... I don't think we do.

CLAUDE LAVERDURE: The Americans do.

MICHAEL KERGIN: The Americans are big on lists.

CLAUDE LAVERDURE: We have always felt that, you know, we take our text and our sources of information. And we discuss it bilaterally without saying this is our hit list. But I think, you know, you could sit down and probably draft our list.

MICHAEL KERGIN: You could sit down (inaudible)... yeah.

CLAUDE LAVERDURE: But we prefer to work on a case by case basis without necessarily making the headlines, unless we are... we have to say it publicly that this is too much. But there are cases where you're borderline, and I believe you hesitate to make it too public in case it goes the other way. So, I'm... unless the Prime Minister wishes to, I don't think we intend to publish a list of those we will be going after in Moncton.

Q: And the official delegates are all arriving in Canada under the Foreign Affairs Act, right?

MICHAEL KERGIN: Correct. Foreign Missions International Organisations Act.

Q: So that can't be a way... you can't use that as a way of identifying those who Canada believes is individuals.

MICHAEL KERGIN: No, that's correct.

Q: Because you blanket them all (inaudible)...

MICHAEL KERGIN: Under Foreign Missions International Organisations Act, every country is treated equally. So that in that sense, the diplomatic... it's a diplomatic entry to a... in a credited international conference, it doesn't make a distinction or a comment on the practices of that country. It doesn't mean by having that conference that Canada approves the conduct of the individuals or the countries that are attending that conference.

But it is an obligation on Canada because *la francophonie* is part of the international conferences, that we have an obligation to allow the accredited delegations into Canada for the purpose of attending the conference and the conference only. And so, they are under, if you will, the privileged immunities that are accorded by the fact of the conference, they're accredited to the conference.

Q: Now... there's just one other quick question. Is there(?) alleged, or I don't know, maybe even indicted criminals, you know, war criminals, people who use these faces(?) is apparently loose.

MICHAEL KERGIN: Right. Yeah.

Q: To your knowledge, are any of these people coming? You know, indicted or alleged war criminals and this kind of thing.

MICHAEL KERGIN: You use the term alleged.

Q: Yes.

MICHAEL KERGIN: Alleged can be by anybody. You could allege someone. So I can't answer your question. Because on alleged, anybody can allege and obviously, they...

Q: (inaudible)...

MICHAEL KERGIN: ... if they're indicted as far as we know, there is no one who has been indicted by the International Tribunal.

MODÉRATEUR: Maintenant, je pense qu'on va essayer de passer la parole à nos collègues de Moncton, s'ils nous entendent. D'ailleurs, je demanderais aux journalistes de s'identifier, qu'on ait une idée d'où viennent les questions. Est-ce qu'il y a...

Q: (inaudible)... is there some sort of order in (inaudible)... that the federal government could have to exempt (inaudible)... from (inaudible)... And if so, why wouldn't we do that when we're advocating the (inaudible)... of (inaudible)...

MICHAEL KERGIN: If I could answer that. The answer to that is that... that again, we have an obligation. The thrust of the Foreign Mission International Organizations is to allow all countries to attend a credited international conference. It doesn't speak to the question of whether the country is performing badly, well or unacceptably... unacceptably in human rights or democratic practices. So, the answer is that no, it is a... it is a legislation which is inclusive. So... that it would not apply.

Q: That wasn't the question. The question was, is it possible to ask (inaudible)... and Order in Council that... to proceed(?) (inaudible)... legislation, that Canada so desires.

MICHAEL KERGIN: No, because an Order in Council, as I understand it though, there are maybe some lawyers here, are to implement a... a piece of legislation. So, the legislation itself indicates that the... the... is an inclusive to allow countries to be accredited to international conferences. So, it would be a contradiction, I think, if you could... is to pass an Order in Council would be contrary to the purpose of the legislation.

Q: Yes, this is Mark (inaudible)... from (inaudible)... radio. How many heads of state are actually coming? (Inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: At this moment, we expect between I believe 38 and 41 heads of state and government to attend, out of a possibility of, if you include observers, 52. But I must say that it changes from one hour to the next. Some said maybe three, four weeks ago that they were coming, and have now indicated that they will be sending a representative for various reasons. So, we will not know for sure until they land.

Q: (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: I don't have my list.

Q: (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: We can provide it to you when it is finalized.

Q: (inaudible)... at this point?

CLAUDE LAVERDURE: Let me check with Moncton to see what we have.

Q: (inaudible)... de Radio-Canada Atlantique. Je ne sais pas si vous êtes en mesure de répondre à ma question, parce qu'il y en a été... on (inaudible)... plutôt et (inaudible)... ne semblait pas (inaudible)... peut avoir de détail. Mais c'est le sujet des... du journaliste à qui ont aurait refusé l'entrée pour participer la l'union internationale des journalistes de la presse de langue française. La semaine dernière, l'opinion(?) disait qu'il y avait plus de (inaudible)... M. Boudria nous a donné des informations plus précises mardi à l'effet il y avait une certaine demande qui avait été reçu très, très tard par les Algériens.

Si ç'avait été accordé, d'autres bon, ils n'avaient pas tous les document requis. Est-ce qu'il y a quelqu'un que je pourrais rejoindre pour avoir des... des précisions, des détails sur ces demandes-là? Parce que M. Boudria nous les a donné mardi, je voudrais savoir (inaudible)... aujourd'hui.

MICHAEL KIRGIN: Je pense qu'on... il faut que tu demandes au... au ministère de l'Immigration. Mais je pense que dans chaque cas, chaque cas est protégé par, comme on dit en anglais, the *Privacy Act*. Donc, les détails de chaque demande... parce que les demandes sont fait(sic) à titre d'individuels. C'est un personnage qui demande d'être admis au Canada. Parce que ça... comme je disais avant, c'est sujet à l'Act d'immigration.

Donc, c'est une question qui est privée et qui appartient à l'individu. Donc, la personne qui est refusée peut-être peut en donner des détails. Mais je doute fort que le ministère d'Immigration peut en donner parce que ça violera le... *the privacy* de cet individu, la raison pour laquelle il ne sera pas admis.

Q: (inaudible)... va en avoir des détails personnels de chaque cas. M. Boudria nous a quand même donné des chiffres qui nous démontraient qu'il avait été dit la semaine dernière par l'union, il n'était par tout à fait exact, qu'il n'avait pas nécessairement eu des refus. Il y avait eu des demandes du document (inaudible)... donc, c'est une question de chiffre par rapport aux délégations des différents pays. Hier, on m'a dit que cette conférence (inaudible)... ces détails-là, je voudrais simplement avoir ces renseignements-là. On peut avoir les détails de salaires et de passeports de chacun des journalistes qui avaient fait la demande.

PATRICK PARIZEAU: Mme Leblanc, nous n'avons pas ces détails-là en ce moment. Mais je peux vous assurer qu'on va vous rappeler dans la journée pour pousser plus loin cette question-là.

Q: (inaudible)... plus générale. Vous avez parlé des documents... comme les journalistes sont soumis à la Loi sur l'immigration et pas la Loi... je ne sais pas qu'est-ce qui est le nom de la loi en français, *le Foreign Mission International Organizations*, on leur demande quoi comme exigences avant qu'on leur permette d'entrer?

MICHAEL KERGIN: Vous parlez des journaliste?

Q: Oui.

MICHAEL KERGIN: Si je comprends... je ne suis pas un expert dans... dans les lois... ou les règlements d'immigration, mais je présume que c'est plutôt des questions qu'on pose à n'importe quelle personne qui veut entrer au Canada pour une période définie accréditée à une activité légitime. Donc, ceci dit(?)... ce serait une activité légitime, bien entendu.

Mais sur la question de... est-ce qu'ils ont passeport valide, valable? Est-ce qu'ils ont de l'argent pour leur soutenir pendant la période de temps qu'ils seront au Canada? Est-ce qu'ils vont... est-ce qu'ils ont un billet de retour pour retourner chez eux? Je présume c'est ce genre de critères qu'on exige à n'importe quel visiteur qui veut entrer au Canada pour une activité légitime.

Q: À certains de ces journalistes, on avait demandé, bon, des contrats de travail, des preuves qu'ils travaillaient effectivement pour des organisations de presse.

MICHAEL KERGIN: OK. À ce moment-là, on devrait vous fournir plus de détails parce que je ne les ai pas. Et on va nous assurer que quelqu'un d'immigration vous téléphone, comme disait Patrick au courant de la journée.

PATRICK PARIZEAU: Très bien, est-ce qu'il y a encore des questions à Moncton?

Q: Deux autres (inaudible)...

PATRICK PARIZEAU: Deux autres, très bien.

Q: (inaudible)... qu'il y aurait 20 jeunes(?) qui auront la chance de rencontrer les chefs d'états (inaudible)... ou (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: Non, la réunion du samedi matin sera à huis clos. Mais ça sera malgré tout une suspension des travaux réguliers. Mais ça sera à huis-clos.

Q: (inaudible)... the *Telegraph Journal*. (Inaudible)... the Prime Minister is sharing(?) the meetings, can you describe Mr. Boutros-Ghali's role of the summit? And also perhaps, (inaudible)... organization, just in the general sense, (inaudible)... the UN role that he has?

CLAUDE LAVERDURE: I think you should raise the question about the allega... making the comparison with the UN with him. It... we are inventing. This is the first time it's happening. We even had to discuss to where he would be sitting and so on and so forth. But this is a summit of heads of government and heads of states. And he is the Secretary General of the organization. He is... let's say, a very important witness. He will be making a few reports. But his is not expected to intervene on every issue. This is a dialogue between the member states.

Q: (inaudible)... top bureaucrat of the organization? That (inaudible)... describe it? (Inaudible)... what he doesn't do (inaudible)...

CLAUDE LAVERDURE: Francophonie is a complicated organization. We have a top official who is Roger De Heb(?) who administers the organization. Mr. Boutros Boutros-Ghali is our spokesperson. He's our leader in between the

summits and so on. He represents la francophonie. He does not necessarily administer the programs and the organization. But I'm telling you, we are innovating every day with him.

PATRICK PARIZEAU: OK, eh bien, je vous remercie beaucoup à Moncton. On va conclure ici à Ottawa avec deux dernières questions. Mais c'est vraiment la fin après ça. M. Stewart d'abord, après ça, Mireille. Et ça sera terminé. Voilà.

Q: The Ambassador said a little while ago that some of the summit countries are... were embarrassed at events in... to be members of an association that included some of their neighbours, after they had seen what has happened. I wonder without naming names, since you don't want to name names, is Canada embarrassed that some of these people are coming to Canada? (Inaudible)... members of the same organization?

CLAUDE LAVERDURE: We would like to use the opportunity of they're being in Canada to convert them, to improve their attitude, to improve their policies. I don't think we would be inclined to quite belonging to the UN because there are some member states that do things that we disagree with. Canada belongs to a number of international organizations. We play a leadership role in many of them. And we think it's the best way to change the attitudes and improve the policies of partners. So... I would not suggest that the issue of embarrassment is an

issue. We know who's coming, we know about them. And we intend to have a dialogue with them.

PATRICK PARIZEAU: En terminant, une dernière question.

Q: Ma question porte le sujet de l'Agence universitaire et de son président M. Guillou(?). Est-ce que ça va être tranché dans quel format? Comment ça va être discuté ça au sommet?

CLAUDE LAVERDURE: En soit, le sommet n'abordera pas cet aspect de la question de l'AUF, l'Agence universitaire de la francophonie. On examinera son programme au cours des deux dernières années, et son plan d'action pour le bien homme qui suit. Et bien entendu, nous sommes tous conscients de ce que deux importants rapports ont été présentés au secrétaire général. Nous en avons pris connaissance.

Il est évident qu'il a des choses qui paraissent accablantes là-dedans et que des mesures devront être prises pour restructurer un peu cette organisation à laquelle nous tenons. Ceux qui prétendent que le Canada et d'autres veulent la disparition de l'Agence universitaire francophone se trompent. C'est un des éléments essentiels de la coopération en francophonie. Mais il est évident, selon les rapports dont nous avons pris connaissance, qu'il y a des correctifs à apporter.

PATRICK PARIZEAU: Bien, mais je vous remercie tout le monde pour cette séance d'information. Ceux qui veulent des informations de nature logistique,

3X

il y a Bernard Séguin du Bureau du premier ministre qui est ici qui peut faire un suivi. Merci.

VI.-

**ENTRETIEN DU MINISTRE DELEGUE
A LA COOPERATION ET A LA FRANCOPHONIE,
M. CHARLES JOSSELIN,
AVEC "FRANCE-INTER"
- EXTRAITS -**

(Paris, 25 août 1999)

Q - Vous êtes ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie en charge de l'Action humanitaire. Cela fait beaucoup pour un seul homme.

R - Oui, c'est beaucoup.

Q - Commençons par la Francophonie. La semaine prochaine, se tient à Moncton, au Canada, le 8ème Sommet de la Francophonie. Qu'est-ce que c'est exactement la Francophonie ? On a un peu l'impression que c'est un peu un rideau de fumée dans un environnement mondial très anglophone ?

R - La Francophonie, c'est d'abord ceux qui parlent français ou en français. Ce sont les pays où l'on parle français plus ou moins complètement. C'est aussi un ensemble de pays qui voudraient bien adhérer à cette communauté francophone, parce que d'accord avec nous sur un certain nombre de principes, y compris de droit et de démocratie. Sur le plan institutionnel, la Francophonie rassemble 49 Etats-membres et 3 observateurs : la Pologne, l'Albanie et la Macédoine - Albanie et Macédoine ont d'ailleurs demandé à devenir membres. Il n'est pas impossible, compte tenu de l'actualité, qu'on accède à cette demande, mais cette décision sera prise au cours du sommet. La Francophonie, c'est donc, en tout, 500 millions de personnes représentées par ces 52 pays. Tous ne parlent pas français, mais il faut y ajouter aussi ceux qui, en dehors de la Francophonie, apprennent le français. En tout cas, c'est une réalité importante.

Q - Une fois que c'est dit, à quoi ça sert ?

R - Je pense que la Francophonie sert d'abord à éviter que l'anglais ne devienne le seul vecteur sur le plan aussi bien de la conversation que de la création culturelle. Elle sert à affirmer une solidarité Nord-Sud entre francophones. Elle sert aussi à atteindre un objectif auquel nous tenons fortement les uns les autres : l'accès à l'éducation, à la culture, à la langue pour les populations jeunes de ces pays du Sud qui ont bien du mal à attendre cet objectif, seuls. Et je rappelle que le Sommet de Moncton va être notamment marqué par une présence forte de la jeunesse. J'espère bien que ce sommet va faire la preuve que la Francophonie n'est pas un souvenir, mais un avenir.

Q - Parlons maintenant de la Coopération. C'est un dossier qui sent le souffre depuis très longtemps. La coopération, pour la France, ça a été surtout l'aide à l'Afrique pendant pas mal d'années, marquée par les réseaux gaullistes, les réseaux mitterrandistes. Vous êtes arrivé dans ce ministère en prônant la transparence. Etes-vous arrivé à vos fins ?

R - D'abord, les réseaux, on ne les utilise plus. Nous espérons qu'ils vont mourir de leur belle mort, si j'ose dire.

Q - Cela veut dire qu'il en existe encore un peu ?

R - Oh ! il est difficile de savoir exactement ce qui se passe de cette manière. Mais je prends en tout cas l'engagement que le gouvernement français a fait le choix de ne plus jamais utiliser cette forme d'influence. Je crois que les Etats africains ont compris, en tout cas, que la réforme de la Coopération - en ouvrant notre coopération à l'ensemble de l'Afrique mais aussi au reste du monde - a eu pour résultat de les désenclaver sur le plan diplomatique, et d'éviter cette marginalisation de l'Afrique francophone par rapport au reste de la planète. Je crois que les efforts que nous faisons pour mieux impliquer la société civile dans la coopération-développement sert la démocratie et le développement. Je pense que les positions que la France a défendues en matière de Droits de l'Homme et de la démocratie marque un changement significatif auquel les Africains - je pense en particulier aux jeunes Africains - sont sensibles.

R - La France, aujourd'hui, est dirigée par un gouvernement de gauche, et Jacques Chirac est l'héritier du gaullisme. Y a-t-il des pressions sur vous lorsqu'il s'agit des dossiers africains ? Des coups de fil de temps en temps ?

R - La relation en termes de cohabitation en matière d'Affaires étrangères est bonne. Il arrive que des nuances nous opposent sur tel ou tel pays. Mais, globalement, j'observe que le consensus se réalise et que les positions que Lionel Jospin a voulues sur différents dossiers sont celles finalement de la France.

Q - Des nuances opposent Jacques Chirac et le gouvernement ?

R - Non. Il n'y a pas d'opposition de ce point de vue autour de l'Afrique. Et, s'agissant de la réforme de la Coopération, après les réserves exprimées par l'Elysée, j'observe finalement que Jacques Chirac défend cette réforme et nous aide à convaincre de son bien-fondé les chefs d'Etat africains.

Q - La Coopération, c'est de l'argent, certainement beaucoup d'argent, pas assez peut-être à votre goût. On a parlé cet été de détournements d'aide internationale en Bosnie de la part des dirigeants bosniaques. Je suppose que ça doit se passer ailleurs. Vous en avez peut-être quelques échos ! Y a-t-il un moyen sûr de suivre le cheminement des aides ?

R - Il y a toujours conflit entre d'une part le besoin d'aller vite et d'atteindre l'objectif d'urgence qui est en général poursuivi, et d'autre part le besoin de contrôler. Plus les procédures sont multinationales, plus le risque d'opacité est grand. Je crois que tout le monde convient - et c'est vrai aussi au plan européen - que les procédures d'évaluation doivent être renforcées. Je souhaite en tout cas que le souci légitime de lutter contre ces détournements ne vienne pas alourdir les procédures, ce qui aurait pour conséquence de faire arriver l'aide trop tard.

Q - Les Européens parlent d'une même voix dans ce domaine ?

R - Oui. J'observe là aussi que les choses avancent bien et je pense que, dans le cadre de la renégociation des accords de Lomé, qui est en cours - et c'est une grande affaire pour la coopération, puisque c'est la relation entre l'Europe et 71 pays de l'Afrique, Caraïbes et Pacifique - nous finirons par faire prévaloir un point de vue univoque de la part des Européens, et pouvoir convaincre les Africains aussi d'aller vite, car je rappelle que si cette convention de Lomé n'est pas renégociée avant le mois de février 2000, le vide juridique qui va en résulter pourrait bien être mis à profit par ceux qui aimeraient bien qu'il n'y ait plus cette relation privilégiée entre l'Europe et les pays du Sud.

Q - Parlons un peu de l'Action humanitaire. Il y a une controverse en Turquie sur l'accueil des équipes humanitaires françaises et étrangères. Qu'en dit le ministre ?

R - J'observe, quant à moi, que nous avons été parmi les premiers à réagir à la demande du gouvernement turc. Dès le 17 août, une première équipe de sauvetage arrivait à Izmit en particulier. J'observe aussi que si nos équipes de sauvetage vont, cette semaine, revenir en France, les équipes médicales restent sur place, à la fois un poste médical avancé, mais aussi un hôpital mobile que le ministère de la Défense vient d'installer, le 22 août. Il est clair que les moyens médicaux, eux, vont devoir être mis en place, rester, être consolidés, en attendant de pouvoir aider les Turcs à reconstruire leur pays. J'étais hier à Hourtin, et le président du Conseil général, P. Madrelle, me disait la sensibilité extrême de la population bordelaise, à ce drame qui touche directement la communauté turque installée là-bas. Je pense que les Français doivent aider les Turcs à reconstruire leur pays./.

DIPLOMATIE GAZEAU-SECRET

II.-

**DJIBOUTI - DROITS DE L'HOMME -
ATTITUDE DE LA FRANCE
REPONSE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
M. HUBERT VEDRINE,
A UNE QUESTION ECRITE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

(Paris - Journal officiel, 23 août 1999)

La France suit avec attention la situation des Droits de l'Homme à Djibouti. Les organisations de défense des Droits de l'Homme ont souligné la précarité des conditions de détention de certains détenus, notamment ceux de la prison de Gabode où, selon plusieurs sources, en particulier le comité international de la Croix-Rouge, les conditions de vie sont difficiles, aggravées par la pénibilité du climat, les difficultés d'approvisionnement en eau et électricité, ainsi que la surpopulation carcérale, sans toutefois que la situation y soit comparable à celle d'autres pays africains.

La France s'est inquiétée du sort des détenus djiboutiens. L'état de santé de certains membres, ou présumés membres, de la branche du front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) dirigée par M. Ahmed Dini, qui a rejeté l'accord de paix de décembre 1994 et poursuit la lutte armée, avait en effet suscité des inquiétudes. A l'initiative du procureur de la République de Djibouti, une délégation de magistrats, d'avocats et de médecins, dont deux Français, a alors pu examiner leur situation. Le rapport effectué à cette occasion n'a pas fait état de cas de maltraitance sur les prisonniers.

Par ailleurs, les autorités djiboutiennes ont invité une mission conjointe de l'Observatoire international des prisons et de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, afin de constater de façon totalement indépendante la réalité des conditions de vie dans les prisons djiboutiennes. Le ressortissant djiboutien, par ailleurs avocat de membres du FRUD, qui a été libéré par mesure de grâce présidentielle le 10 mai 1999, et dont l'interdiction de plaider est temporaire, avait été condamné au mois de février dernier pour une infraction de droit commun.

La France qui entend soutenir le développement de Djibouti, et notamment l'enracinement de l'Etat de droit et le respect des Droits de l'Homme, a repris sa coopération en matière de justice, ce qui permettra sans doute des améliorations significatives des systèmes carcéral et juridique djiboutiens./.

Une vocation politique élargie

La Francophonie ne peut se justifier que par une grande ambition permanente et ne peut durer que par de grands moyens, politiques, financiers et techniques

JEAN-MARC LÉGER

L'auteur est ancien Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie (ex-ACCT) et ancien Secrétaire général de l'Agence universitaire de la Francophonie (ex-Aupelf-Uref)

Pour la première fois, la réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays «ayant le français en partage» — appellation officielle de cette conférence — va se tenir dans le cadre des nouvelles dispositions adoptées en 1997 à Hanoï, où a été élargie et consacrée non pas la nature mais la vocation politique de la Francophonie. Pour la première fois aussi, le Secrétaire général de la Francophonie pourra, les 3, 4 et 5 septembre prochains à Moncton, faire état des initiatives qu'il a prises en matière politique, non seulement en vertu de ses nouvelles attributions mais aussi avec l'autorité morale d'un ancien Secrétaire général des Nations unies.

Quel que soit, cependant, l'intérêt de ce nouveau domaine d'intervention, ce n'est pas là, et de loin, ce qui fait la raison d'être de l'Organisation internationale francophone ni ce qui peut préserver et, mieux, conforter l'attachement des pays membres, ce qui peut confirmer plus que la singularité, la nécessité de l'entreprise née à Niamey en 1970. Ce sont fondamentalement, aujourd'hui encore, le dynamisme, l'inventivité, la vigueur et l'efficacité de la coopération multilatérale, l'ampleur et le réalisme des objectifs, les moyens et la rigueur des programmes qui justifient la Francophonie et lui assureront plus que la durée, l'essor et, pourquoi pas, l'exemplarité. C'est la démonstration à faire en permanence de la validité et de la fécondité d'une coopération fondée sur le partage et l'usage d'une langue commune. Il y va en même temps, pour une part en tout cas, du rayonnement de celle-ci et de son caractère de langue internationale.

Il faut prendre garde, d'autre part, de céder à la tentation du procès — parfois systématique — de ce qui a été accompli à ce jour et, fut-ce dans le souci légitime d'innover, de rénové ou de rectifier, de remettre en cause ou d'ébranler

des institutions et des programmes qui ont constitué, pour l'essentiel, d'incontestables réussites. Si les principales organisations de la Francophonie n'ont pas répondu à toutes les attentes placées en elles, il reste que le bilan global est nettement positif: les lacunes et les faiblesses, les déceptions parfois ont tenu dans une large mesure aux pays membres eux-mêmes, ceux du Nord en particulier, qui n'ont pas toujours marqué la conviction nécessaire ni assuré les moyens indispensables à la réalisation des objectifs proclamés.

De même que le VII^e Sommet a été celui d'une relance politique et du renouvellement des structures, le VIII^e doit être celui d'une clarification des grands objectifs et d'une véritable relance de la coopération multilatérale dans les grands domaines du développement (étant bien entendu que la culture est au coeur du développement) avec l'attribution des moyens financiers et techniques correspondant.

Les priorités

Les priorités s'imposent d'elles-mêmes: l'éducation, d'abord, au sens le plus large, de l'alphabétisation jusqu'à l'université, (et cela au premier chef et massivement en Afrique, tragiquement négligée par l'Occident depuis quelque temps); la jeunesse de nos pays, avec le souci de l'enseignement technique et professionnel et des politiques de l'emploi, l'exploitation maximale des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la défense et la valorisation de toutes les cultures représentées au sein de la communauté francophone (qui, là aussi, là surtout peut-être, peut faire œuvre exemplaire dans un monde menacé par l'uniformisation), la concertation dans les domaines de la politique économique et financière (à la lumière des conclusions de la récente

conférence de Monaco), enfin et dans le même temps, la diffusion de la langue française (l'enseignement, les médias) et sa défense vigilante, exigeante, notamment dans les organisations internationales de toute espèce, avec la conviction que défendre le français aujourd'hui, c'est défendre toutes les langues et les cultures qu'elles expriment et qui les sous-tendent.

La Francophonie ne peut se justifier que par une grande ambition permanente et ne peut durer que par de grands moyens, politiques, financiers et techniques. La stagnation serait l'amorce de la régression. Chacun sait parfaitement que dès lors qu'il y a la volonté politique, les moyens suivent. On vient d'en avoir une nouvelle démonstration avec le programme de reconstruction au Kosovo et le pacte de stabilité pour les Balkans. S'il n'y a pas un accroissement substantiel des moyens mis par les pays membres, ceux du Nord essentiellement, à la disposition de la francophonie, il sera difficile de se défendre d'un certain scepticisme, voire d'une certaine ironie, devant la réaffirmation de grands principes et d'objectifs généreux... mais lointains. En fait, pour une adéquation minimale de l'agir à la parole, il faudrait que la Francophonie dans son ensemble (tous «opérateurs» confondus) bénéficie d'un doublement de ses moyens d'ici cinq ans, d'un triplement d'ici 10 ans. L'effort ne devrait pas être attendu uniquement des pouvoirs publics: les grandes entreprises de tous nos pays ont tout à la fois une obligation morale et à terme un intérêt évident à l'expansion de la communauté francophone. Pourquoi pas une Fondation internationale de la francophonie?

L'essor de la francophonie

Le Québec et le Canada français en général ont un intérêt évident, vital, à l'essor de la Francophonie. Pour le Québec c'est encore (et sans doute pour longtemps) le seul forum international où il occupe une place propre (fut-ce simplement celle de «gouvernement participant») et peut faire entendre une voix distincte. L'importance qu'il attache à la Francophonie, manifestée avec éclat depuis longtemps, devrait l'amener à être de nouveau une force de proposition lors de ce prochain Sommet à l'inciter à faire pression auprès de certains autres États pour que soit réaffirmée l'urgence d'une ambitieuse politique de coopération multilatérale, d'une convention pour la protection de la diversité culturelle, d'un budget au moins partiellement à la hauteur des besoins les plus pressants.

Les conclusions de ce VIII^e Sommet diront, dans une large mesure en tout cas, la vérité des engagements politiques et les chances de l'essor de la Francophonie.

La
stagnation
serait
l'amorce
de la
régression

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01042724 6

DOCS
CA1 EA 99C13 ENG
Canadian media attention to the
Summit de la Francophonie 1999. --
17914041